

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES

ADMINISTRATEURS COMMIS PAR JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

GASTON LACQIN

Avocat à la Cour d'Appel

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES

ADMINISTRATEURS COMMIS PAR JUSTICE

THESE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 10 juin 1898, à 1 heure

PAR

GASTON LACOIN

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. GLASSON.

Suffragants : { MM. DUCROCQ, professeur.
THALLER, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

A MON GRAND-PÈRE

A MON PÈRE

INTRODUCTION

La justice n'a pas seulement la mission de réprimer les délits et de juger les procès ; elle exerce aussi au profit du justiciable une juridiction bienfaisante et gracieuse qui assure la protection des incapables de fait ou de droit.

A cet effet, elle désigne souvent les mandataires légaux que la loi a chargés de représenter ou d'habiliter les incapables ; elle confère le mandat judiciaire d'agir à la place et dans l'intérêt de ceux qui sont hors d'état de le faire eux-mêmes ; elle donne, soit aux incapables, soit à leurs représentants, les permissions, les autorisations nécessaires pour que certains actes graves, autrement impossibles, puissent être passés.

Désignation des mandataires légaux, nomination des mandataires judiciaires, autorisations de justice, voilà trois manifestations de la tutelle judiciaire.

Cette tutelle, qui fait partie de la juridiction gracieuse ou volontaire, ainsi appelée par opposition à la juridiction contentieuse, nul texte ne la nomme ; aucune formule n'en donne les principes, n'en détermine les limites, mais elle paraît être inhérente à l'office même du juge ; elle en est le complément naturel et nécessaire. En présence d'un fait qui est de tous les temps et de tous les pays, on peut affirmer la légitimité de cette tutelle judiciaire ; dans nos lois, de nombreuses dispositions la supposent et la mettent en œuvre.

Parmi ces interventions de la justice en faveur des personnes incapables ou empêchées d'agir une des formes intéressantes, peu étudiée jusqu'ici, est le *mandat d'administration judiciaire*.

Ce mandat est devenu de plus en plus fréquent; la pratique semble avoir singulièrement devancé la théorie, l'administration judiciaire a pris une importance qu'assurément le législateur ni le praticien du siècle dernier ou même du milieu de ce siècle ne pouvaient pressentir. Nous pensons que la justice, en accordant d'une main largement ouverte les mandats de ce genre, exerce ce qui est véritablement sa fonction et fait son devoir.

Le nombre toujours croissant des cas d'administration judiciaire tient à des causes multiples.

A la fin du siècle dernier la Révolution a certainement affaibli les liens de famille en même temps qu'elle a détruit les corporations; le législateur de 1804 s'est presque exclusivement occupé de l'individu qu'il laisse libre et indépendant, mais isolé, muni sans doute de droits nettement définis, mais sans le soutien d'une famille puissamment organisée, sans l'appui d'une corporation dont les intérêts soient communs avec les siens. Il y a là, sans doute, une première cause d'ordre social et législatif qui peut expliquer dans une certaine mesure la grande augmentation des mandats d'administration judiciaire.

Mais la cause principale et directe se trouve dans la modification profonde des mœurs et de la situation économique. La diffusion de la fortune, son instabilité; la facilité des voyages, les absences, les disparitions; les cas d'aliénation mentale, les suicides; la fièvre de la spéculation qui mène aux catastrophes financières; la faiblesse de l'individu en lutte avec de grandes associations; surtout le besoin toujours plus grand de rapidité dans le règlement des affaires; enfin, la conviction, juste d'ailleurs, que la fortune de chaque citoyen est un élément de la fortune publique, voilà les causes vraies, actuelles, profondes du mouvement général auquel nous assistons.

La justice y a cédé, elle ne pouvait faire autrement, et chaque

jour plus facilement elle substitue la gestion de ses mandataires à celle du justiciable; elle intervient non seulement lorsque celui-ci est incapable d'administrer lui-même, mais fort souvent lorsqu'il y a intérêt seulement à ce qu'un mandataire judiciaire actif et expérimenté soit mis à la place d'une personne trop manifestement inférieure à ce qu'exige le soin de son patrimoine. Il y a quelques abus, mais il faut reconnaître que de très grands services, moralement impossibles à refuser, sont ainsi rendus.

On dit que ces services sont chers parfois; mais il faut compter ce que coûtent les gestions non surveillées; il faut se rappeler ce que comportaient de frais les administrations indéfiniment perpétuées autrefois de certaines successions bénéficiaires, dont on ne voyait la fin que lorsque les procédures en avaient épuisé l'actif; il faut voir ce qui se passe aujourd'hui chez certains de nos voisins. qu'un étrange sentiment d'injustice envers nous-mêmes nous porte toujours à admirer sans réserve; il faut savoir ce que revient à l'incapable, que la justice protège, une administration contrôlée par la Cour de Chancellerie en Angleterre, ou par le Conseil des Tutelles en Allemagne. Législativement imposées subies par les parties, ces garanties ne sont pas réclamées spontanément comme l'est ici le mandat judiciaire. Les avantages qui résultent du mandat judiciaire sont démontrés par ce fait que la justice est très souvent obligée de résister à la demande des parties requérant la nomination d'un administrateur judiciaire.

Il en est de même des autorisations judiciaires qui viennent si fréquemment augmenter les pouvoirs normaux des mandataires légaux ou ajouter au mandat primitif de l'administrateur judiciaire. Ces autorisations sont de chaque jour et il nous sera plus aisé de relever les cas où on les refuse que de dénombrer ceux où la justice les accorde.

La tutelle judiciaire présente par la combinaison de mandats généraux ou spéciaux d'administrer, qu'elle confère, et par les

autorisations spéciales qu'elle donne pour des actes déterminés une rare flexibilité. En fait elle paraît répondre à tous les besoins de la pratique.

Elle est d'ailleurs comprise et exercée de manières fort diverses; elle est bien autre aujourd'hui qu'elle n'était il y a cinquante ans, quoique les textes n'aient pas changé; bien différente dans les grands centres et dans les provinces reculées, quoique la même loi régisse Paris et les moindres bourgades; on peut dire sans exagération que le Président du tribunal de la Seine et la Chambre du Conseil de ce tribunal exercent à cet égard des fonctions que bien des magistrats de province n'exercent et ne soupçonnent pas. Le propre des services rendus est d'être discrets et secrets; la nature même de cette fonction suppose qu'elle s'exerce sans bruit et sans publicité. Il y a là des traditions, une discipline, plus peut-être qu'une jurisprudence, et la tradition même a ses nécessaires exceptions dont la conscience du magistrat est seule juge¹.

Nous aurions voulu comparer ce qui se fait en France, notamment à Paris, et ce qui se fait à l'étranger. Malgré nos recherches les éléments de cette étude nous ont fait absolument défaut. Nous n'en sommes pas surpris. Par sa nature la tutelle judiciaire des incapables exclut l'existence de textes précis, autrement ne serait-elle pas une tutelle légale? Elle remplit un

1. Nous devons remercier, en lui exprimant notre sincère reconnaissance, M. le président du tribunal de la Seine, Baudouin, des facilités qu'il a bien voulu nous donner pour recueillir dans tous les services qui relèvent de lui, les renseignements utiles à ce travail; sa bienveillance et ses encouragements, lorsque nous avons abordé cette étude difficile, plus difficile que nous ne le pensions alors, nous ont puissamment aidé et soutenu. Les documents, les notes qu'il nous a si gracieusement confiés ont été nos guides sûrs. — Nous exprimons aussi notre gratitude à M. Laporte, juge au tribunal civil de la Seine, d'avoir bien voulu nous communiquer de nombreuses décisions de la Chambre du Conseil dont il est le rapporteur éminent.

Nous serions injuste si nous n'adressions pas aussi nos remerciements à MM. Delorme et Lot, greffiers du tribunal et de la Cour, à M. Pioger, greffier de la 1^{re} Chambre de la Cour, et à MM. les administrateurs judiciaires près le tribunal civil de la Seine. Ils nous ont aidé les uns de leurs archives et de leurs minutes, les autres de leur expérience et de leurs conseils pratiques.

office irréductible que la loi ne peut définir parce qu'elle est faite pour les hypothèses prévues et que la tutelle judiciaire a surtout pour mission de parer aux difficultés imprévues; elle vit de pratique et d'usage; elle constitue un droit prétorien qui varie avec les temps et les lieux, mais dont le travail lent et sûr prépare les réformes et fera la loi demain. Si ce travail latent est difficile à suivre dans notre propre pays, il est presque impossible d'en pénétrer le secret dans les pays étrangers; le résultat des recherches ne correspondrait d'ailleurs pas à un intérêt réel et pratique, tant le génie et les usages des divers peuples différent à cet égard.

Que constatons-nous pour la France? Qu'il n'y a rien ou presque rien dans la loi, pas de principes, pas d'idées générales, pas de vues d'ensemble; comme doctrine, des opinions souvent divergentes, éparpillées çà et là dans les auteurs; comme jurisprudence, des décisions motivées surtout en fait, sans lien apparent entre elles; nulle condensation, nul essai de synthèse: la matière est en voie de formation.

Malgré nos efforts nous n'apportons ni la formule d'un principe, ni une théorie qui rayonne sur toutes les questions et les domine. Notre étude a surtout consisté à rechercher quelle est la pratique et à la rapprocher des règles qui régissent les principaux cas dans lesquels des administrateurs judiciaires peuvent être nommés et des rares textes de lois qui sont applicables à chacun de ces cas. A l'aide des documents ainsi coordonnés et éclairés nous avons dû signaler parfois la violation de la loi ou tout au moins des habitudes dangereuses, souvent des expédients ingénieux, des innovations utiles et correctes.

Notre travail, nous ne nous faisons pas d'illusions, n'est que l'étude de la marche en avant et de l'état actuel de la pratique en matière d'administration judiciaire. Nous espérons qu'il pourra être de quelque utilité à ceux qui, plus autorisés, plus capables et plus heureux que nous, sauront, si c'est possible, dégager la théorie et apporter la solution.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

FONDEMENT DU DROIT DE NOMINATION

DES

ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

Il n'y a pas, nous l'avons dit, de texte général qui autorise la justice à nommer des administrateurs judiciaires aux incapables de droit ou de fait. Quelques dispositions éparses de nos lois prévoient seules la nomination de semblables mandataires.

On en a conclu que la justice devait n'en commettre que dans les hypothèses prévues par des textes. Nous croyons au contraire que le juge peut le faire toutes les fois qu'il estime que la protection et la conservation des biens d'un incapable exigent cette mesure. Il en est de la tutelle judiciaire des incapables comme de la juridiction gracieuse. Nulle part la loi n'en parle. Elle existe cependant, car des textes la mettent en œuvre très souvent ; ce sont les applications d'un principe qui n'est pas doctrinalement exprimé ; beaucoup est laissé à l'influence de la tradition, beaucoup aussi à l'initiative et à la discrétion du juge.

Nous retrouvons ici, comme en beaucoup de matières, le procédé du législateur de 1804. Dans d'autres pays, à la fin de ce siècle, des législateurs ont pensé qu'il fallait, pour qu'un code pût atteindre son but, qu'il contint l'exposé doctrinal des principes que le juge ensuite appliquerait, qu'il fût théo-

rique. Les législateurs de 1804, Napoléon qui les inspira souvent, avaient un esprit plus positif et plus net. Ils voulaient avant tout faire œuvre pratique. Aussi nos codes ne donnent-ils, le plus souvent, que la solution de difficultés particulières, dans les cas les plus ordinaires et les plus fréquents, pris pour types. L'avenir dira laquelle des deux conceptions de l'œuvre législative est préférable.

Les textes spéciaux ne manquent pas.

C'est tout d'abord l'article 54 du décret du 30 mars 1808, dont la portée est tout à fait générale au point de vue des pouvoirs du président du tribunal. Cet article dispose que « toutes les requêtes à fin de mesures *urgentes* seront présentées au président du tribunal civil qui les répondra, après communication au ministère public, s'il y a lieu ». De là le droit, pour le président, de nommer un administrateur en cas d'urgence. Ce texte contient manifestement, pour le président, la délégation de l'exercice de la juridiction gracieuse, en sorte qu'il exerce, au cas d'urgence et à titre provisoire — nous le verrons —, la tutelle judiciaire dévolue en principe à la Chambre du Conseil, comme il exerce en référé, en matière provisoire et urgente, la juridiction contentieuse. Cette juridiction exceptionnelle du référé suppose, comme le remarque M. Bazot, une juridiction ordinaire et normale à côté d'elle.

En certaines matières, nous trouvons des textes spéciaux et précis :

L'article 497 du Code civil au titre de l'interdiction ;

L'article 52 de la loi du 3 juin 1838 ;

Les articles 812 et suiv. du Code civil qui prévoient la nomination de curateurs à successions vacantes ;

Les articles 1955 à 1963 du Code civil au titre du séquestre, 602, au titre de l'usufruit, 936, 2174 ;

Les articles 112 au titre de l'absence et 242 au titre du divorce, qui autorisent le tribunal et le président à prendre les mesures conservatoires nécessaires ;

L'article 61 de la loi du 25 ventôse an XI, qui pourvoit au remplacement du notaire empêché, destitué, décédé ;

L'article 7 du décret du 7 octobre 1890, qui prévoit la même nomination à propos de l'agent de change ;

Le décret du 22 janvier 1868, qui donne au président du tribunal le droit de nommer en référé un administrateur en remplacement d'un administrateur d'une Société d'assurances.

Tous ces textes n'ont pas eu pour objet de conférer à la justice un pouvoir exceptionnel qui serait en dehors de ses attributions. Ils ont appliqué à des circonstances particulières un principe qui préexistait et réglementé, pour un cas donné, l'exercice d'une fonction normale du juge.

Cette tutelle des incapables, manifestation de la juridiction gracieuse, est si bien dans les attributions de la justice, que, même en ce qui concerne l'administration légale, une place très importante lui est faite.

C'est la justice, bien souvent, qui nomme les représentants légaux des incapables. C'est elle qui contrôle leur gestion, qui les remplace toutes les fois qu'une opposition d'intérêts se produit entre l'administrateur légal et l'incapable. Tuteurs *ad hoc* ; subrogés tuteurs *ad hoc* ; administrateurs *ad hoc* ; curateurs *ad hoc* ; conseils judiciaires *ad hoc* ; autant de mandataires de justice que la loi n'a nulle part prévus, que l'on nomme fréquemment néanmoins, et dont l'intervention est indispensable pour le fonctionnement de l'administration légale. Oserait-on soutenir que, parce que le texte manque, le juge ne peut nommer des mandataires dans toutes ces hypothèses où les intérêts de l'incapable sont presque fatalement compromis si l'on ne recourt à cette mesure ?

C'est encore la justice qui autorise les administrateurs légaux, c'est-à-dire que c'est elle qui leur donne les pouvoirs nécessaires pour procéder à un acte devenu indispensable et qui excède leur capacité. Cette mission est tout à fait générale, elle complète

les dispositions légales qui règlent l'administration des biens des incapables, insuffisantes à son défaut.

Citons en matière de tutelle, soit du mineur, soit de l'interdit, les articles 464 à 467 :

En matière de régime dotal, les articles 1515-1538.

Et, au sujet de l'incapacité résultant du mariage de la femme, les articles 218-219 C. c.

Des textes formels décident souvent, on le voit, que les actes impossibles à l'incapable ou à l'administrateur en sa seule qualité seront valablement passés lorsque la justice, appréciant leur nécessité, les aura autorisés.

Même lorsque le texte manque, la justice peut intervenir. La doctrine et la jurisprudence l'ont maintes fois proclamé. Incapable de procéder seul aux actes de disposition, même lorsque ces actes deviennent indispensables à la bonne gestion des biens qu'on lui confie, l'administrateur peut se faire autoriser par justice toutes les fois que celle-ci constate que la disposition, que l'aliénation est nécessaire.

Le travail qui se fait dans la jurisprudence et dans la doctrine au sujet de la capacité du père administrateur légal est démonstratif et vient à l'appui de notre thèse. L'article 389 du Code civil est bien sommaire ; la doctrine et la jurisprudence hésitent beaucoup quand il s'agit de déterminer les pouvoirs de cet administrateur. Mais de nombreux auteurs exigent l'autorisation de justice pour les actes qui dépassent les limites de la plus large administration¹.

La jurisprudence la plus récente paraît incliner vers cette solution : Jugement Marseille, 12 décembre 64. D. 67, 5, 347 ; — Jugement Châteauroux, 6 mars 94. D. 95, 2, 75.

1. DE FRÉMINVILLE. *Tr. de la Minorité*, liv. 2, n° 3. — MARCADÉ. *Explication du C. civil*, t. II, n° 150 (5^e édit.). — SELIGMAN. *Administration légale*. *Rev. critiq.*, 1875, p. 701. — LESPINASSE. *Administration légale*. *Rev. critiq.*, 1879, p. 24. — BAUDRY-LACAUDMERIE, t. I, n° 995. — DE LOYNES. *Dissertation sous D.* 92. 2. 225. — Consultation. *Journal des Avoués*, 1894, p. 15.

La pratique de la Chambre du Conseil de la Seine est fixée en ce sens : l'administration du père, si large qu'on la suppose, a des limites ; en cas de nécessité l'autorisation judiciaire peut donner au père des pouvoirs d'aliénation que le Code refuse au mandataire chargé d'administrer. Si une loi, fort désirable, peut terminer les controverses et combler les lacunes que laisse l'article 389, elle exigera certainement le contrôle et l'autorisation pour les actes dépassant les limites de cette administration légale tels que l'aliénation des immeubles, la transaction et même l'aliénation du mobilier, comme l'a déjà fait très sagement la loi de 1880 pour les autres administrateurs.

En matière de séquestre d'objets litigieux, c'est encore la justice qui autorise, s'il y a lieu, le mandataire judiciaire à passer les actes qui excèdent les pouvoirs d'administration. Toutefois, qu'on le remarque, c'est la juridiction contentieuse qui, dans ce cas, sera saisie.

Ce sera encore la justice qui, statuant en matière gracieuse, autorisera la femme commune, l'appelé à une succession, à procéder à un acte qui passe les limites de l'administration de la communauté ou de l'hoirie sur laquelle ils n'ont pas encore pris parti. L'héritier bénéficiaire, qui pour ne pas compromettre le bénéfice que la loi lui accorde, ne peut procéder seul qu'aux actes de pure administration, pourra également obtenir des autorisations de la Chambre du Conseil, toutes les fois que la gestion des biens héréditaires exigera une semblable mesure.

Ces derniers points ont souffert quelque difficulté. Mais un avis du Conseil d'État du 11 janvier 1808 a décidé que l'héritier bénéficiaire pouvait se faire autoriser par justice à aliéner les rentes sur l'État lorsque la gestion des biens héréditaires, notamment l'acquit du passif et des droits de mutation, justifiait cette aliénation. La solution donnée à propos des rentes sur l'État nous paraît avoir une portée tout à fait générale. Tout administrateur doit pouvoir faire ce que la nécessité commande. S'il ne peut procéder seul aux actes de disposition, lorsqu'un acte

de cette nature est urgent et indispensable il appartient à la justice d'autoriser l'administrateur à le passer.

L'opinion qui refuse au juge le droit d'intervenir dès qu'il n'y a pas de texte formel qui le lui permette va contre l'intention certaine du législateur, contre l'évidence des faits, et cela, au grand détriment du justiciable. Si elle était exacte, elle rendrait très souvent impossible la protection des intérêts des incapables, ou bien elle conduirait à dénaturer, par des extensions inadmissibles, des textes trop spéciaux pour justifier l'intervention de la justice dans tous les cas où elle est indispensable.

Soutenue par M. Laurent qui seul en a toujours déduit les conséquences logiques, cette opinion voit chaque jour diminuer le nombre de ses partisans.

Nous avons cité plus haut des décisions rendues à propos de l'administration légale du père. Il convient d'y ajouter, à raison de la portée générale de la formule que nous y trouvons, celle du tribunal de Lille du 30 juillet 1880 (D. 82. 2. 20) qui déclare que « *toutes les fois où il y a nécessité de pourvoir à la conservation d'intérêts dont la garde n'est confiée à personne, c'est à la justice qu'il appartient de surveiller les droits des incapables (dans l'espèce des obligataires sans mandataire autorisé) par la nomination d'un représentant auquel la justice confèrera les pouvoirs nécessaires.* »

Un arrêt de la Cour de Douai du 20 janvier 1881 « adoptant les motifs des premiers juges » a confirmé ce jugement (voy. Administrateurs de Sociétés, p. 278). Même formule générale dans les décisions de la Chambre du conseil du tribunal de la Seine :

« *Attendu que dans les attributions de la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil rentre une sorte de tutelle générale pour la protection des intérêts en souffrance par suite d'une cause fortuite ou imprévue lorsque aucun des intéressés n'a reçu mission régulière de pourvoir à ces intérêts,*

« Attendu que par suite du décès, disparition, démission, maladie... de M. X. (administrateur de telle société civile, gérant de tel office...), il y a lieu de pourvoir à la gestion provisoire desdits, fonds de commerce, société, office, cabinet d'affaires,...

Nommons Y. administrateur provisoire à l'effet de.... » On peut dire que c'est la formule employée dans toutes les hypothèses où le texte manque; elle est d'un emploi quotidien.

Ce rôle nécessaire de tuteur et de protecteur des incapables aurait pu être confié à des magistrats spéciaux. Il ne l'a pas été. La loi ne l'a même pas attribué au ministère public, car il est de principe que le ministère public, au civil, n'a pas, à moins d'un texte spécial, droit d'action, mais le Président du tribunal ne peut non plus agir de sa propre initiative ni même être saisi en dehors des cas d'urgence.

Nous verrons que ce sera le plus souvent la Chambre du Conseil qui exercera ce pouvoir de tutelle judiciaire.

DIVISION

Nous avons établi, au double point de vue de la législation et de la nécessité pratique, la légitimité de l'intervention judiciaire dans un but de protection des intérêts en souffrance. Nous allons voir comment s'accomplit cette mission et quels en sont les effets.

Cette étude comprendra quatre parties :

La *première* traitera des diverses hypothèses dans lesquelles sont nommés les administrateurs, absence, succession, aliénation mentale, séquestre, et de la procédure dans chacun de ces cas.

Les règles générales, communes à tous ces mandats judiciaires, prendront place dans les parties suivantes ;

La *deuxième* traitera des juridictions compétentes pour nommer ou autoriser les administrateurs, de la procédure pour obtenir ces décisions, des voies de recours ouvertes contre elles ;

La *troisième*, des effets du mandat judiciaire et aussi des effets des actes passés par l'administrateur, tant au point de vue de l'administré que des tiers ;

Une *quatrième* et dernière partie sera consacrée à la Société des Administrateurs judiciaires près le tribunal de la Seine.

Les développements que nous donnerons à l'étude de cette institution nous ont paru justifiés par l'importance des services que les mandataires de justice rendent, par la nécessité de limiter et de contrôler leurs pouvoirs, et enfin par l'extension inévitable que ce mandat est appelé à prendre, tout au moins dans les grands centres.

PREMIÈRE PARTIE

DES HYPOTHÈSES

DANS LESQUELLES

LA JUSTICE NOMME DES ADMINISTRATEURS

CHAPITRE PREMIER

DE L'ADMINISTRATEUR NOMMÉ AU CAS D'ABSENCE

GÉNÉRALITÉS

Une personne quitte son domicile ou disparaît sans confier à qui que ce soit la direction de ses affaires. C'est son droit. Le propriétaire peut s'absenter ; il ne faut pas qu'un éloignement momentané serve de prétexte à des indiscrétions. La justice devra s'abstenir de toute intervention dans l'administration des biens de l'absent. Mais l'éloignement inexpliqué devient inquiétant : la situation pécuniaire ou de famille du disparu exigerait impérieusement qu'il donnât signe de vie. L'absence prolongée devient si anormale qu'on se prend à douter de l'existence même de l'absent : de ce jour-là date la présomption d'absence

et la justice peut être requise d'exercer son rôle de tutelle.

Nous reproduisons les textes relatifs à la matière, car nous aurons à nous y référer dans la suite.

Art. 112. S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente et qui n'a point de procureur fondé, il y sera statué par le tribunal de première instance, sur la demande des parties intéressées.

Art. 113. Le tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les présumés absents dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels ils seront intéressés.

Art. 114. Le ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes, et il sera entendu sur toutes les demandes qui les concernent.

A première vue, la loi semble imposer deux conditions à l'intervention de la justice. Il faut :

1° Qu'il y ait présomption d'absence ;

2° Qu'il y ait nécessité qu'elle agisse.

Il faut qu'il y ait *présomption d'absence*. Cela est vrai, mais c'est au juge seul qu'il appartient de décider quand naît le doute sur l'existence de l'absent. Les travaux préparatoires du Code civil sont formels à cet égard ; on a voulu lui laisser une entière latitude : « Il serait difficile, dit Portalis, de fixer le délai dans lequel on doit pourvoir à la conservation des biens d'un absent ; c'est par les circonstances qu'il faut en juger ; il n'y a pas de danger à ce que les tribunaux aient le droit de se régler à cet égard par l'urgence et à prononcer suivant les cas ».

Il faut, en second lieu, qu'il y ait *nécessité* d'agir. Ici encore, c'est au juge seul qu'il appartient de décider quand il y a nécessité. On a cité, au cours de la discussion de la loi : des poursuites à exercer contre un individu dont l'insolvabilité est à craindre, l'interruption des prescriptions qui sont sur le point de s'accomplir, le paiement des dettes pour prévenir des poursuites rui-

neuses, des actes d'opposition ou d'appel contre un jugement qui préjudicie à l'absent, la vente des denrées qui déperissent. M. Bigot-Préameneu a également prévu l'exécution des congés de loyers, leur paiement, celui des dettes exigibles.

On le voit, la *nécessité* a été entendue d'une façon très large : Sont nécessaires tous les actes qui concourent à une bonne administration et constituent pour le patrimoine un *avantage évident*. Comme l'a dit fort justement M. Toullier : « La circonspection doit guider les magistrats ; la nécessité, voilà leur motif pour agir, le meilleur intérêt de l'absent, voilà leur but. »

Le tribunal statuera. La loi ne précise ni l'étendue des pouvoirs du juge, ni le mode suivant lequel il en usera.

Nous nous proposons de rechercher comment, en pratique, s'exerce cette intervention de la justice, pendant la période de présomption d'absence et même après la déclaration d'absence, tant que les héritiers présomptifs ne se sont pas mis en possession. Cette étude comporte certains développements qui vont faire l'objet de plusieurs paragraphes.

Les développements que nous donnons ne seront pas inutiles pour l'examen des autres cas que nous étudions ensuite.

- § I. — Personnes qui peuvent demander la nomination de l'administrateur.
- § II. — Quand peut-on la demander?
- § III. — Autorité compétente. Procédure.
- § IV. — Choix des mesures.
- § V. — Pouvoirs du mandataire de justice.
- § VI. — Fin de l'administration provisoire.
- § VII. — Cas particuliers.
 - 1^o Actes pour lesquels l'intervention d'un notaire est indispensable. Rôle du notaire.
 - 2^o Cas où l'absent avait laissé une procuration.
 - 3^o Militaires absents.
- § VIII. — Intervention de la justice dans les affaires des *Non Présents*.

§ I. — DES PERSONNES QUI PEUVENT PROVOQUER L'INTERVENTION
DE LA JUSTICE

Ce sont : 1° les parties intéressées ; 2° le ministère public.

1° *Les parties intéressées.* — L'article 112 dit en propres termes que lorsqu'il y aura nécessité de pourvoir à l'administration des biens d'un absent, il sera statué par le tribunal « sur la demande des parties intéressées ».

Selon nous, sera partie intéressée toute personne pouvant invoquer un intérêt propre, actuel ou éventuel, pécuniaire ou moral.

L'article 115 parle également de « parties intéressées » ; mais le même terme ne désigne pas les mêmes personnes dans l'article 115 et dans l'article 112. Au lieu du sens large que nous lui avons trouvé dans l'article 112, il a dans l'article 115 un sens beaucoup plus restreint : il ne vise en effet que les personnes qui ont sur les biens de l'absent des droits subordonnés à son décès. C'est que l'article 115 détermine quelles personnes peuvent demander la déclaration d'absence : or, ne peuvent être intéressées à cette demande que les personnes qui pourront ensuite demander l'envoi en possession dont la déclaration d'absence n'est qu'une formalité préliminaire. Ce seront : les héritiers présomptifs, c'est-à-dire les héritiers légitimes, les successeurs irréguliers, les héritiers testamentaires ; les légataires, les nus propriétaires de biens dont l'absent a l'usufruit, les appelés à des biens substitués....

L'article 112 s'étend au contraire à toute personne qui a sur les biens de l'absent des droits qu'il importe de protéger avant qu'elle les fasse valoir. Ainsi les personnes qui peuvent demander l'envoi en possession pourront *a fortiori* provoquer les mesures qui tendent à conserver les biens, objets d'un envoi en possession ultérieur. Ce seront en outre : les associés de l'absent,

ses co-propriétaires par indivis, les personnes avec lesquelles il était entré en relations d'affaires et pour lesquelles sa disparition va être une cause d'embarras et de pertes, ses créanciers, qui ont intérêt à conserver leur gage, ses débiteurs, qui ont intérêt à pouvoir se libérer sans recourir aux formalités des offres réelles, ses amis, ses proches, qui redoutent des indiscretions ou des fraudes trop faciles en pareil cas et trop fréquentes.

Quelques-unes de ces affirmations ont été contestées. Aussi tenons-nous à nous expliquer avec un peu plus de détails sur deux classes d'intéressés tout au moins : sur les *créanciers* et sur les *héritiers*.

Nous avons admis que tous les *créanciers* trouvent dans leur qualité un titre suffisant pour provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire. Si la créance est conditionnelle ou à terme, pas de difficulté. Le créancier a le droit d'assurer la conservation de son gage jusqu'au jour où il sera en droit d'en exiger la réalisation. La question est plus délicate si la créance est exigible. Le créancier ne peut-il pas saisir? exécuter son débiteur? — Sans doute, il peut le faire, c'est son droit strict. Nous n'exigeons pas, comme cela était de rigueur autrefois, qu'il fasse nommer un curateur à l'absent avant que de l'assigner. L'ordonnance de 1667 avait déjà fait justice de cette exigence. — Mais si le créancier préfère attendre, n'en a-t-il pas le droit? — Assurément. L'exécution demeure une faculté, elle n'est pas une obligation. En décidant le contraire, on traiterait plus mal un créancier dont la créance est exigible qu'un créancier dont le droit est conditionnel.

La jurisprudence est constante sur ce point : elle reconnaît au créancier sans distinction le droit de provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire.

Les *héritiers*, avons-nous dit encore, peuvent agir. En effet, du jour où l'absence est présumée, les héritiers présomptifs ont un droit, éventuel sans doute, mais certain à l'envoi en posses-

sion. Ce droit serait illusoire s'ils ne pouvaient dès à présent prendre des mesures conservatoires.

C'est la raison que donne M. Demolombe à propos des *héritiers ab intestat*. Nous la croyons exacte. Mais nous admettons qu'elle n'est pas moins juste lorsqu'il s'agit d'*héritiers testamentaires*. Et sur ce point nous allons, d'accord avec la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine, beaucoup plus loin que l'éminent jurisconsulte.

Comment M. Demolombe justifie-t-il la différence qu'il veut établir entre ces deux sortes d'héritiers?

C'est, dit-il (*Success.*, t. II, p. 42), parce que, conformément à l'article 123, il n'y a lieu à l'ouverture du testament qu'après la déclaration d'absence. « Jusque-là, les légataires ne sont pas connus, ils ne peuvent pas légalement l'être, et on conçoit qu'il pourrait y avoir en effet beaucoup d'inconvénients à révéler les dernières volontés de la personne qui n'est pas encore présumée absente. Cette crainte, au contraire, n'existe pas à l'égard des héritiers *ab intestat* qui sont désignés par la loi. Aussi voyons-nous que les légataires ne peuvent obtenir l'envoi en possession des choses léguées que lorsque les héritiers légitimes ont eux-mêmes obtenu l'envoi en possession de tous les biens. Or cet envoi ne peut être prononcé au profit des héritiers qu'après la déclaration d'absence » (art. 120 à 123).

Mais ces considérations ne nous ont pas convaincu. En effet, les deux arguments se ramènent à ceci :

1° On va divulguer le testament avant que le décès ne soit établi ; l'absent, de retour, pourra subir de cette révélation inopportune un grave préjudice moral. Non ; car de deux choses l'une :

Ou bien le testament se trouve aux mains d'une personne dont la discrétion est assurée, soit par sa profession même, tel un notaire, soit par son scrupule et son dévouement, tel un ami, et dans ce cas nous ne reconnaissons à qui que ce soit le droit de vaincre la résistance du détenteur de cet acte ; l'article 123

le dit : le testament ne sera ouvert qu'après la déclaration d'absence. Jusque-là, nul ne peut agir pour obtenir la production du testament.

Ou bien, et c'est ce qu'il faut supposer pour que notre question se pose, le détenteur du testament le produit ; c'est le légataire, par exemple, auquel le testateur l'avait confié. Il est seul juge de ce qu'il doit faire. N'a-t-il pas d'ailleurs toujours le moyen de dévoiler le secret qui lui a été confié ?

On craint la publicité ? Elle n'est guère à redouter puisque tout se passe en Chambre du Conseil ; l'absent, d'ailleurs, ne s'y est-il pas exposé en laissant son testament aux mains d'un tiers, libre de le montrer ?

2° « Les légataires, dit M. Demolombe, ne peuvent obtenir l'envoi en possession des biens légués que lorsque les héritiers légitimes ont eux-mêmes été envoyés en possession. » Sans doute, mais nous ne demandons pas qu'on les envoie en possession avant que l'absence ne soit déclarée. Nous réclamons pour eux le droit de provoquer des mesures conservatoires, un traitement égal à celui des héritiers *ab intestat*. La vocation testamentaire serait-elle inférieure à la vocation légale ? Et qu'on n'objecte pas que la vocation testamentaire ne constitue qu'un titre absolument révocable. Il faudrait répondre : il en va de même de la vocation légale. Et même ne serait-il pas plus exact de dire que toutes les fois qu'on produit un testament la vocation légale n'est pas seulement révocable, mais qu'elle est déjà révoquée¹ ?

Nous avons cité, comme pouvant provoquer la nomination d'un administrateur, les *amis*, les *proches*, ceux que l'affection conduit à solliciter des mesures de protection. Nous estimons donc qu'un intérêt moral peut suffire. C'est ce que la plupart des auteurs refusent d'admettre en appliquant ici la règle : Pas

1. Le légataire universel a qualité pour demander la nomination d'un administrateur provisoire à un présumé absent dont le testateur était l'unique héritier. L'administration provisoire peut être confiée au légataire universel. (Ch. du Cons., mai 1889.)

d'intérêt, pas d'action. Mais n'est-ce pas exagérer la portée de cet adage que de l'appliquer quand un intérêt moral est en jeu, et de l'étendre à la juridiction gracieuse? Même en matière contentieuse la règle ainsi comprise souffre des exceptions. En général, il suffira que les tiers s'adressent au procureur de la République. Mais si celui-ci refusait d'agir, ou si l'urgence nécessitait des mesures immédiates, nous admettrions que les personnes qu'un intérêt moral seul sollicite pourront présenter elles-mêmes, c'est-à-dire par leur avoué, la requête à fin de nomination d'un mandataire de justice.

2° *Le ministère public.* — Il demande au tribunal les mesures nécessitées par l'intérêt de l'absent, soit d'office, soit sur la réquisition des personnes qui ne peuvent agir en leur nom personnel. Nous disons qu'il s'adresse au tribunal et que celui-ci prescrit les mesures qu'il croit convenables. Cette solution est selon nous commandée par le texte (art. 112) et par les principes généraux; que le ministère public ait un rôle en notre matière cela n'est pas douteux. Tout d'abord il doit être entendu dans toutes les affaires qui concernent les absents (art. 114); mais c'est là un rôle consultatif et non actif. Ne peut-il pas provoquer les mesures que personne ne songe à demander? ou bien agir lui-même, à la place de l'absent, et comme son représentant?

Certains auteurs lui ont refusé ce droit : Le ministère public, disent-ils, ne peut agir que lorsqu'un texte lui en donne expressément le pouvoir. Mais nous avons précisément un texte, l'article 114 qui, ordonnant au ministère public de veiller aux intérêts de l'absent, lui confère nécessairement le pouvoir de saisir le tribunal : sans cela quel serait le résultat de sa surveillance? sans pouvoir procurer le remède il se bornerait à constater le mal.

Aussi la doctrine et la pratique n'ont-elles pas adopté cette solution restrictive. Mais pour éviter l'excès que nous condamnons la plupart des auteurs sont tombés dans un autre : ils

ont reconnu au ministère public le droit de faire par lui-même les divers actes que la situation nécessite : paiements, poursuites, procès.... Tel ne peut être son rôle : il n'a qualité ni pour décider s'il y a présomption d'absence, ni pour juger s'il faut agir ; il ne saurait ni prescrire, ni prendre des mesures de conservation. C'est le tribunal qui doit statuer.

Il ne saurait, à moins d'un texte spécial, agir comme partie principale, ou comme gérant d'affaires. Il est inadmissible qu'il ait des comptes d'administration à rendre. Il signalera simplement la situation au tribunal, et celui-ci statuera. On assure ainsi d'une façon efficace la protection des intérêts en souffrance, sans fausser le rôle du ministère public¹.

Voilà le principe ; ne faudra-t-il pas y faire quelquefois exception ? Oui, plutôt que de laisser périr les intérêts de l'absent. Nous ne pouvons reproduire ici une page de M. Plasman qui nous semble très juridique et très sage, et dont nous nous approprierions volontiers la doctrine, nous y renvoyons le lecteur².

On a quelquefois admis que dans certaines hypothèses, et lorsque ce moyen seul assurait la protection efficace des intérêts en souffrance, le ministère public pouvait agir lui-même. On cite en ce sens d'anciennes décisions qui reconnaissent au ministère public le droit :

De représenter en appel l'absent présumé (D., v^o Abs., p. 5 et D. 24. 225) ;

De prendre des inscriptions hypothécaires pour et dans l'intérêt de l'absent (Cass. Req., 6 juin 1820) ;

De requérir la consignation, dans un dépôt public, des sommes dues au présumé absent (D., 9. 2. 99 ; — D., 20. 1. 385).

Mais aujourd'hui le ministère public paraît ne plus exercer ce

1. Voy. DEMOLOMBE, t. II, p. 46 et tous les arrêts et auteurs qu'il cite. — Cf. AUBRY et RAU, t. I, p. 532.

2. PLASMAN, *Des Absents*, p. 82 et 83. — Voir également MERLIN, *Rép.*, v^o Abs., p. 136.

droit. En fait, la justice a sous la main des administrateurs pour s'acquitter de ces missions urgentes, et les magistrats n'ont plus à agir par eux-mêmes ; ils requièrent la nomination d'un administrateur par le président. (Cass., 8 avril 1812. — Colmar, 14 juillet 1838 ; *Rec. arr. Colmar*, t. XXXVI, p. 307.)

Le président nomme un tiers, nomme les magistrats du ministère public, au besoin se commet lui-même lorsqu'il estime que la mesure à prendre risque de n'être bien accomplie que par lui-même.

Ce procédé d'un magistrat se commettant lui-même¹ paraît singulier au premier abord. Il est parfaitement correct, nous dirions volontiers que seul il est correct. Le président qui peut nommer des mandataires peut se nommer mandataire, mais il ne saurait agir sans s'être commis. Il faut, en effet, que l'on sache qu'il agit au nom de justice.

§ II. — QUAND PEUT-ON PROVOQUER LES MESURES CONSERVATOIRES

Il n'y a pas de délai. Le temps plus ou moins long écoulé depuis la disparition peut influencer sur la décision du tribunal : mais l'on a vu fréquemment nommer des administrateurs judiciaires, à des personnes dont les affaires étaient embarrassées, dès le lendemain de leur disparition, s'il y avait des raisons de croire qu'elles s'étaient suicidées. (Ch. du Conseil de la Seine. Jurisprudence constante.)

Lorsque le tribunal n'a pas les éléments d'appréciation suffisants il ordonne fréquemment une enquête, dont le résultat lui permette de statuer en pleine connaissance de cause :

Attendu que le fait allégué de l'absence de la demoiselle X... doit être vérifié par la voie d'enquête ;

1. Paris, 1^{re} Ch., 4 déc. 1890 ; *le Droit*, 19 déc. 1890,

Avant faire droit, ordonne qu'il sera procédé à la requête de la demanderesse à une enquête par témoins en présence de M. le procureur de la République, par M. G..., juge, que le tribunal commet, lequel en cas d'empêchement sera remplacé par ordonnance de M. le président, rendue sur simple requête, à l'effet de rechercher s'il est exact que la demoiselle X... ait disparu en mai 18... sans que depuis cette époque on ait eu d'elle aucune nouvelle, pour être, après l'expiration d'une année, requis et statué ce qu'il appartiendra ; ordonne l'insertion par extrait du présent jugement au *Journal Officiel*. (Ch. du Cons., 3 janvier 1896 ; 18 février 1896.)

On le voit par cet exemple, voilà des biens qui, pendant une année au moins, vont être abandonnés. En cas d'urgence, on pourra prendre les mesures isolées que la situation comportera.

Y a-t-il à l'inverse un moment à partir duquel on ne puisse plus solliciter des mesures conservatoires, notamment la nomination d'un administrateur ? A consulter la jurisprudence, il semble bien que oui. Sans doute aucun délai fixe ne peut être indiqué, mais la pratique est celle-ci : dès que l'on peut provoquer des mesures définitives ou établir un régime organisé par la loi, on ne saurait obtenir le bénéfice de mesures essentiellement provisoires et subsidiaires.

Ainsi plusieurs années se sont écoulées depuis le départ de l'absent, peut-on faire nommer un administrateur provisoire ? La jurisprudence répond : non, toutes les fois que l'on pourrait, en faisant déclarer l'absence, obtenir l'envoi en possession.

Lorsqu'il y a lieu d'exercer une action en revendication dans l'intérêt d'un individu absent depuis cinq ans de son domicile sans qu'il ait donné de ses nouvelles, le juge ne peut à cette fin et sur la requête des frères et sœurs de l'absent nommer un administrateur provisoire.

Elle décide, au contraire, que l'on pourra obtenir la nomination d'un administrateur, même de longues années après la disparition, même après que l'absence a été déclarée à la requête des héritiers présomptifs, si ceux-ci n'ont pas demandé l'envoi

en possession ou, l'ayant obtenu, ont négligé d'en profiter¹.

Les tribunaux ne peuvent se refuser à statuer sur la demande des parties intéressées sous prétexte que la disparition remonterait à plus de quatre années avant la demande et que par suite il y aurait lieu à déclaration d'absence. (Caen, 7 décembre 1854; *Rec. Arr. Caen*, t. XIX, p. 292.)

Dans le premier cas, en effet, les exposants peuvent, par un moyen légal, normal — l'envoi en possession — remédier aux inconvénients de la situation. Dans le second, au contraire, il

1. Dans le cas où les héritiers s'abstiennent de réclamer leur envoi en possession, les personnes qui ont à exercer des droits de survie doivent faire nommer un administrateur à l'absent pour agir contre lui. Ils ne peuvent obtenir, sur leur seule requête et sans contradicteur, la délivrance de leurs droits éventuels (123, 124 C. c.).

C'est un cas où on aura un administrateur provisoire au cours de l'absence déclarée.

« Attendu que, dans l'économie de la loi sur l'absence, l'administration des biens de l'absent qui n'a pas laissé de fondé de pouvoir ne peut être confiée qu'à l'une de ces trois classes de personnes : ou à un administrateur nommé par justice (112-113), ou aux héritiers présomptifs (120), ou à la femme commune en biens (124); — que de ces trois administrations, la première seule est obligatoire; que les deux autres étant purement facultatives, les héritiers et la femme peuvent s'abstenir ou refuser; que, dans ce cas, il y a pourtant nécessité de pourvoir à l'administration des biens de l'absent et qu'il n'y peut plus être pourvu que par autorité de justice; — que si l'article 112 ne prévoit que le cas de présomption d'absence, il faut pourtant reconnaître qu'il y a même raison de décider pour le cas d'absence déclarée; — que cela résulte des dispositions combinées des articles 121-122-124; — que, d'ailleurs, l'article 120 établissant qu'après la déclaration d'absence les héritiers pourront se faire envoyer en possession et se substituer ainsi à l'administrateur nommé par justice, il s'ensuit que si les héritiers s'abstiennent, celui-ci doit continuer son administration ou la reprendre puisque, en tout cas, l'absent doit être représenté, et que les tiers ne peuvent obtenir leur don ou legs que du représentant légal de l'absent. » (Ch. du Conseil.)

N. B. Il serait prudent de mettre les héritiers en demeure — et même de les appeler en cause (lorsqu'on demande délivrance d'une donation ou d'un legs); tout au moins il faudrait faire renouveler les pouvoirs de l'administrateur par un nouveau jugement après la déclaration d'absence. — Même après la déclaration d'absence, c'est toujours un administrateur provisoire et non pas un curateur à succession vacante qu'il faut nommer dans l'intérêt de l'absent lorsque les héritiers présomptifs ne demandent pas l'envoi en possession. (Cass., 18 mars 1829. D. 29. 1. 187.)

convient de nommer un administrateur, car les intéressés n'ont pas d'autre ressource.

La distinction se conçoit. Elle comporte néanmoins des tempéraments. C'est ainsi que si l'administration de la fortune de l'absent exige des connaissances spéciales et si l'héritier présomptif est incapable ou encore s'il y a plusieurs héritiers qui réclament chacun une part de l'administration, on devra nommer un administrateur judiciaire, bien qu'il s'agisse de personnes pouvant demander l'envoi en possession.

Nous verrons que, au cas de succession, la même question se présente et qu'elle est résolue de même.

La nomination peut avoir lieu par ordonnance sur requête ou jugement de la Chambre du Conseil. Mais si une contestation se produit, il faudra qu'une décision contentieuse intervienne, jugement du tribunal ou ordonnance de référé en cas d'urgence.

§ III. — AUTORITÉ COMPÉTENTE. — PROCÉDURE

Quelle est l'autorité compétente pour nommer un administrateur à l'absent?

L'article 112 le dit : c'est le tribunal de première instance.

Ce sera celui du domicile ou de la dernière résidence de l'absent si celui-ci n'avait pas de domicile connu : ce tribunal sera mieux renseigné que tout autre, d'ailleurs il aura plus tard à statuer sur la déclaration d'absence. C'est la doctrine constante.

Toutefois certains auteurs, qui reconnaissent au tribunal du domicile le pouvoir de décider s'il y a présomption d'absence et de nommer un administrateur à l'absent, refusent de lui reconnaître compétence quand la mesure demandée ne concerne pas l'ensemble du patrimoine, mais seulement l'administration, la réparation d'un immeuble ; ce serait alors le tribunal de la situation qui seul pourrait prescrire la mesure demandée. Il faudrait donc :

1° Faire constater l'incertitude sur l'existence par le tribunal du domicile;

2° Faire arrêter les mesures à prendre en conséquence par le tribunal de la situation.

C'est là une complication excessive; nous déciderons au contraire :

1° Que le tribunal du domicile, auquel on reconnaît le pouvoir de prendre des mesures générales, pourra, à plus forte raison, prendre des mesures spéciales. D'ailleurs si les parties préfèrent s'adresser au tribunal de la situation elles pourront lui demander de statuer, — mais après que la présomption d'absence aura été constatée par le tribunal du domicile;

2° Que le tribunal de la situation pourra, toutes les fois que la nécessité l'exigera, prendre des mesures isolées, et ce avant même qu'il ait été statué sur l'absence par le tribunal compétent, car même en matière contentieuse l'urgence justifie cette attribution de compétence au juge de la situation, et nous sommes en matière gracieuse.

La nécessité a fait davantage et nous voyons chaque jour que dès qu'il y a urgence (souvent même sans qu'il y ait urgence), c'est non seulement un tribunal quelconque (le mieux placé) mais même le président d'un tribunal quelconque qui prend les mesures isolées commandées par les circonstances. Il va jusqu'à nommer des administrateurs — et c'est là la mesure la plus générale, dans son application et ses effets, que l'on puisse rencontrer.

Cette dévolution de compétence paraît tout d'abord illégale; alors que la loi dit : le tribunal, comment lire : le président? Néanmoins la pratique est constante sur ce point. Et nous pouvons même dire, que, à Paris, la nomination des administrateurs est très généralement faite par simple ordonnance du président. C'est que les administrateurs judiciaires, en relations quotidiennes avec le président, sont ses agents toujours disponibles.

Les pouvoirs du président en matière d'urgence justifient cet

usage. Si la nomination de l'administrateur, demandée à la Chambre du Conseil, et obtenue, venait à être contestée, discutée, soit par quelque parent, soit par une personne à qui l'absent avait laissé une procuration, les parties pourraient, vu l'urgence, aller en référé devant le président qui trancherait la contestation. Ne peut-on pas s'adresser à lui avant que la contestation ne soit née en lui présentant requête? Le président ne doit-il pas, en effet, d'après le décret de 1808, toujours en vigueur, répondre toutes les requêtes urgentes?

Nous l'admettons pour notre part. Mais avec une réserve : cet expédient n'est licite que lorsqu'il correspond à une impossibilité certaine de suivre la voie ordinaire. Il faut qu'il apparaisse que l'absent souffrirait un préjudice si l'on devait attendre le jugement de la Chambre du Conseil. Il faut, en outre, que la mesure autorisée par le président soit provisoire.

§ IV. — CHOIX DES MESURES. — MANDATAIRE. — NOTAIRE

La justice, dit l'article 112, *statuera*. Elle commettra un mandataire pour faire le nécessaire.

Le mandataire commis sera en général un tiers quelconque, parfois un parent; nous avons même vu que ce pourrait être un magistrat, voire même le président du tribunal.

La justice choisit en général des personnes que leur aptitude aux affaires désigne à ces fonctions.

Pour de certains actes la loi a exigé le ministère de certaines personnes. C'est ainsi qu'en matière d'absence un notaire devra être nommé dès que l'absent sera intéressé dans une liquidation ou un partage. Le notaire pourra être nommé administrateur, mais, à Paris tout au moins, le notaire n'intervient que pour instrumenter. La part qui revient à l'absent une fois déterminée, c'est à l'administrateur qu'il faudra recourir.

De la sorte il y aura presque toujours deux mandataires, l'ad-

ministre qui aura pouvoir pour agir dans les circonstances ordinaires de la gestion, et le notaire qui aura, pour les actes énumérés par l'article 113, une compétence exclusive.

Nous renvoyons à plus loin (p. 45) l'énumération des actes qui nécessitent la désignation d'un notaire et les questions auxquelles cette nomination donne lieu.

A Paris, les administrateurs, qui peuvent être pris, si les intéressés le demandent, parmi les parents, seront en général recrutés dans un personnel tout spécial.

Dans certaines villes de province, les notaires, les avoués, les greffiers et leurs commis seront le plus souvent désignés comme mandataires.

§ V. — POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

L'administrateur judiciaire nommé, quels seront ses pouvoirs? Si la justice les précise, pas de difficulté. Quand elle omet de s'en expliquer, le mandat conçu dans des termes généraux ne comprend que les actes d'administration (art. 1988 C.c.). Mais quels sont les actes rentrant dans la notion d'administration?

Nulle part la loi ne donne d'une manière générale l'énumération limitative de ce qui rentre dans l'administration et de ce qui la dépasse. Néanmoins, en rapprochant des dispositions éparses dans nos codes, on arrive à distinguer à peu près nettement ce qui est acte d'administration et ce qui est acte de disposition. Nous ne reproduirons pas ici cette classification¹. Le travail auquel nous allons nous livrer montrera qu'elle est loin de s'imposer en matière d'administration judiciaire.

La loi n'a pas davantage, pour les cas spéciaux dans lesquels

1. SALEILLES. *De l'aliénation des valeurs mobilières par les administrateurs du patrimoine d'autrui*, 1885. — LÉON MICHEL. *De l'aliénation des meubles*, 1876. — BUCHÈRE. *Traité des valeurs mobilières* (2^e édit.).

la justice devra nommer un administrateur, précisé quels seront, pour chacun de ces cas, les pouvoirs de ces mandataires : ils seront ceux que les circonstances exigent. Et ces circonstances sont bien diverses : l'administration peut être tout à fait transitoire, elle peut se prolonger fort longtemps ; elle peut porter sur un objet spécial et n'être qu'une sorte de dépôt, elle peut comprendre un ensemble de biens et des biens dont la gestion exige de très larges attributions : une exploitation agricole, une banque, une industrie ; si l'administrateur peut avoir le rôle, purement défensif, d'un simple gardien, il peut aussi se trouver à la tête d'une entreprise en cours, dans laquelle ne pas agir est périr. Quel rapprochement y a-t-il à faire entre le mandat d'administrer une petite fortune rurale destinée à rester la même sans que l'importance en varie, sans que la physionomie s'en modifie pendant plusieurs générations, et l'administration d'un journal par exemple dont la publicité quotidienne nécessite dans la direction du personnel et dans les opérations commerciales un combat de chaque jour et une activité sans trêve ?

L'administration judiciaire comporte donc des pouvoirs très étendus et très variés. Ils seront conférés, partie par le mandat initial, partie par des autorisations spéciales successives données après examen.

Le cas d'absence est celui où, *a priori* et en général, les pouvoirs de l'administrateur judiciaire semblent être réduits au minimum : ils sont donnés à raison d'une situation qui vient de se révéler et qui paraît devoir ne pas se perpétuer.

A. — POUVOIRS GÉNÉRAUX

Quels sont tout d'abord les pouvoirs que l'on ne peut refuser à l'administrateur et que le fait seul de sa nomination suppose ? Ils pourraient être résumés en deux mots : *constater, conserver*. Pour atteindre ce double résultat, le rôle de l'administrateur pourrait se borner à faire inventaire, déposer les valeurs en

lieu sûr, toucher les revenus, acquitter les dettes, gérer les immeubles, donner à bail dans les termes d'usage, faire les réparations d'entretien, pourvoir à tous les actes urgents dont l'omission compromet les droits de l'absent ou entraîne le dépérissement de ses biens.

Voilà ce que l'administrateur a mission de faire de plein droit, sans pouvoir exprès, sans autorisation spéciale de justice. Mais une telle formule serait insuffisante. L'administrateur aurait à chaque instant des hésitations sur les limites de sa fonction ; il trouverait, de la part des tiers vis-à-vis desquels il aura à exercer les droits de l'absent, des résistances fréquentes. On lui contesterait souvent sa qualité.

Aussi l'usage constant est-il d'ajouter que le mandat comprend tout ce qui est nécessaire ou seulement utile à sa complète exécution.

La tendance des administrateurs est de solliciter des pouvoirs très explicites et souvent même abusivement détaillés : ainsi ils ont plus facilement raison des résistances et fins de non recevoir des tiers, surtout des administrations publiques et des établissements financiers qui se montrent très exigeants à leur égard.

Une tendance inverse serait à signaler de la part de la Chambre du Conseil, qui estime qu'une formule très brève, spécifiant la mission générale du mandataire de justice, devrait suffire. Ce serait au tribunal saisi au contentieux qu'il appartiendrait de définir les pouvoirs de l'administrateur si les tiers soulevaient des difficultés. Constatons qu'en fait les administrateurs présentent requête au président en spécifiant tous les pouvoirs qu'ils croient nécessaires à la mission qu'on leur confie. Le président signe la requête sans modification, ou refuse en les rayant les pouvoirs qu'il estime inutiles à l'administrateur. Lorsque la mission de l'administrateur se prolonge, la Chambre du Conseil confirme, sans jamais les réduire, ceux qui ont été conférés par l'ordonnance ; parfois elle les augmente.

Il n'y a que des avantages, croyons-nous, à ce que les administrateurs spécifient nettement les pouvoirs qu'ils sollicitent. En même temps que la justice sait à quoi elle consent, les tiers sont fixés sur la portée et l'étendue du mandat. Cela évite des frais, des retards, des recours devant le président, devant le tribunal. Notons que cela n'atténue par la responsabilité du mandataire, qui reste toujours obligé de justifier de l'utile et opportun usage des pouvoirs que la justice lui a accordés.

Nous ne pouvons donner ici la liste des pouvoirs contenus aux décisions les plus explicites. Nous renvoyons à l'ouvrage de M. Hébert ¹. On y trouvera sous les pages 10 à 18 l'énumération la plus complète et la plus détaillée que l'on puisse imaginer.

Nous nous contenterons de faire quelques observations sur certains de ces pouvoirs.

B. — REMARQUES ET RÉSERVES

Remboursement des créances. — L'administrateur doit, lorsqu'une créance lui est remboursée, donner quittance, autrement on ne le payerait pas. Il doit aussi donner mainlevée de l'inscription hypothécaire qui garantissait cette créance. On a prétendu ² qu'il était sans qualité à cet égard :

1° Lorsqu'il était nommé par ordonnance de référé et non par jugement. Le tribunal de Castelnaudary a jugé avec raison le contraire ³;

2° Lorsque l'ordonnance qui l'a nommé ne lui donnait pas ce pouvoir, solution qui nous paraît justifiée ⁴.

Mais le conservateur des hypothèques a le droit de vérifier si les fonds ont été effectivement versés, autrement il engagerait

1. *Guide pratique des administrateurs judiciaires aux successions, des administrateurs provisoires et des curateurs aux successions vacantes.*

2. *J. des Conserv.*, t. XXII, p. 78.

3. 11 avril 1861. *J. des Conserv.*, t. XVII, p. 124.

4. Lyon, 16 janvier 1879. D. 80. 2. 152; — S. 80. 2. 69.

sa responsabilité, à supposer que l'administrateur donnât main-levée imprudemment, par exemple sur le vu de notes plus ou moins probantes trouvées dans les papiers de l'absent et portant l'administrateur à croire qu'il y avait eu paiement, ou bien à supposer que l'administrateur eût consenti, sur paiement partiel, une transaction non autorisée par justice¹.

Loyers. — L'administrateur peut louer à bail les maisons et les fermes qu'il trouve dans le patrimoine, car c'est là administrer. Mais cela ne doit s'entendre que des locations de courte durée, suivant l'usage des lieux et la destination des immeubles².

Pour qu'il pût passer de longs baux il faudrait qu'une mention expresse l'y autorisât, et encore ne pourrait-elle être donnée d'une façon générale, et, sauf exception, que pour une période de neuf années, la loi ayant considéré qu'un bail d'une durée plus longue dépassait les pouvoirs d'administration (595, 1429, 1430, 1718, C. c.).

Poursuites en justice. — Quoique, en général, le fait de plaider puisse être considéré comme un acte de disposition, puisqu'il conduit à la perte du droit qui fait l'objet du procès, néanmoins la pratique judiciaire considère que l'administrateur a le droit de plaider tant en demandant qu'en défendant, tant en matière réelle qu'en matière personnelle, sans autorisation spéciale, et sans même que la formule contienne d'avance ce pouvoir. C'est en effet indispensable à une administration efficace, la poursuite en justice étant souvent le seul moyen de recouvrer les créances et de faire reconnaître ses droits que l'administrateur doit conserver et exercer. La doctrine a d'abord hésité à admettre que l'administrateur puisse ester en justice sans autorisation spéciale. Certains auteurs lui ont refusé ce droit³.

1. *J. des Conserv.*, t. XX, p. 145; — *Pand. Franç.*, p. 465, n° 139.

2. Toulouse, 26 avril 1893. D. 94. 2. 556.

3. MERLIN. *Rép.*, v° Abs., article 112. — PLASMAN. *Absence*, t. I, p. 36; — LAURENT, t. II, p. 144; — Jugem. Trib. Seine, 17 avril 1850, cité par Bertin. (Ch. du Cons. II, 356.)

D'autres¹ lui ont au contraire reconnu cette capacité pour toutes les actions auxquelles son mandat s'applique.

La Cour de Cassation l'a admis, d'abord dans une instance devant le second degré, alors que le présumé absent avait lui-même interjeté appel², ensuite³ d'une manière plus générale. Cette solution ne fait plus de doute.

Nous n'hésitons pas à donner le texte de deux décisions récemment rendues en ce sens.

Attendu que B... soutient tout d'abord que D... serait sans qualité pour introduire son action ;

Qu'il prétend que les pouvoirs de l'administrateur provisoire des biens d'un absent n'iraient pas au delà des actes conservatoires ou d'administration et qu'il ne saurait former aucune action en justice au nom de l'absent sans autorisation spéciale ;

Que nommé aux fonctions d'administrateur provisoire des biens de B..., disparu, aux termes de deux ordonnances de M. le président du tribunal civil de la Seine en date des 15 et 19 décembre 1896 ; il ne justifie pas de cette autorisation ;

Que dès lors sa demande serait non recevable ;

Mais attendu que, lorsqu'un curateur a été nommé sans qu'aucune disposition du jugement ait limité son administration, ledit curateur a qualité pour représenter l'absent et ses pouvoirs non limités s'étendent *à tout ce qui rentre dans la nécessité de son mandat* ;

Et attendu qu'il s'agit en l'espèce d'une demande en restitution de billets signés par B... et pour lesquels les tiers porteurs exercent des poursuites ;

Que l'instance introduite par D... tend à faire disparaître des titres de créance qui selon lui sont entachés de nullité et a pour but la consolidation de l'actif laissé par B... ;

Que cette instance constitue en réalité un acte d'administration qui rentre dans les attributions de sa fonction d'administrateur provisoire et qu'il faut l'exercer sans autorisation préalable. Trib. de Commerce de la Seine, 18 juillet 1894. *Gazette des tribunaux*, du 31 août 1894.

1. DURANTON, t. I, n° 400. — DEMOLOMBE, t. II, n° 38.

2. Cass., 25 août 1813.

3. Cass., 6 nov. 1828.

Voir également, action relative à l'existence et au recouvrement d'une créance (mêmes motifs).

2^e Chambre du trib. de la Seine, 26 décembre 1896.

Tenons donc pour acquis que l'administrateur est autorisé, sans mention spéciale, par sa fonction même, à ester en justice pour tout ce qui est nécessaire ou utile à l'accomplissement de son mandat.

Une décision, rendue, il est vrai, au profit d'un administrateur de succession (mais la circonstance est sans intérêt ici), réfute l'objection tirée de ce que nul en France ne plaide par procureur. Elle contient en outre, c'est pour cela que nous la donnons *in extenso*, sans la diviser, des solutions sur lesquelles nous aurons à revenir plusieurs fois au cours de notre travail.

Considérant que B. du M... soutient que D..., nommé administrateur provisoire de la succession de Ch..., n'a pas qualité pour poursuivre en paiement d'une reconnaissance de 53 000 francs, par lui souscrite à Ch... et pour demander la validité d'une saisie-arrêt formée entre les mains d'Imbert, administrateur de la succession de R...; qu'en effet la personne du défunt étant continuée par ses héritiers seuls, et la succession de Ch... ayant été acceptée sous bénéfice d'inventaire, les actions de la succession ne sauraient être exercées que par les héritiers à l'exclusion de l'administrateur provisoire; que reconnaître à ce dernier le droit d'ester en justice en cette qualité, ce serait se mettre en contradiction, d'une part avec le principe que *nul en France ne plaide par procureur*, et, d'autre part, avec la disposition légale aux termes de laquelle les créances et les dettes se divisent de plein droit entre les héritiers;

Mais considérant que D... agit en vertu d'un mandat judiciaire qui lui a été régulièrement conféré en présence et du consentement de toutes les parties et des seules parties qui pouvaient avoir intérêt et qualité pour le contester; qu'en effet sur une demande en liquidation et partage de la succession de Ch..., décédé à G..., mais qui avait conservé son domicile à Lyon, quatre héritiers de la ligne maternelle qui ont accepté la succession sous bénéfice d'inventaire, le cinquième n'ayant pas encore pris parti, ont assigné devant le tribunal civil de Lyon en liquidation et partage les six héritiers de la ligne paternelle

qui n'avaient pas renoncé et parmi lesquels cinq ont accepté sous bénéfice d'inventaire et le sixième s'est réservé le droit de renoncer ultérieurement, ce dont lui a été donné acte par le jugement ordonnant la liquidation et le partage;

Qu'en ordonnant la liquidation et le partage demandés et préalablement la licitation et la vente des immeubles dépendant de la succession, le tribunal de Lyon, par jugement en date du 29 août 1893, a, en présence et du consentement des parties en cause, à raison de leur nombre, de leurs domiciles divers, de la situation et de la nature de certains biens dépendant de la succession de Ch..., de la difficulté qu'il y avait à la réaliser et à raison surtout de cette circonstance que tous les héritiers n'avaient pas encore pris parti, confirmé D... dans les pouvoirs qui lui avaient été donnés par ordonnance de référé du 29 juillet 1892, lesquels comprenaient notamment celui d'exiger et recevoir de tout débiteur de la succession les sommes dues pour quelque titre et quelque cause que ce soit;

Que D... agissant en vertu d'un mandat judiciaire régulier, B. du M... ne saurait se prévaloir contre lui du principe que *nul en France ne plaide par procureur*, principe qui n'est pas d'ordre public et qui ne saurait être opposé à une personne investie d'un mandat de justice;

Que l'appelant ne saurait non plus invoquer le principe de la division de plein droit des créances et des dettes entre héritiers; qu'en effet tous les héritiers de L. Ch... n'ayant pas encore pris parti, le paiement que ferait B. du M... à D..., administrateur provisoire investi d'un mandat de justice, serait libératoire et ne serait soumis à aucune critique;

Qu'en ce qui concerne plus particulièrement les héritiers bénéficiaires, aucune compensation ne pouvant leur être opposée par le débiteur de la succession, à raison de la séparation des patrimoines créée par l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, B. du M... n'a aucun intérêt à contester sa qualité à D...;

Considérant enfin que D..., tenant son mandat d'une décision de justice, doit en rester investi avec tous les pouvoirs qui lui ont été accordés tant que son mandat et ses pouvoirs n'auront pas été modifiés ou révoqués par une autre décision rendue sur l'initiative d'une personne ayant qualité pour la provoquer;

Que, sans qu'il y ait lieu de rechercher dans l'espèce et de décider si les pouvoirs accordés par la justice à l'administrateur provisoire d'une succession, du consentement et en présence des héritiers, à raison des circonstances particulières dans lesquelles cette succession

se présente, pourraient lui être retirés à la demande d'un débiteur de la succession poursuivi en payement de sa dette, il suffit de constater qu'aucune demande de cette nature n'est introduite contre D... par B. du M...; que ce dernier ne saurait par conséquent dénier à D... le droit d'ester en justice dont il a été investi par une décision de justice qui s'impose à tous, tant qu'elle n'a pas été rétractée;

Que... : Par ces motifs et persistant au surplus dans ceux de l'arrêt par défaut, déboute B. du M... de son opposition audit arrêt, ordonne qu'il continuera à être exécuté selon sa forme et termes, etc. (Cour de Paris, 2^e Chambre, 4 juin 1894. *La loi*, n^o 5, 4 septembre 1894.)

Nous avons étudié d'abord les pouvoirs que l'administrateur tient du fait de sa nomination ou ceux que la décision qui le nomme peut lui donner d'une manière générale. Quant aux actes qui sortent manifestement des limites de l'administration, si la justice entend conférer à l'administrateur le pouvoir de les faire, elle doit lui en donner la mission spéciale et expresse. Ces autorisations seront accordées *cognita causa*, après examen des cas pour lesquels ils sont sollicités, avec mention des conditions auxquelles elles ont été données. Il en sera ainsi du pouvoir d'aliéner, d'emprunter, d'hypothéquer, de transiger.

Aliénations.

L'aliénation dépasse l'administration, telle est la règle. Mais on peut dire qu'il est impossible d'administrer sans aliéner. Ces aliénations courantes n'auront pas besoin d'être spécialement autorisées : ventes de denrées, ventes des marchandises d'un fonds de commerce. De telles aliénations sont comprises dans la notion d'administration. Mais il en sera autrement de la vente du fonds de commerce lui-même, de valeurs mobilières importantes, et surtout de la vente d'un immeuble ou de l'aliénation d'un démembrement du droit de propriété.

Pour les *meubles*, leur importance, leur valeur, sinon absolue, du moins relative eu égard au patrimoine, fera décider si oui ou non l'administrateur peut en disposer;

Pour les *valeurs mobilières*, une certaine marge doit être laissée, leur aliénation constituant, lorsqu'elle a lieu pour de faibles sommes, un acte d'administration, comme la loi de 1880 l'admet en autorisant l'administrateur légal à les aliéner dans de certaines conditions jusqu'à la somme de 1500 francs.

On devrait pouvoir dire également que l'aliénation *des immeubles* sera une question de fait, mais il y a à leur égard dans le Code une sorte de prohibition absolue qui tient à leur nature et qui ne fléchit jamais, quelle que soit la modicité de l'aliénation. C'est un reste de la distinction surannée mais toujours subsistante dans nos lois, entre le mobilier, dont l'aliénation ne préoccupe guère le législateur, et l'immeuble, qui semble être resté, en dépit des modifications économiques et sociales, comme la base et le plus considérable élément de la fortune, le bien qu'il faut protéger et défendre avant tout. En dehors même de cette considération de tradition juridique, l'immeuble est souvent le berceau de la famille, son centre de réunion, c'est quelquefois celui de ses biens auquel l'administré tient le plus. Aussi la justice devra-t-elle être, en matière d'absence plus qu'en toute autre, prudente pour en autoriser l'aliénation. Nous exigeons, pour que l'autorisation spéciale et indispensable puisse être donnée, que la nécessité de recourir à l'aliénation soit indiscutable, et pour notre part nous croyons qu'elle pourra être souvent remplacée par une autorisation d'emprunter sur hypothèque. Mais, nous l'avons dit, tout dépendra des circonstances. L'administration d'une banque comprendra de plein droit l'aliénation des titres et des valeurs, et l'on peut même se demander si, un marchand d'immeubles venant à disparaître, le titre de nomination de l'administrateur ne pourrait pas comprendre d'une manière générale le droit de revendre au détail ce que l'administrateur avait acheté en gros.

De nombreuses décisions de la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine ont proclamé que l'administrateur ne pouvait aliéner des immeubles sans autorisation spéciale et cette

autorisation est généralement refusée (12 novembre 1850, 7 mai 1852, cités par M. Bertin, t. II, n° 1268. Jurisprudence constante aujourd'hui). Cependant cette règle, bien que très énergiquement défendue, a, à diverses reprises, souffert des exceptions. Lorsque l'on a permis à l'administrateur d'aliéner, on a exigé que la vente soit faite aux enchères publiques et imposé soit à l'administrateur, soit aux acquéreurs, toutes les conditions que la prudence pouvait suggérer (22 juillet, 14 novembre, 29 novembre 1851, cités par M. Bertin, *eod. loc.*).

A qui l'administrateur doit-il s'adresser pour se faire autoriser à aliéner?

Pour les aliénations de droits immobiliers c'est à la Chambre du Conseil.

Pour les meubles, il y a lieu de distinguer.

Certains textes donnent au Président du tribunal le droit d'en autoriser l'aliénation (par exemple 946 Pr., 986 Pr., art. 51, loi du 50 juin 1858); dans ce cas pas de difficulté.

En l'absence de texte, faut-il, par analogie, donner au Président du tribunal compétence générale pour l'aliénation du mobilier? On peut le soutenir. Nous croyons toutefois que dès qu'il s'agit de meubles autres que ceux prévus expressément par la loi, surtout si l'aliénation est un peu importante, il faudra s'adresser à la Chambre du Conseil qui seule a compétence générale en matière d'autorisation d'administrateurs. Mais cette règle ne saurait s'appliquer au mandataire chargé de liquider. Son mandat implique de bien plus larges pouvoirs. C'est ainsi que l'on admet que quiconque doit payer le passif peut aliéner le numéraire et les titres au porteur.

L'emprunt, à plus forte raison l'emprunt sur hypothèque, sort des limites de l'administration. Ce ne sera qu'après vérification de la nécessité qu'il y a de le contracter, en limitant la somme, en déterminant le taux, en imposant s'il y a lieu certaines conditions de remboursement que la justice autorisera l'emprunt. Elle devra également déterminer les immeubles sur

lesquels l'hypothèque devra être constituée. Nous l'avons dit, l'emprunt sur hypothèque pourra souvent remplacer avantageusement l'aliénation des immeubles. Mais il est des circonstances où l'aliénation d'un immeuble sera plus facilement autorisée. Un emprunt avec affectation hypothécaire fait trop souvent illusion sur la perte qu'il dissimule et recule, mais qu'il aggrave.

La *transaction* dépasse évidemment le mandat d'administrer même lorsqu'elle ne porte que sur des biens mobiliers dont l'aliénation constituerait un acte d'administration. La loi s'en défie; nous savons de combien de garanties elle l'entourne lorsque l'intéressé est un mineur (467 C. c.). Cependant c'est parfois un acte à encourager, sage ou même absolument nécessaire. Mais ce ne sera que lorsque la justice en aura scrupuleusement examiné les avantages et minutieusement réglé les conditions que la transaction pourra être autorisée. M. Bertin (Ch. du Cons., n° 1268) cite des autorisations données par le tribunal de la Seine ¹. La jurisprudence à cet égard est éminemment bienfaisante, et autorise volontiers la transaction.

Le *compromis* est un acte que la justice ne saurait autoriser de la part d'un administrateur judiciaire. La loi l'interdit aux incapables. Le contrôle du ministère public est nécessaire. Le juge ne peut abdiquer vis-à-vis de son propre mandataire, et lui permettre d'échapper à toute surveillance de sa part.

Acceptation de succession. — L'administrateur d'un absent aura rarement à prendre parti sur une succession, et cela à cause des articles 135 et 136 du Code civil. Pour hériter, il faut être vivant; dès que l'existence d'un des héritiers est incertaine, les autres héritiers peuvent l'écarter de la succession.

Il faut donc supposer que la succession s'est ouverte avant la disparition de l'absent, alors qu'il n'a pas encore pris parti, ou bien que les cohéritiers ne s'opposent pas à ce que son curateur vienne au partage en son nom. Ils peuvent en effet renoncer à

1. 25 janv. 1850, 27 mai 1855.

se prévaloir de la disposition de l'article 136 du Code civil. Cette renonciation peut être expresse ou tacite.

Les héritiers reconnaissent l'existence de l'absent lorsqu'ils le font représenter aux opérations préliminaires du partage par un notaire commis à cette fin, ou lorsque l'inventaire fait à leur requête qualifie cet absent d'habile à se dire et se porter héritier, si cet acte ne contient, quant à cette qualification, que des réserves vagues et de pur style. Cette reconnaissance ne peut être rétractée par eux que s'ils justifient, par un jugement de déclaration d'absence ou par la preuve de faits nouveaux et décisifs, que l'existence de l'absent était réellement incertaine lors de l'ouverture de la succession (Pasicr. Belge, 1887, t. II, p. 51).

Nous croyons que l'administrateur pourra, avec autorisation spéciale de justice, accepter ou refuser la succession au nom de l'absent. Notons qu'en fait ce sera généralement un notaire qui sera chargé de ce soin (art. 113 C.c.).

Pour accepter un legs, une autorisation sera nécessaire si le legs est à titre universel ou s'il comporte des charges. Si le legs est à titre particulier, l'administrateur pourra l'accepter seul et en recouvrer le montant. Si la délivrance était contestée, s'il fallait agir en justice, pourrait-il encore agir seul? Nous le croyons (voy. plus haut, p. 34).

Mandat spécial. Autorisation. — Nous avons dit que, lorsqu'un acte ne rentrera pas dans les pouvoirs normaux de l'administrateur, il devra être autorisé d'une façon expresse ou spéciale; quelquefois une autorisation spéciale interviendra alors même que l'acte est compris dans le mandat de l'administrateur. Ainsi l'administrateur peut plaider. Si l'administrateur est une femme mariée, son titre prévaudra-t-il contre son incapacité de femme mariée? (215, C. c.) Dans le doute la justice l'autorise à agir.

Attendu que, sans rechercher si la femme nommée administratrice provisoire des biens de la communauté en cas d'absence du mari ne

trouve pas dans cette qualité les pouvoirs suffisants pour agir en justice à l'effet de recouvrer les créances de la communauté, la femme M..., dans les conditions spéciales de la cause et en présence des termes du jugement qui l'a nommée administratrice, a intérêt, pour éviter toute contradiction sur sa qualité, à solliciter l'autorisation de justice à défaut d'autorisation maritale;

Que l'autorisation par elle sollicitée est conforme à son légitime intérêt. (Ch. du Cons., 2 mars 1894.)

Nous croyons que l'autorisation était inutile : le mandataire peut accomplir des actes qu'il ne saurait faire en son nom personnel. La femme nommée administrateur doit trouver dans son mandat tous les droits que son mari pouvait exercer comme administrateur, car elle le remplace.

Au cas de titres perdus elle pourra former opposition dans les termes de la loi du 15 juin-5 juillet 1872 pour sauvegarder l'actif du patrimoine contre l'usurpation d'un tiers. Mais la justice ne saurait lui donner l'autorisation de former opposition à la vente par l'absent des titres, dont celui-ci, comme chef du ménage, a le droit absolu et exclusif de disposer, l'absence du mari ne pouvant équivaloir à son interdiction ou à une séparation de biens.

La décision suivante fait fort prudemment une distinction qu'une requête trop générale omettait vraisemblablement de faire.

Attendu qu'à raison de l'état d'absence du mari il est justifié de l'utilité de nommer la femme administratrice de celui-ci et de la communauté, mais non de lui conférer le pouvoir de former opposition à la négociation des titres au porteur en dépendant.

La femme trouve dans les pouvoirs généraux d'administration qui lui sont conférés le droit de former cette opposition dans les conditions où le mari eût pu la former comme chef de la communauté.

Si, au contraire, la prétention de la femme est de former opposition à la négociation des titres, même par son mari, on ne saurait, au mépris des droits de celui-ci, lui conférer un semblable pouvoir. (Ch. du Cons., 10 février 1890.)

Nous ne pouvons citer toutes les hypothèses dans lesquelles

les autorisations de justice interviendront. Disons seulement qu'on ne peut éviter d'y recourir. Donner expressément à l'administrateur, lors de sa nomination, tous les pouvoirs dont il n'a pas encore besoin, mais qui pourront lui être utiles dans la suite, présenterait un trop grand danger. La justice ne doit pas le faire, ce serait abdiquer d'avance sa tâche. Elle n'a pas seulement le devoir de donner des représentants aux incapables, elle a celui de veiller à leurs intérêts, de contrôler les actes des mandataires qu'elle choisit, d'avoir toujours l'œil ouvert sur leurs négligences ou leurs abus. Elle a la mission, et elle ne l'oublie pas, de prévenir les écarts bien plus encore que de les réprimer.

§ VI. — FIN DE L'ADMINISTRATION PROVISOIRE DES BIENS DE L'ABSENT

Il y a des causes générales qui mettent fin au mandat judiciaire ; ce sont les mêmes que celles qui mettent fin au mandat conventionnel : la renonciation, la révocation, la mort du mandataire, la fin de la mission, l'expiration du délai pour lequel le mandat était donné.

Nous ne nous occuperons que des causes particulières à chaque matière, renvoyant aux auteurs pour tout ce qui est relatif aux causes générales.

Il y a des causes spéciales en matière d'absence, ce sont le retour de l'absent ou la preuve acquise de son existence. Toutefois nous croyons que l'administrateur nommé devrait rester en fonctions tant que l'absent n'a pas pourvu à son remplacement ou déclaré qu'il entend s'occuper lui-même de ses affaires : nous sommes en effet dans le cas de non-présence, la justice pourrait prescrire des mesures conservatoires. Celles qu'elle a prises pendant l'absence continueront de produire effet pendant la période de non-présence.

La déclaration d'absence ne met fin au mandat de l'adminis-

trateur que du jour où l'envoi en possession des héritiers présumptifs a été sollicité et obtenu. Jusque-là en effet la présence du mandataire de justice peut être nécessaire.

Enfin la preuve acquise du décès de l'absent ouvre sa succession et met fin au mandat. Nous croyons que l'administrateur pourrait gérer la succession comme il gèrait les biens de l'absent tant que les héritiers n'agissent pas. Un nouveau mandat de justice serait-il nécessaire pour confirmer ou renouveler ses pouvoirs? On pourrait en douter. Pourquoi multiplier les frais en pure perte? En fait cependant l'administrateur se fait délivrer de nouveaux pouvoirs par une ordonnance du Président rendue sur simple requête (O. sur Req. 13 avril 1895).

§ VII. — CAS PARTICULIERS

1° Des actes pour lesquels l'intervention d'un notaire est indispensable. — Rôle du notaire.

Nous avons dit que certains actes ne pouvaient être faits par l'administrateur, mais seulement par un notaire. Quels sont ces actes?

Ce sont, dit l'article 113, « les inventaires, comptes, partages et liquidations ». L'énumération est limitative; le tribunal est libre de donner à un notaire le mandat pour procéder à d'autres actes, il est tenu d'en commettre un pour ceux-là. (Il ne s'agit ici que des droits déjà ouverts au profit de l'absent avant la date à laquelle remonte la présomption d'absence.)

Au reste si l'absent avait laissé procuration pour le représenter dans ces divers actes, partages, comptes, il deviendrait inutile de commettre un notaire, car il n'y a pas nécessité. (Demol., t. II, p. 53.)

Il y a deux choses à noter en ce qui concerne le rôle du notaire :

1° Il intervient non seulement pour passer l'acte, pour instru-

menter dans l'inventaire, le partage ou la liquidation, comme le notaire nommé conformément aux articles 928 et 931 du Code de proc., mais pour représenter l'absent dans les diverses opérations que ces actes comportent, pour prendre en main ses intérêts et défendre ses droits, afin que l'acte soit non seulement valable, mais encore avantageux pour l'absent. On le nomme pour discuter les prétentions des autres intéressés, adversaires possibles de l'absent, pour les combattre au besoin et non pas seulement pour les constater. Il faudrait en conséquence nommer autant de notaires qu'il y aurait de présumés absents ayant des intérêts différents.

2° L'acte une fois passé, à moins que le jugement ne lui donne un plus ample mandat, ne le nomme par exemple administrateur, le notaire redevient sans pouvoirs. Le partage a eu lieu, la mission du notaire est terminée. Il devra remettre les titres et les valeurs au représentant de l'absent : envoyés en possession, s'il y en a (car le recours au notaire est indispensable, même après la déclaration d'absence et l'envoi en possession, même après la nomination d'un administrateur), ou administrateur judiciaire, qui les recevra et les gérera.

M. Plasman (p. 62) précise avec soin la mission du notaire ; nous renvoyons à son ouvrage.

On invoque l'exposé des motifs de l'article 113 pour étendre des successions aux sociétés la disposition relative aux comptes et partages, et à l'égard desquels un notaire doit représenter l'absent.

Locré (II, p. 325) et Toullier (I, n° 340) disent que l'article 113 ne s'applique qu'aux successions.

M. Plasman « penche à croire que c'est une erreur de leur part », les termes de l'article 113 sont généraux et embrassent toutes espèces de comptes, partages et liquidations dans lesquels un absent peut être intéressé.

M. de Moly invoque le texte même de l'Exposé des motifs : « les successions, comptes, partages, liquidations, dans lesquels les absents sont intéressés ». L'énumération prouve bien que l'on

n'entendait pas restreindre l'exigence au cas de succession, mais en faire une disposition très générale.

Le motif décisif résulte pour nous des raisons mêmes qui ont fait attribuer au notaire cette compétence exclusive et qui se retrouvent en matière de société tout aussi bien qu'en matière de succession. Toutes les opérations où il faut déterminer et établir des droits sont délicates. Il importe que l'absent soit représenté par une personne versée dans les affaires contentieuses. Le législateur a imposé au juge le choix d'un notaire parce que sa profession même assure des garanties sérieuses de sa capacité.

Le notaire pourrait-il représenter l'absent en justice? Non (Bruxelles, 8 avril 1813), à moins d'un pouvoir exprès. Peut-il distribuer aux créanciers l'argent qu'il a reçu? Non; il doit se limiter dans la mission qu'on lui confie. Or il n'a aucun mandat pour recevoir les fonds ni pour payer les créanciers (Plasman, p. 64). S'il avait outrepassé ses pouvoirs, on lui appliquerait les règles de la gestion d'affaires (Limoges, 14 mars 1823; Plasman, p. 67).

Le notaire pourra provoquer le partage, le poursuivre, transiger même, si le tribunal lui en donne l'autorisation. C'est la solution de M. Demolombe (*Abs.*, t. II, p. 54); car le tribunal est là pour faire faire « le nécessaire ».

Mais si le jugement n'était pas explicite, si aucune autorisation postérieure n'avait été obtenue, M. Demolombe décide que le notaire pourrait défendre au partage, non le provoquer, qu'il ne pourrait représenter l'absent que dans les opérations amiables.

Il a été jugé que la mission donnée au notaire ne lui conférait pas nécessairement le droit d'encaisser les sommes dues à l'absent. C'est qu'en effet il est là pour faire fixer les droits de l'absent, mais, à moins d'un pouvoir spécial, il ne saurait les administrer. D'ailleurs le notaire pourrait, devrait même demander au tribunal, soit de nommer un administrateur pour s'en

charger, soit de prescrire un placement qui rendit les sommes productives. En les gardant improductives entre ses mains, il engage sa responsabilité et peut être condamné à des dommages-intérêts.

Un héritier qui a fait nommer un notaire pour représenter l'absent dans une succession à laquelle il est appelé avec lui peut-il ensuite méconnaître l'existence de cet absent pour l'écarter de la succession et s'en faire attribuer exclusivement la valeur?

Oui, dit-on (*Belg. Jud.*, 1845, p. 219).

Non, semble impliquer la solution suivante :

Lorsqu'un notaire a été commis par le tribunal pour représenter un présumé absent dans une licitation à la requête des cointéressés de ce dernier, ceux-ci ne sont plus en droit d'invoquer l'article 136 du Code civil, à moins de prouver le décès de l'absent présumé, dont la part, à défaut de cette preuve, ne peut être réclamée que par ses représentants. (*Belg. Jud.*, 1847, p. 1349.)

Mais la première opinion nous paraît mieux justifiée. Il n'y a pas eu de la part de l'héritier parti pris sur la question d'absence, sur celle de l'existence de l'absent; il n'y a pas eu de renonciation au bénéfice de l'art. 136, mais simplement mesure conservatoire provoquée dans l'intérêt de qui de droit.

Citons enfin une décision qui a trait à une question analogue :

Lorsque à la suite d'une liquidation faite en présence d'un notaire représentant un présumé absent, une part de la succession a été attribuée à celui-ci, il y a lieu, si la déclaration d'absence prononcée ultérieurement fait remonter l'absence à une époque antérieure au décès de la personne dont la succession a été liquidée, de nommer à l'absent un curateur *ad hoc* chargé de le représenter dans l'instance en nullité d'attribution introduite par ses cohéritiers. (Ch. du Cons. Lemerre, février 1888; — Masset, mai 1890.)

En effet la mission du notaire est terminée, il ne peut plus représenter l'absent et, d'autre part, il faut bien que cet absent ait un représentant dans une instance qui va lui faire perdre le

bénéfice de l'attribution faite à son profit, puisque par le report en arrière de la déclaration d'absence, il va se trouver avoir été incapable de recueillir les droits qu'on lui avait d'abord reconnus (art. 136 C. c.).

2° Hypothèse

dans laquelle l'absent a laissé une procuration.

Nous avons raisonné jusqu'à présent sur l'hypothèse où l'absent n'a pas laissé de procuration. Nous devons prévoir le cas où avant son départ il en aurait laissé une. Ce mandat va-t-il modifier le droit d'intervention que nous avons reconnu à la justice ?

La présence du mandataire pourra avoir un double résultat : 1° rendre l'éloignement moins inquiétant et plus explicable ; 2° rendre inutile l'intervention de la justice. La nécessité exigée par l'article 112 comme seconde condition fait défaut.

Cependant malgré la procuration il faudra quelquefois recourir à la justice : d'abord si le mandat n'a pas été accepté, c'est évident ; de même si le mandat visait un acte isolé alors que des mesures générales sont nécessaires ; si le mandat conférait des pouvoirs généraux mais insuffisants en présence de besoins nouveaux. Alors il faudra ou nommer un administrateur ou conférer au mandataire de l'absent les pouvoirs qui lui font défaut.

Certains auteurs soutiennent que l'absence constatée révoque le mandat de plein droit. Non, le mandat ne cesse pas par le seul fait qu'il y a présomption d'absence. Cependant nous croyons que du jour où l'absence est présumée, le mandat, s'il n'est pas révoqué de plein droit, devient révocable de la part de la justice.

Nous trouverons au chapitre relatif aux aliénés une question identique. Notre solution sera la même. (Voy. p. 110.)

La présomption d'absence a une double face : à l'égard de l'absent en faveur duquel elle permet d'organiser un mode de

protection; à l'égard des héritiers présomptifs auxquels elle permet de prendre des mesures conservatoires. L'absent est considéré un peu comme un incapable; la justice a la mission de protéger son patrimoine. Or si le mandataire s'acquitte de sa mission de telle façon que l'absent lui retirerait certainement sa confiance, la justice doit pouvoir faire à sa place, comme tous les autres actes conservatoires, cet acte urgent : elle révoquera le mandat.

De même, si les héritiers présomptifs estiment que le mandataire compromet la fortune sur laquelle ils ont des droits, ils peuvent, sinon révoquer eux-mêmes le mandat de ce tiers, qui ne gère pour eux qu'éventuellement, du moins demander à la justice de le changer.

La présomption d'absence ne révoque donc pas le mandat de plein droit, elle rend sa révocation possible.

La décision qui retire au mandataire de l'absent ses pouvoirs et nomme un mandataire judiciaire devra être contentieuse pour être opposable à celui qu'elle dessaisit. Un simple jugement de la Chambre du Conseil ne suffirait pas.

Mais s'il s'agissait au contraire de nommer un administrateur *ad hoc*, chargé de remplacer le mandataire nommé par l'absent, ou l'administrateur nommé par la justice à son défaut, dans un acte où l'absent aurait des intérêts opposés à ceux de son administrateur, un simple jugement sur requête suffirait.

Si le mandat prend fin par l'une des causes énumérées en l'art. 2003, nous retombons dans l'hypothèse examinée plus haut où l'absent est parti sans donner de procuration.

3° Militaires absents.

Une loi spéciale du 11 ventôse an II a pris des dispositions particulières en ce qui concerne les successions auxquelles sont appelés les défenseurs de la patrie (militaires absents). Cette loi qui prescrit certaines mesures à prendre a été complétée par

celle du 16 fructidor an II. Une loi du 6 brumaire an V pourvoit à la protection de leurs propriétés; un avis du Conseil d'État du 17 germinal an XIII précise quelles sont les preuves admissibles pour constater leur sort et enfin une loi du 13 janvier 1817, remise en vigueur le 9 août 1871, règle à nouveau la procédure et la preuve constatant le sort des militaires disparus pendant les grandes guerres de ces époques.

Ces lois sont spéciales et d'exception¹. C'est dire qu'elles ne peuvent être étendues en dehors des cas pour lesquels elles ont été faites. C'est alors le droit commun qu'il faudra appliquer.

Lorsqu'il y a à commettre un curateur chargé de l'administration de tout ou partie des biens d'un militaire absent, c'est le tribunal qui doit faire cette nomination, ce n'est jamais le conseil de famille. (*Pas. Belge*, 1814, p. 82; 1817, p. 471 et 518.)

§ VIII. — INTERVENTION DE LA JUSTICE DANS LES AFFAIRES DES NON-PRÉSENTS

Nous avons terminé l'étude du mandat judiciaire d'administrer les biens d'un absent.

Il faut examiner maintenant quel est le rôle de la justice dans sa tutelle judiciaire ou dans l'intérêt des *non-présents*.

On désigne de ce nom les personnes qui, sans être absentes, au sens technique du mot, sont néanmoins, par suite de leur éloignement, dans l'impossibilité d'agir. Capables en droit, elles sont en fait incapables. L'éloignement sera la cause la plus ordinaire de cette impuissance; une maladie soudaine, une infirmité permanente pourraient créer une situation identique. L'intérêt que présente cette question croît chaque jour à mesure qu'augmentent la facilité des voyages et l'isolement qui résulte de la dispersion des familles.

1. Voy. PLASMAN, t. II, p. 405 à 428.

Bien des auteurs et non des moindres, puisque parmi eux on peut citer M. Demolombe (t. II, p. 28), ont argumenté tout simplement des textes prévus pour l'absence (art. 112-131) et les ont étendus au cas de la non-présence. Nous approuvons leur doctrine, en ce sens que nous estimons que l'intervention judiciaire est légitime et indispensable, mais nous critiquons le fondement qu'ils lui donnent. La matière de l'absence a une base trop étroite pour qu'elle puisse se prêter à une pareille extension. Absent signifie « celui dont l'existence est incertaine, celui dont la mort est probable ». Dès que l'existence n'est pas douteuse on ne saurait invoquer la loi de l'absence. D'ailleurs l'assimilation amènerait à prescrire des mesures trop graves.

Faut-il renoncer à rien faire, comme l'ont prétendu certains auteurs? Assurément non.

Les raisons qui ont fait édicter les règles de l'absence vont nous donner la justification de pratiques établies par l'usage. Nous verrons d'ailleurs que des textes législatifs les autorisent.

La justice s'immisce dans les affaires de l'absent. Est-ce parce que l'absence crée une incapacité légale? Non, l'absent est toujours en droit capable. Mais son inaction prolongée, dans des hypothèses où son action serait indispensable, a conduit à faire présumer que c'est bien malgré lui qu'il n'agit pas. Alors, dans le double intérêt de l'absent et de ses héritiers présomptifs, la loi permet à la justice ou plutôt lui ordonne d'intervenir. En faisant ainsi, elle n'empiète pas sur les droits du propriétaire, car les mesures qu'elle prend sont essentiellement conservatoires et protectrices.

Eh bien, supposons un propriétaire qui ne soit pas absent au sens de la loi. On sait qu'il vit, on sait où il est, il est même au lieu où son action serait indispensable. Mais il ne peut agir; il est malade au point de ne pouvoir même donner de mandat; il vient d'être frappé d'aliénation mentale. Ici il n'y a pas, comme au cas prévu par le législateur, incertitude sur l'existence, mais il y a certitude sur l'impossibilité d'agir où il est. Il serait

invraisemblable que la justice fût impuissante. On a objecté : L'ingérence de la justice va être arbitraire ; elle est attentatoire à la liberté individuelle ; les mêmes objections peuvent être faites à propos de l'absence et nous ne nous attarderons pas à les réfuter.

N'est-ce pas le cas de répéter ici le brocard latin ? *Quoties lege aliquid unum vel alterum introductum est, bona occasio est, cætera quæ tendunt ad eandem utilitatem, vel interpretatione, vel certe jurisdictione suppleri.* (Pœdus, L. 15, ff. de Legibus.)

Nous constatons, en effet, que la justice, fidèle à cette large interprétation de la loi, en fait l'application la plus fréquente et la plus heureuse. Elle nomme des mandataires toutes les fois que la nécessité l'exige.

Lorsqu'un non-présent est intéressé dans un partage, la jurisprudence étend l'article 115 qui parle du présumé absent. C'est ainsi que par jugements des 3 janvier, 17 janvier, 24 avril 1896, la Chambre du Conseil commet un notaire pour représenter des personnes qui ne peuvent assister au partage ou à la licitation de biens indivis.

Ce que l'article 115 présente de particulier, ce n'est pas qu'il prévoit l'intervention de la justice, — elle était indispensable, — c'est qu'il exige qu'un notaire soit commis, la profession du notaire devant lui rendre plus facile et devant, par conséquent, mieux assurer la représentation de l'absent pour les actes spécifiés par la loi. Quand il ne s'agit plus d'un partage, la justice intervient encore, mais elle ne nomme plus un notaire. Par jugement du 3 janvier (cette décision n'est pas la même que celle citée plus haut à la même date), la Chambre du Conseil nomme un administrateur judiciaire à l'effet de défendre, au nom de M^{lle} X..., « dont le domicile est *inconnu*, à toutes instances formées contre elle à fin de déchéance du legs qui lui a été fait par la dame Y... ».

De même (10 janvier 1896), une femme est nommée « à

l'effet de représenter son mari dans une instance contre une Compagnie d'assurances ».

On conçoit que, dans nombre d'hypothèses, il soit indispensable d'agir avant le retour de celui qui s'est éloigné. Cette obligation pour la justice d'intervenir n'est écrite nulle part, d'une façon générale, mais elle ressort d'une foule de textes. N'est-elle pas édictée par la loi des 16-24 août 1790, encore en vigueur, qui charge les commissaires du gouvernement (lisez procureurs de la République) « de veiller sur les absents indéfendus » ? La loi rappelle ce devoir à ceux qui ont particulièrement la mission de l'accomplir. Mais si un autre que le procureur demandait à la justice, pour un non-présent, la protection dont ce dernier a besoin, ne devrait-il pas être fait droit à sa requête ?

C'est ainsi que, en dehors des cas de partage et de procès, et sur la seule demande de personnes intéressées ou même de personnes qui n'avaient à la mesure qu'un intérêt moral, la justice arrive, par le moyen des administrateurs judiciaires, à rendre possibles tous les actes indispensables et urgents que l'intéressé ne peut, pour quelque cause que ce soit, accomplir lui-même. Les exemples abondent.

EXEMPLES

Un administrateur est nommé à un malade qui, venant de subir une opération chirurgicale, est hors d'état de prendre les mesures que la situation de sa fortune comporte. La requête était présentée par sa femme qui voyait sa dot compromise en même temps que la fortune de son mari. (O. sur Req., 16 nov. 1895.)

Un sculpteur atteint d'une maladie dont on craint qu'il ne se relève pas, sa femme, également malade, sont tous deux hors d'état de déménager, à l'expiration du bail, les statues et objets d'art qui remplissent l'atelier. Le président nomme un administrateur pour un mois à la charge de faire confirmer ses pouvoirs par la Chambre du Conseil. (O. sur Req., 27 avril 1897.)

Un administrateur est chargé d'opérer le sauvetage d'un bateau échoué, de faire vendre les marchandises ; le propriétaire n'étant pas sur les lieux du sinistre, on ne pouvait attendre, ses instructions seraient arrivées trop tard.

Ce sont des mesures conservatoires qui ne lèsent les droits de personne. Il faut faire souvent davantage et prendre des mesures de salut quand le danger est imminent.

Deux vieilles filles, incapables d'administrer elles-mêmes leur fortune, ont chargé leur neveu de cette gestion. Un beau jour, un agent d'affaires, muni d'une procuration signée des deux tantes, fait sommation au neveu de lui remettre la clé du coffre-fort et de lui rendre ses comptes. La situation révélée au Président, un administrateur est commis pour faire apposer les scellés et, après inventaire, déposer toutes les valeurs en lieu sûr. La mesure n'était-elle pas exorbitante, abusive ? Sans interdiction, sans internement, même sans interrogatoire, sans qu'il soit établi que la procuration était nulle, voilà une mainmise de justice sur toute cette fortune ! Le péril évident justifie seul une telle ordonnance. Mais qui regrettera qu'autant de décision ait prévenu d'inévitables détournements ? L'administrateur inventoria 2.500.000 francs en titres et plus de 500.000 francs en billets de banque et en or, le tout au milieu du plus magnifique désordre et exposé à toutes les convoitises. Le juge de paix, malgré l'ordonnance sur requête, se refusa tout d'abord à apposer les scellés ; il exigeait une ordonnance de référé ou un jugement de la Chambre du Conseil. On eut grand'peine à vaincre sa résistance.

Après ce coup de hardiesse, il est peut-être intéressant de savoir comment cette situation s'est dénouée.

Pour éviter les frais d'un dépôt à la Caisse, le Président a, par exception, autorisé le dépôt à la Banque de France au nom des vieilles filles, mais avec indication que certaines valeurs étaient indivises entre elles. (Ordonn. du 24 novembre 1896.)

L'ordonnance qui a nommé l'administrateur est du 24 octobre

1896. Ses pouvoirs lui étaient conférés pour deux mois. Ils ont été renouvelés le 26 décembre 1896 par un jugement de la Chambre du Conseil pour un an. Une demande d'interdiction a été introduite. — Interrogatoire par juge commis, désignation de trois experts pour examiner l'état mental. — Le rapport n'est pas encore déposé. Il est à prévoir que l'interdiction ne sera jamais prononcée et que l'administrateur provisoire fera, d'année en année, proroger ses pouvoirs jusqu'au décès de ses clientes.

Nous avons tenu à exposer toute cette affaire avec détail; l'espèce est curieuse, le cas n'est pas isolé : le même administrateur a été nommé par ordonnance du 12 juillet 1897 dans des conditions analogues.

Nous trouverons, lorsque nous nous occuperons de l'aliénation mentale, bien d'autres exemples d'administrateurs nommés avant l'internement, avant l'interrogatoire, avant que l'on ait seulement fait les premiers actes de la procédure d'interdiction. Citons seulement l'une de ces décisions à titre d'exemple.

Vu l'urgence, nommons X... administrateur provisoire des biens meubles et immeubles de l'aliéné non interdit avec tous pouvoirs pour gérer tant activement que passivement lesdits biens, consentir tous baux et locations, donner et accepter tous congés, recevoir seul tous loyers échus et à échoir des mains de tous locataires, lesquels en lui faisant paiement sur sa simple quittance seront bien et valablement déchargés, acquitter toutes charges et dépenses privilégiées, payer les frais de séjour de X..., faire tous actes utiles et déposer tous excédents à la Caisse.

Ce qui sera exécutoire par provision, nonobstant appel. (Ch. du Cons., 5 déc. 1893.)

Ce n'est pas seulement en cas d'urgence et pour prescrire des mesures temporaires que la justice intervient. Il lui faut parfois suppléer à l'insuffisance des prévisions légales et nommer des administrateurs qui n'ont rien de provisoire.

En général, quand une personne se trouve hors d'état d'agir d'une façon permanente, c'est qu'un trouble existe dans ses

facultés ; on pourra la faire interdire. Mais il arrive que « l'ineptie » d'une personne, son impéritie, l'impossibilité permanente où elle se trouve de gérer ses biens ne seront pas une cause suffisante pour faire prononcer son interdiction ou motiver son internement. Dans tous ces cas, dont le type est celui du sourd-muet, la justice sera appelée à intervenir. Nous approuvons la pratique qui nomme, en pareille occurrence, des administrateurs, car il faut bien que l'incapable soit protégé.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un tribunal peut nommer d'office un administrateur provisoire à un sourd-muet, parce que son infirmité, sans être une cause suffisante pour provoquer son interdiction, le met en fait dans l'impossibilité de gérer ses affaires, et que ce mandataire n'ayant qu'un mandat général d'administration ne saurait donner mainlevée d'une inscription d'hypothèque prise sur l'acquéreur d'immeubles vendus pour le compte du sourd-muet. (Trib. de Troyes, 24 juillet 1856. *Journ. des Conserv.*, t. XVI, p. 89.)

Il pourrait néanmoins, suivant les formalités de l'article 511, qu'on étend par analogie, constituer une dot à l'enfant du sourd-muet. (Nîmes, 3 janvier 1811.)

Si, à l'occasion de sa gestion, un acte d'aliénation devient indispensable, nous admettons que la justice peut autoriser à le passer. Elle homologuera la délibération favorable du conseil de famille. Nous n'avons pas trouvé de jugement qui le dise formellement ; mais, en même temps que les principes y conduisent, certaines décisions impliquent cette solution. Un jugement décide, en effet, que l'administrateur pourra, avec l'autorisation de justice, constituer une dot aux enfants du sourd-muet. Or la constitution de dot n'est jamais une nécessité : « ne dote qui ne veut ».

Les administrateurs, ainsi nommés, seraient soumis à la loi du 27 février 1880, qui s'étend aux représentants de tous les incapables,

AUTORITÉ COMPÉTENTE

Dans tous les cas d'urgence, ce sera le président du tribunal, en vertu des pouvoirs discrétionnaires que la loi lui attribue. (Avis du Cons. d'État du 11 janvier 1808.)

Il ne pourra prescrire que les mesures indispensables conservatoires et provisoires. C'est ce qui résulte de la décision suivante :

Le juge des Référés qui, au cas de disparition d'un individu et de sa fuite à l'étranger, nomme d'urgence un administrateur provisoire pour la gestion de ses affaires ne peut conférer à cet administrateur le pouvoir de représenter en justice l'individu qui a disparu.

En conséquence, si un jugement par défaut a été rendu contre celui-ci, l'administrateur provisoire est sans qualité pour y former opposition. (Paris, 16 déc. 1864 sous Cass., 19 juin 1866; S. 66. 1. 324.)

MM. Aubry et Rau (Ed. 1878, t. I, p. 593) sont également de cet avis. « L'éloignement d'une personne du lieu de son domicile ou de sa résidence habituelle n'entraîne en général, et sauf ce qui sera dit des militaires, aucun effet juridique lorsque, d'ailleurs, l'existence de cette personne est certaine.

« Quoique les règles établies par les articles 112, 113, pour l'absence présumée, ne soient pas de plein droit applicables à la situation qui vient d'être indiquée, les tribunaux pourraient cependant, suivant les circonstances, ordonner, dans l'intérêt des personnes éloignées de leur domicile ou de leur résidence, *les mesures spéciales* nécessaires à la conservation de leurs biens. »

Nous disons mesures spéciales, car nous ne pensons pas que les tribunaux soient, en pareil cas, autorisés, comme ils le seraient s'il s'agissait d'un présumé absent, à nommer un curateur chargé de représenter l'absent d'une manière générale. (En ce sens : Proudhon. I, p. 252 et 253; — Zachariæ. I, § 147, texte et note 5; — Demol. II, 18.)

Le Président, compétent pour prendre les mesures d'urgence, est, en principe, celui du domicile de l'intéressé qu'il pourvoit d'un administrateur. Mais si le Président du tribunal dans le ressort duquel les mesures doivent être prises est le seul qui puisse intervenir efficacement, nous lui reconnaitrons le droit de prendre les mesures isolées indispensables.

Si le Président nomme un administrateur, il ne peut le faire que pour un temps très court, à la charge pour celui-ci de faire confirmer et proroger ses pouvoirs par la Chambre du Conseil.

En terminant ce chapitre, nous devons remarquer que très souvent, lorsque l'on nomme un administrateur à une personne qui vient de disparaître, et bien que l'on parle de non-présent, c'est d'un absent, au sens strict de la loi, qu'il s'agit. Pour en donner un exemple, citons une décision, intéressante à plus d'un titre, qui, tout en proclamant que l'intervention judiciaire est légitime dans les affaires des non-présents, se trouve en fait statuer sur un cas d'absence, puisqu'elle déclare que dans cette hypothèse la disparition soudaine pouvait faire présumer le décès.

(Voir à cet égard Dutruc, *Mémorial du Min. public*, v^o ABSENCE, n^o 12; — Debacq, *Action du Min. public en matière civile*, p. 190.)

L'intervention judiciaire n'eût pas été moins légitime au cas de simple non présence, au cas d'empêchement, nous croyons l'avoir suffisamment établi.

Attendu que, si comme les premiers juges l'allèguent, pour justifier leur refus de nommer un ou plusieurs administrateurs aux biens de l'intimé, l'intérêt général se trouve, dans une certaine mesure, protégé par la nomination d'un notaire commis à la garde des minutes, et si, d'autre part, il convient de laisser aux nombreux créanciers le soin de sauvegarder leurs intérêts particuliers, il existe, à côté de ces intérêts divers, un autre intérêt, celui de B..., qui reste sans protection et que le ministère public doit protéger; — qu'il n'en a pas seulement le devoir, qu'il en a aussi le droit; — que ce devoir et ce droit découlent des sages dispositions de l'article 3 du titre VIII de

la loi des 16-24 août 1790, lesquelles chargent les commissaires du gouvernement et aujourd'hui les procureurs de la République, *de veiller pour les absents indéfendus*; — que par leur généralité, les mots *absents indéfendus* s'appliquent à tous ceux que leur *absence met dans l'impossibilité de se défendre*. — Attendu que l'article 114 Code civil n'a fait que reproduire la même idée et émettre le même vœu; — que, sans doute, il ne parle que du présumé absent; mais qu'on ne saurait refuser cette qualification à l'officier public qui abandonne brusquement sa demeure, son étude, sa clientèle, sa famille, sans laisser après lui aucun mot d'explication ou d'excuse, sans prendre non plus aucune mesure de prudence et de conservation, et qui a pu, en définitive, terminer par le suicide une vie désormais vouée à la misère et scuevent au déshonneur; — qu'en vain on objecte que la requête du Procureur de la République n'invoque que l'intérêt général et l'intérêt des créanciers, puisqu'elle vise l'article 114 qui ne s'occupe, lui, que de l'intérêt du présumé absent; — que d'ailleurs, en semblable matière, les tribunaux peuvent s'inspirer des exigences de la situation et élargir d'office les limites de la demande sans violer la règle : *ultra petita*; — qu'enfin l'intérêt de l'absent se lie, d'une manière si étroite et si intime, à l'intérêt général et à l'intérêt des créanciers, qu'il est permis de dire que conclure en faveur de ceux-ci était implicitement, nécessairement conclure en faveur de celui-là; — qu'ici la confusion des intérêts est d'autant plus grande qu'elle naît du désordre même dans lequel le notaire en fuite a laissé ses papiers; — qu'on y voit des minutes anciennes non classées et même des testaments de personnes encore vivantes, pêle-mêle, avec des papiers domestiques et autres actes sous seings privés; — que ce ne sera pas trop du concours du notaire commis et d'un ou plusieurs administrateurs pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos et donner à chaque pièce la place qui lui appartient, à chaque affaire l'attention et la direction qu'elle comporte. — Attendu qu'il s'agit dans l'espèce actuelle de pourvoir à un état de choses des plus complexes et des plus graves, et qu'il faut pour y mettre un terme, résolument user d'un moyen consacré par un long usage, et que recommande la plus évidente nécessité; — que l'article 112 confie aux magistrats le soin d'assurer l'administration de tout ou partie des biens *du présumé absent*, et que l'expérience conseille, si l'on veut qu'ils procèdent d'une manière efficace, d'investir les administrateurs à nommer des pouvoirs les plus étendus. (Nancy, 26 mars 1874; — S. 74. 2. 165.)

Les questions que nous venons d'examiner, relatives à l'administration des biens des « non-présents », ont acquis une sphère d'application fort étendue depuis que les tribunaux ont pris l'habitude de nommer des administrateurs aux successions dont tous les héritiers ne sont pas présents, sans que leur existence soit d'ailleurs incertaine. On s'est demandé si l'effet de ces mesures s'étendait aux tiers, notamment si, lorsque le mandat judiciaire contient le pouvoir d'accepter le paiement des créances et de donner en conséquence mainlevée des inscriptions hypothécaires, le conservateur devait opérer la radiation.

Il a été jugé qu'il devait la faire. (S. 71. 2. 904 ; Boulanger, *Des Radiations hypothécaires*, p. 74.)

C'est donc que la justice peut agir au nom des personnes simplement non présentes — et que le mandat par elle donné a les mêmes effets que s'il émanait du non-présent lui-même.

CHAPITRE II

DES ADMINISTRATEURS NOMMÉS AU CAS DE SUCCESSION

GÉNÉRALITÉS. — DIVISION

Une succession peut être administrée par deux sortes de mandataires de justice :

Par un curateur à succession vacante ;

Par un administrateur judiciaire proprement dit.

L'administration de l'un est légale, celle de l'autre est judiciaire.

Le curateur est, en effet, muni de pouvoirs d'administration et de liquidation, précisés par la loi, il n'a jamais le maniement des fonds. Il est, dans le langage employé en matière administrative, un ordonnateur soumis aux règles de la comptabilité publique.

L'administrateur judiciaire, à l'inverse, reçoit de la justice seule le mandat dont il est chargé. C'est par elle que ses pouvoirs sont définis et précisés. Le juge peut refuser la nomination, la loi en effet ne la prévoit pas. Les dispositions générales du Code et des lois postérieures communes aux administrateurs, mandataires, dépositaires de justice régissent son rôle. Il reçoit les fonds ; il en est responsable.

Cette différence qui résulte de la loi même en amène d'autres.

A Paris, aujourd'hui, les curateurs et les administrateurs sont recrutés dans des personnels distincts.

Les premiers dépendent de l'administration de l'enregistrement; ils sont nommés à la fois par le Directeur des Domaines et par le Président du tribunal. La répartition des affaires entre eux n'est pas arbitraire, mais réglée d'avance. Chacun gère les successions vacantes ouvertes dans sa circonscription territoriale.

Les seconds, indépendants de toute attache administrative, ne connaissent que le tribunal et reçoivent de lui seul leur investiture. Encore serait-il plus exact de dire que le Président du tribunal les choisit seul, et distribue entre eux les affaires comme il l'entend.

Curateurs à successions vacantes. — Nous ne nous occuperons pas des curateurs à successions vacantes. Ce sont des administrateurs légaux.

Nous ne ferons à leur propos qu'une remarque.

On sait qu'une succession ne peut être réputée vacante « que lorsque, après l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, il ne se présente personne qui la réclame, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé ». (Art. 811 C. c.)

Or la justice charge fréquemment un curateur de gérer une succession avant même que les délais pour faire inventaire et délibérer soient expirés — c'est-à-dire avant que la succession puisse être déclarée vacante. C'est ce qui arrive toutes les fois que l'on prévoit que la succession ne sera réclamée par personne à l'expiration des délais. Au lieu de nommer d'abord un administrateur, auquel succéderait à bref délai un curateur, le tribunal désigne immédiatement le curateur qui serait un peu plus tard chargé de la succession vacante. Cet usage est courant à Paris. (Voy. entre autres, Chambre du Conseil, 7 octobre 1884.) Il évite des lenteurs et des frais, il assure l'unité de gestion, il est presque indispensable sous un régime qui

n'attribue pas aux mêmes personnes l'administration et la curatelle.

Néanmoins des résistances nombreuses s'élevèrent lorsque le Président du tribunal voulut, d'accord avec le Directeur des Domaines, introduire cette innovation. La pratique présente aujourd'hui encore quelques difficultés d'application, mais elle n'est plus contestée.

Ce qu'il nous importe de constater c'est que le curateur, dont la mission a été en quelque sorte anticipée, bien que qualifié curateur est au fond un administrateur judiciaire; notamment, le régime auquel il est soumis pendant cette première période n'est pas celui organisé par le Code civil, mais bien celui qui résulte des principes généraux en matière de mandat.

C'est ce que note fort exactement M. Hébert, dans son ouvrage sur les curateurs à successions vacantes. S'occupant tout d'abord (p. 53) des administrateurs provisoires aux successions *pouvant devenir vacantes*, l'auteur décide que l'administrateur perçoit les fonds, recouvre les créances, paye les créanciers et, s'ils y consentent, répartit entre eux l'actif au marc le franc; il dépose le reliquat à la Caisse des consignations ou au Receveur des Domaines. Au contraire, « si à l'expiration des trois mois et quarante jours, les opérations ne sont pas encore terminées et paraissent devoir se prolonger, l'Administration des Domaines provoque ordinairement, avec le concours du Ministère public, un jugement *qui déclare* la succession vacante et qui confère, soit à l'administrateur provisoire lui-même, soit à une autre personne, la qualité de curateur dans les conditions de l'article 812 du Code civil. On procède alors, à partir de cette date, selon les règles du droit commun en matière de succession vacante. Le précédent administrateur, s'il n'est pas appelé à remplir les fonctions de curateur, rend alors son compte d'administration à ce dernier. » (P. 37 et 38.)

On le voit, quand le curateur agit comme administrateur et liquidateur, il a le maniement des fonds. Quand il agit comme

curateur proprement dit, il ne peut recevoir, payer, répartir. Dès que le jugement qui prononce la vacance de la succession intervient, le régime de la liquidation change. Ceci a bien son importance. Les débiteurs, par exemple, qui, jusque-là, se libéraient valablement entre les mains de l'administrateur, ne peuvent plus payer entre les mains du curateur. La signature de celui-ci ne les libère pas. Si l'argent versé ne profite pas à la succession, les tiers pourront être tenus de payer une seconde fois.

Il y a donc intérêt à savoir quand cesse le régime de l'administration, quand commence celui de la curatelle. Comment les tiers en seront-ils informés? Rien ne l'indique; il y a là une lacune. En fait, la déclaration de vacance sera provoquée dans un délai assez court, car l'administrateur provisoire n'ayant que des pouvoirs fort restreints la déclaration de vacance lui sera un moyen de les augmenter; c'est ainsi, par exemple, que l'administrateur ne pourra pas aliéner les immeubles; le curateur le pourra suivant les formes déterminées en l'article 813.

De plus, les droits de mutation par décès ne sont pas réclamés par l'enregistrement dès l'expiration des six mois lorsque la succession est vacante. C'est un second motif pour que la succession soit déclarée vacante dans un bref délai. Mais en dehors de semblable nécessité, rien d'absolu. Tant que les pouvoirs restreints de l'administrateur suffisent, le curateur n'a aucun intérêt à provoquer la déclaration de vacance.

De l'administration d'une succession pendant les délais.

Il n'y a pas lieu à ce mandat :

Lorsque des héritiers saisis déclarent vouloir administrer et administrent en effet;

Lorsque des successeurs irréguliers ont obtenu l'envoi en possession;

Lorsque les délais pour délibérer et faire inventaire sont expirés. (797, 798, 811, C. c.)

Mais le mandat judiciaire intervient :

1° En l'absence d'héritiers connus ;

2° Lorsque des héritiers connus s'abstiennent d'administrer ou administrent mal ;

3° Lorsque des successeurs irréguliers n'ont pas encore obtenu l'envoi en possession.

Le mandat ne doit comprendre que les pouvoirs nécessaires pendant la période d'attente, les comptes seront rendus aux héritiers lorsqu'ils prendront eux-mêmes l'administration.

Ce que nous avons dit de l'administrateur des biens de l'absent nous dispense de longues explications. L'administrateur aura quelquefois besoin de solliciter des autorisations de justice pour les actes nécessaires non compris dans son mandat ; réparations importantes, mais urgentes, à faire, baux à renouveler, récoltes en magasin et capitalisées à vendre, aliénations, transactions, emprunts, hypothèques nécessaires pour acquitter les droits de mutation et éviter le double droit encouru après six mois ; il les obtiendra, et plus facilement que l'héritier lui-même. Cela peut paraître paradoxal au premier abord ; c'est certain cependant et juridique.

Ces autorisations, l'héritier peut-il les obtenir quand il administre lui-même ? C'est fort contesté, et la raison de les lui refuser c'est qu'il peut valablement faire ces actes, à ses risques et périls, il est vrai, et en s'exposant à être déclaré acceptant s'il a tacitement fait adhésion d'hérédité. Néanmoins les conséquences de cette opinion restrictive sont si fâcheuses, les entraves apportées à la gestion par les hésitations de l'habile à succéder sont si onéreuses pour tous les intéressés, que nous inclinons à penser, avec M. Saleilles (p. 452, n° 309), que quand ces actes sont indispensables, il est possible à la justice d'autoriser l'habile à succéder à les passer.

Quant à l'administrateur provisoire, cela ne fait aucune difficulté, ces autorisations doivent lui être accordées, car, d'une part, il n'a pas capacité sans elles, et, d'autre part, les actes,

nous le supposons, sont indispensables à la bonne administration de la succession.

La pratique, à cet égard, est de tous les jours, et cette facilité qu'il y a d'accorder les permissions à l'administrateur est certainement une des raisons qui fait multiplier les cas d'administrations judiciaires de successions pendant les délais. Ces nominations d'administrateurs sont quelquefois sollicitées dans le seul but d'obtenir, par ce détour, l'autorisation d'une transaction, par exemple autorisation que la Chambre du Conseil aurait vraisemblablement refusée à l'héritier.

Souvent, presque toujours, l'administrateur de la succession sera en même temps nommé l'administrateur de la communauté dépendant de cette succession. Il aura sur la communauté et sur la succession les mêmes pouvoirs. Il n'y a donc pas lieu de faire pour ce cas un chapitre particulier. Tout ce que nous dirons de l'administrateur de la succession s'appliquera à l'administrateur qui, en outre, sera chargé de la communauté.

§ I. — AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR NOMMER L'ADMINISTRATEUR

C'est le tribunal de l'ouverture de la succession. Il statuera sur requête ou sur assignation, suivant que la demande sera faite d'accord par tous les intéressés ou qu'elle sera contestée par quelques-uns. C'est lui qui donnera les autorisations spéciales nécessaires.

En cas d'urgence, le président du tribunal, même celui de la situation des biens, pourrait prescrire les mesures de conservation indispensables.

En fait, c'est presque toujours par le président du tribunal que la nomination est faite. Quand c'est sur requête, elle a lieu pour un délai qui varie entre un mois et un an. Ce délai passé, l'administrateur doit faire confirmer ses pouvoirs par la Chambre du Conseil.

La pratique révèle de fréquents exemples de nominations faites en référé pour un temps très court, confirmées par jugement de la Chambre du Conseil, à la requête de toutes les parties mises en cause lors du référé.

§ II. — PERSONNES QUI PEUVENT DEMANDER LA NOMINATION
D'UN ADMINISTRATEUR PROVISoire

Ce sont tous les intéressés, c'est-à-dire :

1° *Les héritiers.* C'est de jurisprudence constante. Sans doute, on peut objecter qu'ils peuvent administrer ; mais la pratique a compris qu'il n'y avait aucun inconvénient à admettre une pareille demande qui sauvegarde les droits des autres intéressés, des appelés en rang postérieur, par exemple, sans qualité pour administrer tant que les premiers n'ont pas renoncé.

Mais il y a eu un abus contre lequel la jurisprudence a dû réagir. Les héritiers ont souvent cherché, dans la nomination d'un administrateur, un détour pour se dispenser de prendre parti, et l'on a vu des tuteurs qui ont prétendu pouvoir, par ce moyen, attendre la majorité de leurs pupilles pour faire accepter par ceux-ci la succession et mettre ainsi leur propre responsabilité à couvert. Ils se déchargeaient ainsi de l'administration que la loi leur impose. C'était onéreux pour les pupilles, car la gestion du tuteur est en général gratuite, tandis que celle du mandataire de justice est généralement salariée. Cette habileté a été déjouée par une série de décisions qui déclarent d'une façon très nette que la nomination ne peut jamais être faite que pour le temps strictement nécessaire pour faire inventaire et délibérer.

Attendu que la demande a pour objet la nomination d'un nouvel administrateur à la succession de la dame D.-L..., décédée le 17 décembre 1886 ; — Que la requête est présentée par le fils de son mari comme ayant trouvé dans la succession de son père, le droit de se faire envoyer en possession des biens de la succession de ladite

dame en qualité d'époux à défaut de parent ; — Mais attendu que, depuis le temps écoulé, il appartient à l'exposant de prendre qualité et de mettre fin à la procédure d'envoi en possession commencée par son auteur ; — Que s'il n'entend exercer aucun droit sur les biens dont il s'agit, il n'aurait pas qualité pour présenter la requête et la succession pourrait être déclarée vacante ; — Qu'en tout cas il n'est pas justifié de l'utilité de perpétuer une situation mal définie par la nomination sollicitée d'un nouvel administrateur. Pour ces motifs, rejette... (1^{er} août 1891. Ch. du Cons.)

Attendu que la demande a pour objet l'extension des pouvoirs conférés à la veuve G... comme administratrice de la communauté d'entre elle et son mari par jugement, aux fins d'effectuer les actes énoncés en la requête ; — Mais attendu que depuis le temps écoulé, il appartient tant à la veuve G... qu'aux héritiers de son mari de prendre qualité, qu'il n'est pas justifié de l'utilité de perpétuer une administration provisoire au lieu de laisser les ayants droit gérer leur patrimoine, ainsi qu'ils aviseront sous leur responsabilité et suivant les règles du droit commun. Par ces motifs, rejette... (1^{er} août 1891. Ch. du Cons.)

Attendu que la dame L... demande à la Chambre du Conseil de confirmer les pouvoirs d'administrateur provisoire du fonds de commerce dépendant de la communauté ayant existé entre elle et son défunt mari ; — Attendu qu'il est justifié de l'utilité de la mesure sollicitée, mais sous la réserve que ses pouvoirs seront limités aux délais accordés pour faire inventaire et délibérer ; que ces délais passés, il appartiendra à l'exposante de prendre qualité et d'agir en se conformant aux règles de la loi sous la responsabilité personnelle et de tutrice pour ce qui concerne, soit la vente, soit la continuation de l'exploitation du fonds. (28 oct. 1891. Ch. du Cons.)

2° *Les successeurs irréguliers*, spécialement les enfants naturels reconnus, la femme, même non commune, et généralement toutes les personnes qui en vertu de la loi de testaments ou de contrats ont des droits à exercer sur la succession.

Ainsi ce seront même les légataires universels jusqu'au jour où ils auront pu solliciter et obtenir l'envoi en possession ou bien ceux des ayants droit dont la qualité est contestée jusqu'au jour où ils auront pu l'établir ; de même les légataires particu-

liers, spécialement au cas où le légataire est une personne morale soumise à l'autorisation administrative ;

Attendu que les héritiers légitimes de Fr... ne sont pas connus ; — que si les enfants naturels reconnus de Fr... sont appelés, à défaut d'héritiers légitimes, à recueillir la totalité de la succession, ils n'en sont pas saisis de plein droit et ne pourront obtenir l'envoi provisoire qu'après les délais et les formalités prescrites par la loi. Il est nécessaire que d'ici là il soit pourvu à l'administration de la succession. (10 nov. 1893.)

En présence de l'institution de légataire universel, la succession ne peut être considérée comme vacante en l'état. Mais il est justifié néanmoins de la nécessité de pourvoir à l'administration de la succession pendant un délai suffisant pour permettre au légataire universel de prendre qualité. Nomme G... administrateur provisoire pour six mois. (24 nov. 1893).

L'Assistance publique, instituée légataire universelle, mais n'ayant pas encore pu accepter, faute d'autorisation administrative, obtient de la Chambre du Conseil la nomination d'un administrateur provisoire. (Cf. 15 déc. 1893.)

3° Ce seront même d'autres *intéressés* tels, par exemple, l'exécuteur testamentaire, qui, l'an et jour de sa saisine expirés, veut pouvoir rendre son compte.

Mais l'exécuteur testamentaire ne peut demander sa propre nomination comme administrateur à l'effet, notamment, de contracter un emprunt hypothécaire pour acquitter le passif héréditaire (art. 1031). (Ch. du Cons., 17 novembre 1893.)

Ce mandat paraît en effet difficilement conciliable avec celui qu'il tient du défunt. Les héritiers ont intérêt à ce que l'exécuteur testamentaire soit autre que l'administrateur de la succession, le second devant recevoir les comptes du premier et contrôler sa gestion. *Un créancier* peut la provoquer, c'est évident. *Un débiteur* ayant intérêt à se libérer peut demander la nomination d'un administrateur provisoire ou lui faire donner le pouvoir de recevoir le montant de sa dette.

L'Assistance publique n'ayant pas encore été autorisée à accepter le legs, il y a lieu, pour permettre à l'adjudicataire de l'immeuble de la

succession de se libérer, d'autoriser l'administrateur provisoire de celle-ci à recevoir le prix et à en donner décharge. (24 nov. 1893. Ch. du Cons.).

Une Allemande, placée comme gouvernante, meurt. Elle a des neveux en Allemagne. Mais, ni eux, ni aucun autre héritier ne fait diligence. Son maître dépose à la Caisse des consignations les titres et valeurs qu'elle possède. Puis, comme il voulait se décharger de toute difficulté ultérieure, il demande un administrateur au président du tribunal pour gérer les biens de la défunte et recevoir les récépissés délivrés par la Caisse. (O. sur Req.; 1^{er} mars 1895.)

Lorsque la nomination d'un administrateur porte seulement sur certains biens, sur certaines valeurs de la succession qui sont à partager ou litigieuses, on tombe dans l'hypothèse du séquestre. Nous l'exposerons plus loin.

Attendu qu'il est dans l'intérêt de toutes les parties que les valeurs attribuées à X... dans la succession de son père soient remises entre les mains d'un séquestre, tous droits demeurant réservés; — qu'à ces fins la demande est nécessaire et urgente :

Nommons R...séquestre des valeurs dont il s'agit entre les mains duquel sera réservé l'effet des significations des transports consentis au profit de Z..., avec tous pouvoirs pour aliéner, réaliser, recouvrer les rentes, actions et créances attribuées à X... dans ladite succession; à cet effet faire vendre en Bourse par tout agent de change, toutes rentes sur l'État français et procéder, en présence des parties ou elles dûment appelées, en l'étude de X... à l'adjudication de toutes actions et créances, sur des mises à prix pouvant être baissées et pour répartir les sommes ainsi reçues entre les ayants droit. (O. de Référé, 29 déc. 1893.)

4° On trouve même des hypothèses où, bien qu'il n'y eût aucun intéressé, on a nommé un administrateur, dans le seul but de déférer au désir exprimé par un défunt dans son testament. Nous citons la décision, à titre de curiosité, sans chercher à en donner une justification juridique, mais parce qu'elle est un exemple de ces missions amiables que les justiciables sollicitent du magistrat et auxquelles celui-ci défère bien souvent.

Attendu que par son testament olographe du 16 juillet 1870, A. C... a exprimé la volonté que, jusqu'au jour où se réaliseraient les diverses

éventualités par lui prévues en ce qui concerne l'attribution de sa succession, les biens qui la composeraient fussent gérés et administrés par un tiers et qu'il a désigné à cet effet M. X...;

Que ce dernier étant décédé, il y a nécessité, pour assurer l'exécution de la volonté du défunt, de pourvoir au remplacement du susnommé comme administrateur. Nomme.... (Ch. du Cons.)

§ III. — POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR NOMMÉ A UNE SUCCESSION PENDANT LES DÉLAIS

Ses pouvoirs seront très restreints : la gestion est essentiellement transitoire. Comme au cas d'absence, ici, un régime légal va intervenir à très bref délai. Il faut donc tout laisser en l'état et se borner à pourvoir aux besoins urgents. L'héritier, s'il accepte, le curateur à succession vacante, si l'héritier n'accepte pas, pourront faire davantage. Mais la mission d'administrer en attendant, confiée au mandataire de justice, devra être rigoureusement limitée aux mesures indispensables. Nous avons donné au chapitre de l'absence la liste des pouvoirs que le mandat de pure administration comporte. Nous nous bornerons donc à un renvoi.

Mais nous devons reconnaître qu'en fait, et parce qu'on tend à prolonger outre mesure la durée de ses fonctions, on étend souvent beaucoup la liste de ses pouvoirs. C'est ainsi qu'il est fréquemment arrivé que des successions confiées à des administrateurs, à titre tout à fait provisoire, se sont trouvées liquidées en totalité ou en partie lorsqu'est venu le moment de les remettre aux curateurs à succession vacante. L'administrateur provisoire était devenu liquidateur et répartiteur¹.

1. C'est même pour éviter ce résultat, fâcheux pour les curateurs à succession vacante, que s'est établi l'usage de faire nommer un curateur à la place d'un administrateur judiciaire, lorsqu'on prévoit que la succession, aujourd'hui dans les délais, deviendra vacante; nous le signalons parce qu'il prouve d'une façon indiscutable combien étaient devenues fréquentes ces liquidations souvent amiables et précipitées, dont les administrateurs provisoires avaient pris l'initiative.

La physionomie du mandat judiciaire a été ainsi complètement modifiée. D'un usage quotidien, fait pour durer bien au delà des délais, il comporte à l'heure actuelle des pouvoirs très étendus. Non seulement l'administrateur fait, lors de sa nomination, spécifier dans une formule très détaillée les pouvoirs dont il sera investi, mais il sollicite fréquemment, au cours de sa gestion, des autorisations complémentaires qui l'habilitent à procéder même à des aliénations.

Voici une formule qui nous paraît suffisante sans être trop explicite.

... « Nomme X... administrateur des biens de Y... absent, lui donne tous pouvoirs pour les gérer tant activement que passivement, pour faire apposer les scellés, en requérir la levée, faire inventaire, se mettre en possession de l'actif, recevoir et donner seul quittance et décharge de toutes sommes, capitaux et intérêts, recouvrer tous loyers et fermages, faire toutes locations, donner et accepter tous congés, acquitter toutes charges privilégiées et autres, prendre toutes mesures conservatoires, faire tous actes utiles au mieux des intérêts de chacun, sauf, en tout, à rendre compte quand et à qui il appartiendra. »

Mentionnons également une formule prudente et humaine, fort pratique pour le cas où les biens à administrer sont très peu importants et où les frais pourraient les absorber entièrement.

« Nommons X... administrateur..., le dispensant au besoin de faire inventaire à cause du peu d'importance des biens et l'autorisons à y suppléer par un procès-verbal descriptif dressé par le juge de paix. »

Ces formules sont courantes. Ailleurs nous voyons (O. sur Req., 19 février 1895) que l'administrateur est autorisé d'une façon tout à fait générale à passer, au mieux des intérêts de l'hoirie, les baux supérieurs à trois années.

Une ordonnance sur requête du 15 janvier 1895 lui recon-

naît le pouvoir de défendre à toutes instances, d'exercer toutes poursuites, de retirer de toutes banques, et spécialement du Crédit Lyonnais, tous fonds et valeurs, et en donner décharge, à la charge de faire emploi des sommes encaissées en rente 3 pour 100, sans que ces banques et le Crédit Lyonnais aient à surveiller le remploi. L'administrateur est nommé pour six mois, sauf à faire confirmer et proroger ses pouvoirs par la Chambre du Conseil. Voilà une administration provisoire qui semble bien devoir dégénérer en administration permanente et définitive.

Une ordonnance sur requête du 22 décembre 1893 décide que l'administrateur provisoire a tous pouvoirs pour réaliser l'actif, aliéner toutes valeurs, acquitter le passif et tous les droits de mutation, donner mainlevée de toutes oppositions et inscriptions d'hypothèques, donner congé au propriétaire de la maison qu'habitait le testateur.

De même les ordonnances sur requête des 28 décembre 1893, 4 janvier 1894, lui donnent le mandat « de faire tous actes utiles, d'aliéner toutes valeurs », le 11 janvier 1896 (O. sur Req.). L'administrateur est chargé de « faire le nécessaire », d'agir « au mieux ».

Cette jurisprudence est d'ailleurs conforme à un arrêt de Bordeaux qui décide que lorsqu'il y a nécessité de pourvoir à l'administration des biens d'une succession, à raison de l'absence de plusieurs héritiers, le tribunal en Chambre du Conseil a le droit de nommer un administrateur provisoire, et de lui conférer le pouvoir de recevoir les capitaux, d'en donner décharge et de consentir la mainlevée des hypothèques (22 novembre 1870, D. 72. 2. 8.).

Un administrateur peut être, dans ces conditions, chargé de recouvrer une créance considérable dépendant d'une faillite, de faire vérifier, d'affirmer, de produire, etc., à charge de rendre compte; les héritiers de la succession dont dépend cette créance sont ainsi dispensés de prendre immédiatement parti, ce qu'ils hésitaient fort à faire (Référé sur Req. Président du tribunal de

la Seine, 29 février 1895). Le recouvrement d'une créance rentre certainement dans le mandat d'administration, mais le mandat de justice était peut-être nécessaire pour que la qualité de l'administrateur ne fût pas contestée par le syndic.

L'administrateur peut être également chargé de vendre un fonds de commerce dépendant de la succession dans les délais; « attendu, dit l'ordonnance du 11 mai 1897, qu'il résulte d'une délibération du conseil de famille qu'il y a intérêt à vendre, que les majeurs y consentent, nomme X... pour vendre ledit fonds ».

On le voit, tout ce qui est de nature à reconstituer l'actif de la succession doit être compris dans les pouvoirs de l'administrateur. C'est d'ailleurs ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Paris rapporté dans le *Journal des Notaires*, 1894, p. 616. (*Dict. Not. et Suppl.* v^o MANDAT JUDICIAIRE Voir la note sous l'arrêt.)

Mais il n'a pas de placements de valeurs à faire, ni à plus forte raison de déplacements, alors surtout que les héritiers s'y opposent. C'est ce qui résulte d'une décision, rapportée dans le *Dalloz* (D. 1887, 2, 37 et la note), d'après laquelle

L'autorisation donnée à l'administrateur provisoire d'une succession de prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires ayant un caractère d'urgence comporte le droit de mettre obstacle aux actes d'un débiteur de cette succession dont le but serait de faire passer sur la tête de sa femme, pour les soustraire à l'action de ses créanciers, des immeubles acquis en réalité par lui et payés de ses deniers.

L'administrateur provisoire a qualité pour demander le redressement d'actes d'acquisition d'immeubles placés fictivement sous le nom de la femme du débiteur présumé de la succession, sans avoir besoin de justifier d'une créance actuelle et certaine.

L'administrateur provisoire d'une succession ne peut, quels que soient ses pouvoirs, accomplir que les actes urgents d'administration proprement dits, et ne saurait dès lors retirer des valeurs déposées à la Banque de France ou déplacer des fonds placés sur hypothèque, si les ayants droits s'y opposent, lorsqu'il a d'ailleurs entre les mains des sommes suffisantes pour couvrir les dépenses de sa gestion (D. 1887, 2, 27. Note).

L'administrateur doit en effet se borner à ce qui est indispensable à la gestion ; autrement il s'expose à voir déclarer ses actes nuls, et à se voir poursuivre pour une faute même légère. Il ne doit pas toucher les sommes dues avant terme, mais il doit toucher le montant des créances, même hypothécaires, à échéance.

On lui refusera l'autorisation de poursuivre l'annulation d'une clause d'emploi ou d'inaliénabilité de titres.

Attendu que la demande de la demoiselle de M... a pour objet la nomination d'un administrateur à la succession de la demoiselle de M... sa tante, à l'effet d'intenter contre lui une demande tendant à faire prononcer la nullité de la clause d'emploi et d'inaliénabilité, dont aux termes du testament le legs qui lui a été fait était grevé ; que la requérante excipe de ce que l'exécuteur testamentaire qui, dans l'instance dont s'agit, eût dû être son contradicteur, est décédé ;

Mais attendu, qu'à défaut d'exécuteur testamentaire, c'est l'héritier qui, comme continuateur de la personne, et en dehors de tout intérêt pécuniaire, a qualité pour défendre à l'action ; que vainement la requérante objecte que la seule héritière de la *de cujus* est actuellement décédée ; que les droits qui lui compétaient sont passés à son fils et seul héritier, lequel se trouve en tous cas, et à défaut d'autre, un contradicteur à l'action que la demoiselle de M... se propose d'introduire ;

Que dans ces circonstances la nomination d'un administrateur n'est pas justifiée (Ch. du Cons., 22 avril 1891).

De procéder à la liquidation d'une communauté.

Attendu que la dame M... demande la nomination d'un administrateur provisoire à la succession de son mari à l'effet de procéder contradictoirement avec lui à la liquidation de la communauté ayant existé entre elle et ce dernier ;

Mais attendu que la V^e M... ne justifie pas de l'impossibilité de retrouver les enfants du premier mariage de son mari, héritiers de celui-ci, qu'il devrait tout au moins être procédé contradictoirement avec celui des héritiers qui est connu ; qu'il n'y a lieu pour la liquidation à opérer de substituer un tiers aux contradicteurs naturels de la requérante. Rejetée... (Ch. du Cons., 11 juillet 1891.)

L'administrateur est en effet un tiers tout à fait désintéressé. Il ne peut remplacer l'héritier, contradicteur légitime et intéressé.

En cas d'impossibilité constatée de retrouver les autres héritiers, il y aurait lieu de les faire représenter par un notaire, par application de l'article 115, C. c.

Il n'aura pas, de plein droit, le pouvoir de faire la délivrance d'un legs universel, ni même d'un legs particulier, pas même dans le cas où les héritiers seraient inconnus.

Par ordonnance de référé, Gautron est nommé administrateur de la succession P... à l'effet de faire lever les scellés, inventaire, acquitter les dettes et généralement faire tous les actes rentrant dans les limites d'une simple administration ;

Les époux L... demandent que ses pouvoirs soient étendus et qu'il lui soit donné mission de consentir à la dame L... la délivrance du legs à titre universel dont elle se prétend bénéficiaire. Pour établir la nécessité de la mesure sollicitée ils exigent de ce qu'ils ne connaissent pas tous les héritiers.

Mais les demandeurs doivent procéder contradictoirement tout au moins avec ceux des héritiers qu'ils connaissent. Il n'échet pas de porter atteinte au droit de ceux-ci d'examiner la prétention des époux, tendant à les priver de tout ou partie de l'héritage qui leur revient d'après la loi. L'utilité de la mesure ayant pour objet, arrière d'eux, de leur constituer un mandataire chargé de défendre leurs intérêts et de les représenter aux fins indiquées, n'est pas justifiée. Rejette... (Ch. du Cons., 22 juillet 1891.)

Autre décision :

Attendu qu'il est justifié de la nécessité et de l'urgence de pourvoir la succession de la V^e M... d'un administrateur provisoire ;

Attendu que les requérants ont qualité pour provoquer cette mesure ;

Attendu toutefois qu'il n'y a pas lieu de conférer à l'administrateur le pouvoir de consentir la délivrance des legs particuliers ;

Que c'est à l'héritier ou au légataire universel qu'il appartient de consentir la délivrance des legs et qu'il n'est point justifié d'un motif suffisant pour qu'il soit dérogé à cette règle, alors surtout que les délais prévus par l'article 795 C. c. ne sont point encore expirés. (Ch. du Cons., mai 1897.)

Cependant, s'il y a intérêt, on pourra l'y autoriser.

Ainsi, une ordonnance sur requête du 9 octobre 1896 auto-

rise un administrateur provisoire de succession à retirer des valeurs de la Caisse des dépôts pour faire la délivrance d'un legs.

On le voit, en résumé, toutes les fois qu'il y a nécessité d'aliéner des meubles ou des valeurs mobilières, et toutes les fois que l'administrateur ne peut le faire seul, la justice l'autorise à cet effet. Elle ne lui refuse ce pouvoir que lorsqu'il est en fait inutile ou lorsque l'administrateur peut arriver à ses fins sans recourir à la justice. Ainsi on l'autorisera à aliéner des valeurs mobilières (O. de Référé, 21 août 1895), les rentes sur l'État (Ch. du Cons., 27 février 1896, 21 février 1896, 10 janvier 1896), toutes les fois que c'est utile pour payer les dettes ou les droits de mutation, même lorsque cela devra seulement faciliter la gestion de la succession. (Ch. du Cons., 21 avril 1896.)

Attendu qu'il dépend de la succession de X... dont Duret est administrateur provisoire, un titre de rente de; qu'il est nécessaire de l'aliéner pour faire face au passif;

Autorise à faire vendre et transférer au cours de la Bourse, par le ministère d'un agent de change de son choix, le titre de rente et les valeurs mobilières pour le prix en être employé à payer le passif de la succession; dit que le Trésor public et l'agent de change seront valablement déchargés, savoir :

Le Trésor par la signature du transfert;

L'agent de change par la remise des fonds sur simple quittance de Duret.

Pour les cas où il restera des fonds libres à la suite de la vente, l'ordonnance ajoute :

« A la charge de remployer le surplus en rentes sur l'État. » (Ch. du Cons., 21 janvier 1896.)

On l'autorise à plaider (Ch. du Cons., 13 mars 1896).

Il s'agissait dans l'espèce d'un héritier, une femme, qui avait été nommée administrateur provisoire. L'autorisation, la décision le dit formellement, a pour but de lui permettre « de requérir jugement, de prendre inscription d'hypothèque sans qu'il puisse en résulter pour elle attribution de qualité ».

On l'autorise à transiger (Ch. du Cons., 20 février 1896), à

résilier des baux, soit en fixant les conditions de la transaction (Ch. du Cons., 20 mars 1896), soit en la laissant libre d'agir et de traiter « au mieux » des intérêts de l'hoirie (mars 1896).

On l'autorise à aliéner un fonds de commerce, office d'agent de change ou autre, avec le droit au bail, moyennant une mise à prix de — qui pourra être baissée (Ch. de Cons., 17 janvier 1896 ; 31 janvier 1896).

Mais en ce qui concerne l'aliénation des immeubles la Chambre du Conseil résiste. Elle refuse de les autoriser même lorsqu'elles sont nécessaires. C'est une règle tout à fait générale que les administrateurs s'arrangent pour tourner lorsque c'est tout à fait indispensable. Elle comporte d'ailleurs quelques exceptions.

Citons entre autres cette décision de la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine qui fait de l'autorisation qu'elle accorde d'aliéner un immeuble *une question d'espèce*.

L'administration judiciaire ne peut vendre les immeubles mais, en cas d'urgence, s'il y a créanciers qui vont saisir et faire des frais dépassant la valeur des biens, et qu'il s'agisse de biens plus onéreux que bons à conserver, l'autorisation a été accordée *en en faisant une question d'espèce*. (Ch. du Cons., 20 avril 1894.)

Lorsque cela est indispensable la justice autorise des transactions même immobilières (Ch. du Cons., 21 février 1896). Ce jugement ajoute même que l'administrateur ne pourra jamais être responsable. Même décision (Ch. du Cons., 6 mars 1896) ; il s'agissait en l'espèce d'une transaction considérable, et l'une des parties avait mis comme condition de son consentement l'obligation, pour l'administrateur, d'obtenir du tribunal l'homologation de cette transaction. En présence des intérêts en jeu la justice n'a pas cru pouvoir refuser son concours.

La justice autorise également (Ch. du Cons., 17 avril 1896) des emprunts sur hypothèque — dans l'espèce la succession était exclusivement immobilière — le tribunal ne voulait

pas prendre sur lui d'autoriser l'aliénation de tel immeuble plutôt que de tel autre.

Nous disions que cette extension des pouvoirs de l'administrateur résulte surtout de la prolongation de sa mission et du renouvellement périodique de ses fonctions.

En veut-on la preuve?

Voici un administrateur provisoire nommé pour un an, le 7 novembre 1893. Ses pouvoirs ont été prorogés le 2 janvier 1894 pour un an, le 11 janvier 1895 pour un an encore, le 20 mars 1896 pour deux ans. Il est toujours en fonctions et devra obtenir un nouveau délai.

Que serait-ce si la Chambre du Conseil ne résistait pas et ne se refusait pas à perpétuer une situation qui devrait être essentiellement provisoire et temporaire?

Que l'administrateur puisse payer les dettes, rien que de juste; qu'il puisse même au besoin, lorsque les créanciers vont saisir les biens, et en l'absence des héritiers, prévenir une vente inopportune et une saisie en aliénant, avec autorisation de justice, des valeurs mobilières ou des rentes sur l'État; c'est déjà plus difficile à justifier au point de vue des principes qui veulent que le propriétaire seul, c'est-à-dire l'héritier, puisse disposer de sa chose, mais nous voulons bien l'admettre: la justice remplace l'héritier absent ou empêché et prend les mesures que celui-ci aurait prises s'il eût été sur les lieux.

Mais quand les héritiers sont connus et sont présents, la justice refuse à l'administrateur le droit d'aliéner. C'est au propriétaire seul de décider ce qu'il convient de faire. En droit strict, dans ce cas on n'aurait pas dû nommer d'administrateur, du moins ne doit-on lui donner que des pouvoirs purement conservatoires et qui respectent les droits de l'héritier.

C'est ainsi qu'il a été décidé que le jugement qui ordonne le partage d'une succession ne peut, sans le consentement de tous les héritiers, prescrire que les titres et dossiers de procédure dépendant de cette succession seront remis à un huissier pour

qu'il poursuive les recouvrements pendant les opérations, et jusqu'à l'événement du partage. (Riom, 11 avril 1856 ; Dall., 1857, 2.22.)

C'est encore ainsi qu'un jugement de la Chambre du Conseil fait très exactement la distinction de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas.

Attendu que l'héritier de X... n'a pas encore pris parti, et que l'actif de la succession n'a pu encore être réalisé jusqu'à ce jour ; qu'il est en conséquence de l'intérêt de tous que les pouvoirs de l'administrateur provisoire soient prorogés au delà du terme fixé par le jugement du 17 décembre 1895 ;

Mais en ce qui concerne l'autorisation demandée par ledit administrateur à l'effet de poursuivre la licitation d'un immeuble resté indivis entre la succession Cassagne et l'héritier du *de cujus* :

Attendu qu'une autorisation de cette nature excède les pouvoirs d'administration qui, dans les circonstances de la cause, ne peuvent être conférés à un mandataire de justice ;

Proroge pour un an les pouvoirs de Béchu.

Rejette pour le surplus la requête. (Ch. du Cons., 27 mars 1896, p. 14.)

C'est aux héritiers seuls qu'il appartient de savoir s'ils préfèrent garder les biens en nature. L'administrateur n'est pas chargé de faire la liquidation.

§ IV. — FIN DE L'ADMINISTRATION PROVISOIRE DE LA SUCCESSION

L'administration prend fin :

Lorsque l'héritier se présente, et qu'il accepte la succession, soit purement et simplement, soit sous bénéfice d'inventaire. Il prend l'administration et reçoit les comptes du mandataire de justice ;

Lorsque l'État réclame la succession à titre de déshérence ; ce qu'il peut faire, même avant l'expiration du délai de trois mois,

du moment où il n'y a ni héritiers connus ni conjoint survivant ni enfants naturels (D.56.2.244 ; D.63.2.206 ; D.66.5.451.)

Lorsque les délais étant expirés aucun héritier n'est connu, auquel cas la succession est vacante.

Dans les deux premières hypothèses on rencontre des administrateurs qui n'ont rien de judiciaire : la justice n'a pas à nommer de mandataire. Dans la troisième, au contraire, elle nomme le curateur.

La formule usitée pour l'envoi en possession de l'État est la suivante :

Attendu que conformément aux articles 539, 723, 768, 769 C. c., le domaine de l'État a le droit de recueillir les successions non déclarées par les héritiers ou collatéraux, conjoint survivant et enfants naturels ;

Qu'il y a lieu de prescrire la publicité imposée paragraphe 770 C. c. pour être statué dans l'année qui suivra ;

Autorise l'exposant (l'Administration des Domaines) à faire le recouvrement de toutes créances, faire citer en justice tous détenteurs d'effets, titres, papiers et deniers comptants, et débiteurs d'icelles, poursuivre le recouvrement des arrérages, passer titre nouvel ;

Toucher, poursuivre la rentrée de toutes sommes dues à quelque titre que ce soit, même de celles qui auraient été versées à la Caisse des dépôts, Caisse d'épargne, Caisse de prévoyance ;

Procéder à la liquidation et au paiement de tous frais de régie et de dettes passives, même non privilégiées ;

Consentir toutes délivrances de legs ;

Faire vendre par un agent de change les rentes sur l'État, et tous les droits que le défunt avait dans les entreprises d'industrie ;

Faire tout acte de conservation et d'administration. (Ch. du Cons., 7 janvier 1896.)

Il s'agissait en l'espèce, dans cette seule requête, de 96 successions non encore appréhendées, que l'État réclamait en bloc.

§ V. — PROCÉDURE. — EFFETS. — VOIES DE RECOURS

Pour ce qui est de la procédure, des effets, des voies de recours, nous renvoyons à notre deuxième partie où nous traitons de ces questions d'une façon générale.

REMARQUE I. — Si l'administrateur était chargé d'agir à l'étranger, par exemple d'administrer une succession et de la liquider, les tribunaux lui accorderaient encore plus de pouvoirs que ceux dont on l'investit dans le cas ordinaire. C'est que, en général, à l'étranger, on est habitué à voir le mandataire de justice muni des pouvoirs les plus considérables. Ainsi, pour réaliser les immeubles, pour transiger, il n'a pas besoin d'autorisation de justice. Quand on charge l'administrateur français d'agir à l'étranger, comme un recours en autorisation serait impossible, on lui donne *ab initio* un mandat très étendu. Et nul ne s'en étonne. A part l'aliénation des immeubles, il s'étend parfois à tout ce que la gestion de la fortune la plus importante peut exiger.

Ces décisions ne seront pas aussi rares qu'on pourrait le croire au premier abord.

Sans doute, en cas de succession d'un étranger ouverte en France, certaines conventions diplomatiques attribuent une compétence exclusive aux consuls¹. Mais d'autres limitent à cer-

1. Citons les dernières conventions consulaires : Espagne, 7 janvier 1862 (D. 62. 4. 32); Italie, 26 juillet 1862 (D. 64. 4. 117); Portugal, 11 juillet 1866 (D. 64. 4. 128); Grèce, 7 janvier 1876 (D. 78. 4. 30); Salvador, 5 juin 1878 (D. 80. 4. 12); République Dominicaine, 25 octobre 1882 (Bulletin des Lois 1887, 1^{er} semestre, p. 1031 et suiv.); Brésil, 10 déc. 1860 (D. 61. 4. 42). Mais cette convention, ainsi que la déclaration interprétative de cette convention, ont été dénoncées et les attributions des consuls sont réglées actuellement sous condition de réciprocité par le décret du gouvernement brésilien du 8 nov. 1891 (J. de D. Int. Pr. 1891, p. 331 à 338); Autriche-Hongrie, 11 déc. 1866 (D. 67. 4. 15); Russie, 1^{er} avril 1874, approuvée par la loi du 17 juin 1874 (D. 75. 4. 14). Consulter également une note très documentée de M. Sarrut sur ces questions (D. 1897, 1. 137).

taines hypothèses la compétence du consul. D'ailleurs presque toutes les fois que des intéressés français sollicitent la nomination d'un administrateur, pour éviter que leurs intérêts ne soient compromis par l'attribution de la gestion à un liquidateur étranger, le tribunal fait droit à leur requête.

Le mandat est très fréquent au cas d'un Français, mort en France, et laissant à l'étranger une fortune importante. (O. sur Req., 24 déc. 1896; — Ch. du Cons., 17 avril 1896). Rappelons que l'exequatur doit être obtenu à l'égard des décisions tant gracieuses que contentieuses¹.

REMARQUE II. — A l'inverse, l'administrateur chargé d'agir en France, mais qui n'est pas un de ceux agréés près le tribunal, recevra des pouvoirs plus restreints que ceux contenus aux formules données plus haut. De larges pouvoirs se comprennent lorsque la justice surveille de près la gestion de son mandataire, taxe ses honoraires, fait mettre en dépôt tous les fonds encaissés. On doit craindre au contraire de trop étendre les pouvoirs du mandataire qui échappe au contrôle, dont les démarches demeurent ignorées, dont la caisse est peut-être tenue sans régularité, qui aura à débattre, seul avec des parties incapables de se défendre, le quantum de ses honoraires.

Nous n'avons le plus souvent en vue que les administrateurs judiciaires agréés et surveillés. Ils existent à Paris et dans quelques villes de province, là même où ils ne sont pas constitués en corporation. Mais un administrateur libre, un parent, un agent d'affaires, même un notaire ou un avoué ne présentent pas les mêmes garanties de capacité, de sécurité, d'économie. Le contrôle est très difficile, pour ne pas dire impossible, en ce qui les concerne. Il y aura donc lieu d'être plus circonspect dans les pouvoirs et les autorisations à leur donner.

1. Dall. 94. 1. 325. Note de M. de Boeck, Rapport de M. le conseiller Ballot-Beaupré.

CHAPITRE III

DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE NOMMÉ AU CAS D'ALIÉNATION MENTALE

GÉNÉRALITÉS

L'aliénation mentale est une cause fréquente de nomination d'administrateurs judiciaires.

Nous ne nous occuperons pas de l'hypothèse où l'on obtient de la justice l'interdiction de l'aliéné : dans ce cas, en effet, c'est un tuteur qui le représente. L'administration légale sort du cadre de notre travail.

Mais on ne provoque pas toujours l'interdiction ; même lorsqu'on la poursuit, elle n'intervient pas sans délai ; quand elle est prononcée, le régime protecteur qu'elle organise ne fonctionne pas immédiatement. Les nominations ont lieu :

1° Au cours de la procédure d'interdiction ;

2° En dehors de toute demande d'interdiction, mais seulement lorsque la maladie a nécessité l'internement de l'aliéné dans une maison de santé.

Ces deux situations sont prévues, la première par l'article 497 du Code civil, la deuxième par l'article 32 de la loi du 28 juin 1838. Nous les étudierons séparément. Ces deux mandats judiciaires ne sont pas identiques.

L'administration organisée par la loi de 1838 est une sorte de tutelle, en ce sens tout au moins qu'elle constitue une charge

obligatoire pour celui que la justice désigne. — Celle prescrite en vertu de l'article 497 est facultative.

L'administrateur nommé conformément à la loi de 1838 ne peut jamais être chargé que des intérêts pécuniaires de l'aliéné, et cela est si vrai que, s'il est besoin d'un curateur pour s'occuper de la personne, il faut que l'on recoure à un titulaire distinct. — A la différence de la loi de 1838 qui interdit le cumul, l'article 497 décide que l'administrateur judiciaire sera tout à la fois chargé des biens et de la personne de l'aliéné.

Autre différence* quant aux pouvoirs : Ceux de l'administrateur nommé conformément à la loi de 1838 sont précisés par l'article 33, la justice ne saurait ajouter à la liste. Quelle que soit la nature et l'importance des biens, l'administrateur aura toujours et n'aura jamais que ces pouvoirs. Si les pouvoirs sont insuffisants, il faudra provoquer l'interdiction. — Rien de semblable en ce qui concerne l'administrateur nommé au cours de la procédure d'interdiction. La justice peut mesurer suivant les besoins de la cause les pouvoirs qu'elle lui donne ; elle peut, au cours de la gestion, lui donner les autorisations complémentaires.

Pour ce qui est de la durée de la mission, autre différence. Sans doute les deux mandataires sont qualifiés administrateurs provisoires, mais tandis que, au cas de l'article 497, le provisoire est de très courte durée, puisqu'il doit s'entendre du temps indispensable pour faire aboutir la procédure d'interdiction, le provisoire que prévoit la loi de 1838 a une durée en quelque sorte indéfinie, l'administrateur, nommé pour trois ans, pouvant, le délai expiré, faire renouveler ses pouvoirs de trois ans en trois ans jusqu'à la mort de l'aliéné.

Enfin, tandis que la justice doit se livrer à une enquête personnelle et procéder à l'interrogatoire de l'aliéné avant de nommer un administrateur conformément à l'article 497, elle ne peut, d'après la loi de 1838, que prendre l'avis de la famille. La nomination est en quelque sorte de droit, dès qu'il est

établi que l'aliéné est interné dans une maison de santé. Cette différence dans le rôle de la justice justifierait amplement les différences que nous avons signalées entre les fonctions des deux administrateurs. Du moment où la justice n'a pas procédé elle-même à l'enquête, on conçoit que les pouvoirs de l'administrateur forment comme un tout indivisible mais soient fort restreints, et que la justice n'ait pas à donner des autorisations à propos d'une administration dont elle n'a fait en somme que désigner le titulaire.

On pourrait encore trouver d'autres différences, telles que l'hypothèque, mi-légale, mi-judiciaire, qui peut grever les biens de l'administrateur de l'aliéné interné et qui ne saurait frapper les biens de celui nommé par application de l'article 497 ; telles que l'existence possible, à côté de l'administrateur, d'un mandataire *ad litem* prévue par loi de 1858.... Il nous suffit d'avoir établi la distinction, de manière à éviter toute confusion entre ces deux administrateurs que nous allons étudier dans deux sections différentes.

Section I. — De l'administrateur nommé conformément à l'article 497, au cours de la procédure d'interdiction.

Section II. — De l'administrateur nommé conformément à la loi du 50 juin 1838 à l'aliéné non interdit interné dans une maison de santé.

SECTION I

DE L'ADMINISTRATEUR NOMMÉ CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 497 A L'ALIÉNÉ DONT ON POURSUIT L'INTERDICTION

L'aliéné est en instance d'interdiction. En droit il est toujours capable. Mais en fait il ne peut administrer ses biens. Il y aurait intérêt à ce que l'interdiction pût être prononcée sans délais, à ce qu'un tuteur fût immédiatement nommé. Mais l'interdiction est une mesure grave. On ne pouvait, pour des intérêts pécuniaires, abréger une procédure que le législateur a organisée pour garantir l'intérêt moral en jeu. D'ailleurs il se peut que les juges hésitent à interdire l'aliéné, et comme la maladie laisse quelque espoir de guérison, ils préfèrent surseoir à statuer¹.

1. « Il arrive quelquefois, dit M. Bertin, qu'après avoir épuisé tous les moyens d'instruction, les magistrats se trouvent dans une grande incertitude lorsqu'il s'agit de faire un choix entre les trois solutions indiquées par la loi, c'est-à-dire l'interdiction, le rejet de la demande ou la nomination d'un conseil judiciaire.

Cependant, sans qu'il y ait habituellement imbécillité, démence ou fureur, l'état du défendeur peut être tel qu'il inspire de justes craintes pour lui-même et pour la sécurité de ceux qui l'entourent. Ainsi, il s'est rencontré des hommes qui, à la suite de chagrins violents, s'adonnaient à l'usage des liqueurs fortes, et chez lesquels l'ivresse dégénérait en fureur. Enfermés pendant quelque temps dans une maison de santé, ils recouvraient bientôt la plénitude de leur raison : mais quand la liberté leur était rendue, ils revenaient à leurs anciennes habitudes et retombaient dans les mêmes excès.

Dans de telles circonstances, le tribunal de la Seine a quelquefois, appliquant par analogie l'article 497 du Code Napoléon, sursis à statuer sur l'interdiction et nommé un administrateur pour prendre soin de la personne et des biens de celui dont l'interdiction était demandée. Mais les magistrats ne doivent avoir recours à de pareilles mesures que dans ces cas rares, exceptionnels, et en limitant la durée du sursis. » (*Ch. du Cons.*, n° 673, p. 608, Ed. 1856.)

Mais il fallait alors pourvoir aux difficultés que ces lenteurs voulues pouvaient occasionner.

L'article 497 a dans ce but permis à la justice de prendre, avant même que l'interdiction ait été prononcée, les mesures les plus urgentes.

« Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur. »

Nous examinerons les questions suivantes .

- § I. — Conditions de la nomination.
- § II. — Autorité compétente.
- § III. — Personnes qui peuvent faire la demande.
- § IV. — Formes de la demande.
- § V. — Caractères de la décision. Voies de recours.
- § VI. — Pouvoirs de l'administrateur. Actions en justice.
- § VII. — Choix de l'administrateur. Durée de sa mission.

§ I. — CONDITIONS DE LA NOMINATION

La loi n'y met qu'une condition, c'est que l'aliéné ait été *interrogé* par le juge. Elle estime que la justice pourrait être induite en erreur sur l'état réel du malade s'il ne s'en tenait qu'aux renseignements fournis par l'entourage. Le juge est libre de s'éclairer par d'autres moyens, consultations médicales, avis du conseil de famille. Mais ces modes d'investigation ne pourront suppléer celui que la loi exige. L'interrogatoire doit être préalable à toute mesure ordonnée par le juge¹.

D'ailleurs il ne faut pas exagérer l'exigence de la loi : si le

1. Ch. du Cons., 7 avril 1884. *La loi* 1884, p. 453. — SIREY, 82. 2. 165. — BERTIN, *Ch. du C.*, II, n° 37.

« Est donc prématurée la demande à cette fin faite dans la requête tendant à la réunion du conseil de famille et à l'interrogatoire de la personne contre laquelle cette mesure est sollicitée. » (Ch. du Cons., 20 févr. 1884, *La loi*, 1884, p. 226.)

malade se refusait à subir l'interrogatoire, il pourrait néanmoins lui être nommé un administrateur provisoire. En effet, une pareille attitude du défendeur pourra très souvent être l'indice de sa maladie.

Mais on ne saurait assimiler au refus de subir l'interrogatoire, le fait d'interjeter appel d'un jugement sur une exception d'incompétence ou d'avoir demandé à être dispensé, à raison de son âge ou de ses infirmités, de comparaître en la Chambre du Conseil et à subir l'interrogatoire en sa demeure. (Bordeaux, 12 mars 1885; *Gaz. Pal.*, 31 juillet 1885; — Paris, 3 mars 1882; S. 82; II, 163.)

Le juge ici, c'est le tribunal tout entier, statuant en Chambre du Conseil. Mais il est admis que le Président du tribunal pourrait, en vertu de ses attributions discrétionnaires, prendre des mesures provisoires et urgentes, par exemple nommer un administrateur, même avant tout interrogatoire et sur simple requête. C'est ainsi qu'un avocat venant à mourir et sa femme, instituée par lui légataire universelle, étant internée dans un établissement d'aliénés, le Président du tribunal a rendu à la date du 8 décembre 1896 une ordonnance sur requête ainsi conçue :

Attendu que les exposants se proposent d'introduire une demande en interdiction et demandent en attendant la nomination d'un administrateur provisoire à la personne et aux biens conformément à l'article 497;

Nommons X..., pour un mois à l'effet de requérir la levée des scellés, d'introduire tous référés, de donner tous congés, de résilier tous baux, d'introduire toute action en partage, de l'approuver, de délivrer les legs particuliers, de payer tout le passif, de procéder à la vente de tous objets mobiliers. (Cf. O. sur Req., 27 décembre 1894; 19 février 1894; 27 avril 1894.)

On rencontre assez fréquemment en pratique des administrateurs chargés de pourvoir à la gestion d'un fond de commerce dont le propriétaire vient d'être atteint d'aliénation mentale.

M. Bertin (I, p. 629) décide que la nomination devra avoir

lieu par un jugement de la Chambre du Conseil. En fait, à Paris, elle a presque toujours lieu par ordonnance sur requête rendue par le Président, à la charge de faire confirmer les pouvoirs par la Chambre du Conseil dans un délai qui varie entre 15 jours et 3 mois.

§ II. — AUTORITÉ COMPÉTENTE

En principe le tribunal compétent est celui du domicile de l'aliéné, celui devant lequel a été portée la demande en interdiction. Le tribunal peut statuer en tout état de cause ; il peut procéder à cette nomination dans la deuxième phase de la procédure, mais les parties étant alors en présence la nomination doit être faite non par la Chambre du Conseil, mais par la juridiction ordinaire. (Bertin, *Ch. du C.*, I, p. 604) et le Président serait sans qualité pour le nommer en référé pendant l'instance en interdiction. (Gérard, *Référés*, p. 192.)

« Attendu, dit un jugement du tribunal de Bordeaux, que l'article 497 détermine l'autorité compétente, qu'il n'est pas permis pour des motifs d'urgence de déroger à ses prescriptions et à restreindre les garanties que la loi accorde au défendeur à l'interdiction, en abandonnant aux lumières d'un magistrat unique une décision pour laquelle elle exige le concours du tribunal tout entier » (28 avril 1879, *Journ. des Arr. de Bord.*, t. LIV, p. 121 ; — S. 80. II. 216).

Cette demande est distincte de la question d'état et ne doit pas être nécessairement jugée par la Cour en audience solennelle. Toute Chambre civile est compétente pour en connaître. (Caen, 12 août 1873, *Rec. Arr. Caen*, t. XXXVIII, p. 139 ; — *Journ. des Av.*, t. C, p. 61 ; — *Contra*, Paris, 7 nov. 1838 ; — P., 39. 1. 62 ; — Bordeaux, 4 juillet 1865 ; — S. 66. 2. 232.)

§ III. — PERSONNES QUI PEUVENT DEMANDER LA NOMINATION
DE L'ADMINISTRATEUR

Ce sont, répond M. Garsonnet : « le poursuivant, les personnes intéressées pécuniairement ou moralement à la conservation de la personne et des biens du défendeur — ou le procureur de la République ».

Il n'y a pas grand inconvénient, semble-t-il, à permettre à tout intéressé de faire cette demande : le tribunal la rejettera s'il estime qu'elle est mal fondée. Cependant il nous semble que la mesure est trop grave pour que l'on admette une personne quelconque à la solliciter. N'y aurait-il pas lieu de réserver ce droit aux personnes qui peuvent provoquer l'interdiction? à celles que citent seules l'article 490 du Code civil et l'article 32 de la loi de 1838? Les créanciers, par exemple, qui ne pourraient, en cette seule qualité, provoquer l'interdiction, ne pourraient davantage demander la nomination d'un administrateur. Qui ne voit les inconvénients que peut présenter la solution contraire? La demande en nomination de l'administrateur va nécessiter l'interrogatoire de l'aliéné, ce qui peut exaspérer le malade et compromettre gravement sa guérison. Une telle demande peut facilement dégénérer en moyen de chantage. Les parents, l'époux doivent pouvoir, à tout moment, renoncer à une mesure qui atteint l'intérêt moral de la famille, et ce serait entraver leur liberté d'action que d'admettre des tiers à solliciter la nomination d'un administrateur. Cette demande est en effet comme l'accessoire de la demande principale; elle doit rester telle. D'ailleurs les personnes intéressées à provoquer cette nomination n'auront qu'à saisir le procureur de la République qui la réclamera du tribunal, s'il le juge opportun.

§ IV. — FORMES DE LA DEMANDE

La demande est formée par une requête au tribunal et non au Président¹.

Il n'est pas nécessaire d'assigner le défendeur ; on a le choix des raisons. C'est, si l'on considère la décision comme gracieuse, parce qu'en matière gracieuse on ne procède pas sur assignation. (Chauveau sur Carré, D. 53. 2. 270.) C'est, si l'on considère la décision comme contentieuse, parce que le défendeur a été assigné lors de l'interrogatoire et est présent à l'instance. (Garsonnet, t. VI, p. 253.) L'interrogatoire aura lieu en la Chambre du Conseil. Si le malade ne peut s'y transporter, il sera interrogé à son domicile par un juge commis. Celui-ci sera accompagné du greffier ; le ministère public assistera à l'interrogatoire.

Si l'administrateur n'a pas été nommé en première instance, la Cour le nommera sur l'appel.

La Cour saisie de l'appel du jugement d'interdiction pourrait, avant de statuer au fond, nommer un administrateur provisoire. (Demol., VIII, n° 514.)

Les formes de procéder seront les mêmes que devant le premier juge ; la demande sera faite par requête, sans autre instruction que l'interrogatoire déjà subi ou avec un autre interrogatoire s'il en est besoin. (Rouen, 11 décembre 1844 ; — S. 45. 2. 652 ; — D. 53. 5. 270.)

Le tribunal ou la Cour statueront-ils en audience publique ? Il est certain que l'interrogatoire doit avoir lieu en Chambre du Conseil (art. 496, C. c.). Le rapport d'un juge, non exigé par la loi, ajouté par un excès de scrupule du magistrat et que le tri-

1. Sauf le cas d'urgence, car nous avons vu plus haut que le président peut, en cas de nécessité urgente, nommer un administrateur même sans procéder à l'interrogatoire de l'aliéné. Ce qui devrait rester une exception tend à se généraliser beaucoup.

bunal de la Seine considère comme indispensable, se fait aussi en la Chambre du Conseil.

Le jugement y sera-t-il également rendu?

Cela paraît admis en doctrine et en jurisprudence; cette période de l'instruction est exclusive de toute publicité. (Valette, *Cours de C. civ.*, p. 603; — Demol., VIII, n° 517; — Amiens, 7 juin 1855; — S. 55. 2. 500; — D. 56. 1. 175.)

§ V. — CARACTÈRE DE LA DÉCISION. VOIES DE RECOURS

Le jugement qui nomme l'administrateur en vertu de l'article 497 est-il un acte de la juridiction gracieuse ou un acte de la juridiction contentieuse?

La question est fort délicate.

Rappelons d'abord quelle est la procédure et à quel moment cet acte intervient.

D'abord requête à fin de demande en interdiction, avec détail des faits et indication des pièces. Elle est adressée au Président du tribunal (890, Pr.) lequel saisit le ministère public et la Chambre du Conseil (891, 892, Pr.). Celle-ci rend un jugement ordonnant la réunion du conseil de famille qui doit donner son avis; ensuite, requête à la Chambre du Conseil pour faire ordonner l'interrogatoire, communication au ministère public, rapport d'un juge, jugement de la Chambre du Conseil ordonnant l'interrogatoire; signification à la personne dont l'interdiction est provoquée de la requête et de l'avis du conseil de famille, sommation de comparaître pour subir l'interrogatoire (893, Pr.).

C'est après le premier interrogatoire seulement que l'administrateur est nommé par la Chambre du Conseil.

Ce n'est que plus tard enfin que l'assignation sera décernée au défendeur à fin d'interdiction et que sur cette assignation sera, après débat public, rendu en audience publique le jugement d'interdiction.

Le principe général est que les jugements rendus sur requête par la Chambre du Conseil doivent être considérés comme des actes de juridiction gracieuse, sauf quelques exceptions prévues par des textes. Faut-il en faire l'application ici ?

La question relative au caractère de la décision qui nomme l'administrateur en vertu de l'article 497 n'est pas isolée. La même question se pose aussi pour le jugement qui ordonne la réunion du conseil de famille et pour celui qui ordonne l'interrogatoire.

La controverse a été longtemps très vive dans la doctrine et la jurisprudence (Voir Jur. gén. : Dall., *Suppl.*, v^o INTERDICTION, n^o 53 ; — Ch. civ., 16 janvier 1876 ; D. 76. 1. 151).

Sur le rapport de M. le conseiller Denis, la Chambre civile (11 mai 1892 ; D. 93. 1. 452) a décidé que le défendeur pouvait faire opposition, soit au jugement qui ordonne la convocation du conseil de famille, soit au jugement qui ordonne l'interrogatoire, et que, après l'exécution de ces jugements, il pouvait en faire appel.

C'est contredire absolument les principes que nous défendons et d'après lesquels ces jugements devraient être considérés comme actes de la juridiction gracieuse, et n'admettre ni le recours de l'opposition, ni celui de l'appel.

Certains tribunaux résistent (Versailles, 11 mai 1897, *le Droit*, 4 juillet 1897, jugement dont nous donnons le texte parce qu'il n'est pas dans les recueils).

Attendu que, par son assignation du ..., la dame de S. C. a conclu à ce qu'il plût au tribunal la recevoir opposante au jugement sur requête du 3 février 1897 qui a ordonné la convocation du conseil de famille ;

Attendu que la voie de l'opposition n'est admise que contre les jugements rendus par défaut, c'est-à-dire contre une personne qui, régulièrement assignée, n'a pas constitué avoué, ou bien, comparante, n'a pas conclu ; que la procédure organisée par les articles 890, 891, 892, C. c. pour obtenir un jugement ordonnant la convocation du

conseil de famille d'une personne dont l'interdiction est provoquée est instruite en dehors de cette personne jusqu'à la comparution en Chambre du Conseil pour l'interrogatoire; que n'ayant pas à comparaître devant le tribunal dans cette première phase de la procédure elle ne peut faire défaut ni, par suite, opposition.

Mais la jurisprudence est contraire, spécialement pour le jugement qui, après interrogatoire, nomme l'administrateur.

Ce jugement est en général tenu pour contentieux, par conséquent susceptible d'opposition et d'appel. (Cass., 10 août 1825; — D. 25. 1. 406; — Rouen, 1^{er} déc. 1844; — D. 53, 2. 570; — S. 45. 2. 652.)

Un second arrêt de la Cour suprême du 11 mai 1892 a reconnu le caractère contentieux de ces décisions. (Dall. 93. 1. 432.)

Pour nous, un tel jugement, rendu sur requête, sans assignation à cette fin, sans que le défendeur à l'interdiction sache seulement qu'il est question de lui nommer un administrateur, est un acte de la juridiction gracieuse.

Notre solution serait autre au cas où la personne dont l'interdiction est provoquée aurait été assignée en référé ou au principal en nomination d'administrateur et au cas où il aurait été formellement conclu contre elle pendant la période contentieuse de la procédure d'interdiction. Émanant de la juridiction contentieuse, la décision, alors même qu'elle serait rendue en la Chambre du Conseil, admettrait toutes les voies de recours qui sont de droit commun en matière contentieuse.

§ VI. — POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

L'administrateur nommé conformément à l'article 497 est tout à la fois chargé de la personne et des biens de l'aliéné. Nous ne dirons que peu de chose de ses pouvoirs sur la personne. Lui seul est compétent pour prendre les mesures que la santé de l'aliéné paraît exiger. C'est lui qui devra provoquer

l'internement du malade si le besoin s'en fait sentir. Il pourra le faire sans avoir à recourir à l'autorisation de justice.

Mais les pouvoirs relatifs aux biens nous arrêteront davantage. Ils seront fort restreints, cela va sans dire. L'administration est en effet donnée pour une très courte durée; elle porte sur des biens dont l'aliéné est toujours en droit l'administrateur unique et le propriétaire capable.

Tous les auteurs sont d'accord pour ne lui reconnaître de plein droit que les pouvoirs de pure administration. Mais ne doit-on pas admettre qu'en cas de nécessité constatée la justice puisse augmenter ses pouvoirs? Beaucoup d'auteurs pensent comme nous qu'il pourra se faire autoriser par justice et M. Laurent lui-même, qui refuse d'une façon générale à la justice le droit d'autoriser les administrateurs légaux ou judiciaires, le lui accorde ici. (T. VI, p. 270 à 274.)

Mais tandis que nous donnons à cette solution une portée tout à fait large, quelques auteurs la restreignent singulièrement. C'est ainsi que M. Garsonnet, t. VI, p. 253, décide que si le tribunal lui en confère expressément le pouvoir, il pourra « procéder aux actes que le tuteur de l'interdit pourrait accomplir seul ». L'éminent professeur pense que la justice ne saurait suppléer à l'assentiment de la famille requis pour les autres actes. Mais nous ne saurions croire que la justice soit ici limitée par des règles qui n'ont jamais été écrites pour elle. Soutenir que, parce que le conseil de famille fait défaut, tout acte qui excède les pouvoirs de l'administrateur est impossible, nous paraît excessif. Et nous sommes d'avis que, quelque grave que puisse être un acte, emprunt sur hypothèque, aliénation de valeurs et au besoin d'immeubles, il sera valablement passé par l'administrateur autorisé de justice.

On peut au contraire soutenir que la justice ne saurait d'avance, et par le moyen d'un mandat conçu en termes même exprès, conférer à l'administrateur d'autres pouvoirs que ceux que le tuteur peut exercer seul. Ce serait peut-être sage, car de

fréquents abus sont résultés de mandats trop compréhensifs. L'opinion de M. Garsonnet aurait-elle ce sens là ? C'est possible, mais le contexte semble bien ne pas comporter une semblable interprétation.

La jurisprudence admet que le tribunal peut autoriser un emprunt; il peut l'autoriser par la décision même qui nomme l'administrateur (Amiens 17 juillet 1855, 81, p. 37). Il peut l'autoriser à défendre à un procès, même à en intenter un. Cette solution n'était pas admise autrefois; elle ne fait plus de doute aujourd'hui (Voir p. 34 et s.), l'autorisation sera donnée en vertu des principes généraux et non par une extension, qui serait abusive, de la loi de 1838 permettant la nomination d'un mandataire *ad litem*. Il faut que pendant la procédure d'interdiction tout acte indispensable puisse être fait. Les actes ainsi autorisés et passés conformément à l'autorisation seront inattaquables, soit à l'égard de l'aliéné, soit à l'égard des tiers. Le contraire, il est vrai, a été jugé dans une espèce très intéressante. Mais c'est que les parents de l'aliéné avaient tenté de tourner la loi. Après avoir obtenu la nomination de l'administrateur, ils avaient renoncé à poursuivre l'interdiction, s'imaginant qu'ils pourraient ainsi bénéficier indéfiniment d'un régime que le législateur n'a organisé qu'à titre provisoire. (Cass. Req., 23 mai 1882; — D. 82. 1. 367.)

En présence du silence gardé par l'article 497, certains auteurs ont émis l'avis qu'il y avait lieu d'appliquer d'une manière générale les règles tracées par l'article 32 de la loi de 1838. Mais nous ne pouvons accepter une opinion, fût-elle soutenue par d'éminents jurisconsultes, qui consiste à faire interpréter le Code par des lois de plus de trente années postérieures à sa rédaction. D'ailleurs l'article 32, nous le verrons plus loin, est lui-même incomplet, et d'autres auteurs ont demandé de suppléer à son laconisme par des emprunts à la législation de l'article 497, ce qui est plus logique, mais non moins embarrassant, vu que l'article 497 ne précise rien.

Les pouvoirs de l'administrateur seront, sauf le cas d'une autorisation judiciaire expresse pour les actes graves, limités aux mesures conservatoires. Il doit simplement s'opposer au dépérissement de la chose pendant la période, en général très courte, qui sépare l'heure de sa nomination de celle où l'organisation tutélaire mettra fin à sa gestion.

Nous lui refuserions en conséquence le droit de faire sans mandat exprès, même des actes considérés souvent comme d'administration, tels que passer des baux, aliéner le mobilier¹.

L'administrateur provisoire nommé pour prendre soin de celui dont on provoque l'interdiction ne peut aliéner les biens de l'incapable sans l'autorisation de justice, encore qu'il s'agisse de simple mobilier ou d'objets périssables. S'il aliène sans autorisation de justice ou même s'il tâche d'aliéner sans cette autorisation, il commet une faute grave qui peut entraîner sa révocation. (Bruxelles, 30 août 1806; — D. v^o INTERD., n^o 113.)

Il pourra faire tous les actes conservatoires urgents, recevoir les capitaux de l'aliéné, donner décharge, et même mainlevée des hypothèques lorsque le paiement de la créance est intégral. Il peut former une demande en reddition de comptes afin d'obtenir une provision et une garantie hypothécaire contre un débiteur insolvable de l'aliéné (*Rec. Arr. Dijon*, 74, p. 194, 6 mars; — *Cass.*, 3 avril, 39; — S. 39. 1. 397; — D. 39. 1. 165).

1. Nous tenons à répéter ici ce que nous avons établi plus haut (p. 34) avec décisions à l'appui : non seulement la justice reconnaît à l'administrateur le droit de se faire autoriser à plaider, — ce qui est indispensable et légitime, — mais elle estime même, malgré les dangers spéciaux en cette matière, qu'une autorisation est inutile, sa mission d'administrateur impliquant nécessairement un tel rôle.

C'est d'autant plus curieux que l'administrateur de l'aliéné *interné* doit (loi de 1838, art. 33) obtenir pour chaque instance un pouvoir spécial.

Mais la pratique paraît bien établie, et quand l'administrateur, nommé en vertu de l'article 497, par excès de prudence, demande à être autorisé à plaider, la Chambre du Conseil lui répond invariablement : c'est inutile, vous avez de plein droit ce pouvoir. — Cependant une décision du 29 avril 1898 autorise l'administrateur à défendre à un procès. — Ce procès portait, il est vrai, sur des sommes considérables et pouvait entraîner des droits énormes.

C'est ainsi qu'il recevra valablement les significations, les assignations; et si l'on peut contester qu'il puisse valablement intenter des actions sans l'autorisation de justice, il faut reconnaître qu'il a qualité pour y défendre seul. Il en irait autrement des significations qui seraient faites postérieurement à l'interdiction, à une date, du moins, où l'organisation de la tutelle aurait pu fonctionner. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation ainsi conçu :

Il n'a pas les pouvoirs du tuteur; sa capacité et ses pouvoirs sont limités aux actes conservatoires qui peuvent être nécessaires jusqu'à l'organisation de la tutelle. Ils ne s'étendent pas aux actes qui, après le jugement d'interdiction prononcé, peuvent affecter le fond des droits de l'interdit. (Cass., 22 janvier 1855; — D. 55. 1. 248.)

L'administrateur provisoire est sans qualité pour défendre aux actions intentées contre l'interdit, recevoir les assignations données à ce dernier et les significations de jugements obtenus contre lui; c'est à ceux qui veulent agir contre l'interdit à lui faire nommer un représentant.

En conséquence, les significations adressées à l'administrateur provisoire postérieurement à l'interdiction prononcée et les exécutions qui en ont été la suite sont nulles et ne font pas courir contre l'interdit les délais d'opposition et d'appel.

Les tiers doivent, pour l'exercice de leurs droits, faire procéder à la nomination du tuteur et du subrogé tuteur de l'interdit. Même arrêt. (Demol. VIII. 515; — Laurent, V. 172; — Aubry, I. 515, note 18 et 516 note 19.)

L'arrêt ne veut pas dire que l'administrateur ne peut représenter l'aliéné; et c'est à tort que nombre d'auteurs l'invoquent pour refuser à l'administrateur le droit d'ester en justice; il veut dire et dit que l'administrateur ne peut représenter l'aliéné *interdit*. Il n'a de mission que jusqu'à l'interdiction.

Mais, avec l'autorisation spéciale de justice, il pourra faire les actes indispensables à une bonne gestion.

Le tribunal compétent pour autoriser est celui du domicile de l'aliéné (Trib. de la Seine, 28 juillet 1882; — *Gaz. Pal.*, 85. 2. 314).

D'ailleurs, tant que l'interdiction n'est pas prononcée, l'aliéné est toujours capable.

La nomination d'un administrateur provisoire à un individu dont l'interdiction est poursuivie n'enlève pas à celui-ci la capacité d'ester en justice pour défendre sa propriété; il peut en conséquence former seul opposition à la saisie pratiquée sur ses immeubles. (Haute-Cour des Pays-Bas, 12 décembre 1859; — D. 80. 2. 140; — Bertin, n° 663.

L'individu, pourvu d'un administrateur provisoire qui lui a été nommé pour la durée d'une instance en interdiction poursuivie contre lui, peut encore valablement prêter le serment dérisoire sur une action judiciaire à laquelle il est intéressé. Dans ce cas, le serment ne doit pas être déféré à l'administrateur provisoire. (Rouen, 21 février 1842; — D. 43. 2. 2.)

Le créancier d'un individu dont l'interdiction est poursuivie peut néanmoins agir directement contre lui, sans attendre la nomination d'un administrateur provisoire et demander la levée des scellés pour parvenir à la saisie des meubles.

Il a été jugé que l'administrateur provisoire peut s'opposer aux actes de la personne dont il administre les biens, par exemple à une vente d'immeubles qu'elle se propose d'opérer, s'ils lui paraissent préjudiciables à ses intérêts (Cour de Bois-le-Duc (Pays-Bas), 3 avril 1877; — P. 80. 2. 140).

En toutes ces matières, de grosses difficultés subsistent. Il faut que l'aliéné puisse être représenté, et cependant il demeure capable d'agir tant que l'interdiction n'a pas été prononcée.

Nous retrouverons à la section suivante la même situation : l'aliéné interné est toujours en droit capable, et néanmoins la justice donne mandat à un tiers d'agir à sa place. Mais le conflit est à l'état moins aigu par suite de l'internement de l'aliéné; celui-ci ne fera pas des actes contraires à ceux de l'administrateur, il n'entravera pas sa gestion.

Il faudrait qu'une loi vint préciser la situation juridique de l'aliéné du jour où il est interné, ou même du jour où son état

nécessite la nomination d'un administrateur, ainsi que l'effet des actes accomplis par ce mandataire.

§ VII. — CHOIX DE L'ADMINISTRATEUR. — DURÉE DE SA MISSION

La justice choisit librement son mandataire; très souvent ce sera un membre de la famille, le conjoint, si l'aliéné est marié. Mais ce n'est qu'une faculté pour le tribunal, car, il faut le reconnaître, cette mesure aurait parfois pour effet de confier à une personne inexpérimentée les affaires de l'aliéné, ou même d'aggraver l'état du malade que certains choix pourraient violemment irriter.

L'administrateur sera nommé pour le temps nécessaire à la solution de l'instance d'interdiction et des incidents.

Attendu que les exposants sollicitent la nomination d'un administrateur provisoire à M^{me} d'E... dans les termes de l'article 497 C. c. ; que les conditions requises par cet article sont remplies et l'utilité de la mesure justifiée sous la réserve, toutefois, que les pouvoirs de l'administrateur seront limités au temps nécessaire pour mettre en état la demande d'interdiction et faire statuer sur icelle....

Nomme l'administrateur pour deux mois (Ch. du Cons., 10 juin 1894).

Id., nomme l'administrateur pour un an. (Ch. du Cons., 20 mars 1896.)

Aussi les magistrats négligent-ils souvent d'impartir un délai à l'expiration duquel l'administrateur sera sans pouvoirs s'il ne fait renouveler son mandat. Cela est sans inconvénient lorsque la procédure d'interdiction poursuit son cours normal. Mais que penser (la justice s'y est prêtée quelquefois) du cas où le *statu quo* se perpétue? La pratique révèle que souvent, une fois l'administrateur nommé, la procédure d'interdiction se périme parce qu'on néglige de suivre sur la demande. Et comme aucun délai n'a été fixé, l'administrateur continue de représenter l'aliéné souvent jusqu'à la mort de ce dernier.

Lorsque, dans une instance en interdiction, le tribunal a remis à statuer sur l'interdiction après un certain délai, et qu'en même temps il a commis un administrateur provisoire pour prendre soin, dans l'intervalle, de la personne et du bien du défendeur, la mission de l'administrateur ne cesse pas de plein droit par le seul effet de l'arrivée du terme fixé pour la décision définitive; elle dure jusqu'à cette décision, quand même elle n'interviendrait que postérieurement au terme dont il s'agit. En conséquence, la signification d'un jugement faite à l'administrateur est valable et fait courir les délais d'appel. (Paris, 4 juin 1853; — S. 53. 2. 382; — D. 54. 2. 126.)

Le jugement avait remis à 6 mois pour statuer sur les éléments de la poursuite à fin d'interdiction.

Cette solution est-elle bien exacte? Il conviendrait peut-être de faire quelques réserves.

Cela avait lieu avant la loi de 1838. Et il faut croire que la pratique était irrégulière puisqu'on a cru qu'il fallait une loi pour la « légitimer ». Cela a lieu encore maintenant toutes les fois que la loi de 1838 ne peut s'appliquer, notamment lorsque l'aliéné est soigné à domicile. On introduit une demande d'interdiction avec la ferme intention de ne pas suivre. On obtient après l'interrogatoire de l'aliéné un administrateur provisoire, et l'on s'en tient là. Ce provisoire devient définitif, toutes les fois que la gestion n'exige pas qu'on procède à un acte qui dépasse les pouvoirs de simple administration. Si un acte grave devient indispensable, l'administrateur hésite, et à bon droit, à agir seul. Il cherche à se faire habiliter par la famille. Il sollicite du tribunal une autorisation. Nous estimons que la justice ne devrait pas prêter son concours à de semblables agissements. Dès que l'interdiction est possible, il faut la provoquer, à moins toutefois que l'on ne puisse invoquer la loi du 30 juin 1838.

Bien que l'interdiction d'un individu ait été demandée, il est loisible à ceux qui l'ont provoquée de recourir aux mesures spéciales de la loi de 1838 et de requérir, en vertu de cette loi, la nomination d'un administrateur provisoire avant l'interrogatoire, alors surtout que les médecins déclarent que l'interrogatoire

pourrait avoir pour résultat de compromettre la santé et même la vie du malade. (Bertin, Ch. du Cons., I, p. 631; Arrêt de la Cour de Paris réformant un jugement du Tribunal civ. de la Seine.)

Les formules citées plus haut indiquent, qu'à Paris, la nomination est rigoureusement limitée au temps nécessaire pour faire statuer sur la demande d'interdiction. La Chambre du Conseil impartit à cet effet un délai qui varie entre un mois et un an; passé ce délai, l'administrateur est sans pouvoir, à moins qu'une nouvelle décision n'ait prorogé son mandat. Toutefois nous avons vu que la jurisprudence ne considère pas nécessairement l'expiration des délais comme mettant fin *ipso facto* à la mission de l'administrateur et l'on peut dire que d'une façon générale elle valide les actes qui se trouvent en fait utiles à l'incapable, qu'elle annule ceux qui lui causent préjudice.

Indépendamment de l'expiration du délai pour lequel l'administrateur a été nommé, les pouvoirs de celui-ci prennent fin, par la mort de l'aliéné, par son interdiction, par l'internement du malade dans un asile d'aliénés, auxquels cas l'administrateur rend compte aux héritiers, au curateur à succession vacante, au tuteur ou à l'administrateur provisoire nommé conformément à loi de 1838. L'administrateur nommé en vertu de l'article 497 pourrait être confirmé dans ses pouvoirs, en vertu de la loi de 1838, par une nouvelle décision de justice.

La mission de l'administrateur finit encore par la guérison de l'aliéné, par le jugement qui refuse l'interdiction, par la décision qui nomme un conseil judiciaire. L'administrateur rend ses comptes à l'aliéné seul ou à l'aliéné assisté de son conseil.

Elle peut cesser enfin par la mort, la renonciation, la destitution, le remplacement de l'administrateur.

L'administrateur doit continuer la gestion jusqu'à ce qu'elle soit prise par l'intéressé ou par un nouveau mandataire, mais il est sans qualité aucune à l'égard des actes, qui, après le jugement d'interdiction, affectent le fond du droit de l'interdit. Dès

lors c'est le tuteur et le subrogé tuteur qui seuls peuvent gérer et contrôler la gestion. (Cassat. 22 janv. 1855; D. 55.1.248 Voir p. 100.)

Aucune hypothèque ne grève les biens de l'administrateur. (Cas. Req. 27 avril 1834.) Il ne doit pas de plein droit les intérêts des sommes dont il est reliquataire (1996 C. c.). Il rend ses comptes dans la même forme que les administrateurs ordinaires ⁽¹⁾.

1. DEMOL, t. VIII, n° 50 et suiv.; — GARSONNET, t. VI, p. 265; — AUBRY et RAU, t. I, p. 487; t. IV, p. 645; — PONT, *Petits contrats*, t. I, p. 1001.

SECTION II

DE L'ADMINISTRATEUR NOMMÉ CONFORMÉMENT A LA LOI DU 30 JUIN 1838
A L'ALIÉNÉ NON INTERDIT INTERNÉ DANS UNE MAISON DE SANTÉ

La seule disposition du Code civil, l'article 497, était manifestement insuffisante pour régler l'administration de la fortune de l'aliéné si l'interdiction tardait.

Lorsque les familles reculaient devant cette mesure, souvent cruelle, toute espèce d'expédients étaient employés pour combler la lacune législative, et la justice fermait quelquefois les yeux. Dans son rapport à la Chambre des Pairs, M. Barthélemy ne raconte-t-il pas, qu'il était courant de faire signer à l'aliéné, avant son internement, une procuration générale. Cette procuration, qui devait servir à administrer ses biens, devenait souvent un moyen facile de le dépouiller complètement. C'était odieux.

Nous avons précédemment signalé le fait d'administrations provisoires, se perpétuant jusqu'au décès de l'aliéné, s'exerçant sans surveillance; elles conduisaient fréquemment à la ruine de l'aliéné et de ses héritiers. La loi du 30 juin 1838, qui a eu pour but principal d'assurer le contrôle sur le fait de l'internement, de faire surveiller le traitement, de régler le rôle de l'autorité administrative vis-à-vis de l'aliéné, s'est, elle aussi, peu préoccupée de l'administration des biens; ses dispositions, en progrès sur l'article 497, sont encore insuffisantes et concordent souvent mal avec les autres textes.

Le système du Code pour l'administration des biens de l'aliéné interdit est une organisation complète, logique, définitive. Le législateur de 1838, qui s'occupe de l'aliéné non interdit, mais interné, ne règle pas et ne veut pas régler tous les cas : il ne

prévoit pas les actes d'aliénation, de disposition, l'acceptation des successions. Son idée bien arrêtée, quoiqu'il ne la formule pas, est que, si ces actes sont nécessaires, il faudra, comme auparavant, recourir à l'interdiction. Tout ce qu'il veut, c'est que l'administration, la simple administration des biens de l'aliéné, ne mette pas la famille dans la nécessité de provoquer l'interdiction. (Rapport de M. Barthélemy à la Chambre des Pairs, séance du 29 janvier 1837.)

Tel est bien le caractère, telle est l'économie de la loi, tous les auteurs le reconnaissent ⁽¹⁾.

Mais peu à peu un travail nouveau s'est fait dans les esprits : on a constaté que l'administration provisoire présentait de grands avantages sur la tutelle et qu'on pouvait éviter l'interdiction en élargissant graduellement cette administration; la justice a été un peu de complicité avec les familles, on a étendu la portée de l'article qui autorise l'aliénation du mobilier, on y a compris bien d'autres mesures que le législateur de 1838 n'y comprenait certainement pas. La loi du 27 février 1880 a consacré ces progrès de la jurisprudence et permis, sous certaines conditions, l'aliénation de toutes les valeurs mobilières de l'aliéné. Un pas de plus a été fait, des arrêts ont même admis que l'administrateur pouvait prendre parti sur les successions dévolues à l'aliéné avant ou depuis son internement. En sorte qu'on peut constater aujourd'hui qu'il n'y a, pour ainsi dire, plus jamais nécessité absolue de provoquer l'interdiction en dehors des cas où il faut aliéner des droits immobiliers, transiger ou compromettre.

Avant d'étudier le système établi par la loi de 1838 pour l'administration des biens de l'aliéné, il était nécessaire d'indiquer tout à la fois le sens de ce mouvement de la pratique et les innovations tantôt législatives et tantôt prétoriennes que nous allons étudier en détail.

1. AUBRY et RAU, t. I, p. 531, p. 427 *bis*, texte et note 16; — DEMO-LOMBE, *Minorité, Tutelle, Interdiction*, t. II, n° 838; — LAURENT, t. V, n° 395.

La loi spéciale de 1838 ne s'applique qu'aux aliénés internés dans un asile soumis au contrôle de l'autorité administrative. Ceux qui seraient soignés chez eux ne sauraient s'en prévaloir.

Cette loi prévoit la nomination de deux administrateurs qu'il importe de bien distinguer : l'administrateur légal, l'administrateur datif. Ces qualifications, qui sont de M. Dalloz, sont heureuses; elles aident à caractériser deux mandataires dont l'origine et le mode de gestion sont différents

L'administrateur *légal* est celui que l'aliéné a en vertu de l'article 31, par le seul fait qu'il est interné dans un établissement public. C'est un membre de la Commission administrative. Mais cet administrateur n'est imposé à personne, ni à l'aliéné, ni à sa famille, ni même à l'établissement. Les intéressés peuvent préférer qu'un tiers soit nommé.

Ce tiers, c'est l'administrateur *datif*, ainsi appelé parce qu'il n'existe pas de plein droit, qu'il doit être désigné par justice, et qu'il faut qu'il soit demandé pour qu'on le donne. L'administrateur datif est également nommé à l'aliéné interné dans un établissement privé autorisé par le Gouvernement. Il sera même plus fréquemment nommé dans ce cas, puisqu'aucun administrateur légal ne peut exister pour l'aliéné soigné dans un établissement privé (art. 32).

Nous ne nous occupons que des administrateurs datifs. La gestion de l'administrateur légal sort du cadre de notre étude. Nous dirons simplement que cet administrateur n'a pas le maniement des deniers. En effet, l'établissement public est soumis à la comptabilité administrative. Il est ordonnateur, il n'est pas comptable; il fait rentrer les fonds qui doivent être versés directement dans la caisse de l'établissement.

Les différences qui existent entre ces deux mandats n'empêchent pas que bien des questions que nous étudierons ne soient communes aux deux administrateurs.

L'administration, dite provisoire, porte sur presque tous les actes possibles, elle dure un temps souvent très long. Nous

examinerons dans l'ordre suivant les questions qui s'y rattachent.

- § I. — Quand peut-on provoquer la nomination de l'administrateur provisoire?
- § II. — Personnes qui peuvent la demander.
- § III. — Autorité compétente.
- § IV. — Choix de l'administrateur.
- § V. — Durée de la mission. Renouvellement. Dispenses. Excuses.
- § VI. — Pouvoirs de l'administrateur. Actes prévus par la loi. Actes non prévus. Significations.
- § VII. — Fin des pouvoirs. Renouvellement.
- § VIII. — Responsabilité de l'administrateur. Hypothèque.

§ I. — QUAND PEUT-ON NOMMER UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE?

Deux conditions sont nécessaires et suffisantes. Il faut :

1° Que l'aliéné soit interné dans un établissement public ou, privé, soumis au contrôle de l'État;

2° Qu'il ait des biens nécessitant cette mesure.

Avant l'internement, le tribunal ne saurait nommer un administrateur. Toutefois, nous savons que le président du tribunal peut, sur requête, prescrire des mesures provisoires et urgentes. Il pourrait nommer un administrateur si cette mesure était commandée par la nécessité, mais ces nominations sont exceptionnelles. En principe il faut que l'internement précède la nomination de l'administrateur et qu'il y ait des biens en souffrance. Lors de la discussion de la loi, un avis contraire avait été émis : le comte Portalis avait, à la Chambre des Pairs, proposé un amendement qui portait :

« Cette nomination (celle que vise l'art. 32 de la loi), devra être faite dans les trois mois qui suivront l'entrée de l'aliéné dans l'établissement. » Il ne prétendait point par là qu'on dût nommer un administrateur à des biens qui peut-être n'existaient pas ; il voulait

garantir ainsi légalement et uniformément la liberté individuelle contre toute atteinte; l'administrateur devait être tout à la fois chargé des biens et de la personne. Mais cet amendement fut écarté après de vifs débats. M. Girod (de l'Ain) résuma clairement la discussion.

« La liberté individuelle ici n'est plus en cause, les dispositions qui précèdent y ont largement pourvu. « Reconnaissons que les garanties « données à la personne de l'aliéné sont aussi complètes que le scrupule le plus méticuleux peut le désirer. Il ne s'agit ici *que des biens* « de l'aliéné, que des mesures préservatrices à prendre relativement à ces biens. » Or, de deux choses, ou l'aliéné n'a pas de biens, à quoi bon grever les départements, communes, hospices, où même les familles de frais plus ou moins considérables que la nomination exige? Et si l'aliéné a des biens, la loi a donné une liste assez longue des personnes qui pourront la demander. Le procureur en est spécialement chargé et ce qui n'est que faculté sera pour lui une obligation aussi impérieuse que si elle était écrite. L'obligation dans tous les autres cas serait superflue d'abord, dangereuse peut-être, parce qu'elle constituerait soit l'établissement, soit les familles dans des frais frustratoires, dangereuse sous le rapport médical, car la Chambre sait précisément que dans le commencement de l'aliénation (et la science ne permet pas de fixer la durée de ce temps d'épreuves, soit sous le rapport des justes susceptibilités des familles, soit sous le rapport de l'intérêt de l'aliéné lui-même, soit sous l'intérêt de l'espoir de guérison qu'on peut conserver), il importe de ne pas multiplier les formalités de procédure; ce qui importe surtout c'est de guérir la personne malade si elle en est susceptible. »

C'est pour tous ces motifs que la nomination de l'administrateur n'est pas devenue obligatoire mais est restée facultative, comme la commission l'avait proposé.

Ces deux conditions ci-dessus indiquées suffisent. C'est ainsi que M. Demolombe (VIII, n° 815) admet que l'existence d'une procuration donnée par l'aliéné n'y ferait pas obstacle. Nous avons discuté cette question à propos de l'absence et nous lui donnerons ici la même solution (voy. p. 49).

M. Chardon (*Puiss. tutel.*, n° 189) est d'un avis contraire et l'auteur dit en propres termes : « Le mandataire de l'aliéné non interdit, séquestré, devrait conserver tous ses pouvoirs pendant *toute la vie* de ce dernier, si la folie était incurable, puisqu'on

aurait sans cesse des nouvelles de sa malheureuse existence. »

M. Chardon fait mal à propos intervenir ici les textes de l'absence; l'aliéné n'est pas un absent, son existence n'est pas douteuse. La question que nous nous posons est tout autre; la présence du mandataire pourra rendre inutile la nomination d'un administrateur, mais si le mandataire est négligent, incapable... la justice pourra le remplacer. C'est la solution que donne M. Demolombe : « La question sera déférée au tribunal qui décidera *en fait* si, à raison de l'état mental de l'aliéné, la procuration doit être déclarée révoquée. »

Le mandat est en effet essentiellement révocable de sa nature, et décider que le mandat ne pourra jamais être révoqué que par le mandant arriverait ici à donner en fait au mandat un caractère d'irrévocabilité dont on prévoit aisément les inconvénients.

On pourrait exiger, il est vrai, que l'on provoque l'interdiction et prétendre que le tuteur seul serait qualifié pour remplacer le mandataire choisi par l'aliéné. L'objection est sérieuse. Mais est-il besoin d'être aussi sévère? La jurisprudence, on le sait, prend tous les prétextes pour éviter l'interdiction.

M. Bauchart (*Pandectes*, v^o ADMINISTRATEUR), sur la même question, décide également que les tribunaux seront appelés à statuer sur le point de savoir si la procuration donnée par l'aliéné est valable, parce que, dit-il, « les questions d'état des personnes sont de leur compétence, et qu'il leur appartient de décider si, au moment où la procuration a été donnée, l'aliéné se trouvait dans un intervalle lucide ».

C'est là l'exercice d'un droit qui appartient toujours au tribunal statuant sur une validité d'acte. Si l'acte est nul *ab initio*, il n'y a pas de question; mais même si l'acte passé dans un intervalle lucide, ou avant tout symptôme d'aliénation mentale, doit être tenu pour valable, nous admettons que l'aliénation mentale, survenant après coup, doit, non pas réagir sur l'acte lui-même et dans le passé, mais restreindre pour l'avenir les effets que cet acte était naturellement appelé à produire.

La justice peut donc, malgré la procuration valable, nommer un administrateur.

§ II. — QUI PEUT DEMANDER LA NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR
PROVISOIRE?

Il suffit de transcrire l'article 32 de la loi de 1838 :

« Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative, ou sur la provocation d'office du procureur du Roy » il pourra être nommé un administrateur.

Cette énumération est limitative. C'est la reproduction de l'article 490 du Code civil.

On s'est demandé si l'aliéné pouvait lui-même solliciter la nomination d'un administrateur. Nous ne voyons pas de raison pour lui refuser ce droit. L'article 38 ne l'autorise-t-il pas à demander qu'on lui donne un curateur pour prendre soin de sa personne? D'ailleurs, on ne peut invoquer le fait qu'on lui refuse en général le droit de provoquer son interdiction. Ici, il n'y a pas d'instance dans laquelle il devrait cumuler le rôle de demandeur et de défendeur; il ne poursuit pas sa propre déchéance; la nomination d'un administrateur ne modifiera pas sa capacité : elle lui permettra au contraire d'être représenté pour jouir des droits que son internement l'empêche d'exercer lui-même. (Demol., VIII, n° 816; — *Contra*, Aubry sur Zach., I, p. 472.)

Mais nous ne permettrions pas aux alliés de provoquer la nomination d'un administrateur (Bertin, II, p. 39) : le terme de « parents » ne saurait les comprendre, ni aux créanciers, ni à aucun autre intéressé. Ces personnes saisiront le procureur de la République qui appréciera s'il convient de faire droit à leur demande.

Le parent qui aura demandé la nomination de l'administrateur devra-t-il être exclu du conseil de famille, comme il arrive au cas de demande en interdiction? (495, C. c.) Nous ne le croyons pas. (Cf. Grisolles, p. 27.)

§ III. — AUTORITÉ COMPÉTENTE. — PROCÉDURE

« Sur la demande des.... le tribunal civil du lieu du domicile pourra, conformément à l'article 497 du Code civil, nommer, en Chambre du Conseil, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés. Cette nomination n'aura lieu qu'après délibération du conseil de famille, et sur les conclusions du procureur du Roy. Elle ne sera pas sujette à l'appel. » (Art. 52.)

C'est le tribunal du domicile de l'aliéné qui nommera l'administrateur. Sa décision sera rendue en la Chambre du Conseil.

Elle ne pourra avoir lieu qu'après délibération du conseil de famille et conclusions du ministère public.

La décision qui nomme un administrateur ne sera pas sujette à l'appel, on a voulu éviter les frais. Cette interdiction ne s'applique qu'au fait seul de la nomination et non aux dispositions particulières du jugement qui investiraient l'administrateur de pouvoirs dépassant la limite légale. (Caen, 15 novembre 1870 ; D. 73. 2. 258.) C'est la loi, en effet, qui précise ici les pouvoirs de l'administrateur, la justice ne saurait les modifier.

§ IV. — CHOIX DE L'ADMINISTRATEUR

Le tribunal est absolument libre. Il y a des circonstances où il sera avantageux qu'un parent, que le conjoint, soient nommés. Il y en aura d'autres où cela présenterait des dangers. La justice

appréciera. La loi lui impose de consulter la famille dont l'avis n'est pas obligatoire.

Ce sera donc tantôt un proche, tantôt un étranger.

Le mari est de droit l'administrateur des biens de sa femme; il tient ce mandat de la loi ou de son contrat de mariage.

Peut-il s'opposer à ce qu'un administrateur soit nommé à sa femme aliénée? La Chambre du Conseil a décidé que non. Nous reproduisons sa décision, intéressante d'ailleurs à un autre point de vue.

Attendu que la dame X... demande :

1° De faire nommer un administrateur provisoire à sa fille M^{me} d'I..., aliénée non interdite placée dans la maison de santé de M. H...;

2° De faire donner à cet administrateur le pouvoir de toucher le prix d'immeubles vendus;

Sur le premier point : Attendu que la mesure sollicitée est suffisamment justifiée; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'objection formulée par le mari devant le conseil de famille et tirée de ce que le droit d'administrer les biens de sa femme lui appartenant, la nomination d'un administrateur par la justice est sans objet; qu'en effet, si d'après le régime matrimonial auquel sont soumis les époux, le mari a l'administration des biens de sa femme, cette dernière a le droit de surveiller cette administration, et, le cas échéant, de la faire cesser en provoquant la séparation de biens;

Que ce droit ne pouvant plus être utilement exercé par la femme, l'administrateur aurait éventuellement à prendre de ce chef les mesures nécessaires; qu'à ce titre sa nomination offre, contrairement à la prétention de mari, un intérêt réel et pratique.

Sur le deuxième point : Attendu qu'il n'appartient pas à la Chambre du Conseil de donner à l'administrateur provisoire du bien d'un aliéné non interdit d'autres et plus amples pouvoirs que ceux résultant pour lui de la loi de 1838;

Qu'il ne rentre pas davantage dans ses attributions de préciser les pouvoirs de l'administrateur provisoire et de prononcer sur les difficultés qui peuvent s'élever à cet égard;

Qu'elle n'aurait pas eu qualité, abstraction faite de l'état d'incapacité de M^{me} d'I..., pour dire si les prix des immeubles énoncés en la requête peuvent être valablement quittancés par le mari seul, ou s'ils

doivent l'être par la femme seule, ou par le mari et la femme conjointement.

Qu'elle ne saurait donc pas trancher la question entre l'administrateur provisoire et le mari, que la décision qu'elle rendrait à cet égard serait dénuée de toute valeur comme de tout effet juridique. (Ch. du Cons., 28 oct. 1890.)

La jurisprudence d'ailleurs est conforme; les juges peuvent, en se fondant sur la situation particulière des époux, notamment sur l'opposition d'intérêt qui existe entre eux, nommer un administrateur provisoire aux biens de la femme mariée placée dans un établissement d'aliénés, quel que soit d'ailleurs le régime sous lequel les époux sont mariés. (Dall. 84. I. 375.)

Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que le choix du tribunal sera pour certaines personnes obligatoire. L'administration des biens de l'aliéné est une charge très analogue à la charge de la tutelle. Elle est gratuite, elle admet les mêmes causes de dispense.

§ V. — DURÉE DE LA MISSION. — RENOUVELLEMENT. — DISPENSES

Durée de la mission. — Renouvellement. — L'administrateur provisoire est nommé pour trois ans. A l'expiration de ce délai, il n'est pas indispensable de provoquer l'interdiction. Les pouvoirs peuvent être renouvelés. Mais l'administration, qui, pendant les trois premières années, était une charge obligatoire et gratuite, continue-t-elle d'être obligatoire dans la suite? La tutelle de l'interdit n'est obligatoire que pendant dix années. Faut-il dire que l'administration judiciaire, qui en général admet les mêmes causes d'excuse, va pouvoir peser indéfiniment sur les mêmes personnes? La question est controversée. Nous croyons que l'administration demeure obligatoire même après trois ans.

Tout d'abord rien ne laisse supposer que la loi ait entendu

changer les conditions dans lesquelles cette fonction serait conférée. La loi dit que le mandat pourra être renouvelé, il doit l'être, sans doute, dans les conditions où il avait été donné. MM. Durieu et Roche (n° 166)¹ ne sont pas de cet avis, pour deux raisons. — Première raison : L'article 37 ne reproduit pas la distinction de l'article 34, ce silence implique que la fonction ne sera pas nécessairement obligatoire. — Deuxième raison : La règle posée par l'article 34 exprime une idée analogue à celle qui est écrite dans l'article 508 du Code civil. Ici dix ans, là trois ans; le délai est différent mais la règle est identique : il ne faut pas que la charge pèse indéfiniment sur la même personne.

Ces objections ne nous paraissent pas concluantes. Nous ne trouvons pas dans la loi de 1838 la formule énergique de l'article 508 : *Nul ne sera tenu au bout de dix ans de conserver la tutelle*. Le renvoi pur et simple au titre de l'interdiction implique-t-il nécessairement l'application de l'article 508 ? Assurément non : les ascendants, les descendants, le conjoint ne peuvent se prévaloir de l'expiration du délai de dix ans ; ces personnes, dans le système que nous combattons, seraient définitivement déchargées au bout de trois ans. Est-ce appliquer les règles de la tutelle ? Non. L'article 37 autorise le tribunal à renouveler l'administration qui prend fin, il lui confère le même droit qu'il avait dès le principe ; la charge était obligatoire, elle reste telle. Le mot renouveler n'est susceptible d'aucune ambiguïté.

Il y aurait d'ailleurs grave inconvénient pour l'aliéné à ce qu'au bout de trois ans l'administration devînt facultative au risque de multiplier les frais et de modifier trop souvent une administration qui, pour être avantageuse, doit prévoir et durer.

On nous objecte, il est vrai, que la charge, en se perpétuant, pourra devenir très lourde. Qu'importe, si c'est la loi ? D'ailleurs

1. Cf. Dalloz, n° 265.

le juge ne saura-t-il pas trouver sûrement la solution qui concilie le mieux les intérêts de l'aliéné et les justes réclamations des administrateurs¹?

La justice n'a pas failli à cette mission et, en prenant au hasard dans les nombreuses ordonnances qui renouvellent les pouvoirs de l'administrateur, nous constatons avec quel soin elle s'occupe du point de savoir si le renouvellement demandé est justifié et nécessaire. Nous n'avons pas rencontré de décision où l'on ait précisément statué sur la question posée; c'est vraisemblablement qu'il n'y a pas eu lieu à des solutions contentieuses sur ce point, les parents n'ayant pas demandé à être déchargés de leur administration gratuite, les administrateurs salariés n'ayant pas refusé de continuer leur gestion pour insuffisance de rémunération.

Le renouvellement des pouvoirs de l'administrateur implique toujours le contrôle du tribunal, qui peut refuser, et qui n'accorde cette mesure qu'en connaissance de cause.

Attendu que la dame E... sollicite le renouvellement, pour trois ans, des fonctions d'administratrice provisoire des biens de son mari aliéné non interdit qui lui ont été conférés par jugement de ce siège en date du 21 mars 1888.

Mais, attendu que la nécessité de faire renouveler tous les trois ans le mandat d'administrateur provisoire constitue une mesure de protection pour l'aliéné;

Que cette protection ne serait pas assurée sans une constatation sérieuse par la justice de la persistance de l'état maladif de la personne intéressée et de la nécessité de la mesure requise;

Que les termes du certificat médical produit, ne fournissant pas dans l'espèce des éléments d'appréciation suffisants, il est nécessaire de recourir à une nouvelle mesure d'instruction;

Ordonne que M. E... soit interrogé par M... (juge) avec l'assistance de tel médecin qu'il désignera. (Ch. du Cons., 16 mai 1891.)

Dispenses. — Exclusion. — Destitution. — L'article 34, al. 1 de la loi de 1838 dispose :

1. Cf. Dans le même sens, sinon pour les mêmes motifs, MM. Demolombe, Aubry et Rau, Bauchart. L'intervention de la justice tous les trois ans suffit à prévenir les abus possibles.

« Les dispositions du Code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal »

Il n'y a donc qu'à se reporter aux articles 427 à 441 C. c. pour les dispenses et aux articles 442 à 449 pour les exclusions, destitutions.

Nous remarquerons qu'il y aurait lieu à notre avis de dispenser de l'administration provisoire la personne qui serait déjà chargée de l'administration des biens de deux autres aliénés.

Nous admettons, malgré l'article 442, qui exclut la femme de la tutelle, que la femme de l'aliéné peut être nommée administratrice provisoire. La femme de l'interdit peut en effet être nommée tutrice de son mari (507). La pratique est de tous les jours. (Cf. Cass., 6 févr. 56; — D. 56, 1. 71.)

Les règles de compétence et de procédure sont les mêmes au cas de renouvellement de pouvoir qu'au cas de nomination originaire. C'est le tribunal du domicile qui statue sur les conclusions du ministère public spécialement chargé des intérêts des incapables. Mais nous n'exigerons pas l'avis du conseil de famille à chaque renouvellement. Il avait son utilité, avant que la nomination eût lieu, afin d'éviter une mesure qui aurait pu compromettre le repos ou la santé du malade. La même raison ne se retrouve plus ici. Le tribunal pourrait le demander, c'est un moyen d'investigation qui pourra l'éclairer et prévenir le zèle intempestif d'un administrateur qui prétendrait conserver une mission devenue superflue.

Le jugement qui statue sur le renouvellement des pouvoirs de l'administrateur provisoire nommé aux biens d'une personne non interdite, placée dans un établissement d'aliénés, n'est pas plus sujet à l'appel que le jugement qui a nommé cet administrateur. Ces deux cas sont régis par l'article 32 de la loi du 30 juin 1888. (Paris, 4 janvier 1851; — D. 51. 5. 20.)

§ VI. — POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

RÈGLE GÉNÉRALE

La loi ne précise pas les pouvoirs de l'administrateur nommé par le tribunal, mais elle a pris soin dans l'article 51 de déterminer ceux que pourrait avoir l'administrateur légal, c'est-à-dire le membre délégué de la commission administrative de l'établissement public. Bien qu'aucun renvoi n'ait été fait par la loi, et bien qu'il y ait, entre la gestion de ces deux administrateurs et les responsabilités qu'ils peuvent encourir à l'occasion de leur gestion, des différences certaines, on a toujours, au point de vue des pouvoirs, assimilé ces deux mandataires — et la liste donnée à propos de l'un a été étendue à l'autre par la presque unanimité des auteurs¹ et des décisions de la jurisprudence. Nous aurons à signaler quelques dérogations, que la difficulté de se conformer à la loi a autorisées, — mais ces dérogations sont exceptionnelles, de l'aveu même de ceux qui ont pris sur eux de les introduire. La liste donnée pour l'administrateur légal s'impose à l'administrateur datif.

Une autre règle, qui ressort clairement de l'interprétation donnée par la doctrine et la jurisprudence, est celle-ci : En dehors de cette liste, que la loi a voulu faire très restreinte, et pour tous les actes graves, même lorsqu'ils sont nécessaires, aucune aide ne peut être prêtée par la famille ou par la justice². Capable d'agir seul dans les limites d'une administration étroite, l'administrateur ne saurait accomplir les actes qui dépassent cette administration et l'autorisation, qu'il ne doit pas solliciter, serait inopérante s'il l'avait irrégulièrement obtenue. — Cette règle, nous l'avons dit au début de ce chapitre, s'explique par cette idée que le législateur ne voulait pas supprimer en fait l'interdiction. Elle se vérifiera par les décisions que nous aurons

1. CONTRA. GRISOLLE, qui assimile l'administrateur nommé conformément à la loi de 1858 à l'administrateur nommé en vertu de l'article 497.

2. Voir entre autres les décisions rapportées p. 114, 124, 154.

l'occasion de citer dans la suite. Elle comporte de par la loi même une exception relative aux actions en justice. (Voy. p. 127.)

ÉNUMÉRATION

L'article 31 qui renferme la liste des pouvoirs de l'administrateur est ainsi conçu : « L'administrateur procédera au recouvrement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement, et à l'acquittement de ses dettes; passera des baux qui ne pourront excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le Président, faire vendre le mobilier. »

Le texte ne s'explique formellement que sur le recouvrement des créances et le payement des dettes, sur les baux, sur l'aliénation du mobilier. Bien que l'administration soit très réduite, on admet que l'administrateur pourra procéder à des actes urgents et conservatoires, par exemple renouveler les inscriptions hypothécaires qui sont près de se périmer. Cette liste lui sert d'indication : il ne doit faire que les actes de pure administration; elle établit en quelque sorte le maximum de ce qu'on lui reconnaît le droit de faire; la loi spécifie les actes les plus graves. Tout ce qui conservera le patrimoine rentrera dans ses fonctions, tout ce qui en altérera la consistance ou la physionomie les excédera. Il ne pourra aliéner des meubles, qu'avec autorisation du Président, même des meubles périssables ou dispendieux à conserver; il ne pourra consentir de baux que pour trois années! Ce point montre bien comme son administration est restreinte, car on admet en général que les baux de six ou neuf ans constituent encore des actes d'administration courante. L'administrateur doit constater et conserver, mais l'interprétation de son mandat doit être encore plus restrictive qu'au cas de succession ou d'absence, car pour suppléer ses pouvoirs il suffit de provoquer l'interdiction.

L'énumération de l'article 31 appelle quelques remarques —

et des difficultés qui se sont élevées à propos d'actes encore prévus vont exiger des développements assez étendus. Nous distinguerons :

- A. Les actes prévus par la loi ;
- B. Les actes non prévus ;
- C. Les significations.

A. — ACTES PRÉVUS PAR LA LOI

1° *Recouvrement des créances. Paiement des dettes.* — L'administrateur est chargé de recouvrer les créances et de payer les dettes.

Il exercera donc les poursuites et fera les diligences nécessaires. Pourra-t-il à cette occasion plaider? Nous ne le croyons pas, la loi exige qu'un mandataire spécial intervienne, ou que l'administrateur soit lui-même expressément autorisé à cet effet.

Néanmoins la jurisprudence a une tendance générale à considérer que le pouvoir de recouvrer emporte celui de faire toutes poursuites nécessaires pour obtenir le paiement, le droit de plaider étant en quelque sorte l'accessoire indispensable du mandat de recouvrer (voy. p. 34 et 99). On pourrait faire l'application de cette idée au cas qui nous occupe, et la nécessité de recourir au mandataire spécial ou à l'autorisation de justice serait réservée pour les instances qui se produisent à l'occasion de difficultés étrangères au recouvrement des fonds. Cette interprétation peut être légitime. Nous la croyons inexacte : l'article 33 est formel.

Il y aura donc lieu de distinguer entre les actes d'exécution purement préparatoire et ceux qui saisissent directement le tribunal.

Rentreront parmi les premiers : la requête à fin de saisie-arrest, le commandement de payer. L'administrateur pourra y procéder seul.

Rentreront parmi les seconds : l'assignation en validité de

saisie, l'opposition à un commandement, la sommation à assister à la lecture du cahier des charges (691 C. pr). Un mandataire *ad litem* devra être nommé pour les accomplir.

C'est ainsi encore que, à la suite d'une vente quelconque, l'administrateur pourra toucher le prix. Si au contraire un ordre ou une contribution s'ouvrent, il faudra faire intervenir le mandataire *ad litem*.

L'administrateur agira prudemment en sollicitant une autorisation dès qu'un procès devient nécessaire, même lorsqu'il a pour but de faire rentrer des fonds. A la règle qui veut que pour toutes les actions en justice un mandataire soit nommé, il n'y a qu'une exception, prévue par l'article 27. Elle est relative au recouvrement de la dette alimentaire. L'administrateur provisoire, tenu de faire rentrer les créances de l'aliéné, doit, lorsque celui-ci peut demander une pension alimentaire, la réclamer aux personnes énumérées par les articles 205 et suivants du Code civil. Celles-ci sont en effet tenues de contribuer à l'entretien de l'aliéné dans l'asile conformément à l'article 27 de la loi de 1838 ainsi conçu :

« Les dépenses énoncées en l'article précédent seront à la charge des personnes placées ; à défaut, à la charge de ceux auxquels il peut être demandé des aliments, aux termes des articles 205 et suiv. du Code civil. — S'il y a contestation sur l'obligation de fournir les aliments, ou sur leur quotité, il sera statué par le tribunal compétent, à la diligence de l'administrateur désigné en exécution des articles 31 et 32. »

L'administrateur provisoire pourra, dans cette limite, plaider seul et sans autorisation. C'est une dérogation à la règle de l'article 33 ; implique-t-elle que le recouvrement des autres créances par-devant justice nécessite la nomination du mandataire spécial ? On pourrait le soutenir.

L'administrateur pourra demander au tribunal l'assistance judiciaire, car l'aliéné se trouvera en général dans le cas de l'obtenir.

Le dernier paragraphe de l'article 27 décide que l'exécution

du jugement échappe à l'administrateur : « Le recouvrement sera opéré à la diligence de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. » Cette disposition est spéciale à l'administrateur légal. L'administrateur datif, le seul dont nous ayons à nous occuper, pourra donc faire exécuter le jugement qu'il a obtenu.

Pouvant recevoir, l'administrateur pourra, lors du paiement, donner bonne et valable quittance, et mainlevée des hypothèques ou autres sûretés qui garantissaient la créance.

L'administrateur est, avant tout, cela va sans dire, chargé de pourvoir à l'entretien de l'aliéné et de sa famille. Il paiera les dettes de l'aliéné. S'il reste entre ses mains des fonds disponibles, comment les emploiera-t-il ? Il devra faire des réparations urgentes et entretenir les biens, assurer le mobilier et les immeubles. Mais s'il y a un reliquat, surtout si la somme est assez importante, et peut être capitalisée, pourra-t-il garder les fonds à sa disposition ? Nous croyons qu'il devra en faire l'emploi¹.

2° *Baux*. — L'administrateur provisoire peut passer des baux, mais, l'article 31 le dit en propres termes, « pour une période qui ne peut excéder trois années ».

Ce délai très restreint ne suffit pas toujours. Les locataires, surtout lorsqu'il s'agit d'immeubles importants ou affectés à un commerce, à une industrie, veulent plus de sécurité. Aussi de nombreuses demandes ont-elles été adressées à la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine tout spécialement à fin d'autoriser des baux d'une durée plus longue.

Le système général de la loi de 1838 s'oppose à ce que de pareilles demandes soient répondues. Ou l'acte est d'administration, et alors l'administrateur peut y procéder seul ; ou

1. Le mode d'emploi était autrefois laissé à la libre appréciation des administrateurs. La loi du 27 février 1880, applicable à l'administrateur de l'aliéné, en a réglementé les formes et a spécifié les valeurs qui pourraient tenir lieu de remploi (voy. art. 5, 6 et 8 de la loi).

l'acte dépasse l'administration, et la justice ne saurait augmenter les pouvoirs de l'administrateur.

La Chambre du Conseil a très généralement refusé de donner des autorisations qu'elle sait inopérantes. Si l'acte est indispensable, il faut que l'on provoque l'interdiction; si l'on recule devant cette mesure, que les tiers se contentent de la signature de l'administrateur et escomptent la ratification, par l'aliéné revenu à la santé, du bail consenti par son mandataire en dehors des termes de son mandat. Les décisions qui ont rejeté ces demandes sont innombrables. (Ch. du Cons.; — 15 juin 94; 20 oct. 93. Citons aussi Châlons-sur-Marne, 24 mars 1890, *La loi*, 11 octobre 1890.)

Toutefois nous devons constater que, malgré les précédents presque unanimes et un texte de loi bien catégorique, la Chambre du Conseil a cédé quelquefois à des sollicitations qui paraissaient moralement irrésistibles. Ceci montre à quel point la pratique sait librement interpréter les textes lorsque la nécessité l'exige.

Un arrêt de la Cour a autorisé un bail pour une période de 9 ans, réformant un jugement, très bien motivé selon nous.

Attendu que les pouvoirs de l'administrateur provisoire d'un aliéné non interdit sont réglés par la loi; — qu'ils se bornent aux mesures conservatoires et aux actes de simple administration; — que l'article 31 de la loi de 1838 dispose notamment « que l'administrateur passera des baux qui ne pourront excéder trois ans »;

Attendu que ses pouvoirs ne comportent pas des actes de disposition; — que les actes de cette nature qu'il consentirait et qui excéderaient les pouvoirs d'administration qui lui appartiennent, ne pourraient évidemment obliger l'aliéné pour le cas où il retrouverait sa capacité; — que dès lors il appartient à l'administrateur provisoire, tout en prenant les mesures qui lui paraîtront les plus utiles dans l'intérêt de l'aliéné, de réserver expressément les droits dudit aliéné pour le cas où il pourrait reprendre l'administration de ses biens.

Que si les pouvoirs de l'administration, tels qu'ils sont déterminés par la loi, sont insuffisants pour sauvegarder les intérêts de l'aliéné, il y a lieu, dans ce cas, de recourir à l'interdiction, et de faire pourvoir

l'aliéné d'un tuteur... Rejette la requête. (Ch. du Cons., 15 juin 1894.)

Arrêt de la Cour (9 août 1894).

La Cour, statuant en la Chambre du Conseil sur l'appel interjeté par C., ès-nom, du jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 15 juin 1894 ;

Considérant que si la loi du 30 juin 1838, sur les aliénés, ne permet pas à l'administrateur provisoire d'un aliéné non interdit de passer seul les baux de plus de trois ans, aucune disposition de cette même loi ne prohibe des baux de plus longue durée consentis avec la permission de justice, s'ils sont nécessaires pour la bonne gestion des intérêts de l'aliéné — pourvu qu'ils n'excèdent pas neuf ans, limite extrême imposée pour le droit commun aux administrateurs légaux des biens d'autrui ;

Que la prolongation du bail sollicitée dans la requête paraît être un acte de bonne administration, utile aux intérêts de l'aliéné, mais qu'elle doit être réduite à neuf années.... Autorise.

Le jugement était certainement plus juridique que l'arrêt, mais il s'agissait d'un bail de vingt-sept ans, manifestement très avantageux pour l'aliéné. Est-il indiscret de penser que les premiers juges estimaient que le bail pourrait être passé sous la responsabilité de l'administrateur, avec la réserve pour l'aliéné, s'il guérissait, ou pour ses héritiers, s'il mourait, de faire réduire le bail à une période de neuf ans, à partir de la fin de l'administration, et que devant la Cour au contraire il fut montré que le bail, s'il n'était autorisé, n'aurait pas lieu.

Dans une autre espèce (Ch. du Cons., 5 mai 1897), le tribunal de la Seine a autorisé un bail de plus de neuf années bien que le bail précédent ne fût pas expiré et eût encore plus de trois années à courir.

Du moment où l'on admet que la justice peut intervenir, on ne saurait *a priori* limiter son action. Tout en effet dépendra des circonstances. C'est ce que le législateur voulait éviter.

La loi ne dit pas si les baux devront être faits de gré à gré ou aux enchères — s'ils devront être passés par acte sous-seings-rivés ou par acte authentique. Toutes ces questions dépendront

de l'usage des lieux, de la valeur de la location, des habitudes de l'aliéné, — l'acte authentique, présentant l'avantage de l'exécution forcée, il sera souvent prudent d'y recourir.

3° *Aliénation du mobilier.* — L'aliénation du mobilier peut être autorisée par ordonnance du Président du tribunal.

Il s'agit là du mobilier garnissant les lieux occupés par l'aliéné : chevaux, voitures, collections... qui souvent sont d'un entretien coûteux. L'administrateur devra conserver les meubles, si les frais sont minimes ; il devra les aliéner, s'il ne peut faire autrement.

Il peut vendre les récoltes sans aucune autorisation, à moins toutefois qu'il ne s'agisse de récoltes des années précédentes placées dans les granges ou dans les chais ; on doit en effet les considérer comme du capital. Revenu ou capital elles ne sont pas du *mobilier*. Le Président intervient souvent lorsqu'il s'agit de vendre des objets auxquels l'aliéné peut tenir et qui n'étaient pas destinés à être vendus. L'aliénation amiable est licite, mais le Président est libre de déterminer suivant les circonstances ce qu'il convient de faire, suivant quelles formes ?

L'autorisation exigera, sauf de rares exceptions, la vente aux enchères, par commissaire-priseur ; par exemple, la maladie d'un marchand d'antiquités paraît devoir se prolonger, l'administrateur est autorisé à résilier le bail, et à vendre par commissaire-priseur, aux mieux des intérêts de l'aliéné. (Ch. du Cons., 24 avril 1894.)

Qu'on le remarque, cette décision, qui autorise l'administrateur à aliéner le mobilier, est un jugement de la Chambre du Conseil. Ce n'est pas une ordonnance du Président du tribunal. L'ordonnance du Président aurait suffi pour l'aliénation. Quant à la résiliation du bail, nous croyons qu'elle rentrait dans les pouvoirs de l'administrateur, car le bail devenait très onéreux. Néanmoins l'administrateur pour se garantir a préféré obtenir un jugement de la Chambre du Conseil.

4° *Actions en justice. Mandataire « spécial » ou « ad litem ».*

— Avant d'aborder l'énumération des actes que l'administrateur ne peut faire, et pour lesquels il sera nécessaire de provoquer l'interdiction, nous devons parler des actions en justice, pour lesquelles la loi de 1838 a des dispositions particulières. L'administrateur ne peut de plein droit ester en justice au nom de l'aliéné. Tout procès est sujet à risques et nécessite des frais. Plaider ne peut donc figurer parmi les actes purement conservatoires et, d'autre part, si l'administrateur ne pouvait jamais plaider sa situation serait difficile; un procès est souvent le seul moyen de faire respecter les droits qu'il a mission de défendre, notamment de recouvrer les créances. On ne pouvait, dès qu'un procès était nécessaire, faire interdire l'aliéné; l'administration eût été impossible; aussi le législateur a-t-il prévu la nomination d'un mandataire *ad litem*.

« Le tribunal, sur la demande de l'administrateur provisoire, ou à la diligence du procureur du Roy, désignera un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement, ou contre lequel une action serait intentée postérieurement. — Le tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter, au nom des mêmes individus, une action mobilière ou immobilière. L'administrateur provisoire pourra, dans les deux cas, être désigné pour mandataire spécial. » (Art. 33.)

Nomination. — Formes. — Rôle du tribunal. — Ce texte indique que le tribunal pourra nommer comme mandataire spécial l'administrateur provisoire. Il n'y a pas incompatibilité, comme pour le rôle de curateur à la personne.

La décision de justice revêtira d'ordinaire la forme d'une autorisation de plaider (Caen, 25 juillet 95, *Rec. arrêts Rouen*, 95, p. 50).

, Lorsque l'administrateur est déjà en fonctions, c'est lui qui sollicitera le pouvoir de plaider.

Mais il semble que la loi refuse aux parties le droit de faire nommer le mandataire et l'administrateur par la même requête : on devrait donc attendre que le tribunal nomme l'administrateur, pour que celui-ci provoque ensuite la nomination du mandataire, ou sollicite pour lui-même l'autorisation de plaider.

Pour éviter ces complications les parties pourront s'adresser au ministère public, qui, ayant qualité pour requérir ces deux nominations, fera statuer par la même décision sur ces deux chefs de demandes. C'est ainsi qu'une décision de la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine, en date du 7 août 1883, expose, que le seul procédé régulier consiste à saisir le ministère public, qui fera telles diligences qu'il croira devoir faire.

Mais nous devons constater que la pratique n'exige pas que le ministère public soit saisi. Toutes les fois, notamment, qu'il s'agit de prendre parti sur une succession ou de représenter l'aliéné dans un partage, les personnes qui sollicitent la nomination de l'administrateur demandent, en même temps, la nomination du mandataire spécial. Le tribunal ne leur oppose pas leur défaut de qualité. Il ne rejette la requête que lorsque l'exposant est une personne sans qualité pour faire nommer l'administrateur, un créancier par exemple, ou un tiers quelconque qui veut intenter un procès à l'aliéné. (Ch. du Cons., 12 mai; 13 mai 1891.)

Quoi qu'il en soit, aucun procès ne peut être soutenu au nom de l'aliéné sans une décision de justice nommant un mandataire *ad litem*. La sanction de cette exigence est la nullité de toute la procédure qui aurait été faite au mépris de la disposition de la loi. Les auteurs sont unanimes; les décisions de justice ne laissent aucun doute à ce sujet.

La requête présentée, quel sera le rôle du tribunal? Il faut distinguer :

La désignation du mandataire spécial — ou l'autorisation de

l'administrateur — est, pour le tribunal, facultative, s'il s'agit d'intenter une action au nom de l'aliéné, postérieurement à son internement (M. Sarraute exige même que l'action à intenter soit urgente); elle est obligatoire, s'il s'agit d'un procès engagé avant l'internement, quel que soit d'ailleurs le rôle de l'aliéné dans l'instance, ou si, postérieurement à son internement, une action est intentée contre lui.

Le mandataire *ad litem*, dont l'intervention est indispensable dès que l'aliéné se trouve engagé dans une contestation, est qualifié par la loi « mandataire spécial ». Sa mission est en effet limitée aux actions en justice et si parfois il cumule sa qualité de mandataire avec celle d'administrateur provisoire, c'est en vertu de deux mandats différents. Spécial, en ce qu'il ne s'étend qu'à une nature d'affaires, les instances, le mandat est encore spécial, en ce sens qu'il doit être donné pour chaque affaire, spécialement, et non d'une manière générale pour des procès non encore précisés et nés. Ce qui d'ailleurs n'empêche pas qu'une même décision en vise plusieurs déjà nés, dans un seul contexte, et donne un pouvoir collectif, en se référant à chacune d'eux. Ces affaires doivent être actuelles ou imminentes pour que leur intérêt et leurs conséquences puissent être appréciés par le tribunal.

On conçoit que l'autorisation doive être spéciale lorsque l'affaire est intentée par l'administrateur postérieurement à l'entrée de l'aliéné dans l'asile. Car le tribunal est libre dans ce cas de refuser l'autorisation, s'il estime que le procès sera désavantageux à l'aliéné. Mais on comprend moins bien qu'une autorisation spéciale soit nécessaire lorsqu'il s'agit d'actions que le tribunal ne peut pas ne pas autoriser, ce qui a lieu quand il s'agit de suivre une instance introduite avant l'internement de l'aliéné, ou de défendre à un procès qui est intenté contre lui depuis son placement dans l'asile.

Pourquoi le tribunal ne pourrait-il pas désigner d'avance une personne qui représenterait l'aliéné dans ces instances? Pour-

quoi l'administrateur ne serait-il pas, de plein droit, chargé de cerôle? Le pouvoir de continuer des instances introduites, et de défendre à celles à venir, n'est-il pas compris dans le mandat de représenter l'aliéné et de défendre ses intérêts pécuniaires? N'est-ce pas ainsi en matière de tutelle?

MM. Durieu et Roche regrettent que le jugement, qui nomme l'administrateur, ne lui confère pas, en même temps, les fonctions de mandataire spécial. Ils paraissent admettre que le juge peut donner à la fois ce double mandat; mais nous l'avons montré, les textes sont formels, la loi a entendu faire tout autre chose. Et si les tribunaux, dans le but louable d'ailleurs, d'éviter des frais et de supprimer des formalités inutiles, donnaient à l'administrateur ou à un tiers le pouvoir de représenter l'aliéné dans des instances « à naître », la procédure serait nulle malgré leur décision.

L'utilité du mandat spécial *ad litem* peut être défendue à raison de ce qu'il faut souvent une compétence spéciale pour agir en justice et aussi à raison de ce que, alors même que le juge doit nommer le mandataire *ad litem*, il exerce un certain contrôle sur les procès que l'on fait soutenir à l'aliéné défendeur. Il peut, en refusant, éviter les frais d'une résistance mal fondée.

Cependant si une réforme législative intervient, il est probable que les deux mandats seront réunis, l'administrateur judiciaire devant s'entourer de conseils qui suppléeront à son incompétence, comme cela a lieu pour le tuteur. Quant à l'administrateur il ne saurait se faire juge des procès et s'abstenir de faire nommer le mandataire *ad litem*.

L'obligation de faire donner un mandataire *ad litem* à la personne non interdite internée incombe rigoureusement à l'administrateur provisoire de ses biens. Et ce dernier ne saurait s'y soustraire sous prétexte qu'il est tenu de se refuser à faciliter la contestation soulevée si elle est contraire aux intérêts de l'aliéné. (Trib. de Saint-Étienne, 14 janv. 1880: — *Monit. judic. de Lyon*, 1^{er} juin 1880.)

L'aliéné, il convient de le remarquer, bien qu'interné et pourvu d'un administrateur, n'est pas un incapable. De même qu'il peut procéder aux divers actes que la gestion du patrimoine comporte, il peut ester en justice.

La présomption de l'article 39 de la loi est une présomption de fait dont l'appréciation est laissée à la discrétion du tribunal.

Autorité compétente. — Le tribunal compétent pour nommer le mandataire *ad litem* est le tribunal civil du domicile de l'aliéné, quelle que soit d'ailleurs la juridiction devant laquelle l'instance sera portée. Ce point a été formellement reconnu par un arrêt de la Cour de cassation (Ch. des Req.) du 4 mai 1870.

Pour la procédure, il convient de se référer à ce que nous avons dit au sujet de l'administrateur provisoire, nommé conformément à la loi de 1838. (Voy. p. 93.)

Durée des pouvoirs du mandataire ad litem. — Le mandat spécial étant donné pour suivre une affaire déterminée, on n'impartit au mandataire aucun délai. Ses pouvoirs prendront fin par l'accomplissement de la mission dont il était chargé. Le tribunal décide, lorsqu'il le nomme, s'il pourra interjeter appel et se pourvoir en cassation. On admet, en général, sauf décision contraire, qu'il peut suivre devant toutes les juridictions. Mais il sera peut-être prudent de ne pas faire appel ou de ne se point pourvoir sans un nouveau mandat.

Si l'aliéné sort définitivement de l'asile, les pouvoirs du mandataire *ad litem* cessent. Si on le réintègre, le mandat ne renaît pas de lui-même, il faut obtenir de la justice un pouvoir nouveau.

Un simple congé de convalescence, une sortie momentanée de l'asile ne mettent pas plus fin au mandat spécial qu'ils ne font cesser les pouvoirs de l'administrateur.

Nous en aurions fini avec le mandataire *ad litem*, mais les caractères spéciaux de certaines instances ont suscité des controverses et modifié certaines des solutions qui précèdent. Il

s'agit surtout de l'instance en interdiction, de l'action en séparation de corps ou en divorce, et de l'action en partage.

INSTANCES PARTICULIÈRES

1° Instance en interdiction

Le caractère particulier de l'instance en interdiction a fait décider qu'il serait inutile de nommer un mandataire *ad litem* à l'aliéné. Cette action est essentiellement personnelle. Il faut que l'aliéné soit directement en cause. C'est d'ailleurs le régime spécialement organisé au titre de l'interdiction. L'internement du malade ne peut pas modifier la procédure ordinaire.

Cette solution fut d'abord admise par le tribunal de la Seine qui, ensuite, jugea pendant quelque temps le contraire. Mais depuis il est revenu à sa première jurisprudence et juge couramment que l'on ne doit pas nommer de mandataire *ad litem*. Il se conforme ainsi aux arrêts de Nancy (4 juin 1860, D. 63. 5. 25), Caen (31 juillet 1878. D. 79. 2. 270) et à la jurisprudence constante de la Cour de Paris depuis l'arrêt du 13 avril 1875. (D. 75. 2. 233.) Nous ne croyons pas que la Cour de cassation ait statué sur cette question.

En présence de cette jurisprudence, la controverse semble n'avoir qu'un intérêt rétrospectif. Mais il est intéressant de signaler deux autres systèmes qui sont parfois encore soutenus. — Une opinion tout d'abord veut que l'aliéné soit *représenté*, c'est-à-dire remplacé dans l'instance par un mandataire *ad litem*. Elle s'appuie sur le texte de l'article 53 qui ne distingue pas entre les différentes actions. Mais elle a des inconvénients pratiques tels qu'on ne peut sérieusement l'accepter. Après son interrogatoire, la personne internée ne sera plus au courant de rien; le mandataire, influencé par la famille, décidera de tout, et la pratique nous apprend que, pour ne pas troubler son repos, on ne lui remettra même pas les actes de procédure,

— Une autre opinion, présentée de la manière la plus remarquable dans les conclusions de M. l'avocat général Hémar, consistait à faire *assister* la personne internée par un mandataire *ad litem*. Cette combinaison, présentée comme conciliant les textes, cumulait les garanties et offrait les avantages les plus sérieux au point de vue de la défense de la liberté et de l'état civil du défendeur. Mais elle n'a pu être admise à raison de la précision des termes de l'article 33, qui dit *représenter*, et de l'organisation d'une procédure spéciale, en matière d'interdiction, par le Code de procédure.

Nous donnons en note les deux décisions qui nous paraissent avoir résumé de la façon la plus complète les principaux arguments de la controverse¹.

1. 1^o Un jugement du tribunal civil d'Alençon du 2 janvier 1882 dispose :

Attendu qu'aux termes de l'article 33 de la loi du 30 juin 1838 le tribunal doit, à la diligence du Procureur de la République, désigner un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement, ou contre lequel une action serait engagée postérieurement. Attendu qu'il en résulte que, s'il s'agit de défendre à une action, la nomination du mandataire spécial est obligatoire, que la loi ne distingue pas entre la nature des actions qui peuvent lui être intentées; qu'en ce qui concerne notamment l'instance en interdiction, il est de l'intérêt général de la justice que l'aliéné qui est retenu dans un établissement spécial et qui ne peut librement communiquer avec ses défenseurs, soit pourvu d'un mandataire qui prendra soin de ses intérêts; qu'en vain l'on voudrait prétendre que cette mesure tutélaire ne s'applique pas au cas de placement volontaire dans un établissement; que le législateur de 1838 a pris soin d'écarter cette distinction en prévoyant la double hypothèse de l'aliéné placé ou retenu; que la demoiselle X... est l'objet d'une demande en interdiction; que la procédure prescrite par la loi n'a été suivie qu'après une délibération du conseil de famille, il a été procédé à son interrogatoire; qu'aujourd'hui il s'agit de statuer, contradictoirement avec elle, sur la mesure dont elle est l'objet, qu'un administrateur provisoire lui a été nommé par jugement du mois dernier rendu en Chambre du Conseil, mais que cet administrateur provisoire des biens de la personne séquestrée n'a pas qualité pour défendre à une question intéressant son état à moins qu'il ne lui ait été désigné en même temps comme mandataire spécial.

Nomme Y mandataire spécial chargé de représenter la demoiselle X dans l'instance en interdiction.

2^o Arrêt de la Cour de Caen en date du 26 avril 1882, qui infirme le jugement.

Attendu que le jugement dont cet appel a nommé Y mandataire spé-

2° Actions en séparation de biens, de corps, en divorce

L'administrateur judiciaire peut-il, même avec autorisation de justice, exercer de semblables actions? ne sont-elles pas essentiellement personnelles à l'aliéné?

L'action en séparation de biens présente, avant tout, un intérêt pécuniaire, l'administrateur pourra la provoquer. Nous avons vu qu'il arrivait précisément que l'on nommât à la femme internée un administrateur, autre que le mari, pour mieux assurer la protection de sa fortune (p. 114).

Capable d'intenter cette action l'administrateur pourra *a fortiori* la suivre, si elle a été engagée par l'aliénée avant son internement, ou y défendre, si elle était engagée contre l'aliéné.

cial à l'effet de représenter la demoiselle X dans l'instance en interdiction;

Attendu que la loi de 1838 a créé une situation particulière aux personnes placées dans un établissement d'aliénés et a eu pour but de leur donner des garanties spéciales sans qu'il fût nécessaire de recourir à l'interdiction. Mais que cette loi n'a dérogé en rien à la procédure d'interdiction organisée avec le plus grand soin par la loi civile et par le Code de procédure et qui doit être la même pour toutes les personnes dont l'interdiction est poursuivie. Attendu que l'article 33 exige la nomination d'un mandataire spécial chargé de représenter légalement en justice, et non point seulement d'assister la personne placée dans un établissement d'aliénés; que la nomination d'un mandataire du Conseil, chargé d'assister le défendeur, n'est autorisée par aucune disposition de loi et constituerait une modification arbitraire et illégale de la procédure d'interdiction. Attendu que la présence d'un représentant légal exclut celle du représenté. Attendu que la procédure d'interdiction est inconciliable avec l'exclusion du défendeur et sa représentation légale par un tiers; qu'il s'agit, en effet, d'une action essentiellement personnelle dont l'objet est la personne même; qu'il y a lieu d'examiner et d'interroger de manière à apprécier son état intellectuel; que la présence de cette personne elle-même dans l'instance est substantielle. Attendu qu'il est également impossible de concilier avec les droits de la liberté individuelle et de la liberté de la défense un système qui enlève à celui dont l'interdiction est poursuivie, le droit de défendre sa liberté et sa capacité civiles, pour confier sa défense à un tiers qu'il n'a pas choisi, que, le plus souvent, il ne connaît pas, qui deviendrait le maître absolu du procès ayant seul qualité pour défendre à l'action, pour porter appel et demander ultérieurement la mainlevée de l'interdiction. (Sirey, 82. 2. 223.)

Consulter la note du Dalloz sous l'arrêt de la Cour de Paris, D. 75. 2. 253, et l'article de M. Sarraute (*Revue critique*, t. XIV, p. 620, n° 23),

Cette solution a fait longtemps difficulté, et nous reproduisons comme présentant les arguments de la thèse contraire, les conclusions du ministère public données en juillet 1891, devant en la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine.

« Si l'article 53 de la loi du 30 juin 1838 permet au tribunal de désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter au nom de l'aliéné non interdit, placé dans un asile, une action mobilière ou immobilière, le tribunal ne pourrait conférer à ce mandataire l'autorisation d'intenter une action en séparation de biens, laquelle n'est pas seulement relative aux biens meubles ou immeubles de l'aliéné, mais a un caractère personnel particulier, puisqu'elle a pour objet de porter atteinte à la puissance maritale, organisée par le contrat de mariage.

« Pour une telle action, l'aliénée ne saurait être représentée efficacement que par un tuteur à l'interdiction, qui devrait même, suivant une certaine doctrine, conforme aux dispositions générales du Code civil, obtenir en ce cas l'autorisation du conseil de famille. »

Pour les actions en séparation de corps, en divorce et les demandes en conversion de séparation de corps en divorce, nous distinguerons :

L'administrateur pourra toujours y défendre. Tout son rôle consistera à signaler au tribunal l'impossibilité matérielle où se trouve l'aliéné de contester les témoignages que l'on invoque contre lui et de discuter les preuves que l'on prétend lui opposer : il établira en un mot que, l'aliéné ne pouvant se défendre, le procès ne peut avoir lieu. Mais il ne saurait plaider au fond. Il doit refuser cette lutte trop inégale. Il ne saurait davantage intenter ces actions, l'intérêt personnel et moral des époux prime ici les intérêts pécuniaires. (Pratique constante.)

Mais si l'instance avait été engagée par l'aliéné lui-même, s'il s'agissait seulement de la suivre, d'interjeter appel ou de se pourvoir en cassation, que décider?

La Cour de cassation a admis que l'administrateur pourrait suivre l'instance en séparation de corps. (Cass., 20 mars 1878 ; — D. 78. 1. 180.)

Et la Cour de Paris, que le mandataire spécial pourrait

reprendre l'affaire en instance devant la Cour quand l'aliénation s'est déclarée. (Paris, 24 avril 1872; — D. 72. 2. 181.)

En ce qui concerne la demande en conversion en divorce, il a été jugé qu'elle ne peut être introduite que contre un mandataire *ad litem*; si cette formalité a été omise, si la procédure a été suivie contre l'aliéné lui-même, il appartient à la Cour, saisie de l'affaire au deuxième degré, de surseoir d'office, ou sur les réquisitions, et ne pas statuer jusqu'à ce qu'un mandataire *ad litem* ait été nommé à l'aliéné. (Bordeaux, 18 juillet 1888; *Gaz. du Pal.*, 88. 2. 663.)

3° Du partage, de l'action en partage

La loi a cru satisfaire à toutes les difficultés relatives au partage dans son article 36. « A défaut d'administrateur provisoire, le Président à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non interdites placées dans un établissement d'aliénés, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels elles seraient intéressés. »

L'administrateur semble bien avoir qualité pour procéder seul au partage et aux diverses opérations qu'il comporte. Mais cet article est loin de résoudre toutes les questions. En effet :

1° Une difficulté spéciale surgit du fait de l'article 33, d'après lequel, l'aliéné devra être représenté par un mandataire *ad litem* toutes les fois qu'il agira en justice.

Comment pourra-t-on concilier ces deux articles lorsque le partage revêtira la forme d'une instance? Faudra-t-il un mandataire *ad litem*, ou bien l'administrateur pourra-t-il représenter l'aliéné dans ce partage judiciaire?

2° Pour partager il faut être propriétaire. En ce qui concerne le partage d'une communauté, d'une succession, l'acceptation doit précéder le partage. La personne qui pourra partager (administrateur ou mandataire spécial) pourra-t-elle prendre parti sur la succession ou sur la communauté?

Dans ce chapitre, où nous ne traitons que des instances, nous ne parlerons que de la première de ces difficultés, celle qui a trait à l'action en partage. Nous réservons l'étude de la seconde. Elle sera traitée plus loin. (Voy. p. 152 et s.)

Supposons donc une succession acceptée par l'aliéné avant son internement. Il ne s'agit que de procéder aux opérations matérielles de la liquidation et du partage. Par qui l'aliéné sera-t-il représenté?

Une question préliminaire se pose. Le partage dans lequel un aliéné est intéressé peut-il être fait à l'amiable? ne doit-il pas toujours avoir lieu en justice?

La majorité des auteurs décide que tout partage dans lequel un aliéné est intéressé doit être fait en justice. Cette opinion s'appuie sur le fait que la disposition de l'article 36 de la loi 1838 a été empruntée au titre de l'absence (113 C. civil) et que, par conséquent, elle doit être interprétée suivant les règles de l'absence. Or un partage ne peut être fait qu'en justice, lorsque l'un des copartageants est un absent (art. 838). Il s'ensuit qu'un partage ne saurait davantage être fait à l'amiable lorsqu'il intéresse un aliéné¹.

On pourrait objecter que la loi de 1838 se suffit à elle-même, que l'interpréter en ce sens, c'est la modifier complètement. Elle donne en effet compétence à l'administrateur provisoire pour représenter l'aliéné dans les comptes, partages, liquidations (art. 33) et ne lui impose aucune formalité particulière. Il semblerait qu'en présence d'un texte aussi net l'administrateur pût y procéder seul et à l'amiable. N'importe, jurisprudence et doctrine sont maintenant établies et nous nous rangeons à leur opinion : Tout partage qui intéresse un aliéné doit être fait en justice; c'est une interprétation qui a bien ses avantages, car

¹ DEMOLOMBE, *Successions*, III, n° 506. — AUBRY et RAU, *op. cit.*, VI, § 623, p. 536. — HUREAUX, *Études sur le Code civil*, III, n° 348. — HUC, *Commentaire théorique et pratique. C. c.* V, n° 295. — ROUSSEAU-LAISNEY, *Dict. de Proc.* v° *Partag.*, n° 21. — LE SELLIER, *Des successions*, II, n° 1284.

elle sauvegarde les intérêts d'une personne dont les droits sont d'autant plus exposés, qu'elle ne pourra protester contre la spoliation dont elle serait victime.

Lorsqu'on admet que le partage peut être amiable¹ on n'a pas à se demander par qui l'aliéné y sera représenté : ce sera par l'administrateur provisoire, ou, à défaut, par un notaire commis. Le texte de la loi est formel².

Mais si l'on décide que le partage devra toujours être fait en justice, il y a lieu de se demander par qui il pourra y être procédé.

D'après l'article 36, c'est l'administrateur qui doit représenter l'aliéné dans les partages ; mais d'après l'article 35, c'est le mandataire *ad litem*, seul compétent dès que l'aliéné paraît en justice.

Comment concilier ces deux textes ?

M. Fuzier-Hermann (*Rép. v° ALIÉNÉ*, n° 482) enseigne que ce sera un notaire commis. « Le notaire commis réunit en effet tous les pouvoirs qui appartiennent à l'administrateur provisoire. Il en a même de plus étendus car il peut comparaître en justice et soutenir s'il y a lieu les intérêts de l'absent. » Mais en présence de la loi (art. 36) qui met évidemment sur le même pied l'administrateur provisoire et le notaire, qui n'est nommé qu'à défaut d'administrateur provisoire, cette opinion ne saurait être admise. Elle exclut arbitrairement l'administrateur.

M. Demolombe (*Success. t. III*, n° 596) et M. Grisolles (p. 54) donnent à l'administrateur le pouvoir de procéder au partage judiciaire. L'instance en partage revêt en effet les formes d'une contestation, d'un litige ; mais au fond c'est le plus souvent un contrat amiable, revêtu de certaines garanties particulières.

1. BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL, *Traité des successions*, II, n° 2989. — DALLOZ, *Jur. Gén.*, v° *Aliénés*, n° 272.

2. Le tribunal de Bourgoin a toutefois décidé qu'il y avait lieu de nommer un notaire, bien que l'aliéné fût déjà pourvu d'un administrateur provisoire. Cette solution est en opposition formelle avec l'article 36 de la loi qui décide, *a contrario*, que lorsqu'il y a un administrateur provisoire, lui seul a qualité pour procéder au partage ; le notaire n'intervient qu'à son défaut,

L'instance n'est que fictive. La pratique n'a pas suivi ces auteurs. En fait, c'est toujours un mandataire spécial qui est nommé à cet effet¹.

Nous estimons qu'il est en effet plus exact de ne reconnaître ce pouvoir qu'au mandataire *ad litem*, c'est-à-dire à une personne spécialement chargée de représenter l'aliéné en justice, ou bien à l'administrateur provisoire, muni d'une autorisation spéciale. L'article 33 ne comporte aucune distinction et décide que, toutes les fois que l'aliéné fait valoir des droits en justice, il faut un mandataire spécial pour le représenter, et l'article 36 n'est pas assez précis pour permettre d'écarter l'article 34, lorsque l'instance est un partage.

En résumé, ou il faut admettre que le partage est amiable et alors c'est l'administrateur qui agira seul, ou bien que le partage doit avoir lieu en justice et dans ce cas la justice devra nommer le mandataire spécial ou autoriser l'administrateur.

En présence des articles 33 et 36 inconciliables sur ce point, la pratique a donné le pas à l'article 36.

B. — ACTES NON PRÉVUS PAR LA LOI

1° *Aliénations des immeubles.* — L'administrateur peut-il procéder à des aliénations immobilières au nom de l'aliéné?

Non, jamais on ne saurait, et sous aucun prétexte, lui reconnaître, ni lui conférer ce pouvoir. M. Jobard, lors de la discussion de la loi à la Chambre, demanda « quelle serait l'étendue des pouvoirs de l'administrateur provisoire dans le cas où un immeuble ayant besoin de réparations urgentes et indispensables, l'administrateur ne trouverait dans le mobilier aucune ressource pour y faire face ». A cette question il fut répondu

¹ Voy. la note DALL., 92. 2. 87 et les autorités cités notamment : Aix, 6 juillet 1865; *Jur. Gén.*, Supp. v° *Aliéné*, n° 252. — ROUSSEAU-LAISNEY, *Dict. Proc.*, v° *Al.*, n° 40. — Voy. également note DALLOZ, 96. 2. 473 et les très nombreuses références.

qu'il faudrait provoquer l'interdiction et [faire nommer un tuteur. (Duvergier. *Collection des lois*, t. 38, p. 519.)

D'innombrables décisions ont invariablement appliqué cette règle : la justice ne peut pas plus homologuer des délibérations d'un conseil de famille consulté à cet effet, ou de la commission administrative de l'établissement public, qu'elle ne saurait autoriser l'aliéné directement.

Attendu qu'en principe les pouvoirs d'un administrateur provisoire ne peuvent s'appliquer qu'à des actes de pure gestion, mais ne sauraient comprendre l'aliénation du patrimoine immobilier de la personne pourvue d'un administrateur; la loi du 30 juin 1838 n'a fait que se conformer à ce principe ainsi qu'il résulte de l'article 31, qui n'a permis à l'administrateur, même avec l'autorisation de justice, de n'aliéner que le mobilier; la pensée du législateur ayant été que, à l'égard de la vente des immeubles, il ne pourrait y être procédé tant que l'aliéné serait dans la situation provisoire organisée par la loi dont s'agit, et que l'interdiction n'aurait pas été prononcée. (Ch. du Cons., 29 mai 1878.)

Il n'appartient pas à la Chambre du Conseil d'homologuer une délibération de la commission de surveillance des asiles d'aliénés autorisant l'administrateur provisoire à vendre un immeuble appartenant à l'aliéné.

Attendu que M., agissant comme administrateur provisoire de la veuve P. aliénée non interdite placée dans l'asile de V., sollicite l'homologation d'une délibération de la Commission de surveillance des asiles d'aliénés du département de la Seine, émettant l'avis qu'il y a lieu de vendre à *l'amiable* un immeuble appartenant à ladite aliénée;

Mais attendu qu'aucune disposition légale n'investit le tribunal du pouvoir d'homologuer une délibération de cette nature; que la décision qu'il rendrait à cet égard serait dénuée de toute valeur comme de tout effet juridique;

Que s'il est nécessaire de procéder, dans l'intérêt de l'aliéné, à des actes excédant les pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire par la loi de 1838, le seul moyen est de provoquer l'interdiction; qu'on ne peut éluder les garanties que cette mesure offre à l'incapable, soit au point de vue de la procédure nécessaire pour la provoquer, soit au point de vue des règles relatives à la gestion du tuteur. (Ch. du Cons., 6 mai 1891.)

Aux aliénations d'immeubles, il faut assimiler les constitutions d'hypothèques et autres aliénations de droits immobiliers.

L'administrateur ne saurait recevoir l'autorisation d'aliéner les propriétés ni de les grever d'hypothèques. (Bertin, II, p. 50.)

... Ni de ratifier, au nom de l'aliéné, une vente faite à la femme de celui-ci et à contracter un emprunt hypothécaire. (Bertin, II, p. 51.)

La réduction d'une hypothèque légale inscrite au profit d'une femme mariée, atteinte d'une maladie mentale et enfermée, quoique non interdite, dans une maison d'aliénés, ne peut être ordonnée par le tribunal, en vertu d'un avis de parents donné par un seul parent et *trois amis* en présence, et du consentement de l'administrateur judiciaire des biens de la femme.

En pareil cas, la délibération est nulle :

1° Si elle n'énonce pas formellement que l'assemblée de famille a été ainsi composée à défaut de parents connus en France ;

2° En ce qu'elle a été prise sans l'assistance d'un conseil spécial, conformément à la loi de 1838. a. 33. (Trib. Nice, 16 mars 1863 ; — J. Cons. Hyp., t. XIX, p. 122.)

Expropriation, loi du 3 mai 1841.— Une seule exception existe à cette prohibition d'aliéner les immeubles. Elle a été introduite par la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation d'utilité publique.

« Les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire, et tous les représentants des incapables peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête, en la Chambre du Conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation desdits biens. Le tribunal ordonne les mesures de conservation et de remploi qu'il juge nécessaires. » (Art. 13.)

L'aliéné non interdit, interné, pourvu d'un administrateur, fait certainement partie des « autres incapables » dont parle la

loi. Son représentant pourra donc, conformément à cet article 13, consentir la cession amiable de l'immeuble frappé par l'arrêté d'expropriation. Il sera inutile de recourir à l'interdiction. (Ch. du Cons., 31 janvier 1896.)

Remarques :

1° Le tribunal compétent pour donner l'autorisation n'est plus nécessairement celui du domicile de l'aliéné, c'est celui de la situation de l'immeuble, car c'est le mieux placé pour apprécier sa valeur.

2° La disposition dernière de l'article 13 de la loi de 1841, relative à l'emploi des fonds provenus de la cession amiable, est abrogée par la loi du 27 février 1880, qui, prescrivant l'emploi, dans de certaines conditions, des capitaux appartenant aux incapables, déclare, dans son article 12, abroger toute disposition contraire. — En conséquence, au-dessus de 1500 francs, ce ne sera plus seulement le tribunal qui décidera de l'emploi, mais aussi le conseil de famille. Et au-dessous de ce chiffre, ce sera le conseil de famille, à l'exclusion du tribunal. — En outre, tandis que c'est le tribunal de la situation de l'immeuble qui autorise la cession et fixe le prix, c'est le tribunal du domicile qui homologue la délibération du conseil de famille qui détermine l'emploi des fonds. C'est passablement compliqué.

2° *Valeurs mobilières.* — Nous avons vu plus haut (p. 126) que l'administrateur pouvait, dans le système de la loi de 1838, disposer des revenus et même, avec l'autorisation du Président du tribunal, aliéner le mobilier périssable ou dispendieux à conserver, mais que tout ce qui était capitaux mobiliers restait indisponible entre ses mains. La justice ne pourrait lui conférer le pouvoir de les aliéner, ni sous forme d'autorisation, ni sous forme d'homologation. La jurisprudence avait, en matière d'offices, de fonds de commerce, de valeurs mobilières, pris à cet égard des libertés fort contestables. La loi du 27 février

1880, relative à l'aliénation des valeurs mobilières, appartenant aux mineurs et aux interdits, a complètement modifié cet état de choses. Toutes aliénations de valeurs mobilières sont désormais possibles. Comme les innovations mettent du temps à entrer en usage, nous trouvons que, même après cette loi, quelques décisions ont refusé les autorisations sollicitées, par la raison qu'*il fallait* recourir à l'interdiction. (Voy. p. 146, note.)

Mais on est vite revenu sur ces pratiques irrégulières, et la loi de 1880 est fréquemment appliquée en matière d'administration judiciaire des aliénés. Son article 8 décide, en effet, qu'elle est applicable à l'administrateur nommé conformément à la loi de 1838.

L'administrateur peut, aux termes des articles 1 et 2 de la loi, aliéner les valeurs mobilières avec la seule autorisation du conseil de famille, si la valeur des titres en capital est inférieure à 1500 francs ; avec l'autorisation du conseil de famille, homologuée par un jugement de la Chambre du Conseil, s'il s'agit d'une somme supérieure à 1500 francs.

Le conseil de famille pourra, lors de l'autorisation, prescrire toutes les mesures qu'il jugera utiles ; la justice, lors de l'homologation, aura le même pouvoir.

C'est ce que disait M. Denormandie, dans son rapport au Sénat¹ : « Il est impossible d'imposer un mode de procéder ; les formes de l'opération, les conditions, les mesures de précaution seront prises par la famille et par le tribunal ».

Le ministère public sera entendu, et le jugement (d'homologation) sera rendu en dernier ressort. (Art. 2.)

L'aliénation sera opérée, par le ministère d'un agent de change, toutes les fois que les valeurs seront négociables à la Bourse, au cours moyen du jour. (Art. 3.)

Elle pourra avoir lieu de gré à gré dans les autres cas, sauf décision contraire de la famille ou du tribunal.

1. *Journal officiel*, 7 mai 1878, p. 4792, 1^{re} col.

Quels sont, tout d'abord, les biens compris sous cette dénomination : *Valeurs incorporelles*?

Ce sont : *a.* Tous les titres négociables ou non en Bourse, rentes, actions, obligations, parts quelconques d'intérêts;

b. Les fonds de commerce, cabinets d'affaires, etc., et offices pouvant avoir la valeur d'un capital;

c. Les offices ministériels dont la finance est dans le commerce.

a. Valeurs cotées et non cotées. — La loi exige, pour les valeurs cotées, que la vente ait lieu en Bourse et au cours moyen du jour. Pour les secondes, elle laisse aux parties entière liberté, sous le contrôle toutefois du conseil de famille et de la justice.

b. Les fonds de commerce et les fonds industriels de toute nature peuvent être aliénés et, en même temps qu'eux, leurs accessoires, tels que clientèle, droit au bail, brevets, marques de fabrique....

Même avant 1880, la justice autorisait l'aliénation du fonds de commerce, comme elle le faisait pour les valeurs incorporelles quelconques. Elle exigeait, en général, l'avis de la famille. (Bertin, II, p. 43 et 54; II, p. 55.)

Depuis 1880, l'aliénation est possible aux conditions que la loi indique : autorisation du conseil, homologation de justice.

Attendu que la loi du 27 février 1880 n'a point interdit la vente de gré à gré des valeurs ou meubles incorporels autres que les valeurs négociables à la Bourse;

Qu'elle a laissé au conseil de famille et au tribunal le soin d'apprécier l'utilité et les formes de leur aliénation et de prescrire les mesures qui paraîtront le plus avantageuses aux intérêts de l'incapable;

Attendu que la délibération du conseil de famille est conforme aux intérêts de l'aliéné non interdit.... (Ch. du C., avril 1894.)

Attendu que la nature toute spéciale de l'exploitation d'électricité dépendant de la succession de B., son caractère aléatoire, et l'état où se trouve cette exploitation depuis le décès, ne permettent pas de recourir aux voies ordinaires concernant les ventes de valeurs mobilières ou meubles incorporels;

Qu'il est justifié d'ailleurs qu'une tentative d'adjudication publique de la nue propriété de ladite exploitation, dont la veuve de B.... a l'usufruit, serait inutile et sans résultat possible, que la somme de 10 000 francs offerte par la veuve de B.... usufruitière, pour racheter la nue propriété de cette exploitation dans les conditions énoncées en la requête, présente pour la succession un avantage manifeste, ainsi que la ville de M..., instituée légataire universelle, le reconnaît.

Qu'il y a lieu dès lors d'autoriser X... ès qualités à consentir à la vente de gré à gré à la veuve de B..., aux conditions énoncées en la requête, de l'exploitation dont il s'agit.... (Ch. du C., 16 mars 1894.)

Attendu que les administrateurs des biens des aliénés, nommés en exécution de la loi de 1838, ne peuvent aliéner lesdits biens qu'en se conformant aux règles édictées par la loi du 27 févr. 1880; — que ces règles n'ont pas été observées par le requérant; — (Rejetée.... (Ch. du C., juin 1890.)

Ici l'administrateur avait omis de demander l'autorisation au conseil de famille et s'adressait directement au tribunal.

c. Cession d'office. — La question était controversée avant 1880. Certains arrêts avaient refusé à l'administrateur de céder l'office, même avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par un jugement de la Chambre du Conseil (Metz, 8 déc. 1868; D. 69. 2. 40; — S. 69. 2. 133; — Bioche, *Dict. de Proc.* v^o *Office*, n^{os} 70-72 et suiv.; — Rolland de Villargues, *Rép. du Notariat*, v^o *Office*, n^{os} 149 et suiv.).

Mais, même avant la loi de 1880, la pratique était contraire. Il y a en effet un intérêt public à ce qu'un office puisse être cédé dès que son titulaire devient incapable de le gérer.

La Chancellerie a, de tout temps, approuvé cette pratique. (Circul. du Min. de la Justice, 18 juillet 1845; — Massabiau, *Manuel Min. publ.*, tome III, 3604; — Circul. du 9 juin 1857 : Gillet et Demoly, *Analyse des circulaires*, n^o 3174; — Cour de Lyon, 22 juin 1865; — S. 66. 2. 16; — S. 69. 2. 133; Ch. du Cons., 5 mai 1880; — Sarraute, page 615, Ménétrier. III. 3604.)

Depuis la loi de 1880, la question ne peut plus même être discutée. (Voy. Dall. *Jur. gén.* Suppl. v^o *Office*, n^o 7.)

D... aliéné, étant interné dans un asile, et la situation paraissant devoir se prolonger, il y a lieu de pourvoir à l'administration de ses biens conformément à l'article 32 de la loi de 1838, et de céder son office d'avoué en maintenant en même temps les pouvoirs d'administrateur provisoire à l'étude confiée à F. avoué, par l'ordre du président du tribunal.

Nomme la femme administratrice provisoire, lui donne pouvoir de pourvoir, suivant les termes de droit, à la cession de l'office d'avoué.

Confirme en tant que besoin les pouvoirs de F.... (Ch. du Cons., 5 mai 1880.)

3^o *Constitution de dot.* — L'administrateur provisoire peut-il constituer une dot aux enfants de l'aliéné? Cela dépend. — Oui, sous les conditions qui précèdent, s'il y a dans la fortune de l'aliéné des valeurs mobilières suffisantes. — Non, si l'on demande de constituer en dot des immeubles.

Il convient d'examiner la question sous toutes ses faces, car la difficulté se présente chaque jour. L'un des époux est aliéné, il n'est pas interdit, sera-t-il possible de constituer une

1. Avant la loi de 1880, la question était fort délicate. Par suite des pouvoirs d'aliénation que l'on reconnaissait en fait aux administrateurs en ce qui concerne les valeurs mobilières, la constitution de dot était possible, mais l'administrateur agissait sous son entière responsabilité, en consultant la famille. La justice refusait d'autoriser ces constitutions ou d'homologuer les délibérations qui les autorisaient (Bertin. II. p. 47).

Nous avons dit que même à la suite de la loi quelques hésitations s'étaient produites au sujet de sa portée. C'est ainsi qu'il a été jugé, en juillet 1881 et même en 1882, que les pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire de l'aliéné, conformément à l'article 34 de 1838, et limitativement énumérés en cet article, ne sauraient être étendus par le tribunal à la faculté de doter l'enfant d'un aliéné non interdit interné dans un asile.

Pour doter un enfant sur les biens de l'aliéné, il est nécessaire de recourir à l'interdiction et de faire régler conformément à l'article 514 C. c. les conventions matrimoniales par le conseil de famille, homologuées ensuite par le tribunal.

Nous avons dit que l'article 8 de la loi de 1880 est en contradiction formelle avec de semblables jugements. La Chambre du Conseil de la Seine rend chaque jour des jugements qui homologuent des constitutions de dot.

dot à son enfant? Prenons le cas, plus délicat, où c'est le père qui est interné.

Il y a lieu de distinguer selon que la constitution doit avoir lieu en biens propres au mari, en biens communs, en biens personnels à la femme :

a. *Constitution en biens propres à l'aliéné :*

Valeurs mobilières. — S'il s'agit de constituer une dot à l'enfant d'un aliéné non interdit, l'administrateur provisoire peut, avec l'autorisation de justice, disposer à cet effet des valeurs mobilières de l'aliéné. Cela ne peut faire de doute depuis la loi du 27 février 1880 qui, dans son article 8, déclare applicables à l'administrateur nommé conformément à la loi de 1838, les dispositions qu'elle édicte. Pour les formalités, s'en référer à la loi, dans ses articles 1 et 2.

C'est de jurisprudence constante à la Chambre du Conseil.

Immeubles. Meubles corporels. — S'il s'agissait d'immeubles, ou même de meubles corporels, il faudrait provoquer l'interdiction. On ne trouve aucun texte pour donner capacité soit au conjoint, soit à l'administrateur.

b. *Constitution en biens propres à la femme, ou communs.*

Lorsque la femme offre de constituer la dot en biens qui lui appartiennent en propre, quel que soit d'ailleurs son régime matrimonial, ou lorsque la femme commune demande à disposer dans ce but des biens de la communauté, sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'aliénation porte sur des meubles ou si elle comprend des immeubles, la constitution de dot est possible. L'autorisation de justice, remplaçant celle du mari empêché, suffira.

La femme R... demande, par application de l'article 1427, l'autorisation de justice à défaut d'autorisation maritale, pour constituer à sa fille, en vue de son mariage, différents biens de communauté.

L'article 1427 ne s'applique pas limitativement au cas d'absence du mari; il prévoit en effet le cas où l'autorisation est demandée

pour tirer le mari de prison ; on peut dès lors assimiler au cas d'absence le cas où le mari non interdit est placé dans un asile d'aliénés.

Autorise.... (Ch. du Cons. du trib. de la Seine, 16 juin 1893.)

Il y a lieu d'appliquer, par analogie, l'article 1427 et en même temps les règles suivies au cas d'interdiction, c'est-à-dire qu'il y a lieu de consulter le conseil de famille.

La délibération sera soumise au tribunal qui autorisera la femme à doter avec les valeurs de la communauté par application de l'article 1427. (Ch. du Cons. du trib. de la Seine, 16 juin 1894.)

Maintenu sur nouveau délibéré le 17 mai 1895.

S'il s'agissait d'une femme dotale, la solution donnée précédemment devrait encore s'appliquer :

B..., mari de la demanderesse, est dans un asile d'aliénés. Il résulte de l'article 149 C. c. que cette situation ne saurait être un obstacle au mariage de sa fille et, par analogie de l'article 511 C. c., il convient de pourvoir à ce qu'exige cet établissement par mariage.

Il appartient dès lors au tribunal, conformément à l'article 222 du C. c., de suppléer l'autorisation maritale nécessaire, conformément à l'article 1556, à la dame B..., mariée sous le régime dotal, pour lui permettre de donner à sa fille, enfant commun des époux, les biens qu'elle se propose de lui constituer *sur son propre avoir*.

La constitution qu'elle se propose de faire n'a rien d'excessif.

Autorise la dame B..., seule, et sans l'assistance de son mari, à constituer une dot à sa fille, le tout sous la surveillance de P..., notaire à P..., que le tribunal commet à cet effet. (Ch. du Cons. du Trib. de la Seine, 2 mai 1879.)

Ces décisions ne disent pas si la femme était, en fait, administrateur provisoire de son mari ; c'est vraisemblable. Mais il importe peu ; l'autorisation lui est donnée pour la relever de son incapacité de femme ou pour remédier à l'inaliénabilité dotale. C'est en tant que femme mariée qu'on l'autorise ou en tant que femme dotale. — On lui permet de disposer des biens de communauté ou de ses biens personnels¹.

1. Même dans ces limites, il y aurait peut-être lieu de faire des réserves sur l'application de l'article 1427 à l'hypothèse présente. Voyez à cet égard une note rapportée sous l'arrêt d'Amiens du 26 juillet 1877. — Sirey. 77.

Si elle voulait aliéner des biens personnels à son mari, l'article 1427 ne pourrait pas être invoqué, et il faudrait recourir à l'interdiction.

Toutefois, si la femme avait été nommée administrateur provisoire, conformément à la loi de 1838, elle pourrait, depuis la loi de 1880, disposer, en cette qualité, même des valeurs incorporelles propres à son mari, car le fait qu'elle est mariée à l'aliéné ne peut pas restreindre les pouvoirs que la loi de 1880 accorde à l'administrateur provisoire, quel qu'il soit.

En résumé, lorsque le père est interné, il semble que, pour constituer une dot à l'un de ses enfants, on peut employer un des moyens suivants :

1^{er} cas. Il a été nommé un administrateur provisoire autre que la femme.

Cet administrateur pourra, conformément à la loi de 1880, constituer sur les biens mobiliers de l'aliéné et de la communauté une dot aux enfants de ce dernier. Il devra obtenir l'autorisation du conseil de famille. Il devra, en outre, faire homologuer la délibération du conseil de famille par le tribunal, si la dot est d'une somme supérieure à 1500 francs. — De son côté, la femme de l'aliéné, si elle a des biens personnels, et quel que soit son régime, pourra, dans le même but, disposer de ses meubles et de ses immeubles avec la seule autorisation de justice. (905 C. c. 219. 222 C. c.)

2^e cas. C'est la femme de l'aliéné qui a été nommée administrateur provisoire.

En sa double qualité d'administrateur et de femme, elle pourra cumuler le bénéfice des solutions qui précèdent en s'entourant, suivant les cas, des formalités exigées soit pour la femme, soit pour l'administrateur. C'est ainsi que, pour constituer une dot à un enfant commun, il lui suffira d'obtenir l'autorisation du tribunal si la constitution doit être faite en

meubles ou immeubles qui lui sont personnels ou qui appartiennent à la communauté (1427 C. c.).

Il suffira d'une autorisation du conseil de famille si la dot, prise sur les biens mobiliers du mari, n'excède pas le capital de 1500 francs. Il faudra en outre l'homologation du tribunal dès que la dot, constituée en valeurs mobilières de l'aliéné, dépassera 1500 francs.

Enfin une dot ne pourra jamais être constituée sur les biens immobiliers de l'aliéné ni par l'administrateur, ni par la femme, quelles que soient les formalités dont ils s'entourent. Un emprunt hypothécaire, aussi grave qu'une aliénation immobilière, sera également impossible. Pour procéder à ces divers actes il faudra, de toute nécessité, provoquer l'interdiction.

Si l'aliéné interné au lieu d'être le mari, était la femme, les solutions qui précèdent seraient les mêmes. Le mari, administrateur datif, acquerrait sur les biens de sa femme les droits que la loi de 1838 confère à tout administrateur. Il conserverait en outre, cela va sans dire, toutes les prérogatives que sa qualité de mari et que son régime matrimonial lui assurent.

D'autres difficultés spéciales se présentent.

La femme voudrait procéder à un acte pour lequel l'autorisation maritale est nécessaire, un consentement à mariage par exemple, l'aliéné ne peut donner l'autorisation. L'administrateur provisoire pourra-t-il le remplacer? Assurément non : il s'agit d'un droit personnel, de l'exercice de la puissance maritale et paternelle. Mais il ne sera pas indispensable de provoquer l'interdiction. L'autorisation de justice remplace ici l'autorisation maritale toutes les fois que le mari est absent ou empêché.

Attendu que M..., agissant comme administrateur provisoire de J..., aliéné non interdit, placé à l'asile de B..., demande à être autorisé en cette qualité à donner à la femme dudit J..., l'autorisation d'accepter une succession qui lui est échue et de défendre à la demande en compte liquidation et partage de la succession ;

Attendu que la femme peut s'adresser à la justice pour obtenir les autorisations que son mari est incapable de lui donner par suite de son placement dans une maison d'aliénés, mais qu'aucune disposition de la loi ne permet au tribunal de déléguer à l'administrateur provisoire de l'aliéné non interdit l'exercice de l'autorité maritale et de l'investir du mandat de donner à la femme les autorisations qu'elle doit demander à son mari ou, au cas d'empêchement de celui-ci, directement à la justice.

Pour ces motifs, rejette. (Ch. du Cons., 4 nov. 1891.)

Si c'est le consentement à mariage du père qui fait défaut, c'est l'article 149 C. c. qui s'appliquera. L'impossibilité de rapporter le consentement sera établie par un certificat du directeur de l'asile (Grisolle, p. 71).

Il n'y a donc, ni possibilité en droit, ni nécessité en fait, d'accorder à l'administrateur de semblables pouvoirs.

Emploi des capitaux. — La loi de 1880 a tranché la question controversée de l'emploi des capitaux demeurés libres entre les mains de l'administrateur. Les articles 5 et 6 donnent les règles à suivre.

Toutes leurs prescriptions sont, en vertu de l'article 8, obligatoires pour l'administrateur provisoire de l'aliéné.

4° *Acceptation, Renonciation*, relatives à une *succession*, une *communauté*, et en général à toute *indivision* sur laquelle l'aliéné n'a pas encore pris parti.

Nous l'avons dit (p. 136), la loi de 1838 est muette sur cette question. La volonté du législateur n'est pas douteuse. — L'administrateur provisoire peut procéder seul au partage des indivisions que l'aliéné a acceptées avant son internement. — Mais dès qu'il s'agit de prendre parti sur une succession ou une communauté, qu'il n'a pas acceptée avant son internement, l'administrateur est sans pouvoir, l'acte est trop grave. Il faut provoquer l'interdiction.

Ce système simple a été modifié par la jurisprudence.

Nous avons vu qu'elle a interdit à l'administrateur de procéder seul aux partage, comptes, liquidation des successions

acceptées avant l'internement, par le motif que tout partage, dans lequel un aliéné est intéressé, doit avoir lieu en justice. Elle a exigé qu'un mandataire spécial soit nommé, ou que l'administrateur provisoire obtienne une autorisation spéciale.

Nous allons constater maintenant, qu'en ce qui concerne les successions non encore acceptées avant l'internement, au lieu d'exiger que l'on provoque l'interdiction, la justice donne, à un mandataire *ad litem*, le droit de prendre parti sur la succession échue à l'aliéné, et l'administrateur provisoire pourra accepter la succession ou y renoncer, s'il est autorisé par le tribunal à représenter à cet effet l'aliéné.

On le voit, la tutelle judiciaire s'étend, dans le double but, d'élargir la gestion des biens de l'aliéné, tout en augmentant la sécurité de l'administré par le contrôle de justice.

A. Successions.

1° Beaucoup d'auteurs et d'arrêts maintiennent que lorsqu'il y a lieu de prendre parti sur une succession, il faut recourir à l'interdiction ¹.

L'administrateur, ne pouvant accepter pour l'aliéné, ne saurait le représenter au partage d'une succession sur laquelle il n'a pas pris parti, car sa participation aux opérations impliquerait nécessairement acceptation.

Un notaire ne pourrait pas le faire davantage.

Un mandataire *ad litem* ne serait pas plus compétent, ni pour accepter purement et simplement, ni pour accepter sous bénéfice d'inventaire, ni pour renoncer ².

1. DEMOL., VII, n° 837. — AUBRY et RAU. I, 127 bis, p. 531, texte et note 16. — HUC. III, n° 535. — DURIEU et ROCHE, n° 162. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Des Succ.*, I, n° 1471. — ROUSSEAU-LAISNEY v° *Aliéné*, n°s 32 et 32 ter. — DALLOZ. *Jur. Gén.* v° *Aliéné*, n° 272. — CAEN, 15 nov. 1870; D. 73. 2. 238. — TR. de Meaux, 21 juillet 1886. *Monit. Judic. de Lyon*, 1^{er} déc. 1886.

2. BAUDY-LACANTINERIE et WAHL, *Succession*. I, n° 1469 et suiv. Note Dalloz. 92. 2. 87. — AUBRY et RAU, HUC, *Jurispr. Gén.* v° *Aliéné*, n° 272.

L'administrateur provisoire ne peut représenter en justice l'interné dans une contestation judiciaire qui suppose l'acceptation d'une qualité héréditaire que l'interné est libre d'accepter ou de refuser.

En conséquence, il ne saurait figurer utilement à l'instance en partage, que si préalablement au placement de l'aliéné, la succession a été valablement appréhendée par celui-ci. (Ch. du Cons., 3 juillet 1890; *Le Droit*, 3 août 1890.)

Il ne saurait davantage renoncer :

Attendu que la renonciation à une succession constitue, au même titre que l'acceptation, un acte de disposition, et qu'aucune disposition légale ne donne à la Chambre du Conseil le droit de nommer un mandataire aux fins de passer un tel acte pour l'aliéné en dehors des formes de l'interdiction ;

Qu'il n'y a lieu de discuter les questions d'utilité invoquées à l'appui de la requête, que fût-il même établi que dans un but de célérité et d'économie, il y aurait avantage à supprimer les garanties édictées en faveur des incapables, ces considérations ne sauraient autoriser une dérogation aux prescriptions de la loi qui régissent la matière ;

Que la décision que rendrait la Chambre du Conseil en dehors de ces prescriptions serait dénuée de toute valeur et de tout effet juridique.

Rejette. (Ch. du Cons., 23 déc. 1891.)

La justice ne peut, dans le même but, nommer un mandataire spécial, soit qu'il s'agisse d'une communauté, soit qu'il s'agisse d'une succession.

Attendu qu'aucune disposition légale ne donne aux tribunaux le droit de nommer un mandataire spécial à un aliéné non interdit pour renoncer à une succession échue à ce dernier....

(Ch. du Cons., 15 mars 1892.)

Confirmé par la Cour dans les termes suivants :

Attendu qu'il n'appartient pas au tribunal de désigner un mandataire *ad litem* à une aliénée non interdite à l'effet d'accepter ou répudier en son nom la communauté de biens ayant existé entre elle et son défunt mari ;

Qu'il n'appartient pas à la Chambre du Conseil à l'effet de conférer à l'administrateur provisoire d'autres et plus amples pouvoirs que ceux qui, en vertu de la loi, résultent pour lui du fait de sa nomination ;

Que les difficultés qui s'élèveraient sur l'étendue et la portée de ses pouvoirs ressortiraient de la compétence de la juridiction contentieuse ;

Qu'en ce qui touche la nomination d'un mandataire *ad litem*, à l'effet de représenter la dame L... dans l'instance en compte, liquidation et partage, la demande même implique qu'il s'agit d'actes excédant les pouvoirs de l'administrateur provisoire nommé conformément à l'article 32, loi de 1838 ;

Que ni l'article 33, ni l'article 36 n'ont investi les tribunaux du droit de nommer à l'aliéné un représentant chargé de prendre parti sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté ;

Rejette. (1^{re} Chambre, 15 mars 1892.)

2° Mais nous devons reconnaître que la jurisprudence récente, à Paris tout au moins, est absolument contraire.

La première Chambre de la Cour a impitoyablement réformé toutes les décisions qui refusaient de donner à l'administrateur ou au mandataire *ad litem* le pouvoir de prendre parti sur la succession. Elle a nommé le mandataire avec mission de représenter l'aliéné dans toutes les opérations accessoires au partage, compte, liquidation, licitation, avec le pouvoir, en quelque sorte *accessoire*, d'accepter la succession.

En général elle exige que la succession soit acceptée sous bénéfice d'inventaire, mais elle donne au mandataire *ad litem* qualité pour renoncer lorsque la succession est certainement mauvaise.

Nous n'avons pas trouvé de décision autorisant l'acceptation pure et simple. C'est qu'en fait, l'acceptation bénéficiaire et la renonciation suffisent.

La persévérance de la Cour a eu raison des résistances de la Chambre du Conseil du Tribunal. Aujourd'hui, le Tribunal de la Seine ne fait plus de difficulté pour autoriser le mandataire *ad litem* à prendre parti sur une succession dévolue à l'aliéné.

Arrêt de la 1^{re} Ch. de la Cour de Paris en date du 11 août 1891, réformant un jugement du tribunal de la Seine.

Arrêt de la 1^{re} Ch. de la Cour de Paris en date du 26 janvier 1892,

qui infirme un jugement de la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine du 28 octobre 1891¹.

Depuis, la jurisprudence est constante. (1^{re} Ch. de la Cour, 26 janvier, 9 février, 9 août 1892.)

Considérant que c'est à tort que le tribunal a rejeté cette demande, qu'il a fait une inexacte interprétation de l'article 33, loi 1838, en considérant les pouvoirs à donner à un mandataire spécial, comme ne pouvant excéder les limites d'une mesure conservatoire et d'administration; — que le droit conféré par cet article au tribunal de désigner un mandataire spécial, à l'effet de représenter en justice un individu non interdit, interné, qui serait engagé dans une contestation judiciaire, comprend *implicitement, mais nécessairement*, celui d'autoriser ce mandataire à accepter, mais seulement sous bénéfice d'inventaire, la succession qu'il s'agit de liquider et de partager; que s'il en était autrement, ce serait mettre les tiers appelés à recueillir une succession ou à faire valoir leurs droits, dans l'impossibilité de sortir de l'indivision, ou contraindre indirectement la famille de l'aliéné interné à poursuivre une interdiction, qu'un simple internement ne justifierait pas toujours, et que des motifs de l'ordre le plus élevé font souvent un devoir de différer.

Considérant, au surplus, que l'acceptation d'une succession, sous bénéfice d'inventaire, ne présente pour l'aliéné non interdit, aucun danger sérieux, et qu'il serait contraire au *vœu* de la loi de 1838 de ne pas reconnaître au tribunal, le droit de conférer au mandataire spécial la mission et le pouvoir de l'opérer.

Commet X... pour accepter la succession sous bénéfice d'inventaire comme mandataire *ad litem* et pour représenter Y... aux opérations de comptes, partage, liquidation de la communauté et de la succession susmentionnée, et licitations d'immeubles en dépendant, ainsi qu'à toute procédure d'homologation de licitation, avec pouvoir de concourir à toutes quittances, ventes, conversions et transferts de titres en conformité de la liquidation, comme aussi de faire tous emplois des fonds pouvant être attribués à l'aliéné.

1 Cet arrêt très catégorique et très fortement motivé est reproduit au *Journ. des Avoués*, année 1892, p. 320. (Voir la note de l'arrétiste qui critique l'arrêt. — Il expose que la décision est contraire au texte de la loi. Il établit ensuite que le mandataire *ad litem*, à supposer qu'il puisse accepter la succession, n'est pas qualifié pour intervenir à la liquidation.) Cf. *le Droit*, 5 février 1892,

La Chambre du Conseil du Tribunal de la Seine accorde journellement de semblables autorisations et nominations. Elle exige presque toujours que le mandataire n'accepte que sous bénéfice d'inventaire. (Ch. du Cons., 7, 10, 14 janvier 1896.)

Cette jurisprudence s'explique pas les inconvénients que présente la procédure d'interdiction.

Comment a-t-on tenté de la justifier?

M. Grisolle, dans son récent ouvrage, considère que la nomination d'un mandataire *ad litem* qui acceptera la succession sous bénéfice d'inventaire est parfaitement légitime. La demande, à fin de partage, doit en effet être faite en justice. Or, pour représenter un aliéné en justice, un mandataire *ad litem* doit être nommé. Nommé, l'administrateur ne pourra partager que s'il peut accepter la succession. « Le pouvoir d'accepter devra lui être conféré parce qu'il est la *conséquence nécessaire* et la seule possible du mandat d'ester en justice. » (p. 55.)

Le raisonnement, on le voit, est emprunté aux décisions judiciaires que nous avons citées. Le mandataire a le droit d'accepter, « par voie de conséquence ». Mais l'acceptation n'est pas la conséquence du partage; c'est le partage qui sera la conséquence de l'acceptation. Il ne faut pas dire : le mandataire pourra accepter parce qu'il peut partager. La vérité est qu'il ne pourra partager que s'il peut accepter.

Une raison plus sérieuse est celle qui invoque l'intérêt des tiers et l'impossibilité où l'on se trouve de sortir de l'indivision, s'il faut attendre une interdiction, que la famille ne veut pas provoquer, M. Grisolle s'émeut : « Le partage peut être demandé par des tiers, cohéritiers, cessionnaires, créanciers, qui peuvent fort bien n'avoir pas qualité pour introduire une demande en interdiction. De sorte que l'indivision à laquelle la loi est contraire serait, de par la loi, une nécessité inéluctable, sauf, en cas de fureur. (491 C. c.) Cela n'est pas possible. »

Évidemment cette situation est très fâcheuse pour les tiers, et les inconvénients qu'elle présente ont été pour beaucoup dans l'évolution de la jurisprudence, qui assimile à une instance, le parti à prendre sur une succession ou une communauté, acte de disposition au premier chef.

On peut dire que la lacune de la loi a été comblée par sa pratique à raison de l'intérêt des tiers et par respect pour la répugnance des parents à faire interdire un des leurs.

B. *Communauté.*

Les principes sont les mêmes : l'administrateur ne devrait pas pouvoir prendre parti au nom de la femme aliénée, il faudrait provoquer l'interdiction.

Mais nous devons constater que, ici encore, la jurisprudence accorde au mandataire *ad litem* le pouvoir d'accepter la communauté et de la partager.

Considérant que G..., ès nom, sollicite la nomination d'un mandataire *ad litem* à l'effet de faire procéder à la liquidation de la communauté ayant existé entre les époux P...,

Que les premiers juges ont à tort rejeté cette demande, en se fondant sur ce que la loi de 1838 ne permettant pas aux tribunaux d'attribuer à ce mandataire la faculté d'accepter ou de répudier la communauté, sa mission se trouverait sans objet;

Considérant en effet que l'article 33 de ladite loi, en autorisant la nomination d'un mandataire spécial, chargé d'intenter au nom de l'aliéné non interdit une action soit mobilière, soit immobilière, n'a fait aucune distinction entre les *diverses instances* à introduire;

Qu'un mandataire *ad litem* peut donc, en vertu de cette disposition de la loi, être investi du pouvoir de poursuivre la liquidation de la communauté ayant existé entre une femme aliénée et son mari;

Que de là découle implicitement, mais nécessairement, le droit pour ce mandataire d'accepter ladite communauté; — que cette acceptation d'ailleurs ne peut pas compromettre les droits de l'aliénée, puisqu'aux termes de l'article 1423, la femme qui accepte la communauté n'est tenue des dettes de cette communauté que jusqu'à concurrence de son émolument;

Considérant, d'autre part, que si l'interprétation du jugement dont est appel était admise, il ne serait pas possible aux coïntéressés de l'aliéné de sortir de l'indivision, à moins de recourir à une demande d'interdiction, mesure que ne justifierait pas toujours l'internement, et que des motifs de l'ordre le plus élevé fait souvent un devoir de différer ;

Pour ces motifs, infirme et nomme G... mandataire spécial de M^{me} P..., à l'effet de faire procéder en justice aux comptes, liquidation, partage de la communauté, ainsi qu'à la liquidation de ses reprises ; l'autorise en tant que de besoin à accepter ladite communauté. (1^{re} Ch. de la Cour, 26 janvier 1892.)

Comme en matière de succession le tribunal s'est ici conformé à la jurisprudence de la Cour, elle autorise le mandataire *ad litem* ou l'administrateur à accepter la communauté ou à y renoncer. L'évolution subie par le tribunal est bien marquée par les deux décisions suivantes, d'après lesquelles :

L'administrateur est sans qualité pour représenter une femme aliénée placée dans un asile, dans les opérations de partage de la communauté d'entre elle et son mari, si cette communauté a été dissoute postérieurement à son internement. La justice ne saurait l'y autoriser. Il faut provoquer l'interdiction. (Ch. du Cons., déc. 1890.)

Un administrateur est nommé pour demander la séparation de biens au profit de la femme aliénée et renoncer à la communauté ayant existé entre les époux au cas où la séparation serait prononcée. (Ch. du Cons., 40 janvier 1896.)

5° *Acceptation de libéralités. Donations. Legs.* — L'administrateur provisoire a qualité pour accepter seul et sans autorisation de famille ou de justice, les libéralités faites sans charges et à titre particulier. Il importe peu qu'elles soient mobilières ou même immobilières. (Ch. du Cons., 20 avril 1894.)

Mais si la délivrance n'en était pas amiablement consentie, il faudrait recourir à la nomination d'un mandataire *ad litem*.

Si la libéralité était à titre universel, la nomination du mandataire *ad litem* permettrait, comme au cas de succession, de l'accepter sans provoquer l'interdiction.

Nous avons parcouru la longue série des pouvoirs de l'admi-

nistrateur. La loi de 1880 les a singulièrement élargis. Cette facilité d'aliéner avec autorisation de justice toutes les valeurs mobilières de l'incapable, jointe à la pratique de nos tribunaux de permettre l'acceptation des successions par le mandataire *ad litem*, font que désormais on pourra presque toujours se dispenser de recourir à l'interdiction : la justice supplée au défaut de pouvoirs de l'administrateur. Nous approuvons l'intervention de justice, mais que reste-t-il de la volonté bien nette du législateur de 1838 ? Il voulait que dès qu'un acte grave serait nécessaire, on recourût à la nomination du tuteur. Il refusait à la justice, sauf au cas de procès, le pouvoir d'autoriser l'administrateur et d'augmenter sa capacité. De tout cela presque rien ne subsiste : l'aliénation d'immeubles et la constitution d'hypothèques, la transaction, voilà les trois seuls actes qui nécessiteront la nomination du tuteur. Et encore n'est-il pas bien sûr que l'on en reste là. M. Grisolles n'écrit-il pas :

Aux attributions légales, réduites, il faut ajouter les attributions datives, celles que les tribunaux peuvent conférer à l'administrateur. Elles sont beaucoup plus étendues. « Le tribunal autorisera l'administrateur à passer les baux à ferme ou à loyer, à transporter les créances, et même à contracter des emprunts hypothécaires si les nécessités d'une bonne administration l'exigent. On peut dire, en somme, que les tribunaux ont un pouvoir *discretionnaire* pour arrêter les limites du mandat qu'ils entendent confier à l'administrateur dont ils ont la nomination. » (Grisolle, p. 32.)

Nous ne voyons vraiment pas pourquoi M. Grisolles, du moment où il admet que la nécessité est la suprême loi en matière d'administration et autorise la constitution d'hypothèques, ne permet pas l'aliénation des immeubles et les transactions, car de tels actes peuvent être indispensables à la bonne gestion des biens de l'aliéné.

C. — DES SIGNIFICATIONS

Des actions en justice, nous aurions pu rapprocher les significations, qui en sont la suite nécessaire. Mais des motifs d'ordre et de méthode nous ont fait ajourner l'examen d'une question qui est relative, moins aux pouvoirs de l'administrateur, qu'à la situation faite aux tiers.

Ceux-ci n'ont pas les mêmes obligations en ce qui concerne les significations, suivant que l'aliéné est pourvu d'un administrateur datif, ou qu'il est seulement pourvu de l'administrateur légal¹.

Ils peuvent faire les significations au domicile de l'aliéné lorsque ses biens sont administrés par le membre de la commission de l'établissement public. Ils sont tenus de les adresser à l'administrateur judiciaire lorsque l'aliéné a été pourvu d'un administrateur datif.

C'est ce qui résulte de l'article 35.

« Dans le cas où un administrateur aura été nommé par jugement, les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés seront faites à cet administrateur. Les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances, être annulées par les tribunaux. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce. »

Il est difficile d'expliquer cette différence : L'administrateur légal, tout comme l'administrateur datif, peut être nommé mandataire *ad litem*, tous deux administrent la fortune de l'aliéné et le représentent. Pourquoi la règle n'est-elle pas la même ?

La raison de cette anomalie se trouve dans les travaux préparatoires de la loi de 1838. (Voir les observations de MM. Vivien, commissaire du gouvernement, et Barthélemy, rapporteur.)

Le projet de loi et la commission assimilaient les deux situations et exigeaient toujours une triple signification, l'une à

1. Pour le sens de ces expressions voyez plus haut (p. 106).

l'aliéné, une autre soit à l'administrateur provisoire, soit, à défaut d'administrateur, au directeur de l'établissement, la troisième au procureur du roi. On a rejeté cette disposition par la raison que l'intérêt des tiers pourrait se trouver très souvent sacrifié à celui de l'aliéné. « Il convient sans doute, a dit M. Vivien, que les significations soient faites avec les précautions propres à garantir l'aliéné contre toute surprise, mais il ne faut pas que les précautions soient telles qu'elles aillent jusqu'à compromettre les droits des tiers. Comme on l'a très bien expliqué, les diverses formalités qui sont accomplies pour parvenir au placement d'une personne dans une maison d'aliénés, ne sont pas toujours entourées d'une telle publicité que les tiers puissent en être informés, et si on maintient une disposition qui prescrit à peine de nullité de faire une triple signification, dans beaucoup de cas, les tiers ignoreront la situation particulière des personnes auxquelles ils ont affaire; ils seront exposés à se jeter dans des procédures nulles. C'est un inconvénient qu'il importe d'éviter. »

Pour éviter l'inconvénient, il aurait fallu rejeter absolument la disposition. On l'a admise en partie. S'il a été nommé un administrateur à l'aliéné, la loi exige que les significations soient faites à cet administrateur. Mais comme les tiers peuvent très bien ignorer le fait de la nomination par la Chambre du Conseil, c'est-à-dire sans aucune publicité, d'un administrateur à l'interné, un tempérament a été admis : l'omission de la signification à l'administrateur n'entraînera pas la nullité de plein droit; le tribunal pourra seulement la prononcer suivant les circonstances.

Avant que l'administrateur soit nommé, les significations sont valablement faites à l'aliéné seul ou à son domicile. La loi de 1838 ne frappe les aliénés d'aucune incapacité. Ils sont aptes, en principe, à recevoir toutes assignations ou significations, tant qu'ils n'ont pas été pourvus d'un administrateur provisoire, conformément à l'article 32 de la loi précitée. Dans ce dernier

cas même, les significations faites au domicile de l'aliéné sont seulement annulables suivant les circonstances. Et les tiers, loin d'être obligés de faire nommer préalablement à l'aliéné contre lequel ils veulent agir, un administrateur provisoire ou un mandataire *ad litem*, n'ont même pas qualité pour le faire. (Rouen, 25 juillet 1894. *Rec. Arr. Rouen*, 1895, p. 50.) Mais après la mort de l'administrateur, la signification serait nulle, si elle avait été faite à ses héritiers ou au domicile qu'avait, à l'époque de son décès, le mari de la personne aliénée, alors qu'il est constaté, en fait, qu'au moment de la signification, le domicile dont il s'agit avait cessé d'exister, — ou au parquet du procureur, si le domicile de l'aliéné ou sa résidence actuelle n'étaient pas connus. La notification devrait être faite à la personne aliénée elle-même et à sa résidence connue, c'est-à-dire dans l'établissement où elle se trouvait retenue. (Cass., 13 mars 1865; D. 65. 1, 123.)

§ VII. — QUAND CESSENT LES FONCTIONS DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

L'administration organisée par la loi de 1838 prend fin :

1^o Par la mort de l'aliéné. Dans ce cas, l'administrateur rend ses comptes aux héritiers. Si aucun héritier ne se présente, pourra-t-il faire nommer un curateur à la succession vacante? On lui a refusé ce pouvoir, mais à tort, selon nous.

Attendu que la nomination d'un curateur à la succession vacante de M. J. B..., aliéné non interdit, décédé à l'asile de M... le 27 septembre 1886, est requise par M. C... en qualité d'administrateur provisoire des biens dudit aliéné, dans les termes de la loi du 30 juin 1838;

Mais attendu que les fonctions dont il s'agit ont pris fin avec le décès de l'aliéné; que M... ne peut en exciper pour solliciter la mesure qui fait l'objet de sa requête¹.

1. Cette décision est tout à fait critiquable. Sans doute les pouvoirs de l'administrateur ont pris fin au décès de l'aliéné, mais l'administrateur a des

2° Par la mort de l'administrateur. Dans cette dernière hypothèse, l'administrateur décédé sera remplacé, et ses héritiers rendront compte.

3° Par l'expiration du délai de trois ans pour lequel l'administrateur avait été nommé. Mais on sait qu'il peut être indéfiniment maintenu en fonctions, à la condition de faire renouveler son mandat tous les trois ans. Cette obligation de faire renouveler périodiquement son mandat n'est pas imposée à l'administrateur légal. Mais un contrôle administratif remplace à son égard la surveillance judiciaire.

3° Par la révocation des pouvoirs par le tribunal, ou par la demande spontanée de l'administrateur d'être relevé de ses fonctions. Nous savons que pour les proches l'administration est une charge obligatoire : le tribunal appréciera les motifs que l'administrateur peut invoquer à l'appui de sa demande. Si l'administrateur était un étranger on devrait appliquer les règles du mandat ordinaire. Chaque partie peut le faire cesser, sauf recours en dommages-intérêts, si l'interruption soudaine était dommageable ou dolosive.

4° Par la sortie de l'aliéné de l'établissement. C'est le cas d'invoquer ici l'adage : *Cessante causa, cessat effectus*. (Berlin. II. p. 57; D. 56. II. 53.) Mais il faut, bien entendu, que la sortie soit définitive, un congé de convalescence, une sortie momentanée, une évasion, bien loin de faire présumer que la maladie est guérie, tendraient à faire croire qu'elle continue.

5° Par la nomination d'un conseil judiciaire, ou par l'interdiction de l'aliéné. Mais il faut remarquer à ce propos que les mesures protectrices continueront de s'exercer, et que l'administrateur restera en fonctions, même après le jugement qui

comptes à rendre. Si aucun héritier ne se présente, il a intérêt pour liquider sa situation et faire apurer ses comptes, à ce que la succession soit légalement représentée. Jusque-là il en est responsable, et aux termes des articles 812 et suiv. C. c., tout intéressé a le droit de provoquer la nomination d'un curateur à succession vacante.

prononce l'interdiction, tant que le régime de la tutelle de l'interdit ne sera pas complètement organisé, tant qu'un tuteur nommé par le conseil de famille ne sera pas entré en fonctions¹.

Attendu que, s'il résulte de l'article 32 de la loi du 3 juin 1838 que des administrateurs provisoires ne peuvent être nommés qu'à des personnes non interdites placées dans des établissements d'aliénés, il ne s'ensuit pas que, lorsqu'une nomination d'administrateur provisoire aura été faite dans ces conditions, son effet devra cesser par cela seul que l'interdiction a été ultérieurement prononcée, si la personne nouvellement interdite demeure dans une maison d'aliénés, et si un tuteur ne lui a pas encore été nommé, conformément à l'article 505 du C. c. ;

Qu'il résulte même clairement des termes de ce dernier article que l'administrateur provisoire ne cesse ses fonctions que lorsqu'un tuteur est nommé et qu'il peut lui rendre ses comptes (Bernay, 29 août 1854; — D. 56. 2. 55).

C'est ainsi que souvent on nommera un administrateur à l'aliéné pour la première fois par le jugement même qui prononce l'interdiction, en attendant que le tuteur soit nommé et entre en fonctions.

Les mêmes règles s'appliquent au mandataire *ad litem* et au notaire.

Leur fonction cesse par la fin de la mission qui leur a été confiée, par le jugement définitif qui clôt le procès, par le partage homologué de justice ou le partage amiable consommé, par l'entrée en fonctions du tuteur nommé en vertu du jugement d'interdiction. (Rouen, 13 février 1855, cité en note.)

Renouvellement des pouvoirs. — Les formes du renouvellement des pouvoirs de l'administrateur provisoire sont les mêmes que celles de la nomination ; il faudra une nouvelle délibération du conseil de famille.

On trouve néanmoins de nombreuses décisions de la Chambre

1. L'administrateur provisoire nommé à un aliéné avec mandat spécial de poursuivre la licitation ou le partage d'immeuble indivis entre l'aliéné et des tiers, procède valablement dans l'instance en partage, même après l'interdiction de l'aliéné et jusqu'à la nomination du tuteur. (Rouen, 13 févr. 1855. *Journ. des Av.*, t. 80, p. 399.)

du Conseil et des ordonnances portant qu'il sera pourvu, en cas d'empêchement, au remplacement de l'administrateur, par ordonnance du Président, rendue sur simple requête. Mais il ne s'agit pas de renouvellement dans ce cas. Le Président se contente de nommer un titulaire nouveau à une fonction que le tribunal a organisée pour un temps déterminé. Cette clause est d'ailleurs de style: on la rencontre dans presque tous les jugements qui nomment des administrateurs.

Le mandataire *ad litem* qui n'aurait obtenu que le droit de plaider en première instance, devra, pour l'appel, ou pour le pourvoi, obtenir une nouvelle autorisation de justice.

Ce n'est pas à la juridiction qu'il doit saisir qu'il demandera l'autorisation, c'est toujours au tribunal de 1^{re} instance du domicile de l'aliéné.

§ VIII. — RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR PROVISoire.

HYPOTHÈQUE

Les règles générales du mandat s'appliqueront ici.

Il y a toutefois quelques règles spéciales à la matière.

Nous ne nous occuperons pas de ce qui concerne l'administrateur légal: ce dernier, délégué par la commission administrative, qui joue à son égard le rôle du conseil de famille, n'a pas le maniement des fonds: c'est un ordonnateur. Le comptable, c'est le receveur de l'établissement, il est contrôlé par l'Administration des Finances, il est tenu de fournir un cautionnement. Le receveur a seul qualité pour recevoir les fonds. La quittance, donnée par l'administrateur, n'est valable que lorsqu'elle est donnée sur le vu du bordereau de versement. Si des difficultés surgissent, elles seront portées devant la juridiction administrative. Tout cela constitue un régime dont le fonctionnement est établi sur le modèle des services publics.

Rien d'analogue pour l'administrateur judiciaire. Il est à la

fois administrateur et comptable. Il est responsable de sa gestion. Pour la garantir, la loi permet que le jugement qui nomme l'administrateur constitue sur ses biens une hypothèque et le tribunal fixe la somme jusqu'à concurrence de laquelle cette hypothèque grèvera ses biens.

Le projet portait : « Les dispositions du Code civil relatives à l'hypothèque légale des mineurs et des interdits sur les biens de leurs tuteurs seront applicables aux administrateurs désignés par le tribunal ».

La Chambre des Députés repoussa cette disposition, qui créait une hypothèque encore plus occulte que l'hypothèque judiciaire, puisqu'elle résultait d'une nomination faite sans publicité.

La Chambre des Pairs fit adopter les dispositions qui se trouvent actuellement dans l'article 34, § 2.

« Sur la demande des parties intéressées, ou sur celle du procureur du Roi, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra, en même temps, constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par ledit jugement¹. »

Cette hypothèque sera inscrite par les soins du procureur, dans la quinzaine, et ne prendra rang que du jour de l'inscription. A défaut par lui de la faire inscrire le conjoint, les parents, les amis pourraient requérir l'inscription. C'est le droit commun en matière d'hypothèques légales. (Art. 2139.)

1. « Le problème, a dit M. Vivien, consistait à trouver une garantie qui n'eût pas les inconvénients de l'hypothèque légale. C'est ce qu'a très bien fait, à notre avis, le projet nouveau. Il n'établit d'hypothèque sur les biens de l'administrateur que quand le jugement l'a expressément constituée.

L'hypothèque peut être générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une certaine somme ; elle doit être inscrite. Ainsi les juges seront toujours appelés à apprécier les circonstances : l'hypothèque ne sera autorisée que quand elle paraîtra nécessaire, et en aucun cas elle ne pourra valoir sans inscription.

Ces dispositions contiennent une innovation assez notable dans notre droit, nous la croyons bonne, elle répond aux nécessités pour lesquelles elle est introduite ; elle pourra servir d'exemple et de précédents pour d'autres cas et conduire ultérieurement à réduire le nombre des hypothèques légales dont les inconvénients sont généralement reconnus » (*Moniteur*, 6 juin 1838, p. 1554).

Bien que ce ne soit pas une hypothèque légale, car celle-ci garantit, indépendamment de toute inscription, toutes les sommes qui pourront être dues, ce n'est pas non plus une hypothèque judiciaire, car elle ne porte pas sur tous les biens présents et à venir. Ce serait plutôt une hypothèque conventionnelle, stipulée par la justice, au nom de l'aliéné.

Si le juge a omis ou refusé, dans le jugement, de constituer l'hypothèque prévue par l'article 34, ou bien s'il ne l'a constituée que sur certains biens et jusqu'à concurrence seulement d'une certaine somme, ne pourra-t-on pas la constituer plus tard ou l'étendre à une plus forte somme?

L'article 34 dit en propres termes que le juge pourra « en même temps qu'il nomme l'administrateur, constituer l'hypothèque ». Cependant tout le monde admet que si des changements sont survenus, soit dans la fortune de l'administrateur, soit dans celle de l'aliéné, le tribunal pourra modifier sa décision, décharger l'administrateur, faire porter l'hypothèque sur de nouveaux biens ou augmenter la somme qu'elle garantit. Mais en dehors de cette hypothèse le juge est-il dessaisi?

« Oui, disent MM. Aubry et Rau¹, le tribunal ne saurait aggraver la situation faite à l'administrateur. La loi est formelle : il faut que ce soit par le même jugement que la nomination et la constitution d'hypothèque aient lieu. Cette charge est exceptionnelle, il faut l'interpréter restrictivement. Et la solution est la même, soit que le tribunal ait statué sur l'hypothèque lors du premier jugement, soit même qu'il ait omis de statuer. »

Cette dernière phrase condamne avec raison l'opinion de certains auteurs qui avaient cru pouvoir distinguer entre le cas d'omission et celui de refus. Si le tribunal refuse, disaient-ils, il statue sur la demande de constitution d'hypothèque; il y a chose jugée et une nouvelle décision ne peut intervenir. S'il omet de statuer, on ne peut plus dire qu'il y a chose jugée; on

1. T. I, p. 127, n° 534, note 6.

saisira donc le tribunal, qui, examinant pour la première fois cette demande, pourra ordonner l'hypothèque.

MM. Aubry et Rau rejettent cette distinction. Les décisions que rend le tribunal statuant en la Chambre du Conseil n'ont pas, sauf exception formelle, l'autorité de la chose jugée. Elles constituent des mesures gracieuses, sur lesquelles le tribunal est libre de revenir.

CHAPITRE IV

DES SÉQUESTRES ET ADMINISTRATEURS-SÉQUESTRES

GÉNÉRALITÉS

On peut dire que la dénomination de séquestre est la plus ancienne de celles qui désignent le mandat que nous étudions. Il y a même, en raison peut-être de vieilles traditions, une tendance à désigner les administrateurs judiciaires sous le nom d'administrateurs-séquestres, tendance fâcheuse, car elle semble donner à la mission de séquestre, qui n'est qu'une de leurs multiples attributions, un rôle tout à fait prédominant. Nous ne nous occupons ici que de leur fonction de séquestre.

En droit romain, le séquestre est la personne à qui est confié le dépôt d'une chose que plusieurs parties se disputent : *Sequester dicitur apud quem plures eandem rem de qua controversia est deposuerunt*¹.

Dans l'ancien droit français, la notion s'élargit : la justice met sous séquestre des biens non litigieux, toutes les fois que le juge estime qu'il y a nécessité de le faire, soit pour conserver les biens qui dépériraient sans cela, soit seulement pour en enlever l'administration et la jouissance au seigneur, au maître, au propriétaire. L'autorité royale a le même pouvoir. C'est souvent pour protéger un incapable que la mesure est ordonnée ;

1. Loi 110 Dig. De Verb. Signif.

c'est aussi comme mesure de police ; c'est quelquefois le préliminaire, quelquefois l'atténuation de la confiscation. Ce second point de vue se retrouve dans le séquestre des biens du contumax, et dans la régie des biens des condamnés.

Le Code civil, se plaçant au point de vue de la mission et non de l'homme qui en est chargé, distingue le séquestre conventionnel et le séquestre judiciaire (art. 1955).

Art. 1956. — Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes d'une chose contentieuse entre les mains d'un tiers qui s'oblige à la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Art. 1961. — La justice peut ordonner le séquestre : — 1° Des meubles saisis sur un débiteur ; — 2° D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes ; — 3° Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

Le premier, n'étant pas judiciaire dans son origine, mais contractuel, nous ne nous occuperons que du second qui seul rentre dans notre étude. Il est en effet ordonné par justice. Il consiste dans le dépôt d'un objet, que cet objet soit litigieux ou non.

M. Laurent critique l'appellation de séquestre donnée par le Code au dépôt ordonné par la justice d'une chose non litigieuse. L'observation ne nous paraît pas présenter grand intérêt pratique et nous tenons pour suffisamment claire et exacte la qualification donnée par la loi. Est séquestre :

1° Le dépôt de biens litigieux consenti par les parties ;

2° Le dépôt ordonné par la justice de biens litigieux ou non.

Ce qui nous paraît beaucoup plus grave et beaucoup plus contestable, c'est l'extension singulière que fait la justice du nom de séquestre à des missions qui n'ont plus pour objet de conserver, mais qui vont jusqu'à la plus large administration, jusqu'à la liquidation, à des mandats, qui, au lieu d'avoir la durée d'un litige, auront une durée indéfinie, se prolongeant jusqu'à la répartition et la disparition de la chose.

A raison de cette extension ainsi donnée par la pratique à l'idée du séquestre, souvent confondue avec une véritable administration judiciaire, nous avons dû, dans ce chapitre, établir des distinctions qui étaient inutiles dans les autres. L'administrateur des biens de l'absent ne se nomme qu'au cas d'absence, l'administrateur des biens de l'aliéné qu'au cas d'aliénation mentale; un séquestre, un administrateur-séquestre, pour emprunter à la pratique l'expression dont elle se sert, beaucoup plus administrateur que séquestre, sera donné dans les hypothèses les plus diverses, soit en vertu des textes qui autorisent cette nomination, soit par suite d'assimilations souvent hasardées, et d'analogies lointaines avec les cas de séquestre proprement dit, d'absence, de succession bénéficiaire, d'aliénation mentale. La mission du mandataire sera essentiellement variée, comme le sont les circonstances qui accompagnent sa nomination.

Nous distinguerons :

1° Les cas de séquestre *spécialement prévus par la loi* dans l'article 1961, c'est-à-dire :

A. — Le séquestre proprement dit, ou dépositaire de biens litigieux, lorsqu'il tient son mandat de justice (1961, 2°).

B. — Le séquestre de biens offerts par un débiteur pour sa libération (1961, 3°).

C. — Le séquestre, gardien des meubles saisis sur un débiteur (1961, 4°).

2° Les *extensions que la pratique a données au séquestre*, et qui présentent, avec les cas prévus par la loi, de plus ou moins grandes analogies. Ces nominations, qu'aucun texte de loi ne prévoit expressément, sont néanmoins, sous les réserves que nous formulerons au cours de ce chapitre, parfaitement légitimes, car elles sont le moyen pour la justice d'exercer sa tutelle sur les biens des incapables et des « indéfendus ». Ces missions sont toutes, indistinctement, confiées aux administrateurs judiciaires. On verra à quel point elles sont nombreuses et diverses.

Ainsi ce seront :

A. — Le séquestre de biens saisis sur un débiteur ou même non saisis, tel le séquestre de loyers, tel encore le séquestre nommé lors de la demande d'envoi en possession d'un légataire universel.

B. — Le séquestre, liquidateur et répartiteur des biens d'un débiteur déconfit, extension excessive de la notion de séquestre.

C. — Le séquestre de biens dotaux, à l'effet d'assurer l'exécution des mesures concernant la dot, lors d'un remploi. — Ce séquestre, dans certains cas, rend de grands services, mais c'est souvent un moyen de tourner les règles les plus formelles de l'inaliénabilité dotale.

D. — Le séquestre, administrateur de biens de la communauté pendant le procès en séparation de corps ou en divorce. — On ne saurait assimiler ce cas à celui d'un bien litigieux, car si le lien conjugal est litigieux, les biens de la communauté ne le sont pas encore.

E. — Le séquestre chargé de gérer provisoirement un office ministériel, un cabinet d'affaires, une société. — Nous verrons que ces missions multiples impliqueront des pouvoirs dont le champ s'étend depuis ce qui n'est qu'une simple formalité aux missions les plus importantes et les plus complexes.

F. — Le séquestre chargé de faire opérer le transfert de rentes sur l'État.

G. — Le séquestre, gardien de papiers litigieux ou indivis.

Nous renonçons à énumérer toutes les fonctions si variées dont les administrateurs peuvent être chargés. Un chapitre spécial contiendra les cas de nomination d'administrateurs dont nous ne pouvons parler avec détail. (Voy. Mandats *ad hoc*, p. 303 et suiv.)

Nous avons placé toutes ces nominations de mandataires judiciaires sous la rubrique du Séquestre. C'est ainsi, en effet, que la pratique désigne la plupart de ces mandataires. Séquestre de loyers, séquestre de femmes dotales, séquestres de papiers.

Nous reconnaissons que cette classification est un peu factice. Elle a l'avantage de comprendre tous les mandataires que souvent la justice désignera sous le nom d'administrateurs provisoires, d'administrateurs judiciaires, d'administrateurs-séquestres, de séquestres liquidateurs, d'administrateurs *ad hoc*.

Le groupement que nous en faisons ainsi, sous la dénomination commune de séquestres, n'implique aucune adhésion à la doctrine qui considère l'article 1961 comme indéfiniment extensible. Non, pour nous, le fondement du droit qu'a la justice de donner tous ces mandats découle de sa mission de tutelle judiciaire vis-à-vis des incapables de droit ou de fait.

SECTION I

SÈQUESTRES PRÉVUS PAR LA LOI

TITRE I

DU SÈQUESTRE DE BIENS LITIGIEUX

Un procès est né à l'occasion de la propriété, de la possession, de la détention d'une chose. Il y aurait inconvénient à en laisser à l'une des parties la garde durant l'instance. On charge un tiers de la conserver et de l'administrer. Il devra la rendre une fois le procès terminé à la personne que la justice aura déclaré y avoir droit.

Si les parties d'accord désignent un séquestre, les effets du contrat sont précisés par les articles 1956 à 1961. C. c.

La justice intervient et désigne un séquestre lorsque les parties se disputent la possession, lorsque l'exécution de la sentence à intervenir paraîtra compromise si on les maintient ou si on laisse l'une d'elles en possession.

§ I. — CONDITIONS

Il faut qu'il y ait litige. C'est ainsi par exemple qu'un tribunal ne saurait nommer un administrateur, chargé de gérer un journal, lorsque c'est le propriétaire qui en a volontairement suspendu la publication, alors qu'il n'existe aucun litige sur la propriété et la possession du journal, et que les créanciers ne font pas la preuve que le propriétaire ait voulu les frauder

par le moyen de cette suspension. (Cour de Paris, 5 mars 1870 *Bull. arrêts Paris*, 1870, p. 251.)

Il suffit qu'il y ait litige ; peu importe l'objet sur lequel porte le litige : meuble, immeuble, valeur incorporelle. Nous admettons même qu'un ensemble de biens, tels une succession, un fonds de commerce, le patrimoine d'une personne morale, les biens composant une indivision de fait, pourront être placés sous séquestre.

Mais il ne faut pas se tromper sur ce qui est litigieux ; c'est ainsi que la contestation sur la demande en délivrance d'un legs ne rendra pas la succession litigieuse, mais seulement l'objet légué, et l'exécuteur testamentaire, lorsque la demande est formée contre un légataire universel dont on ne conteste pas la qualité, ne saurait faire nommer un séquestre. (*Journal des notaires*, 1895, p. 164.)

De même l'action d'un légataire particulier, auquel il a été légué de l'argent, n'a pour objet qu'un droit de créance ; même contestée la réclamation ne constitue pas une action en revendication. On ne peut mettre la succession sous séquestre, ni en totalité, ni en partie. (Paris, 9 janv. 1895 ; — D. 96. 2. 272.)

Un légataire particulier d'un immeuble ne peut davantage faire nommer un séquestre, tant qu'il n'a pas formé une demande en délivrance, alors surtout que le titre du légataire universel n'est pas contesté et que sa gestion ne peut inspirer aucune inquiétude. (Même arrêt du 9 janvier 1895.)

Nous admettons, en raison de l'urgence qui peut être extrême et des fraudes possibles, que le séquestre pourra être nommé avant même que l'assignation sur le débat principal ait été lancée, en référé, ou même sur simple requête en vertu des attributions discrétionnaires du Président du tribunal.

Mais l'ordonnance devrait imposer alors un très court délai, le temps indispensable pour introduire l'instance ; il y aurait en effet abus à nommer un séquestre sur une menace de litige non suivie d'effet.

§ II. — QUI PEUT DEMANDER LA NOMINATION DU SÉQUESTRE ?

En général ce sera l'une des parties qui sollicitera cette mesure, tandis que l'autre au contraire tentera de s'y opposer, car le séquestre aura d'ordinaire pour effet de dessaisir l'une d'elles. Toutefois les plaideurs peuvent se trouver d'accord sur l'opportunité de la nomination, et ne discuter que sur la désignation du titulaire. La justice statue. Certains auteurs ont voulu voir, dans le mandat qu'elle donne alors, un contrat et non un quasi-contrat.

Cette controverse est sans intérêt : ces auteurs reconnaissent que les pouvoirs du mandataire sont les mêmes quelle que soit la situation.

Un tiers peut obtenir la nomination d'un séquestre au cours d'un litige dans lequel il intervient ou même auquel il demeure étranger, tel par exemple le cessionnaire d'un droit litigieux. Le tiers saisi qui veut se soustraire aux périls, aux risques et aux frais de la garde de la chose objet d'un procès peut demander la nomination d'un séquestre.

§ III. — QUI ORDONNE LE SÉQUESTRE ?

En principe, ce sera la juridiction saisie de l'affaire principale ; le tribunal d'ordinaire, ce pourra être la Cour.

La Cour, en présence d'un jugement de première instance, ordonnant l'exécution provisoire, pourra, en accordant des défenses et en permettant de citer extraordinairement dans les termes de l'article 647 du Code de commerce, ordonner le séquestre de la somme, montant des causes du jugement.

Dans le cas d'appel d'un jugement au tribunal de commerce, portant condamnation de payer, exécutoire nonobstant appel et sans caution,

il appartient au juge du référé, lorsque la situation du bénéficiaire de ce jugement rend douteuse la restitution, en cas d'infirmité, de la somme qui aurait été indûment versée, d'ordonner la discontinuation en y mettant pour condition que l'appelant déposera à la Caisse des consignations le montant intégral de la condamnation prononcée contre lui, et obtiendra de la Cour la permission prévue par 647 Code de commerce, de citer extraordinairement pour plaider sur l'appel. (*Journ. des Av.*, 1896, p. 461.)

La citation extraordinaire de l'article 647 C. de com. pouvant être une garantie illusoire, il faut bien que le juge puisse ordonner la discontinuation des poursuites moyennant la nomination d'un séquestre¹.

La mesure du séquestre peut être ordonnée par le juge du référé, à la condition que cette mesure présente un caractère d'urgence, au sens légal du mot, et qu'elle ne fasse pas préjudice au principal, autrement c'est au tribunal déjà saisi que la partie doit s'adresser, par conclusions.

En matière de référé, l'urgence s'entend d'un cas où le moindre retard causerait un préjudice irréparable². (*Journal des Avoués*, 1896, p. 286.)

Dans le cas où une vente d'immeubles est attaquée par un créancier, comme faite en fraude de ses droits, il appartient au juge des référés de nommer un séquestre chargé d'administrer pendant l'instance l'immeuble litigieux. (Ordonn. du 15 mai 1894. Tr. de Nontron.)

Attendu que les dispositions de l'article 1961 ne sont pas limitatives et peuvent être appliquées dans tous les cas où, l'urgence étant constatée, il y a lieu de sauvegarder des droits mis en péril; qu'ainsi le séquestre peut être ordonné en référé, quand il s'agit d'un immeuble formant le gage d'un créancier, lequel est dès lors intéressé à en assurer

1. *Journ. des Av.*, t. LXXX, p. 390. — *Gaz. Pal.*, 1894, 2. 287; — *Journ. des Av.*, t. CVI, p. 61, et note. (Cass., 27 janv. 1880.); — *Formulaire annoté*, t. I, p. 321, n°s 15-16; — *Code spécial des Huiss.*, t. II, p. 32, n°s 10-11.

2. Voy. DUTRUC. *Supplément aux lois de procédure*, v° Référé, n°s 1 et suivants; 62. 67. 73.

la conservation. (*Journ. des Av.*, 1896, p. 59. — Cf. Rouen, 28 juillet 1852. — *Journ. Cour de Rouen*, 1852, p. 132. — Paris, 25 janvier 1866. — S. 66. 2. 41).

Le juge de référé a le pouvoir, sur la demande du créancier gagiste, d'ordonner la réalisation du gage, selon le mode le plus avantageux pour les parties, alors que cette vente est justifiée par l'urgence et qu'elle concilie les droits de toutes les parties.

Mais le juge du référé n'a pas le pouvoir d'ordonner que le produit de la vente sera versé entre les mains du créancier gagiste jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.

Il doit se borner à ordonner que le prix de la vente sera attribué ou distribué aux créanciers conformément à leurs droits. (*Rec. Arrêts C. de Bord.*, 1895. 1. 324.)

Le juge de référé pourra nommer un séquestre d'un objet en possession duquel un légataire universel aura déjà été envoyé par ordonnance sur requête.

Cet envoi en possession n'a qu'un caractère essentiellement provisoire et n'enlève pas aux héritiers légitimes, qui contestent la validité du testament de leur auteur, le droit de provoquer, en référé, un séquestre des biens compris dans la succession, jusqu'au jugement de leur contestation. (Nancy, 20 déc. 1892; — Dall., 1894. 2. 4. Note de M. Cohendy.)

Le Président du tribunal pourrait également, lorsqu'une requête à fin d'envoi en possession de légataire universel lui est présentée, au lieu de refuser purement et simplement l'envoi en possession, nommer un administrateur judiciaire comme séquestre, avant toute contestation sur la validité du testament, en vertu de son seul pouvoir discrétionnaire. (Pratique constante.)

Il y a des objets qui, par leur nature même, ne peuvent être mis sous séquestre.

Ainsi le séquestre ne peut être ordonné quand le droit est essentiellement personnel, comme un droit de chasse. (Besançon, 15 mars 1882; — Dall., 82. 2. 233.)

Quand le séquestre est demandé d'un-ensemble de biens qui

constitue le patrimoine même d'une personne, le séquestre ne peut être ordonné, nous le verrons en examinant la question de la nomination d'un séquestre au déconfit.

Un séquestre ne peut non plus être nommé au profit d'une personne qui n'a pas d'existence légale, ou dont l'existence légale ne peut être reconnue que par la juridiction contentieuse.

Attendu qu'il n'appartient pas à la Chambre du Conseil de rechercher si les sociétés, au profit desquelles G.... a fait des legs particuliers, constituent ou non des personnes morales, et si elles ont capacité pour recueillir le bénéfice de ces legs, ou tout au moins pour ester en justice;

Qu'à défaut d'existence légale, et s'il ne peut être question pour lesdites sociétés de droits d'aucune sorte, il ne peut pas davantage être question de nommer un séquestre pour les représenter;

Que si lesdites sociétés existent, si le doute ne porte que sur leur capacité de recevoir les legs, et si, de ce chef, des mesures provisionnelles sont nécessaires, c'est contradictoirement que lesdites mesures doivent être demandées; — Rejet. (Ch. du Cons., 10 fév. 1892.)

Souvent la question de savoir quelle est la juridiction qui nommera le séquestre est fort délicate.

Lorsqu'une loterie a été autorisée par un arrêté administratif, les entrepreneurs de publicité et de placement des billets, qui ont traité avec la société de la loterie, ne peuvent pas demander au juge des référés la nomination d'un séquestre, chargé d'administrer cette loterie à la place du comité dont les pouvoirs et les attributions ont été réglementés par l'autorité administrative.

En effet, n'étant ni associés ni copropriétaires de la chose litigieuse, ces entrepreneurs n'ont pas qualité pour provoquer cette désignation. La mesure sollicitée échappe, du reste, aux pouvoirs de l'autorité judiciaire qui ne peut, sans méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs, connaître de l'exécution d'un arrêté administratif. (Nancy, 31 oct. 1885; — la *Loi*, 1885, p. 1061.)

L'autorité administrative ne peut ordonner le séquestre des revenus d'un domaine lorsque l'autorité judiciaire est saisie de la question de propriété. C'est une question incidente qui ne doit pas être séparée de la question principale. (Cons. d'État, 17 janv. 1812; — S. 4. 2. 16.)

Le Conseil de Préfecture peut, aux termes de l'art. 1961, nommer un administrateur séquestre, chargé de la garde et de la conservation des objets litigieux, lorsqu'un entrepreneur, après une mise en régie suivie de résiliation, demande que l'administrateur reprenne le matériel et les matériaux de l'entreprise. (Cons. Préf. Seine, 16 mai 1882; — *la Loi*, 82. p. 470.)

La juridiction criminelle, au cas de poursuites pour banqueroute frauduleuse, ne peut désigner le séquestre des biens du banqueroutier. L'administration de ces biens appartient exclusivement au syndic et au juge-commissaire de la faillite. (S. 52. II. 189: Bertin, *O. s. Req.* II, p. 488.)

§ IV. — CHOIX DU SÉQUESTRE ?

Les parties peuvent, d'accord, demander pour séquestre un tiers convenu entre elles. La justice fera droit à leur demande. Toutefois, elle n'y est pas obligée; nous n'avons pas ici de texte qui, comme au cas d'expertise (305, C. pr.) impose au juge le choix fait par les parties. Libre de décider, le juge pourra maintenir chacune des parties en possession (Cassat., 28 avril 1815; — Sir., 13. 1. 592); il pourra n'en maintenir qu'une, et lui donner le rôle de séquestre. Cette mesure peut avoir des inconvénients, car elle pourra quelquefois exaspérer l'autre partie. Elle a parfois de grands avantages. Sans doute, la partie nommée séquestre demeure en possession, mais elle y est à un tout autre titre. Au lieu de posséder en vertu de son droit personnel, elle détient par ordre de justice. Et cette interversion de titre constitue un moyen terme, très ingénieux, très utile, entre le refus de nomination d'un séquestre et la désignation d'un tiers.

On charge ainsi de l'administration la personne qui se trouvait en possession, généralement la mieux placée pour gérer. Cette mesure est avantageuse, même pour la partie qui n'est pas maintenue en possession : ce mandat, le plus souvent gratuit,

va lui éviter les frais qu'un mandat salarié occasionne, économie certaine, soit qu'elle gagne, soit qu'elle perde le procès. Le contrôle est assuré, la justice pouvant facilement surveiller son mandataire. Enfin, une répression très énergique prévient les fraudes, car le séquestre, comme tout administrateur de la chose d'autrui, est passible des peines de l'abus de confiance, s'il détourne le bien dont il a la garde.

Ce double avantage de l'administration judiciaire par le mari se révèle souvent en matière de séparation de corps ou de divorce.

Le mari, nommé en référé, au cours d'une instance en séparation de corps, administrateur-séquestre de la communauté durant le procès, n'a droit à aucun émolument pour cette administration : il ne peut que répéter ses dépenses. (Paris, 8 avril 1869. *Bull. arr. Paris*, 69, p. 269.)

Le mari qui, dans les mêmes conditions, détourne à son profit les valeurs confiées à sa garde, se rend coupable du délit prévu par l'article 400 du Code pénal. (Lyon, 10 mai 1865; — S. 65. 2. 228.)

L'action correctionnelle peut être exercée par le séquestre qui a succédé au mari. (Cass. 13 août 1869; — S. 70. 1. 47.)

§ V. — POUVOIRS DU SÉQUESTRE

Comme le dépositaire, le séquestre doit conserver. La mission de ces deux mandataires est, en principe, la même. En fait, elle sera souvent différente. L'administration du séquestre peut porter sur des immeubles et sur un ensemble souvent considérable de biens. Le dépositaire, au contraire, ne recevra que des meubles. Ces meubles, sans doute, ne se conserveront pas toujours sans l'action et sans les soins du dépositaire. Mais rarement son rôle consistera à administrer, car si, dans une acception large, tous les actes conservatoires peuvent être rangés parmi des actes d'administration, le pouvoir d'administrer ne se conçoit guère qu'en présence d'un patrimoine ou d'une universalité.

Les actes du séquestre seront, le plus souvent, de simples actes conservatoires et d'administration courante : vendre des récoltes, faire des réparations d'entretien, conclure des contrats de travail ou de fournitures pour continuer l'entreprise en cours d'exploitation. Chaque chose s'administre suivant sa destination et conformément aux habitudes du propriétaire ou à l'usage des lieux.

« Le juge déterminera les pouvoirs du séquestre, mais cela ne veut pas dire qu'il pourra les lui donner illimités. Le juge est lui-même limité par la nature du mandat qu'il donne au dépositaire; c'est à titre de mesure conservatoire qu'il met les biens sous séquestre et cette mesure doit concilier les divers intérêts des parties en litige.

« D'un autre côté, les droits des tiers sur les biens séquestrés restent entiers. Le juge ne peut pas y porter atteinte, tel est le principe. L'application dépend des circonstances de la cause. » (Laurent, t. XXVII, p. 201.)

Si la gestion nécessitait des actes plus graves : aliéner des valeurs dépréciées, emprunter, pour faire des réparations importantes ou acquitter des droits exigibles, le séquestre pourrait-il procéder à ces divers actes? N'ayant que les pouvoirs limités d'un administrateur provisoire, d'un gardien, il ne saurait les faire seul. A qui devrait-il s'adresser pour ajouter à ses pouvoirs? aux parties? ou bien à la justice?

Il est certain que l'une des parties pourra lui donner le mandat de consentir une aliénation. Si, plus tard, la justice reconnaît que cette partie était propriétaire, l'acte, ayant été accompli en son nom et sur son ordre, sera valable. Si le séquestre se fait en même temps donner par l'autre partie un pouvoir semblable, il est bien évident qu'il sera garanti contre toute éventualité. Comme lui, les tiers seront en sécurité. Mais est-il indispensable d'avoir le consentement des deux parties? La justice ne pourrait-elle pas à défaut, ou sur le refus de l'une d'elles, autoriser l'administrateur à passer l'acte devenu nécessaire? Quel sera dans l'avenir le sort de cet acte?

Il faut reconnaître à la justice le pouvoir d'autoriser l'acte devenu nécessaire. Il faut admettre que l'acte une fois passé avec son autorisation demeure irrévocable et donne aux tiers toute sécurité. Fait en vertu du mandat du juge, l'acte, quel que soit le résultat du procès devra être maintenu, et l'on ne pourra prétendre qu'il a été fait *a non domino*, même si c'est la partie qui s'opposait à son accomplissement qui gagne le procès.

Cette solution, que nous croyons conforme aux principes, comporte un tempérament : la partie contre la volonté de laquelle l'acte a été passé, pourra recourir en dommages-intérêts contre celle qui avait sollicité l'autorisation, si l'acte passé lui est préjudiciable, ou s'il est onéreux. La justice a bien pu, en effet, autoriser un acte qu'elle croyait utile, mais elle ne saurait garantir celui auquel elle a donné son appui contre les conséquences que cet acte, reconnu préjudiciable et fait sans droit, a pu occasionner à un tiers. A l'inverse, la partie qui voulait procéder à un acte très avantageux, mais qui a été arrêtée par la résistance de son adversaire, pourra lui demander la réparation du préjudice qu'elle subit de ce chef.

Les décisions de justice qui autorisent le séquestre à aliéner tout ou partie du bien qui lui a été confié sont très nombreuses.

Lorsque des marchandises sont soumises à des droits de magasinage qui menacent d'en absorber la valeur, ou lorsqu'elles sont de nature à perdre toute leur valeur durant le procès, le Président du tribunal ordonne la vente, aux risques et périls de qui il appartiendra, des colis dont la garde est onéreuse. (O. de Référé, 7 janvier 1896; — De même, O. de Référé, 17 septembre 1896.)

Il s'agissait d'un wagon de trèfle litigieux, qui se serait détérioré. « La Compagnie vendra, se paiera, déposera le surplus. »

L'insertion, dans l'ordonnance, de la clause que la vente aura lieu « aux risques de qui il appartiendra » signifie, selon nous, que la vente sera désormais inattaquable, quelle que soit la partie qui gagne le procès. Mais nous ne croyons pas qu'elle contre-

dise notre opinion, en ce sens que le propriétaire qui subirait, à raison de cette vente inopportune, un préjudice, ne pourrait pas recourir, contre son adversaire, pour en poursuivre la réparation.

Voilà pour les hypothèses exceptionnelles où des dépenses importantes et urgentes seront nécessaires. Mais, répétons-le, à moins d'accord entre les parties, le juge ne doit pas, en général, accorder des autorisations au séquestre. Celui-ci a qualité pour les actes d'administration courante, dans la presque totalité des cas, cela doit suffire.

C'est la règle directrice qu'il convient de suivre en la matière, un arrêt de la Cour de cassation du 14 novembre 1883 le proclame formellement¹.

Les jugements précisent souvent les pouvoirs du séquestre afin de lui faciliter sa tâche. C'est ainsi qu'il a été reconnu que le juge peut, en nommant un séquestre judiciaire, lui interdire de donner à bail les biens séquestrés. (Pas. belge, 1868. II. 384; — B. J. 1867. 1558.)

Le jugement peut l'autoriser à passer des baux, à recevoir une somme d'argent, à en donner quittance et à consentir mainlevée des inscriptions y afférentes. Il a été jugé que le pouvoir de donner mainlevée n'impliquait pas celui de former une demande en paiement d'intérêts, contre le débiteur, lorsque ce dernier les conteste. (Lyon, 20 juillet 1839; — Dalloz. *Rép.* V^o Séquestre, n^o 237.)

C'est ainsi que le droit est donné au séquestre d'un théâtre de prélever chaque jour, sur les recettes, le prix de l'éclairage de la salle, réclamé par la Compagnie du gaz (O. de référé, 8 av. 1897). On pourrait multiplier les exemples.

En ce qui concerne les sommes liquides, le séquestre pourrait, et même devrait toujours les consigner à la Caisse des dépôts, qui est seule qualifiée pour recevoir les sommes litigieuses.

1. S. 85, I, 423,

Nous devons constater qu'en fait, la pratique prend avec la loi de grandes libertés. Pour des raisons spéciales, parfois sans raisons apparentes, un notaire, un officier ministériel, un particulier, accrédité ou non près le tribunal, est souvent constitué séquestre de capitaux. C'est contraire à la loi, qui donne à cet égard à la Caisse des dépôts un monopole exclusif.

Lorsque les fonds sont versés à la Caisse par le séquestre, on peut se demander si ce dernier est complètement déchargé, ou s'il ne doit pas, au contraire, donner son consentement lors du retrait des fonds, s'il n'en doit pas être averti, s'il n'en est pas responsable, au cas où les fonds seraient remis, par erreur, à d'autres qu'aux ayants droit. Il ne nous paraît pas douteux qu'il doit indiquer, lors du dépôt, que la remise des fonds ne pourra avoir lieu qu'en sa présence, ou lui appelé, et telle est la pratique.

§ VI. — FIN DE LA MISSION DU SÉQUESTRE

Le séquestre de biens litigieux, chargé de conserver et d'administrer la chose tant que dure le procès, ne la remettra qu'en vertu d'une décision de justice, soit à celui qui justifiera, par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, y avoir droit, soit à celui que la justice lui désignera comme devant être mis en possession, avant que le procès soit terminé. Si les parties transigeaient, le séquestre pourrait remettre les biens dont il a le dépôt à la personne désignée par la transaction. Mais il a également le droit d'exiger une décision de justice pour se décharger.

Les dépenses faites par le séquestre devront être payées par la partie à laquelle la chose séquestrée sera remise : il existe contre elle une action directe des fournisseurs et ouvriers employés par le tiers dépositaire. (Bordeaux, 27 juillet 1850; — S. 51. 2. 79.)

Bien plus, la créance de ces ouvriers et fournisseurs devra

être privilégiée, en vertu de l'article 2102-1° « comme frais de justice ».

Un jugement du tribunal de Saint-Denis (île de la Réunion, 5 décembre 1879), explique fort bien comment le privilège existe dans ce cas.

« Attendu que toutes les avances faites, toutes les denrées fournies à un séquestre judiciaire pour les besoins de son administration, emportent, comme garantie de leur remboursement, un privilège qui frappe la généralité des biens séquestrés, que toutes les dépenses faites par cet administrateur pour l'accomplissement de sa mission, étant exposées pour conserver et utiliser le gage commun, il est clair que les créanciers hypothécaires ou autres, dont le séquestre a fait l'affaire, sont légalement et équitablement tenus de subir la priorité des bailleurs de fonds et fournisseurs, qui ont fait confiance à leur mandataire, le séquestre judiciaire ; que ce droit de priorité pour les créanciers du séquestre, rentre évidemment dans les conditions du privilège édicté par l'article 2101-1° en faveur des frais de justice. »

La jurisprudence est en ce sens. (Sous Cass., 29 juin 1875 : — D., 75. 1. 275. — Cass., 26 juin 1878 ; — D., 78. 1. 543. — Cass., 18 mai 1882 ; — S., 82. 1. 57. — Cass., 30 mars 1886 ; Pand. Franç., 87. 1. 256.)

Le tiers chargé d'un séquestre par les parties peut avoir un salaire ; lorsqu'il tient sa mission de justice, le salaire est de droit. (Caen, 23 juillet 1878 ; — S. 79. 2. 15.)

Les honoraires du séquestre seront taxés, mais par quel juge ? Un arrêt d'Angers du 12 février 1868 a posé en principe que lorsqu'un séquestre a été nommé au cours d'un litige, c'est au juge qui connaît du litige à taxer (sous Cass., 28 avril 1871 ; — S. 71. 1. 228) ; s'il n'y a pas de litige principal, la taxe devra être faite par le juge qui a ordonné le séquestre. Le séquestre a une action solidaire contre toutes les parties qui ont concouru à la nomination. (Analogie du séquestre conventionnel, Cass., 27 avril 1859 ; — D. 59. 1. 471.)

TITRE II

SÉQUESTRE DES BIENS OFFERTS PAR UN DÉBITEUR POUR SA LIBÉRATION.

L'article 1961-5° est ainsi conçu : « La justice peut ordonner le séquestre des choses qu'un débiteur offre pour sa libération ».

Supposons que le débiteur de corps certains, de chevaux, d'animaux domestiques, de mobiliers, de tableaux, veut livrer ce qu'il prétend devoir. Il offre la chose à son créancier. Si celui-ci refuse de la recevoir ou de l'enlever, l'article 1264 décide que le débiteur « pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt en quelque autre lieu ».

On ne pouvait en effet laisser le débiteur sous une menace perpétuelle et dans une incertitude indéfinie.

Les hypothèses que la pratique judiciaire fournit sont essentiellement variées et souvent bizarres. En droit, elles ne présentent aucune difficulté.

S'il s'agissait d'une dette de somme d'argent, le débiteur n'aurait pas besoin d'obtenir du juge la désignation d'un tiers chargé de recevoir. La loi a en effet organisé dans les articles 1257 à 1263 du Code civil la procédure des offres réelles suivies de consignation. L'autorisation du juge est inutile; le débiteur dépose à la Caisse; celle-ci jouit d'un monopole à cet égard : elle a été créée spécialement dans ce but.

Si la chose était un immeuble, la généralité des termes de l'article 1961-3° conduit à décider qu'il devrait être nommé, même dans ce cas, un séquestre de l'immeuble dont le propriétaire refuse de prendre possession.

Enfin, s'il s'agissait d'une dette de choses indéterminées (du blé, du vin), nous croyons qu'il y aurait encore lieu de nommer un séquestre. On ne peut se dispenser de le faire que lorsqu'il s'agit d'argent, parce que la Caisse est alors le séquestre nécessaire. (Gillouard. Du séquestre, n° 202.) Mais la Caisse des dépôts ne peut recevoir le blé, le vin. Dans ce cas, on désignera, le plus souvent les magasins publics, les magasins généraux.

TITRE III

SÉQUESTRE, GARDIEN DES MEUBLES SAISIS

La désignation du gardien prévue par l'article 1961-1° n'est qu'un incident de la saisie mobilière : lorsque l'huissier a mis sous la main de la justice, par son procès-verbal de saisie, les meubles appartenant au débiteur, il y a lieu de prendre certaines précautions pour que les meubles ne disparaissent pas.

La simple lecture des articles 596 et 597 du Code de procédure le prouve surabondamment, ce n'est pas la justice, mais l'huissier, qui constitue le gardien. La justice n'intervient pas. Nous n'avons donc pas à nous occuper de ce gardien.

Son salaire est fixé par la loi-tarif du 16 janvier 1817, art. 36.

SECTION II

EXTENSIONS DE LA PRATIQUE

TITRE I

SÉQUESTRE DE LOYERS

§ I. — LÉGITIMITÉ DE CETTE PRATIQUE, LIMITES

On nomme souvent, en pratique, un séquestre aux loyers frappés d'opposition par les créanciers du propriétaire.

Le séquestre perçoit les loyers et les conserve. Souvent aussi on lui reconnaît des pouvoirs plus étendus : il administre l'immeuble tout entier, il répartit les loyers arrêtés entre les créanciers opposants. La première fonction est déjà une extension du séquestre, tel que l'a organisé la loi. En effet, pourquoi nomme-t-on un séquestre dans cette hypothèse ? Les créanciers ont fait opposition entre les mains de certains locataires. Ceux-ci sont par là même séquestres des loyers échus. Cela ne suffit-il pas ? Non, car les locataires souvent sont insolvable et souvent déménagent. Les créanciers opposants ont vu fréquemment leur échapper des sommes qu'ils croyaient être restées à leur disposition.

La nomination du séquestre, remplaçant la responsabilité du locataire par celle du mandataire de justice, assure mieux le gage des créanciers. Elle est même, à certains points de vue, pour les locataires, une mesure utile : elle les oblige à payer régulièrement, or, fort souvent, ils ne mettraient pas leurs termes de côté, si ce soin était abandonné à leur prudence. Le propriétaire surtout y trouve sécurité ; il évite que des locataires

de mauvaise foi ne simulent des oppositions, faites entre leurs mains par des créanciers imaginaires, fraude fréquente en pratique, et difficile à établir. Une fois le séquestre nommé, les locataires devront, nonobstant toutes oppositions, se libérer entre ses mains, à chaque terme, et celui-ci leur donnera quittance valable. Il n'y aura plus d'intérêt à simuler des oppositions.

A ces divers titres, la nomination d'un séquestre « des loyers » est essentiellement pratique. Elle est quotidienne.

Elle dépasse assurément ce que comporte l'interprétation déjà fort large des dispositions de l'article 1961. Elle donne des résultats fort supérieurs à ceux que fourniraient les saisies-arêts à elles seules. Elle assure mieux le respect de la loi. Du moment où elle ne va contre le droit de personne, nous la considérons comme légitime.

La légitimité de cette pratique a d'ailleurs été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 12 mars 1882 (S., 82. 1. 349), rejetant le pourvoi contre un arrêt de la cour d'Aix, du 30 janvier 1881, infirmatif de l'ordonnance de référé.

« Attendu, dit l'arrêt, que les saisies-arêts, faites par la ville de Marseille, n'étaient pas encore validées, et qu'aucun droit exclusif sur les loyers ne lui était encore attribué, il n'était pas possible de l'autoriser elle-même à recevoir;

« Attendu, d'autre part, qu'il y avait danger, soit à laisser s'accumuler les loyers aux mains des locataires plus ou moins solvables, soit à déclarer qu'ils les verseraient eux-mêmes à la Caisse des dépôts et consignations. » (Cf. Cass., 10 juillet 1876. S., 76. 1. 405.)

§ II. — POUVOIRS DU SÉQUESTRE DE LOYERS

Formules. — Voici la formule des pouvoirs qui sont généralement donnés au séquestre, à Paris, du moins :

Attendu qu'il importe de ne pas laisser s'accumuler aux mains des

locataires de la maison sise à... les loyers qui ont été frappés d'opposition,

Attendu que la mesure est utile et urgente,

Nommons X... séquestre des loyers dont il s'agit, avec tous pouvoirs pour, nonobstant toutes oppositions dont l'effet sera réservé en ses mains, recevoir seul tous loyers échus et à échoir, des mains de tous locataires, lesquels, en lui en faisant paiement, seront valablement déchargés, et pour, avec les sommes ainsi reçues, acquitter les charges et dépenses privilégiées de la jouissance, payer tous intérêts hypothécaires et déposer tous excédents à la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de qui il appartiendra, sauf à rendre compte du tout, ainsi que de raison, ce qui sera exécutoire par provision, nonobstant appel. (O. de référé, 12 déc. 1893.)

La formule est modifiée comme il suit, dans le cas où, l'immeuble appartenant à plusieurs copropriétaires, un seul d'entre eux a vu ses droits aux loyers frappés d'opposition.

Attendu qu'il importe de ne pas laisser s'accumuler les loyers frappés d'opposition à la requête de X....

Attendu que X... n'étant créancier que de Y..., il y a lieu de décider que le séquestre qui va être nommé devra remettre aux autres copropriétaires la part leur revenant dans les loyers perçus.

Que la mesure est utile et urgente; nomme Z... (O. de référé, 15 décembre 1893.)

Abus. — Mais la pratique a étendu les pouvoirs du séquestre des loyers, on l'a chargé de percevoir les loyers de tous autres locataires, même ceux non frappés d'opposition. Bien mieux, on en a voulu faire un véritable administrateur de l'immeuble, gérant imposé au propriétaire.

Les praticiens ont cherché à justifier cette extension vraiment abusive par deux motifs :

1° Il faut que le séquestre ait le pouvoir de percevoir, à la place du propriétaire, même les loyers qui ne sont pas frappés d'opposition, parce que, s'il n'en était pas ainsi, le propriétaire, en congédiant les locataires dont les loyers sont saisis, et en louant à d'autres personnes, paralyserait l'effet des oppositions.

2° Il faut que le séquestre puisse gérer l'immeuble, sans quoi le propriétaire lui susciterait de perpétuelles difficultés; et s'il congédiait tous les locataires sans consentir de nouvelles locations, le séquestre serait dans l'impossibilité de remplir la fonction dont la justice l'a chargé.

Les motifs que l'on donne à l'appui de cette extension du séquestre sont la meilleure réfutation que l'on puisse en faire. L'empiétement sur les droits du propriétaire est indiscutable, et l'intérêt des tiers en est le motif proclamé hautement. Une telle théorie pourrait mener loin.

Nous n'admettons l'extension que la pratique judiciaire a donnée au séquestre que lorsqu'elle concilie les intérêts de tous, sans d'ailleurs porter atteinte aux droits de personne.

Aussi approuvons-nous pleinement les décisions des tribunaux qui limitent prudemment les droits conférés au séquestre.

Un administrateur-séquestre, nommé pour toucher les loyers nonobstant tous transferts ou oppositions dont les effets sont expressément réservés, ne tient pas de l'ordonnance de nomination les pouvoirs d'un mandataire *ad litem*.

En conséquence, une décision rendue entre ce séquestre et le locataire de l'immeuble dont les loyers sont séquestrés, n'est pas opposable au cessionnaire de ces loyers. (Cass., 14 nov. 1883; — S. 85. 1. 423.)

Le séquestre n'a que les pouvoirs qui lui ont été conférés par l'ordonnance de référé qui l'a désigné. (Lyon, 16 janv. 1879; — S. 1881. 2. 69; — P. 1. 433 et la note.)

Un séquestre, chargé seulement de recevoir les loyers d'un immeuble saisi, n'a pas qualité, notamment pour traiter avec les locataires de l'immeuble les cessions relatives à ces loyers, et pour faire un règlement avec eux de ce chef.

Dès lors, si un pareil règlement a eu lieu et a été sanctionné par justice, la décision intervenue n'est pas opposable au cessionnaire de ces loyers, qui n'a pas été partie à cette instance, le séquestre n'ayant pas qualité pour l'y représenter.

Le propriétaire dont l'immeuble a été saisi, et, alors même qu'un administrateur séquestre a été nommé pour toucher les loyers, n'en

conserve pas moins le droit d'administrer son immeuble, et de congédier le concierge, bien que les créanciers demandent qu'il soit maintenu sur les lieux. (Paris, 1^{er} fév. 1873; — *Bull. Arr. Paris*, 73, p. 22.)

Mais toutes les décisions ne sont pas restées dans ces limites.

A la suite d'une ordonnance de référé, rendue le 29 octobre 1895, tant contre les parties représentées que contre les parties défaillantes, nommant un séquestre pour le cas où le débiteur se refuserait à consigner somme suffisante, requête a été présentée, tendant à faire donner au séquestre l'administration de l'immeuble tout entier. 2 janvier 1896, ordonnance de référé :

« Attendu que la demande de D... a pour objet l'extension des pouvoirs à lui confiés par l'ordonnance du 29 octobre dernier qui l'a nommé séquestre des loyers des immeubles sis à Paris..., et appartenant à T...; et attendu en effet que l'administration par ce dernier, desdits immeubles a donné lieu à des difficultés qui ont déterminé le départ de plusieurs locataires, que des travaux d'entretien sont indispensables, que dès lors la mesure sollicitée est nécessaire et urgente au point de vue de la bonne gestion du propriétaire dont il s'agit et de la sauvegarde des intérêts de tous.

Disons, que par extension de la mission confiée à D..., ce dernier est nommé administrateur des immeubles susdésignés, avec tous pouvoirs pour les gérer tant activement que passivement, toucher tous loyers échus et à échoir des mains de tous locataires, donner et accepter tous congés, faire toutes locations, passer tous baux d'une durée limitée, exécuter tous travaux d'entretien urgents, acquitter tous mémoires de ces travaux et conserver tous excédents, aux droits de qui il appartiendra, sauf à rendre compte de tout ainsi que de raison.

Ce qui sera exécutoire par provision nonobstant appel, et commet X..., huissier audiencier, pour la signification aux défaillants. »

On trouverait bien d'autres décisions identiques.

Répartitions; pratiques parisiennes. — La mission du séquestre des loyers a été encore singulièrement étendue.

Nous avons vu qu'elle était de percevoir, lors de leur échéance, les loyers saisis-arrêtés. Il doit les remettre au propriétaire dès qu'ils sont libres, c'est-à-dire quand la mainlevée des opposi-

ons est consentie par les tiers ou ordonnée par justice. Il doit en déposer, si les oppositions sont validées et maintenues, pour qu'ils soient distribués par voie de contribution.

Mais la procédure de la contribution est onéreuse. On a tenté de la rendre inutile en faisant du séquestre des loyers un répartiteur amiable. Sans doute, ce n'est pas la justice qui pouvait prendre sur elle de lui donner ce rôle, et, à notre connaissance, jamais elle ne lui a expressément conféré de tels pouvoirs, mais, en fait, l'administrateur obtient fréquemment ce mandat des intéressés. Il devient l'arbitre entre le propriétaire et ses créanciers, vérifie leurs titres, répartit amiablement les fonds, obtient souvent des délais, des transactions. Il tire parti, pour le mieux, d'une situation souvent désespérée. Le tribunal tolère¹ ces pratiques; le prestige, dont jouit son mandataire, facilite cette mission, qui ne lui a pas été expressément donnée, mais qu'on ne lui défend pas de remplir.

En tout cas, pour procéder correctement aux opérations précédemment indiquées, il lui faudra l'assentiment de tous les créanciers opposants et du débiteur.

Ces nominations rendent, en fait, de grands services dans des circonstances que les besoins varient chaque jour. L'intervention du séquestre suffit pour que les créanciers, groupés désormais et renseignés, puissent agir sur toutes les ressources de leur débiteur, et pour que celui-ci ne puisse plus entamer la lutte contre chacun d'eux isolément avec toutes les ressources de la procédure. C'est un effet de pression, que nous verrons se produire à un plus haut degré au cas de nomination d'un administrateur à un déconfit, mort ou vivant. Le séquestre n'est pas seulement un gardien, il est un peu l'agent d'affaires des créanciers, mais en fin de compte, son action profite aussi au débiteur.

Le contrat de bail occasionne la nomination de séquestres

1. Cela est si vrai que dans le tarif (voy. p. 371) figure un article spécial qui accorde un tant pour cent sur les répartitions que font les administrateurs. C'est tout au moins un encouragement.

dans d'autres circonstances. C'est, ainsi qu'en cas de non-paiement des loyers, la jurisprudence de la Cour de Paris autorise le juge des référés, que les meubles aient été saisis ou non, à ordonner le séquestre du mobilier. (Paris, 10 novembre 1871 ; — 7 août 1890 ; — Dall., 91. 2. 161.)

C'est encore ainsi que, lorsqu'un locataire veut déménager, si le propriétaire s'oppose à l'enlèvement des meubles, le locataire peut vaincre sa résistance, en faisant nommer un séquestre chargé de garder somme suffisante pour assurer le paiement du bailleur. (O. de Référé, 21 janvier 1896.)

De même, lorsqu'un propriétaire, sans exiger l'expulsion du locataire, pour cause de non-paiement des loyers, par exemple, doit, tout en le conservant, prendre des mesures destinées à sauvegarder les droits respectifs de chacun, il a été admis qu'il pourrait faire nommer un séquestre.

Ce procédé est très fréquent lors de la liquidation d'un fonds de commerce. Le séquestre est chargé de percevoir un tant pour cent sur chaque recette. C'est un moyen ingénieux de concilier le privilège du bailleur et le droit pour le locataire de vendre ses marchandises.

« Un arrêt de la Cour de Paris du 15 avril 1885 (*Gaz. Trib.*, 3 juillet 1885) a jugé : « Que le propriétaire d'un immeuble loué à un commerçant a le droit d'exiger une garantie effective, lorsque le locataire, lié encore envers lui par son bail, manifeste l'intention de ne pas remplacer ses marchandises par d'autres ; — que l'article 1752 qui autorise le bailleur à expulser le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, ne lui impose pas cette seule voie pour sauvegarder ses intérêts et ne lui interdit pas de solliciter une mesure conservatoire ; — que l'article 1961, qui énumère les cas où il y a lieu à nomination d'un séquestre, n'est pas limitatif, et peut être appliqué dans ce cas. Le juge des référés a donc un pouvoir discrétionnaire à cet égard. » (Debelleyme, I, 270. — Cf. Ch. du Conseil pratique quotidienne.)

Contra, Cour de Paris, 5 mars 1885 (*Gaz. Trib.*, 9 avril 1885). Mais c'est que dans l'espèce il était établi qu'il n'était pas dû de loyers arriérés, et que les marchandises et le mobilier commercial étaient

encore considérables ; — qu'il n'y avait pas lieu en conséquence de nommer un séquestre chargé d'encaisser jusqu'à concurrence des réparations locatives. »

Ces questions sortent de l'hypothèse spéciale d'opposition faite sur les loyers — aussi nous n'insisterons pas.

§ III. — PROCÉDURE

Les nominations de séquestres aux loyers ont presque toujours lieu par ordonnance de référé ; de simples ordonnances sur requête pourraient être contestées par ceux des intéressés qui n'ont pas présenté la requête ; c'est pourquoi on les assigne.

TITRE II

SÉQUESTRE AU CAS DE DÉCONFITURE

§ I. — HYPOTHÈSES DANS LESQUELLES LA JUSTICE NOMME UN SÉQUESTRE

Entre le cas du propriétaire qui, ne payant pas ses dettes, voit saisir ses loyers et nommer un séquestre, et le cas où un non-commerçant, dont le passif est supérieur à l'actif, est traqué par ses créanciers, et voit demander, à défaut d'une déclaration de faillite impossible, la nomination d'un séquestre de tous ses biens, le rapprochement est bien naturel et la transition facile ; la tentation de faire pour le second ce qu'on avait déjà fait pour le premier était grande : on y a succombé.

Cette nomination de séquestre au cas de déconfiture paraît d'autant plus nécessaire et mieux justifiée que la loi ne fait que nommer la déconfiture et ne la réglemente en aucune manière. L'article 1188 se borne à dire que le déconfit ne peut opposer le bénéfice du terme, toutes ses dettes devenant immédiatement

exigibles. Rien d'ailleurs ne modifie les droits que le débiteur a sur sa chose, non plus que ceux des créanciers, qui ont toujours tout le patrimoine du débiteur pour gage.

Il était bien difficile que la justice restât indifférente en présence des abus et du désordre qu'autorisait ce défaut de réglementation. Aussi, par analogie, d'une part, avec ce qui se passe au cas de faillite, et d'autre part, avec ce que la loi décide pour l'administration d'une succession par un héritier bénéficiaire (l'acceptation bénéficiaire ayant fréquemment lieu lorsque le *de cuius* est insolvable), la pratique a admis parfois que l'on pouvait nommer un séquestre, administrateur du patrimoine du déconfit, comme on a nommé des administrateurs aux successions bénéficiaires.

Les questions que soulèvent ces pratiques sont des plus graves et des plus difficiles à résoudre parmi celles que présente notre étude.

Nous examinerons d'abord l'hypothèse d'un séquestre nommé à raison de la déconfiture du vivant, et ensuite l'hypothèse de l'administrateur nommé à une succession bénéficiaire.

DÉCONFITURE AVANT DÉCÈS

Même devenue notoire, l'insolvabilité du non-commerçant ne modifie pas les droits du débiteur sur son patrimoine. Après comme avant la déconfiture, il peut disposer de ses biens, les engager, contracter de nouvelles dettes. Il reste à la tête de sa fortune et continue de l'administrer (557, 544, 545 C. civ.). Les créanciers, de leur côté, conservent, comme par le passé, leur droit de saisir, par voie de poursuite individuelle, tous les biens du débiteur (2092, 2093 C. civ.; 557, 656, 609 Pr.). A la différence de la faillite, la déconfiture ne dessaisit pas.

Mais cette liberté ne profite guère à ceux qui en jouissent, et le plus clair de l'actif est trop souvent absorbé en frais de procédure et de poursuite. Débiteur et créanciers seraient intéressés

à ce qu'une liquidation collective et économique pût remplacer les exécutions qu'entraîne la déconfiture. Ils s'adressent à la justice, soit certains seulement, soit tous, et lui demandent un liquidateur qui ait sa confiance, pour vendre, au plus vite, et aux meilleures conditions, les biens déjà insuffisants à les désintéresser.

La justice va-t-elle pouvoir se rendre à leurs sollicitations ? Si elle nomme un liquidateur, que penser de sa décision et quels effets lui faire produire ?

Trois circonstances peuvent se présenter :

1° La justice intervient à la requête tant des créanciers que des débiteurs, qui sont d'accord ;

2° Elle agit à la requête des uns et malgré l'opposition des autres, c'est-à-dire en cas de désaccord ;

3° La nomination a lieu à l'insu, ou du moins, sans l'opposition du débiteur.

Nous envisagerons séparément ces trois hypothèses.

I. *Les parties sont d'accord pour confier à un tiers la mission d'administrer et de liquider.* — La justice est-elle compétente pour nommer un séquestre ?

Un débiteur non-commerçant qui se trouve au-dessous de ses affaires peut faire à ses créanciers la cession de tous ses biens. (1265 C. civ.) Ceux-ci, seuls, ou avec son concours, car ce sera souvent la condition de la cession qui leur est consentie, peuvent s'entendre, pour confier à un tiers la liquidation amiable de la situation : ils régleront le mode de réalisation des biens, les bases de la répartition. Ils peuvent se borner à provoquer ou à accepter la cession des biens prévue par les articles 1265 et suivants du Code civil, ou bien en modifier l'économie par l'addition de clauses particulières ; ils peuvent même organiser une sorte de concordat, en stipulant, par exemple, que si la répartition donne un dividende minimum, le débiteur sera quitte du surplus. Le contrat, librement consenti, lie tous ceux qui y ont

participé ; il ne peut être rompu que d'accord, mais il ne peut être opposé à aucun de ceux qui n'y ont pas été parties, et, sauf l'effet d'une clause qui les admette à y adhérer, ceux-ci ne sauront s'en prévaloir.

Si c'est dans ces circonstances que les parties s'adressent à la justice, son intervention est inutile. Cette nomination est réclamée néanmoins et souvent accordée, et elle n'est pas sans avantages pratiques, car la justice exerce une surveillance étroite sur le mandataire ainsi chargé des intérêts communs.

Au reste, lorsque la justice intervient, c'est, en général, parce que l'accord entre les parties n'est pas encore parfait, et qu'elle le facilite. Débiteurs et créanciers s'entendent bien pour consentir et accepter la cession de biens, ils veulent tous organiser une liquidation économique, mais tous ne sont pas du même avis en ce qui concerne le détail de l'opération. Quel liquidateur choisir ? quels pouvoirs lui confier ? quelles garanties exiger de lui ? comment contrôler sa gestion ? Chacun a son idée, ses préférences, parfois son candidat. Les intéressés s'en rapportent alors à justice.

L'utilité de l'intervention judiciaire est indiscutable : du moment où le juge nomme, donne pouvoir, contrôle, le liquidateur inspire confiance, et les créanciers n'hésitent pas à adhérer à une organisation qui leur assure, en fait, quelques-uns des avantages de la faillite. Mais de ce que l'intérêt est manifeste, s'ensuit-il que la justice doive agir ?

C'est là une des faces de la grave question de savoir si la tutelle judiciaire peut intervenir toutes les fois qu'elle est avantageuse ou bienfaisante, ou si, au contraire, elle ne doit pas s'abstenir toutes les fois qu'un texte formel ne lui donne pas expressément le pouvoir d'agir, tout au moins si, comme c'est notre conviction, sa compétence, bien que générale, ne doit pas cependant être limitée aux hypothèses où son action est *indispensable*. Or, ici elle ne l'est pas. Où voit-on, d'ailleurs, que la justice puisse cumuler ainsi les fonctions de notaire et d'avocat,

servir d'arbitre, et s'entremettre en quelque sorte, à la façon d'un agent d'affaires? La juridiction gracieuse a un domaine vaste, sans doute; mais ce domaine a des limites. Ici on les dépasse.

Il ne faut pas se faire d'illusion, lorsque créanciers et débiteurs s'entendent ainsi pour demander à la justice un séquestre au cas de déconfiture, il ne s'agit pas de conserver le patrimoine, mais bien de le réaliser, et d'en répartir la valeur entre les ayants droit. C'est, dans la mesure où c'est possible, l'organisation de la faillite civile que l'on demande au juge. Est-ce légal, et la justice peut-elle avoir cette complaisance? Il semble bien qu'en semblable circonstance l'intervention de la justice n'a aucune base juridique, soit que l'on analyse l'opération en une cession de biens volontaire, consentie par un débiteur à ses créanciers, qui l'acceptent, soit que l'on considère qu'il y aurait là un mandat collectif de réaliser et de répartir, donné tout à la fois par les débiteurs et par les créanciers. La justice se borne, en effet, à une sorte de haut patronage sur les relations de parties capables, qui peuvent seules conclure la cession de biens ou préciser les termes dans lesquels le mandat sera donné. Ce n'est pas sa fonction.

Mais le procédé a de tels avantages pratiques de contrôle et de sécurité, il facilite si heureusement entre les parties et vis-à-vis des tiers la liquidation et la répartition du patrimoine du déconfit, il est, en fait, si indispensable, que l'on a pu considérer comme légitime de la part de la justice la nomination d'un séquestre dans ce cas, et l'on peut soutenir, en effet, qu'il rentre dans la juridiction gracieuse. D'ailleurs, les parties n'arriveraient-elles pas à obtenir ce qu'elles demandent, en simulant un débat soit sur le choix, soit sur la mission du liquidateur, après qu'elles auraient consenti à une liquidation amiable? N'est-il pas légitime de leur éviter ce mensonge et ce détour?

Bien entendu, ce ne pourra être qu'à la condition qu'aucun droit ne soit méconnu, aucun texte de loi violé. Ce sera une

faillite civile, rudimentaire, très supérieure cependant au désordre de la déconfiture, mais sans l'organisation savante et complète de la faillite commerciale, sans forclusion, sans hypothèque, sans compétence spéciale, sans abréviation de délais, sans annulation possible des actes passés dans une période déterminée où les engagements et les aliénations du déconfit seraient suspects. La justice ne peut modifier le droit commun.

Les avantages qui subsistent sont grands : économie des frais de poursuite, diminution des procès de créancier à créancier, suppression des défenses dilatoires, unité dans la direction des opérations, ventes amiables au lieu de ventes sur saisie, transactions facilitées, simple répartition des fonds remplaçant la consignation des sommes et leur distribution suivant les formes des ordres et des contributions. De telles économies de temps et d'argent ne sont pas à négliger.

En fait, la nécessité pratique de l'intervention de la justice dans la déconfiture est de tous les jours. Elle s'impose de plus en plus à mesure que les affaires des non-commerçants s'étendent et se compliquent.

Il est intéressant de noter ici un mouvement en sens exactement inverse qui se manifeste dans l'administration de la justice commerciale. C'est la substitution de la liquidation amiable *par mandataire de justice* à la faillite et à la liquidation judiciaire organisée par la loi du 4 mars 1889. Ces liquidateurs judiciaires, désignés par le tribunal de commerce, sont, comme les administrateurs judiciaires du tribunal civil, une création de la pratique. Mais, tandis que la nomination d'un administrateur judiciaire donné au déconfit a, en général, pour but de suppléer à la lacune de la loi, la nomination d'un liquidateur amiable au commerçant a pour but de soustraire le débiteur aux rigueurs de la faillite, et d'esquiver le régime organisé par le législateur.

L'insuffisance de la réglementation de la déconfiture par le Code, et les inconvénients irrémédiables de cette insuffisance, lorsqu'il s'agit de la liquidation de grandes entreprises civiles,

sont tels, que le législateur a dû intervenir pour la liquidation de la Compagnie universelle du canal de Panama.

La loi des 1^{er} et 2 juillet 1893 (*J. off.*, 2 juillet 1893, Bulletin n° 26758) a presque transformé en faillite cette liquidation civile. Suspension des poursuites individuelles (art. 1), nomination d'un mandataire judiciaire pour les obligataires (art. 2), réserve pour chaque obligataire d'introduire l'instance qu'il croirait utile, lorsque le mandataire n'a pas agi un mois après sommation de l'obligataire ; mais c'est le mandataire qui poursuit, recouvre, dépose (art. 5). La vérification et l'admission des créances sont organisées par l'article 7. — Le liquidateur a des droits plus étendus qu'un liquidateur ordinaire, mais il doit, pour céder l'actif, provoquer l'homologation, par le tribunal, du traité intervenu. Le jugement d'homologation sera rendu sur le rapport d'un juge à l'audience publique (art. 10). Ce sera, néanmoins, une décision gracieuse ; la procédure ne deviendra contentieuse que s'il se produit une tierce opposition à la décision gracieuse. L'appel ne pourra être interjeté que dans les dix jours (art. 11).

Toute cette réglementation insolite révèle une loi d'expédient. On ne saurait se prévaloir de ses dispositions pour édifier une théorie juridique ou pour y puiser des arguments. On voulait arrêter les procès, centraliser les actions, abrégier les délais, diminuer les frais. C'était bien le moins que le législateur pût faire pour des créanciers qui lui avaient, à lui-même, en partie, fait foi à concurrence de un milliard et demi. Sous le régime de droit commun, la liquidation aurait été pour les malheureux créanciers une seconde et définitive catastrophe.

Au cas d'une déconfiture ordinaire, on n'a que les ressources du droit commun et de la pratique journalière.

Une législation plus complète et plus prévoyante éviterait ces recours à des lois de circonstances.

Revenons aux déconfitures ordinaires. Supposons que la justice a, sur la demande de tous les intéressés, nommé un

séquestre. Celui-ci a commencé de remplir sa mission. Mais voici que l'un des intéressés retire son consentement. Il signifie son refus de laisser continuer la liquidation par le ministère d'un mandataire de justice.

Quelles conséquences ce fait nouveau va-t-il entraîner? Il nous semble bien, que si le consentement collectif a été donné de réaliser et de répartir, la convention ne peut être résiliée par le changement de volonté d'un seul. C'est, soit qu'on se place au point de vue d'une cession acceptée, soit qu'on se place au point de vue de mandats donnés comme condition de mandats réciproques, une convention synallagmatique, ayant pour objet l'égale répartition. Le consentement sera irrévocable, qu'il ait été exprès ou tacite, qu'il soit résulté d'une signature au contrat, de l'encaissement d'un dividende, ou même, de la seule production des titres.

Le caractère de l'opération n'est d'ailleurs pas douteux; la cession par le débiteur à ses créanciers n'est, au fond, qu'un mandat de réaliser et de répartir. Il en était ainsi autrefois, il en est encore ainsi aujourd'hui.

L'abandon volontaire de ses biens, que fait un débiteur à ses créanciers, pour qu'ils s'en distribuent le prix jusqu'à concurrence de leurs créances, n'a pas le caractère d'une transmission de propriété et, par conséquent, n'est sujet qu'au droit fixe de 5 francs déterminé par l'article 68, page 4, n° 1, de la loi du 22 frimaire an VII. (Cass., 15 avril 1857; — D. 57. 1. 60.) Et cela, bien que l'acte d'abandonnement porte qualification d'acte de cession et stipulation que les créanciers font à leur débiteur « remise pure et simple, entière et définitive, du montant de leurs créances ». Il n'y a là, en réalité, qu'un mandat de vendre, et non transmission de propriété en faveur des créanciers entraînant la libération immédiate du débiteur.

Déjà dans l'ancien droit un tel acte ne donnait pas ouverture aux lods et ventes. (Guyot, *Des lois*, ch. iv, section 7.)

Pour nous résumer sur ce point, nous dirons que l'on peut,

dans des hypothèses où le régime ordinaire serait particulièrement désastreux, approuver la nomination d'un séquestre, faite par la justice, pour liquider la situation obérée, lorsque d'ailleurs débiteur et créanciers s'entendent pour solliciter cette mesure. Le consentement une fois donné est irrévocable. Le mandat judiciaire définit le rôle et précise les pouvoirs du séquestre.

Allons-nous pouvoir dire, au cas de désaccord entre les parties, que la justice peut également intervenir?

II. *Il y a opposition à la nomination du séquestre.* — Le débiteur entend rester en possession et refuse au liquidateur le droit d'agir. Les créanciers entendent conserver leur droit de poursuivre.

Nous avons vu tout à l'heure que la justice pouvait constater et faciliter l'accord, mais que le consentement était à la base même de la cession de biens ou du mandat.

Ici, au contraire, ce que l'on demande à la justice, c'est de vaincre une résistance. Les parties refusent leur consentement, la justice pourra-t-elle passer outre?

La résistance peut venir, soit du débiteur, qui ne veut ni se dessaisir, ni donner mandat, soit de ses créanciers, soit même d'un seul d'entre eux, qui maintient son droit à exercer les poursuites individuelles.

Il est bien évident que ce n'est pas sur l'article 1961 que l'on peut se fonder pour justifier semblable nomination.

Même lorsque l'on admet que cet article n'est pas limitatif, on ne saurait prétendre que l'extension par analogie de ce texte puisse aller jusqu'à permettre la nomination de ce « séquestre », qui n'est rien moins qu'un liquidateur du patrimoine entier du débiteur, chargé de réaliser et de répartir l'actif entre tous les créanciers suivant leurs droits. De quelque façon que l'on interprète l'article 1961, à quelques situations qu'on l'étende, il ne peut jamais autoriser que des actes d'administration et de conservation. Ni la doctrine, ni la jurisprudence, n'ont, malgré tous leurs efforts, et tout l'avantage qu'il y eût eu à le faire, trouvé

dans l'article 1961 le droit de dessaisir le débiteur, non plus que celui d'arrêter l'action des créanciers.

« On ne peut nommer un séquestre général à un déconfit, la dérogation à l'article 537 du Code civil ne se constate qu'en matière de faillite. » (Cassat., 10 juillet 1876; — Dall., 76. 1. 313.)

« L'article 1961, § 2, n'autorise les tribunaux, ni à étendre la mise sous séquestre au patrimoine entier d'un particulier, ni à donner au tiers séquestre d'autres pouvoirs que ceux qui sont nécessaires pour la conservation de la chose séquestrée.

« Ainsi les tribunaux ne peuvent nommer un séquestre à l'effet d'administrer tous les biens d'un débiteur en conférant à ce séquestre le pouvoir de toucher les sommes dues au débiteur, d'exercer toutes poursuites au nom de celui-ci, et de procéder à toutes dispositions amiables entre les créanciers. » (Cassat. civ., 13 nov. 1889; — Dall., 90. 1. 34 et la note; — S., 89. 1. 8.)

L'article 1961 ne nous fournissant pas la solution que nous cherchons, il faut nous adresser ailleurs. Le désaccord peut provenir soit du débiteur, soit des créanciers. Peut-être l'un de ces deux cas offre-t-il des ressources que l'autre ne présente pas.

Examinons-les séparément.

A. — Le débiteur demande la nomination d'un séquestre qui va réaliser et payer, ou bien il consent à une telle mesure. Peut-on nommer ce séquestre malgré l'opposition des créanciers, ou même d'un seul d'entre eux? Du moins, le séquestre une fois nommé, les créanciers vont-ils être dessaisis de leur droit de poursuite?

Un éminent auteur, qui a l'un des premiers étudié et analysé la pratique de la nomination d'un séquestre au déconfit, M. Garraud, paraît admettre la solution affirmative, par extension à cette hypothèse des règles de la cession de biens judiciaire.

« Le Code civil réunit sous un même paragraphe et sous une même définition deux institutions tout à fait différentes : la cession de biens volontaire, qui exige le concours unanime de tous les créanciers, c'est ce qui fait qu'elle est peu pratique; la cession de biens judiciaire,

introduite comme remède contre les rigueurs de l'exécution personnelle. Elle a suivi le sort de ce mode d'exécution. Aujourd'hui, on se demande si elle peut être employée en matière criminelle.

« Quoi qu'il en soit, il doit être permis aux tribunaux d'accorder à un débiteur malheureux et de bonne foi le droit de faire cession de biens à ses créanciers, pour éviter que son actif ne soit consumé en frais inutiles par les poursuites individuelles de ses créanciers.

« Il est, en effet, permis de tirer d'une institution toujours consacrée par les textes de nos codes toutes les applications pratiques qu'elle comporte; or, avec l'absence d'organisation de la déconfiture qui caractérise notre législation civile, une cession de biens judiciaire serait souvent moins onéreuse pour le débiteur qu'une liquidation individuelle. L'intérêt très légitime qu'aurait le débiteur à invoquer le bénéfice de cession de biens suffit pour que nous lui donnions le droit de demander aux tribunaux acte d'une cession de biens, et de provoquer la nomination d'un liquidateur, chargé de réaliser son actif et de le répartir entre les créanciers. »

Garraud, *Journal des faillites*, 1882, p. 149 et suiv.

Malgré toutes les facilités que donnerait ce système d'extension, nous ne pouvons l'accepter.

D'abord, la cession judiciaire, soigneusement réglementée par la loi civile et la loi de procédure, est une institution absolument spéciale, connexe à la contrainte par corps (1268 C. c.) : c'est un bénéfice qui n'est accordé au débiteur malheureux et de bonne foi qu'afin « qu'il ait ainsi la liberté de sa personne ». Or, ici, le débiteur, le plus souvent, ne sera pas contraignable par corps. La faveur de la liberté fait interdire toute stipulation contraire (1267), ce qui n'est plus vrai dès qu'il s'agit de la cession volontaire ou du mandat collectif, que l'on peut s'interdire à l'avance. Ajoutons encore que le mandat judiciaire de liquider le déconfit ne se présente, tel que nous le rencontrons dans la pratique, avec aucune des formalités que la loi impose à la cession de biens judiciaire et qu'il ne les comporte pas; il ne peut être question ici, ni de la demande à faire au greffe, ni du dépôt du bilan et des livres (898. Pr.), ni du pourvoi devant le tribunal (899. Pr.), ni de la communication au

ministère public, ni de la comparution en personne au tribunal de commerce (901. Pr.), ni du tableau, où le nom de celui qui est admis au bénéfice de la cession doit être inscrit (902. Pr.), ni enfin des indignités excluant du bénéfice de la cession de biens (905. Pr.).

Nous tenons donc pour certain que la nomination du mandataire chargé de liquider le patrimoine du déconfit est tout autre chose que l'application ou l'extension de la cession de biens judiciaire et que ce n'est pas dans l'assimilation avec cette institution toute spéciale que l'on peut trouver une raison plausible pour s'autoriser à procéder à la liquidation du déconfit, lorsqu'il y a désaccord, et notamment lorsque l'opposition vient des créanciers. Ce qu'il y a de curieux, c'est que M. Garraud approuve un arrêt de cassation fort important qui, au cas d'opposition d'un créancier, a cassé l'arrêt nommant un séquestre. Cette décision¹, rendue dans les circonstances les plus intéressantes et qui a une portée considérable, est ainsi rapportée par M. Garraud² :

La mise sous séquestre avait été réclamée par le débiteur en déconfiture et c'était un de ses créanciers qui attaquait la mesure.

Voici du reste les faits de la cause :

Le sieur L..., notaire, étant tombé en déconfiture, présentait à ses créanciers un traité par lequel il leur abandonnait tout son actif. Ce traité ne fut pas accepté par tous les créanciers, notamment par le sieur C... qui pratiqua des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs du déconfit. Les choses étant en l'état, ce notaire, dans le but de faire à tous ses créanciers une position égale, les assigna devant le président du tribunal civil de Lyon pour voir dire « que les parties seront renvoyées à se pourvoir au principal; néanmoins dès à présent et par provision, dire et ordonner, toutes poursuites individuelles demeurant suspendues, qu'un séquestre judiciaire sera nommé, lequel sera investi du droit de reconnaître, avec l'aide et sur l'indication du sieur L..., soit au besoin sur les indications individuelles des créan-

1. DALLOZ, 55. 1. 11; — SIREY, 55. 1. 97.

2. GARRAUD, *Déconfiture*, p. 226-227.

ciers, toutes créances afférentes audit sieur L..., à la charge d'en faire la répartition à tous les créanciers ».

Le 21 août 1852, intervient une ordonnance de référé du président du tribunal civil de Lyon, ainsi conçue :

« Considérant qu'il importe, dans l'intérêt du sieur L..., comme dans celui de tous les créanciers, de prendre une mesure absolue, qui ait pour résultat de faire rentrer, avec le moins de frais possible, les éléments de son actif, d'en assurer une régulière répartition entre tous les ayants droit, que des poursuites individuelles multipliées auraient pour résultat inévitable de dévorer en frais judiciaires une grande partie de l'actif, et que c'est le cas de nommer un séquestre ;

« Par ces motifs :

« Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir ; par provision, toutes poursuites individuelles demeurant suspendues, disons et ordonnons que M^e D..., avoué à Lyon, est nommé séquestre judiciaire à l'effet de recouvrer dans l'intérêt de tous les différentes créances énoncées par le sieur L... et faisant partie de son actif actuel, ensemble toutes celles qui seraient ultérieurement indiquées audit séquestre, et en faire la répartition entre les créanciers, au fur et à mesure du recouvrement, selon leurs droits respectifs ; réserve à tous les créanciers le droit de contester et de discuter entre eux leurs prétentions respectives ; ordonne toutefois que, sur toutes difficultés à survenir, il nous en sera référé, sauf, s'il y a lieu, le renvoi au fond aux tribunaux ; autorisons M^e D... à faire et exercer en son nom toutes poursuites nécessaires, à produire dans tous ordres, contributions, donner mainlevée de toutes saisies-arrêts ou inscriptions avec *ou sans* payement, passer toutes quittances ou décharges ; donner tous mandats et procurations ; entendre, débattre, clore ou arrêter tous comptes, en recevoir ou payer le reliquat ; faire toutes recettes et dépenses ; accorder termes et délais ; plaider, s'opposer, *transiger* en tout état de cause et faire en un mot, au nom du sieur L... et dans la plus grande latitude, tout ce que ce dernier aurait pu faire pour le recouvrement de son actif ; ordonne qu'il sera fait une répartition toutes les fois que les sommes en caisse atteindront le chiffre de 4000 francs. »

La cour de Lyon, frappée de la hardiesse d'une ordonnance sans précédent, en avait atténué les dispositions les plus graves, mais elle avait maintenu la nomination du séquestre, en conservant à ce dernier le pouvoir de recouvrer les créances et de faire des répartitions, nonobstant les poursuites individuelles des créanciers.

Par un arrêt du 17 janvier 1855, la cour suprême n'a pas hésité à

casser une décision dont les louables intentions ne suffisaient pas à effacer la témérité.

« Vu les articles 1961, 2093 du Code civil, 557, 656, 609 C. pr.

Attendu que la déconfiture, à la différence de la faillite, ne dessaisit pas le débiteur de ses biens et n'enlève pas aux créanciers le droit individuel de poursuivre; que les créanciers ne sauraient sans leur consentement être dépouillés de ce droit par les tribunaux, ni assujettis à l'accomplissement, pour son exercice d'autres formalités que celles tracées par la loi....

Attendu que le séquestre peut bien autoriser le tiers qui en est chargé à faire tous les actes d'administration nécessaires à la conservation de la chose mise en séquestre, mais que cette mesure ne saurait empêcher les créanciers d'exercer, même sur cette chose, son droit de poursuite dans les formes tracées par la loi....

D'où il suit que la cour de Lyon, en nommant D... séquestre judiciaire des biens de L... avec mission de recouvrer seul tout l'actif de ce débiteur, de faire seul la répartition entre les divers créanciers, toutes les fois que les sommes s'élèveraient à 4000 francs et au delà, à la charge d'en rendre compte à qui de droit, en déclarant désormais les créanciers, qui avaient dirigé ou se proposaient de diriger des poursuites contre L... passibles des frais de procédure qu'ils pourraient faire, a commis un excès de pouvoirs, violé les règles de sa compétence. »

« Cet arrêt est sans réplique, dit M. Garraud, et l'excès de pouvoir, réprimé par la Cour, ne paraît pas s'être reproduit. »

La doctrine de l'arrêt nous paraît, à nous aussi, irréprochable. Il maintient les vrais principes. L'ordonnance passait toute mesure, l'arrêt de Lyon restait encore excessif: le président refaisait la loi, la Cour la violait manifestement.

L'arrêt de la Cour suprême condamne implicitement l'extension que M. Garraud voulait faire à la déconfiture de la cession de biens judiciaire, et le savant auteur, en approuvant cet arrêt, réfute, dans son ouvrage sur *la Déconfiture* ce qu'il admettait dans son article du *Journal des Faillites*.

Il est certain que, bien que le déconfit accepte d'être liquidé par un séquestre judiciaire, bien qu'il offre cette cession, bien que ses créanciers, sauf un, acceptent ses offres, l'opposition de

celui-là seul suffira à lui réserver son droit de saisir-arrêter, de saisir-exécuter, de saisir réellement, de faire ouvrir une contribution judiciaire ou un ordre, d'exercer enfin toutes les poursuites individuelles que la loi autorise, et que nulle décision de justice ne peut entraver sans un texte, qui n'existe pas.

Que penser du cas où les créanciers, sans accepter la cession, s'abstiennent de la critiquer?

En présence de la non-opposition des créanciers, il nous paraît admissible que si la justice donne à un séquestre la mission de liquider, dans l'intérêt du débiteur, et avec son agrément, tant que les créanciers s'abstiennent, la liquidation fonctionnera et s'achèvera même très correctement.

Mais que décider si l'un des créanciers vient à s'opposer à la liquidation judiciaire ou à exercer des poursuites individuelles au cours de la liquidation par le séquestre? Il faut distinguer : Si le créancier avait donné son consentement à la nomination du séquestre ou s'il l'avait ratifiée directement ou indirectement¹, nous considérons son consentement comme irrévocable, nous l'avons dit. « Le mandat donné, tant dans l'intérêt du mandant que dans l'intérêt du mandataire, ne peut être révoqué par la seule volonté du mandant (C. c., 2003, 2004). Il devrait être jugé au regard du créancier comme cela a été jugé au regard du débiteur « qu'il ne peut révoquer le mandat

1. Quelques administrateurs judiciaires ont l'habitude, dès qu'une certaine somme a été réalisée, avant de poursuivre la vente de tous les biens et le recouvrement des créances, de faire une répartition partielle. Tous les créanciers connus sont appelés à produire leurs titres et à recevoir un dividende dans cette répartition partielle. Les administrateurs ont une tendance à considérer que tous les créanciers qui ont touché le dividende qui leur était offert ont, par là même, accepté le principe de la répartition proportionnelle et reconnu pour l'avenir la nomination de l'administrateur, et confirmé ses pouvoirs de liquidateur. Nous reconnaissons que cette pratique peut faciliter les opérations de la liquidation, mais la portée que l'on donne à l'acte du créancier qui touche son premier dividende nous paraît quelque peu excessive. Le fait qu'on émarge signifie-t-il qu'on entend renoncer aux droits que la loi vous reconnaît? Il établit simplement la volonté formelle que l'on a de se faire payer, et nul ne saurait en inférer qu'on ait voulu s'interdire tous les autres moyens de toucher tout ce qui reste dû.

qu'il a donné à ses créanciers hypothécaires de faire procéder à la vente amiable de ses immeubles, dans le double intérêt d'obtenir des délais et d'éviter les frais qu'aurait entraînés la saisie immobilière¹. »

Si le créancier n'avait jamais consenti, s'il était ignoré, son droit subsiste, il peut l'exercer. Seulement il se verra probablement opposer ce qui est fait : les biens sont vendus en partie, le débiteur avait le droit de les vendre par lui-même ou par mandataire ; des répartitions sont faites, les créanciers qui ont touché n'ont reçu que ce qui leur était dû, on ne saurait critiquer les paiements ni leur rien faire rendre. Le créancier qui arrive tardivement n'a de droits que sur ce qui reste du gage commun. Il poursuivra sur ces biens. Mais la liquidation a pris de l'avance sur lui ; elle peut, en tous cas, marcher du même pas que lui ; et pratiquement, elle le désarmera, en lui donnant sur ce qu'il y a encore à réaliser et à répartir un dividende égal à celui que les autres créanciers ont déjà touché. C'est justice, puisque la donnée même du mandat est la répartition au marc-le-franc entre tous ceux qui n'ont pas de causes de privilège.

Telles nous paraissent être les solutions que comporte le cas où le débiteur ne s'oppose pas à la nomination du séquestre. Elles ne violent aucun texte et obtiennent tous les résultats qu'autorise l'inaction des créanciers. Mais si un créancier, dès le début, refuse toute liquidation judiciaire, il n'est pas possible de lui contester son droit aux poursuites individuelles, et les autres créanciers ne peuvent triompher de sa mauvaise volonté qu'en le désintéressant ; ce n'est pas un cas où la majorité, si grande qu'elle soit, puisse imposer sa volonté à la minorité, et la justice ne doit pas usurper le rôle du législateur, en créant de toutes

1. Bordeaux, 27 avril 1885 ; Dall., 86. 2. 265 ; — Cass. Req., 6 janv. 1873 ; Dall., 75. 1. 116 ; — Cass. Civ., 13 mai 1885 ; Dall., 85. 1. 550 ; — Pont, *Traité des Petits Contrats*, t. I, n° 1140, 1141 et 1159 ; — Laurent, t. XXVIII, p. 104 ; — Aubry et Rau, t. IV, p. 416.

pièces un régime de faillite, dans un ordre d'idées où la loi l'a positivement refusé.

B. La résistance vient du débiteur; il refuse de se dessaisir et de céder ses biens; il préfère la lutte contre chacun, soit par entêtement, soit parce qu'il espère s'en tirer à meilleur compte sans liquidation judiciaire.

Qu'on le remarque, ce que les créanciers demandent, dans le cas qui nous occupe, c'est autre chose que grouper leurs efforts et confier à un seul leurs droits de poursuite. Ils sont toujours libres de se syndiquer. Ce qu'ils veulent, c'est substituer au régime des ventes sur saisie, et à la complication des ordres et des contributions judiciaires, les formes simples et économiques des ventes de gré à gré et des répartitions amiables. Leur intérêt est évident. Quel droit leur débiteur peut-il leur opposer? Son patrimoine est, par hypothèse, insuffisant pour les payer intégralement; de quoi pourra-t-il se plaindre si on le réalise à moins de frais que par le régime onéreux des saisies? A-t-il le droit d'exiger que les créanciers suivent la voie la plus coûteuse?

Malgré toutes ces raisons, nous déciderons qu'on ne saurait lui imposer un séquestre. En effet, pour liquider il faudrait que le séquestre se mît en possession, et cela porte atteinte au droit d'administration du propriétaire, resté intact malgré la déconfiture. En outre, comment voudrait-on que l'administrateur aliénât? Le débiteur, seul, peut disposer de ces biens, dont il est propriétaire, et s'il ne fait pas cession, s'il ne donne pas mandat à cet effet, les créanciers n'ont pour réaliser leur gage que la voie des saisies. Ils ne peuvent, même en s'unissant tous, donner mandat à un tiers de vendre des biens qui ne leur appartiennent pas, et la justice ne saurait leur accorder indirectement ce droit, par la nomination d'un administrateur muni du pouvoir de liquider et de répartir. Les mêmes raisons qui nous ont fait décider que les créanciers conservent leur droit de saisir, même lorsqu'ils ne peuvent légitimement invoquer aucun intérêt

à des poursuites isolées, souvent vexatoires, nous amènent à proclamer que l'on ne saurait enlever au propriétaire l'exercice de son droit de disposition, sous prétexte qu'il en résulte des pertes pour les créanciers et qu'il n'en tire lui-même aucun profit.

La Cour de cassation a fait bonne justice des mesures arbitraires prises pour paralyser la résistance du débiteur et le dessaisir malgré lui. La mise sous séquestre, à l'inverse de ce qui se passait dans l'espèce rapportée plus haut, ayant été prononcée à la demande des créanciers et contre la volonté du débiteur, c'est lui qui attaquait la légalité de l'ordonnance.

En appel, le débiteur succomba : la Cour de Nancy (26 février 1876) déclara valable la mise sous séquestre, et son arrêt est motivé comme suit :

« Attendu que si, aux termes de l'article 1961 du Code civil, la justice peut ordonner le séquestre d'un immeuble ou d'une chose mobilière, dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes, la jurisprudence assimile, à bon droit, celle qui est affectée à la garantie des obligations du débiteur « toutes les fois que « cette mesure est nécessaire à la conservation des droits des parties ». Attendu, en effet, que les termes de l'article 1961 du Code civil ne sont pas limitatifs, que l'ordonnance de 1667, titre XIX, art. 2, donnait aux juges le pouvoir d'ordonner le séquestre « toutes les fois « qu'ils estimaient qu'il y avait nécessité de le faire », et que rien, dans les travaux préparatoires du Code, n'indique que ses rédacteurs aient entendu restreindre aux trois cas énoncés cette faculté tutélaire, à charge toutefois, par les magistrats, d'en user avec discrétion et de ne pas en méconnaître la nature exceptionnelle et provisoire ; — que notre législation elle-même présente plusieurs cas où un séquestre judiciaire peut être nommé en dehors de ceux qu'énumère l'article 1961, notamment l'article 681 du Code de procédure, relatif aux immeubles saisis ; l'article 602 du Code civil, pour les immeubles dont l'usufruitier ne trouve pas de caution ; l'article 465 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne les biens de l'accusé contumax ; — qu'une jurisprudence et une doctrine prévoyantes ont maintes fois étendu la même faculté protectrice aux biens d'une société ou d'une succession, toutes les fois que l'intérêt des associés, héritiers ou légataires l'exige ;

aux biens de la femme pendant l'instance en séparation de corps, ainsi qu'à la chose due sous condition, sur laquelle le créancier peut exercer des actes conservatoires de son droit, et qui, devant lui échoir éventuellement, est considérée dans un sens général comme *litigieuse*; — qu'en cas de déconfiture du débiteur, la saisie et la réalisation de son actif devant suivre nécessairement la décision de la contestation principale en faveur du créancier, et la chose que le créancier prétend se faire attribuer par le juge du fond consistant nécessairement, et en définitive, dans les ressources que le débiteur peut encore offrir pour garantir tout ou partie de ses obligations, c'est ce gage qui, en réalité, devient litigieux, qui forme le véritable objet du procès, et c'est rester fidèle à l'esprit et même à la lettre de l'art. 1961, § 2, que d'ordonner la mise sous séquestre de valeurs dont il y a lieu de craindre la dissipation ou le détournement. — Attendu que, sans doute, la déconfiture du débiteur, à la différence de la faillite, n'a point pour effet de le dessaisir de ses biens, ni d'enlever à ses créanciers le droit de le poursuivre individuellement; mais que tel n'est point l'effet du séquestre judiciaire sainement entendu, et qu'en autorisant le tiers qui en est chargé à faire les actes d'administration nécessaires à la conservation de la chose, le juge ne frappe pas le débiteur d'incapacité civile; il se borne à lui retirer provisoirement la gestion de tels ou tels biens dont il menace d'abuser. »

La Cour suprême cassa cet arrêt par les motifs suivants :

« Attendu que chacun a la libre administration de ses biens et ne peut être privé du droit de les administrer qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi; — que, à la différence de la faillite, la déconfiture ne dessaisit le débiteur ni de la disposition, ni de l'administration de ses biens; d'où il suit qu'en chargeant un séquestre d'administrer, dans l'intérêt collectif des créanciers, tout le patrimoine du défendeur à raison de sa déconfiture, l'arrêt attaqué a violé les dispositions des articles 537 et 1961 du Code civil. » (Cass.; Dall., 76. 1. 313; — Sirey, 76. 1. 405; — Garraud, *Déconfiture*, p. 225 et suiv.).

L'arrêt de la Cour de Lyon, cité plus haut, qui avait nommé un séquestre à la demande du débiteur, n'avait invoqué, pour priver les créanciers de leur droit aux poursuites individuelles, que leur propre intérêt, qu'il déclarait concorder avec celui du débiteur. Il ne s'était appuyé sur aucune considération de droit;

adoptant les motifs de l'ordonnance, il disait qu' « il importe dans l'intérêt du débiteur, comme dans celui des créanciers, de prendre une mesure absolue qui a pour résultat de faire rentrer, avec le moins de frais possible, les éléments de l'actif, et d'en assurer la répartition entre tous les ayants droit; des poursuites individuelles multipliées auraient pour résultat inévitable de dévorer en frais inutiles une grande partie de l'actif. » Il n'y avait, en effet, pas grand'chose à dire en droit, il était prudent de garder le silence.

L'arrêt de la Cour de Nancy, qui maintient le séquestre nommé à la requête d'un créancier malgré l'opposition du débiteur, invoque plusieurs arguments de droit, mais ses motifs ne supportent pas l'examen.

Il cherche une raison de décider dans l'article 1961 et, de ce que la jurisprudence admet que cet article n'est pas limitatif et « assimile au cas d'une chose litigieuse, celui d'une chose qui est affectée à la garantie d'une obligation, toutes les fois que la mesure du séquestre est nécessaire à la conservation des droits des parties », il conclut que le débiteur peut être valablement dessaisi de l'administration de son patrimoine.

Ce n'est plus étendre la portée de l'article 1961, c'est autoriser la mise sous séquestre de tous les biens du débiteur, dès que le juge y voit quelque avantage.

Plus loin, l'arrêt ne dissimule pas cette idée, que, dès qu'il y a intérêt à le nommer, la désignation du séquestre est légitime; il cite quelques cas où la loi l'autorise spécialement, puis, généralisant, il ajoute « qu'une jurisprudence et une doctrine prévoyantes ont étendu la même faculté protectrice toutes les fois que l'intérêt des associés, des héritiers, des légataires l'exigeait ». Le droit du débiteur disparaît donc devant l'intérêt de son créancier, c'est bien simple. L'arrêt n'hésite pas à considérer comme litigieuse « la chose due sous condition sur laquelle le créancier peut exercer des actes conservatoires de son droit et qui doit lui échoir éventuellement », ce qui est déjà aller bien

loin, mais passant du particulier au général, d'une chose due sous condition, à tous les biens du débiteur, il déclare « que les créanciers, voulant se faire attribuer les ressources qui restent au débiteur, c'est ce gage », c'est-à-dire tout le patrimoine du débiteur, « qui devient litigieux », et, qu'en conséquence, tout le patrimoine peut être mis sous séquestre. Qui ne voit que c'est, sous le seul soupçon d'insolvabilité, frapper le débiteur d'une véritable *capitis deminutio*? Et n'est-ce pas bien vainement, qu'après avoir ainsi frappé le débiteur d'une incapacité complète d'administrer, l'arrêt déclare dans ses dernières lignes « que le séquestre sainement entendu n'aura que le droit de faire les actes nécessaires à la conservation de la chose, que le juge ne frappe pas le débiteur d'incapacité, mais se borne à lui retirer, provisoirement, la gestion de tels ou tels biens, dont il menace d'abuser »?

La vérité c'est que l'arrêt opérait, dans l'intérêt des créanciers, le dessaisissement complet du débiteur, tout au moins au point de vue de l'administration, ce qui est intolérable ; qu'il étendait jusqu'à le dénaturer, l'article 1961, et violait les articles 537 et 544, 545 et 1123 du C. c. Il cherche, à défaut de mieux, un point d'appui dans le passé, et fortifie l'interprétation abusive qu'il donne de l'article 1961, d'un rapprochement avec l'article 2 de l'ordonnance de 1667 qui permettait au juge d'ordonner le séquestre toutes les fois qu'il estimait qu'il y avait lieu de le faire pour la conservation de la chose ; mais il suffit de rappeler que cette disposition n'a pas été reproduite, et que le seul texte qui indique les cas où un séquestre peut être nommé est loin d'avoir la généralité de l'article de l'ordonnance.

M. Garraud expose en pleine lumière la pente que suivent, et sur laquelle glissent, ceux qui veulent tirer de l'article 1961 le droit de mettre tous les biens du déconfit sous séquestre.

« On sait que l'article 1961 C. c. permet aux tribunaux d'ordonner le séquestre d'un bien litigieux ; or, dit-on, ce texte ne saurait être pris à la lettre ; chaque fois que les droits d'un créancier seraient compromis si l'objet qui lui sert de gage restait entre les mains du

débiteur, ce créancier doit pouvoir exiger la mise sous séquestre. Mais le gage des créanciers, c'est le patrimoine du débiteur. D'où résulte pour un créancier, en cas de déconfiture, la possibilité de faire nommer à ce patrimoine un gardien judiciaire qui représentera, non tel créancier déterminé, mais tous les créanciers, puisque tous ont un droit égal à ce gage. Le débiteur, par cette mesure, sera dessaisi de l'administration de tous ses biens, comme il serait dessaisi de l'administration d'un bien déterminé placé sous séquestre. Le séquestre administrera donc dans l'intérêt des créanciers, et comme l'intérêt des créanciers est d'arriver à une liquidation, d'administrateur le séquestre deviendra liquidateur. »

Nous ne saurions mieux dire.

Si les vrais principes du droit, le respect des textes et la jurisprudence de la Cour de cassation refusent la nomination d'un séquestre gardien et conservateur du patrimoine du déconfit, nommé dans l'intérêt et sans l'assentiment de celui-ci, à plus forte raison faut-il maintenir cette solution avec fermeté, quand le mandat donné s'étend à la réalisation du patrimoine et à la répartition, suivant les droits des créanciers, de ce que la réalisation peut donner.

On a essayé quelquefois de justifier la mission du séquestre gardien, donné au déconfit, par la crainte que le débiteur ne détourne le gage de ses créanciers. Mais est-ce détourner que de vendre pour payer celui de vos créanciers qui vous presse le plus ? que de retarder par tous les moyens juridiques la dépossession finale ? Cette situation embarrassée, pleine d'imprévu et de luttes quotidiennes, c'est la loi qui l'a créée elle-même ; le débiteur, après comme avant la déconfiture, garde son bien à sa disposition, tant que ce bien n'a pas été saisi. Il ne cesse d'en faire un usage permis que lorsqu'il en dispose frauduleusement au préjudice de ses créanciers. C'est le cas seul de détournement que la loi prévoit et elle le réprime par l'action Paulienne (1167). Mais, de même que le débiteur peut devenir insolvable, il peut augmenter son insolvabilité sans que les créanciers aient le droit de protester. Ils auraient dû stipuler des

garanties particulières ou saisir en temps opportun. Ils ne sauraient, par une voie de fait que la justice ne doit pas autoriser, améliorer une situation qu'ils ont acceptée précaire. Le débiteur ne *détourne* rien, du moment où il dispose; sans fraude, d'un bien sur lequel son créancier n'a qu'un droit de gage général.

C. A côté de l'hypothèse du débiteur qui conteste, qui résiste, il faut prévoir celle du débiteur qui s'abstient, qui se tait; on agit à son insu, ou bien il oppose la force d'inertie. Peut-on procéder en dehors de lui, et faire nommer un séquestre sans son concours?

Qui ne dit mot, consent, est-on tenté de décider, en présence des avantages réels, évidents, de la mesure. Les renonciations ne se présument pas, répond un adage plus juridique.

M. Garraud semble bien d'avis que le consentement du débiteur pourra être présumé, et qu'il suffit qu'il ne proteste pas pour que le mandat judiciaire de liquider soit valablement donné et exécuté.

« Supposons en effet, dit-il, que le débiteur *ne s'oppose pas* à la demande en nomination de séquestre, et que les créanciers, dont les droits sont sauvegardés par la mesure qui a été prise, ne pratiquent aucune poursuite, quelle objection ferait-on à l'organisation d'une liquidation judiciaire sous forme de séquestre?

Le débiteur consent à être dessaisi;

Les créanciers consentent à ne pas poursuivre;

Le séquestre, nommé par autorité de justice devient ainsi le mandataire des uns et des autres, et, s'il réalise l'actif et le répartit entre les intéressés, il ne le fait que du consentement exprès ou tacite de tous.

La mesure est donc régulière, à condition d'en renfermer la sphère d'application dans les deux limites suivantes :

1^o La mise sous séquestre ne doit être ordonnée par justice sur la demande d'un créancier, que si le débiteur *ne s'oppose pas* à cette mesure : l'ordonnance ou le jugement qui nomme un séquestre est ainsi un acte de *juridiction gracieuse* qui rentre, à raison de l'urgence, dans les pouvoirs du juge des référés.

2^o La mise sous séquestre, avec mission pour le liquidateur, de

réaliser l'actif et répartir le prix en provenant entre tous les intéressés, suivant leurs droits, est essentiellement provisoire; elle ne peut créer par elle-même aucun obstacle à des poursuites sur saisies pratiquées par les créanciers. Mais les mesures définitives qui succéderont à cette mesure provisoire, n'empêcheront pas la validité des actes qui auront été faits par le séquestre, dans les limites des pouvoirs qui lui auront été donnés, et du mandat dont il est investi. A-t-il aliéné des meubles ou des immeubles, ces aliénations seront valables, *puisque le séquestre est mandataire du débiteur* et que l'insolvabilité n'enlève pas à celui-ci le droit d'aliéner.

A-t-il commencé à payer, ces paiements seront réguliers, puisque, même insolvable, le débiteur non commerçant peut acquitter ses dettes, comme il l'entend, et que le séquestre n'a fait qu'user d'un droit qui appartient au débiteur.

D'où il suit que ces liquidations judiciaires peuvent régulièrement se continuer et s'achever, tant qu'aucun créancier n'y fait obstacle. » (GARRAUD. *Journ. des Faillites*, année 1882, p. 149 et suiv.)

Voilà la considération de l'utilité qui triomphe encore, et qui fait disparaître la notion et le respect d'un droit certain. Nous ne pouvons admettre qu'on soit mandant, sans le vouloir, et sans le savoir, sans avoir manifesté sa volonté d'une manière expresse ou tacite, qu'on soit dessaisi de ses droits, sans y avoir renoncé. Nous repoussons cette solution imprudente aussi bien en ce qui concerne le mandat d'administrer qu'en ce qui concerne celui de disposer, et nous tenons pour certain que si, au premier cas, l'excès de pouvoir est moins grave dans ses conséquences, il est aussi flagrant au point de vue des principes. Quand on ne se trouve pas dans une des hypothèses prévues par la loi et autorisant la nomination d'un administrateur ou d'un séquestre, l'administrateur ou le séquestre, dont la mission est de *dessaisir* un possesseur ou un propriétaire, est nommé sans droit, et les actes qu'il fait peuvent être déclarés nuls. La solution de M. Garraud n'est admissible que pour le cas où le débiteur a *donné son assentiment* à la liquidation. On ne peut le présumer; M. Garraud ne le présume-t-il pas quand il décide que le silence du débiteur vaut mandat *tacite*?

DÉCONFITURE APRÈS DÉCÈS

La déconfiture peut ne se révéler que lors du décès du débiteur. Soit que les créanciers aient ignoré cette situation, soit qu'ils aient espéré que le débiteur reviendrait à meilleure fortune, aucune mesure d'ensemble n'a été prise, le *de cujus* meurt avec la libre disposition d'un patrimoine qui est peut-être insuffisant pour payer ses dettes.

Il semble que la justice n'ait aucun motif pour agir ; la loi n'est-elle pas suffisante et complète ? L'héritier peut prendre un des trois partis suivants :

Accepter purement et simplement. — Il ratifie la désignation légale ou testamentaire qui lui attribue l'hérédité, mais ses biens personnels se confondent avec ceux du *de cujus*, il est tenu de toutes les dettes et charges de la succession, même *ultra vires*.

La justice n'a pas à intervenir pour nommer un mandataire.

Renoncer. — La renonciation rompt le lien que la loi avait établi entre le défunt et l'héritier. Celui-ci est censé rétroactivement n'avoir jamais été héritier. Les créanciers du *de cujus* ne vont rien pouvoir contre l'héritier renonçant ; ses droits sont exercés par les agents de la Régie de l'Enregistrement et des Domaines. (767, 772, C.c.)

Là encore aucun rôle pour le mandataire de justice.

Accepter sous bénéfice d'inventaire. — C'est un moyen terme que la loi offre à l'héritier : s'il a des doutes sur les forces de la succession, il pourra, après la liquidation, profiter du reliquat, s'il en existe, sans craindre d'être tenu *ultra vires* sur ses biens personnels, au cas où le passif excède l'actif héréditaire. (793, 794 C.c.)

L'acceptation bénéficiaire est le parti qui s'impose dès qu'il

il y a sérieux soupçon de déconfiture chez le défunt, mais, à côté de l'avantage de sécurité, il y a les inconvénients : l'héritier bénéficiaire est héritier, et doit le rapport, il est personnellement tenu aux droits de mutation, qui sont perçus, actuellement encore, sur l'actif brut de la succession; il doit administrer; il peut liquider (803) et il court, en le faisant, un gros risque, car s'il dépasse les limites que la loi lui trace, s'il omet une des formalités qu'elle lui impose, il peut se voir déclarer déchu du bénéfice d'inventaire, assimilé à l'héritier pur et simple, et tenu personnellement de tout le passif (794, 801, 803 C. c.).

I. Administration par l'héritier bénéficiaire.

La loi, dans les articles 793 à 810 du C. c. et 986 à 996 du C. de pr. a donné ses règles au bénéfice d'inventaire. C'est une réglementation détaillée et insuffisante; rien n'y indique qu'un mandataire de justice pourra être chargé d'administrer ce patrimoine suspect, que l'on hésite à accepter. C'est l'héritier bénéficiaire que la loi a toujours en vue; elle précise ses droits et ses devoirs.

Mais le désordre même des affaires du *de cujus* et l'insuffisance de la réglementation légale vont, comme au cas de déconfiture du vivant, et à plus forte raison peut-être, nécessiter des mesures destinées à assurer la rapidité et l'économie de la liquidation; la loi ne les a nullement prévues.

Examinons quelle est, dans la loi, la situation respective de l'héritier bénéficiaire et celle des créanciers héréditaires.

L'héritier bénéficiaire est héritier, *semel hæres, semper hæres*. Il est propriétaire des meubles et des immeubles; il peut, il doit les vendre avec les garanties et les formalités prévues par la loi (805, 806 C. c.). Il administre la succession, non pas dans son seul intérêt, comme le propriétaire ordinaire, mais, d'abord, dans l'intérêt des créanciers du défunt, qui doivent être payés intégralement avant que l'héritier puisse rien garder.

Ces créanciers, si ce sont des créanciers hypothécaires se verront déléguer le prix des immeubles par l'héritier bénéficiaire, sans qu'il soit besoin d'ouvrir des ordres (806). Si ce sont des créanciers chirographaires, il les paiera au fur et à mesure qu'ils se présenteront, et s'ils font opposition, il ne pourra payer que sur l'ordre du juge, pas voie de contribution, après consignation (808, 809 C. c.).

En ce qui concerne les créanciers du *de cujus*, il semble bien que rien ne restreigne leur droit de poursuite, et s'il est vrai qu'ils ne puissent poursuivre l'héritier sur ses biens personnels, ils peuvent, comme par le passé, saisir les biens du *de cujus* par les voies ordinaires; ils ont toujours leur gage; même il est à prévoir qu'ils agiront très vite, car ce gage ne peut que dépérir, et comme la déconfiture après décès n'est pas autrement réglée que la déconfiture avant décès, le remboursement sera le prix de la course, les mesures d'exécution vont se multiplier, se contrarier, les procès foisonner.

II. Liquidation par l'héritier bénéficiaire.

L'héritier bénéficiaire est intéressé à ce que le paiement des dettes soit fait d'une façon économique : chargé par la loi d'être administrateur, il peut, s'il croit y avoir avantage, se charger aussi de liquider la succession. C'est une faculté pour lui : on ne saurait l'y contraindre. L'administration suppose certaines démarches, mais que les avantages de la possession et de la jouissance compensent en général largement. La liquidation est au contraire une charge fort lourde; elle exige une attention soutenue, une grande exactitude, la connaissance des affaires. Elle est une source de responsabilités. En effet l'héritier bénéficiaire, pour la simple inobservation d'une formalité, pour un acte imprudent, peut se trouver déchu de son bénéfice. Il faut reconnaître que le sort ainsi fait par la loi à un homme, peut-être inexpérimenté en affaires, est fort dur : une erreur invo-

lontaine, et qui n'a pas causé de préjudice, peut le rendre responsable, sur tous ses biens, de toutes les dettes du *de cujus*.

Si l'héritier, malgré ces risques, se décide à liquider, et la loi lui reconnaît formellement ce droit, que va-t-il en résulter? Certains auteurs ont prétendu que ce fait ne saurait modifier la situation, que les créanciers, notamment, pourront, comme par le passé, exercer librement leurs poursuites.

Nous n'admettons pas cette solution.

Nous n'irons pas non plus soutenir, avec certains arrêts, que, l'héritier bénéficiaire devenant liquidateur, les créanciers sont dessaisis de leur droit de poursuite.

Non, il y a excès de part et d'autre. Nulle part la loi ne prive les créanciers de leur droit.

Mais l'héritier bénéficiaire a reçu de la loi le pouvoir de liquider. Le législateur doit par conséquent avoir réglé les choses de telle façon que l'héritier le fasse utilement. Or, qu'arriverait-il, si les créanciers étaient en droit, avant qu'il puisse aliéner les immeubles, de les saisir et d'occasionner les lenteurs et les frais d'ordres, et, avant qu'il puisse recouvrer les créances, de faire opposition entre les mains des débiteurs et de faire ouvrir des contributions?

Du moment que l'héritier bénéficiaire déclare vouloir liquider, il est, de par la loi, liquidateur; il doit donc pouvoir s'opposer à tout ce qui entraverait les opérations de la liquidation.

Les règles de cette liquidation, sans doute, sont sommaires, et l'institution est assez mal organisée, quand on considère la situation faite surtout aux créanciers chirographaires; ceux-ci, en effet, ne seront pas avertis par la moindre publicité; les premiers venus seront intégralement payés, tandis que les autres n'auront rien. La liquidation par l'héritier bénéficiaire permettra une répartition inégale, où le hasard et peut-être la collusion pourront faire la préférence. Il y aura, relativement à la déconfiture du vivant, un progrès néanmoins, en ce sens que l'unité de direction hâtera la solution et diminuera les frais. Du

moment que l'héritier bénéficiaire liquide avec diligence, les créanciers ne sauraient, par des poursuites intempestives, entraver ses opérations. Nous trouvons ainsi un terrain de conciliation, pour accorder ces deux droits contradictoires de l'héritier bénéficiaire et des créanciers.

Les créanciers, au lieu de saisir, n'ont qu'à agir en paiement contre l'héritier bénéficiaire, à former opposition entre ses mains; à dater de ce moment l'héritier bénéficiaire devra réserver toutes les sommes qu'il recouvrera, et le paiement n'aura lieu que sur l'ordre du juge. Qu'ont-ils besoin d'autre chose? L'héritier bénéficiaire réalise à leur place.

Si des créanciers poursuivent individuellement et veulent saisir et vendre, l'héritier bénéficiaire, en justifiant qu'il fait les diligences nécessaires pour liquider dans l'intérêt de tous, obtiendra que ces actions intempestives et frustratoires soient repoussées, ou tout au moins qu'il y soit sursis.

Cette liquidation par l'héritier bénéficiaire aura l'avantage d'être plus économique que le régime ou plutôt le désordre et l'anarchie des poursuites individuelles sans frein et sans contrôle.

III. Utilité de la nomination d'un mandataire, comme administrateur.

La nomination d'un administrateur s'impose souvent. L'héritier bénéficiaire a, en effet, aux termes de l'article 802, le droit de se décharger de l'administration de la succession, et de renoncer à la possession de l'hérédité. Malgré cet abandon, il conserve la qualité d'héritier, reste seul propriétaire des biens héréditaires, a droit au reliquat. Toutes les fois que la succession comprendra des biens dont la gestion est compliquée, tels une usine, un fonds de commerce, volontiers l'héritier en abandonnera la gestion.

Les raisons qui font que l'héritier se décharge de l'adminis-

tration feront, en général, que les créanciers ne pourront y pour voir mieux que lui : une compétence particulière est indispensable ; il faut une direction unique et du loisir. Les créanciers s'entendront pour désigner un administrateur d'accord ; en cas de désaccord, ils s'adresseront à la justice pour qu'elle commette un mandataire de son choix.

Ce mandataire administrera au lieu et place de l'héritier qui se dérobe ; la nomination n'est pas prévue par la loi. Elle est néanmoins naturelle et légitime.

Mais on a fait un pas de plus ; le mandataire remplace l'héritier comme administrateur. Pourquoi ne le remplacerait-il pas comme liquidateur ? Et une nouvelle extension, plus discutable celle-là, a été admise, le jour où l'on a donné au mandataire de justice, non plus seulement le droit de conserver et d'administrer, mais encore le droit de liquider, c'est-à-dire de réaliser et de répartir. On comprend tout l'intérêt que présente cette liquidation collective et amiable, qui se substitue au désordre du régime des poursuites individuelles.

L'héritier y trouve avantage, puisque, reliquataire, il aura plus de chances d'exercer son droit, si la liquidation est bien conduite.

Pour les créanciers il y a lieu de distinguer :

Certains d'entre eux ont un grand intérêt à la nomination de l'administrateur : ce sont ceux qui, arrivant un peu tard, n'auraient rien obtenu dans le désarroi de la déconfiture ordinaire, et qui toucheront au contraire tout ce que la liquidation collective aura économisé.

Mais, pour ceux qu'une poursuite individuelle déjà avancée aurait vraisemblablement fait désintéresser, le bénéfice n'existe plus.

Les premiers donneront aisément leur consentement à la nomination du séquestre, les seconds pourront être tentés de le refuser¹.

1. Notons, en passant, que les créanciers récalcitrants sont rares, car la nomination du mandataire les décharge du soin de poursuivre eux-mêmes et de

Il nous faut donc rechercher à quelles conditions cette nomination, qui est utile, peut être considérée comme légitime.

IV. Légitimité de cette nomination.

Trois hypothèses peuvent se présenter :

1° *Accord entre héritier et créanciers.*

La nomination ne souffre pas de difficulté. Un contrat intervient qui réglera les conséquences de cet accord. On ne viole le droit de personne. Nous n'avons pas à insister.

2° *Désaccord entre les intéressés :*

A. *L'héritier refuse son consentement.* — Il proteste contre la nomination que l'on se propose de faire, et refuse de reconnaître à l'administrateur, nommé sans son consentement, la mission que la justice lui a confiée. Nous avons dit que l'héritier ne pouvait être dessaisi de l'administration que de son plein gré; pour que le mandataire de justice aliène les biens héréditaires, dont l'héritier est seul propriétaire, il est bien évident qu'on ne pourra se passer de lui. Qu'on analyse l'opération en une cession de biens ou un mandat, de toute façon il faudra qu'il lui donne son assentiment, au moins tacite (voy. p. 218); on ne saurait le présumer.

Lorsque l'héritier s'oppose à la liquidation par un administrateur commis, il est donc impossible d'y procéder.

B. *L'opposition vient des créanciers.* — L'héritier consent à la nomination de l'administrateur, mais les créanciers, du moins certains d'entre eux, prétendent pouvoir, comme par le passé, saisir les biens de l'hoirie. Leurs poursuites vont entraver la gestion du liquidateur et paralyser son action. Si le liquidateur

plaider. D'ailleurs, s'ils s'opposaient, ils seraient le plus souvent déboutés de leur demande, pour défaut d'intérêt, car la pratique leur accorde le droit de prélever, au jour où ils interviennent, un dividende, égal à celui qui aurait été déjà versé aux autres créanciers.

ne peut s'imposer, et agir au nom de tous, sa nomination sera de nul effet.

Est-il vrai que malgré l'opposition des créanciers, l'administrateur puisse être considéré comme leur représentant?

La solution, pour nous, découle de celle que nous avons admise précédemment. Les droits des créanciers en face de l'administrateur sont les mêmes que vis-à-vis de l'héritier bénéficiaire. Or, nous avons vu que, lorsque l'héritier se décidait à liquider la succession, le droit de poursuite était remplacé pour les créanciers par le droit de faire opposition entre les mains de l'héritier.

Le mandataire de justice tient ici la place de l'héritier, il liquide en son nom. La faculté d'abandon, coexistante avec la qualité persistante d'héritier, implique le droit de se faire remplacer. C'est toujours la liquidation bénéficiaire qui fonctionne. Les créanciers devront par conséquent laisser le mandataire réaliser les biens et répartir, et, du moment où celui-ci fait diligence, ils devront surseoir à leurs poursuites. Cette solution ne va contre l'intérêt de personne; elle est la sauvegarde des droits de tous, elle a, dans la réglementation des successions bénéficiaires, un appui sérieux. Il suffit par conséquent que l'héritier y consente pour que la nomination de l'administrateur soit légitime; l'opposition des créanciers ne fait pas obstacle à la liquidation bénéficiaire.

D'ailleurs le consentement de l'héritier peut être tacite. C'est ainsi que l'on peut considérer qu'un héritier qui fait abandon accepte par ce seul fait la nomination d'un administrateur judiciaire.

3° L'héritier bénéficiaire, sans s'opposer, laisse faire?

Il semble bien que l'on pourrait admettre que l'héritier consent, par le seul fait qu'il ne proteste pas contre la nomination du séquestre. Nous n'avons pas ici les motifs de résister que nous avons quand il s'agissait de savoir si la justice pouvait nommer un administrateur au patrimoine du débiteur déconfit lorsque celui-ci n'accepte ni ne refuse cette mesure. Alors,

nous maintenions absolument le droit du débiteur à n'être pas dessaisi par ce motif que, pour le dessaisir, il fallait violer les dispositions formelles de la loi. Mais, ici, la solution n'est plus la même; si le déconfit a, à la rigueur, le droit de ne pas s'occuper de ses affaires, l'héritier bénéficiaire doit administrer, et cela, dans l'intérêt des créanciers héréditaires; s'il reste inerte, si l'hoirie en souffre, la justice peut, sur la demande des créanciers, lui substituer un tiers, car il manque à son devoir.

C'est ainsi qu'un arrêt de Caen, rendu le 22 février 1879, a décidé que les tribunaux peuvent confier l'administration d'une succession bénéficiaire à un tiers, alors que l'éloignement d'un des cohéritiers met obstacle au recouvrement de l'actif et à l'acquittement du passif. (*Rec. arr. Caen*, 43, p. 108; *Gaz. Not.*, 1879, p. 479.)

Mais il résulte de ce que nous avons dit plus haut (p. 218) que cet administrateur ne sera, à aucun titre, un liquidateur. Il n'aura que des pouvoirs conservatoires et provisoires. Il ne pourra aliéner à l'amiable, comme le pourrait le mandataire nommé avec l'agrément du débiteur. S'il se révèle et proteste, nous rentrons dans le cas précédemment examiné, on devra le remettre en possession, sauf à poursuivre contre lui les déchéances que sa négligence ou sa faute peut entraîner.

Notons que, dans la pratique, l'administrateur sera presque toujours nommé à la requête de l'héritier bénéficiaire lui-même, et que, le plus souvent, lorsque l'administrateur est nommé à la demande des créanciers, l'héritier que l'on assigne, consent à cette mesure.

V. Fautes. Incurie de l'héritier bénéficiaire.

Nous avons dit que l'héritier ne pouvait être dessaisi que de son gré, que l'on ne pouvait substituer à son administration ou à sa liquidation aucun mandat judiciaire. Mais c'est à la condition qu'il s'acquitte de sa mission. S'il fait diligence, et

se conforme aux obligations que la loi lui trace, on ne voit pas de raison, pas de prétexte, pour qu'on le dessaisisse.

S'il ne remplit pas certaines de ses obligations (794), si, par exemple, il n'a pas fait inventaire fidèle et exact, s'il aliène sans observer les formes, s'il se refuse à rendre compte (803), il peut être déchu de son bénéfice d'inventaire, et les créanciers pourront le poursuivre personnellement sur tous ses biens, mais ils ne pourront pas substituer une autre administration à la sienne : il est héritier, nul ne peut lui en enlever le titre ni les droits. Voilà le principe.

Certains auteurs, M. Laurent (t. X, n° 124), entre autres, refusent absolument aux tribunaux le droit de dessaisir l'héritier bénéficiaire de l'administration de la succession. Reconnaissons que la plupart des auteurs et une jurisprudence constante décident que cette administration peut lui être enlevée lorsque par son incurie, sa négligence ou son inertie il compromet les intérêts des créanciers.

C'est avec raison que l'on estime qu'il y a lieu, dans ce cas, de nommer un administrateur. La loi (art. 803) impose à l'héritier l'obligation d'administrer, et cela, dans l'intérêt des créanciers héréditaires. Il s'en acquitte mal, on ne peut le contraindre directement, car il s'agit d'une obligation de faire; un tiers sera commis pour administrer à sa place. Cela ne peut faire difficulté. (Voy. la note de M. Planiol; (D. 94. 2. 81) sous l'un arrêt de la Cour de Paris du 5 juin 1891.)

Abus de ces nominations. — La jurisprudence a été beaucoup plus loin. N'a-t-elle pas décidé qu'il suffisait d'une menace de préjudice, pour que les créanciers puissent obtenir la nomination d'un administrateur autre que l'héritier, « attendu qu'il y a lieu de présumer que certains des héritiers étant éloignés, la gestion sera compromise ». (P. 41. 1. 705.)

Cette tendance à éviter un danger qui ne s'est pas encore produit, et à garantir contre une éventualité qui ne se réalisera peut-

être pas, est très dangereuse. Les juges n'auraient qu'à décider que l'héritier ne leur paraît pas présenter toutes les garanties d'activité et de capacité désirables, pour pouvoir l'éliminer. Il faut que l'ineptie, que l'impéritie, que la faute, soient constatées, que l'héritier, mis à même d'accomplir sa tâche, ait prouvé qu'il est incapable de s'en acquitter suffisamment.

D'autres jugements ont exclu l'héritier pour le motif qu'il n'avait pas fourni caution. Mais on sait que la loi a elle-même précisé la sanction d'une semblable omission; c'est le dépôt du prix des meubles et de la portion du prix non déléguée des immeubles (a. 867). La nomination d'un administrateur était donc un procédé arbitraire. Un arrêt de Lyon a formellement décidé, contrairement à plusieurs décisions antérieures,

« Que le juge des référés ne peut sans excès de pouvoir, en nommant un administrateur judiciaire, dépouiller l'héritier de son droit d'administration, à défaut par lui de fournir bonne et valable caution dans un délai déterminé, la loi obligeant l'héritier bénéficiaire qui ne peut fournir caution, à vendre les meubles et en déposer le prix ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles, pour être employés à l'acquit des charges de la succession. » (Lyon, 26 janv. 1874; — S. 74. 2. 1; — D. 74. 2. 45.)

Du moment où la loi prescrit des mesures spéciales, bien suffisantes, était-il légitime de faire intervenir un administrateur général, s'emparant de tout, meubles, immeubles, pour gérer activement et passivement, et pour liquider la succession?

Et encore, ici, l'héritier pouvait-il se voir reprocher quelque chose, il ne fournissait pas aux créanciers toutes les garanties pécuniaires désirables; mais certains arrêts vont jusqu'à nommer un administrateur, sans que l'héritier ait manqué à aucune de ses obligations. Il suffit que les circonstances soient « exceptionnelles, et que la mesure paraisse commandée par l'impossibilité de suivre la marche ordinaire ».

De telles pratiques sont excessives.

La nomination d'un administrateur a, au contraire, été faite

à bon droit, quand les héritiers sont des mineurs, et que le tuteur de ceux-ci, a, dans la succession, des intérêts qui sont en opposition avec les leurs. (Aff. *Charton*, Cass. Req. 17 déc. 1895. Dall. 96. 1. 467¹.)

Hypothèses particulières.

1° Que décider quand l'administrateur est nommé au cours de la gestion de l'héritier et malgré lui? La première chambre de la Cour de Paris a statué sur ce cas dans une espèce intéressante. Elle a réformé, pour excès de pouvoir, une ordonnance de référé, qui avait nommé un administrateur à un héritier bénéficiaire dont le système de défense appelle quelques remarques.

L'héritier, s'armant du droit que lui reconnaît la loi, s'était mis à liquider. Après avoir réalisé les biens et recouvré les valeurs, il déclara, sous la pression des créanciers qui demandaient à surveiller sa gestion, qu'il n'avait de comptes à rendre à personne, que ses aliénations, faites sans les formes légales, le constituaient héritier pur et simple, et que, partant, il avait sur la succession un droit de propriété qui ne devait subir aucun contrôle. Est-il vrai qu'un héritier puisse ainsi, après avoir accepté sous bénéfice d'inventaire, soutenir qu'il peut disposer, au détriment des créanciers héréditaires, de l'actif de la succession, le placer à l'étranger ou en rentes insaisissables, sauf à rester leur débiteur, insolvable, peut-être, d'une insolvabilité factice? Peut-il se prévaloir d'une déchéance, que la loi prononce contre lui, comme d'une faveur opposable aux créanciers? Ceux-ci ne peuvent-ils pas, au contraire, prendre les mesures propres à déjouer cette fraude de l'héritier, notamment demander la

1. Mais, qu'on le remarque, l'administrateur qui intervient ici, a pour mission exclusive de représenter dans les opérations du partage de la succession, les mineurs, que leur tuteur ne peut plus représenter à cause de l'intérêt contraire qu'il a lui-même dans l'opération. C'est un tuteur *ad hoc*. (Voy. plus loin, Admin. *ad hoc*, p. 308.)

nomination d'un administrateur qui se mette en possession et demande compte à l'héritier des sommes qu'en qualité de liquidateur, il ne recevait que pour les désintéresser?

L'ordonnance était ainsi conçue :

« Attendu qu'il résulte des explications fournies à la barre que les sieur et demoiselle S..., après avoir accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de S..., auraient ensuite cherché à dissimuler une partie de l'actif de la succession, en faisant convertir au porteur des valeurs mobilières, et en vendant à l'amiable des immeubles, faisant ainsi disparaître le gage des créanciers;

« Attendu qu'en présence de la situation étrange qui aurait été ainsi créée par les sieur et demoiselle S... et de la gravité des soupçons qui pèsent sur ces derniers, il y a lieu d'ordonner la mesure sollicitée;

« Qu'il y a urgence;

« Nommons Lemarquis, administrateur séquestre de la succession de S..., à l'effet de la gérer activement et passivement;

« Lui donnons tous pouvoirs nécessaires à cet effet, notamment de se faire remettre par tous détenteurs les biens mobiliers et immobiliers qui en dépendent, d'exercer toutes poursuites nécessaires pour le recouvrement des créances de la succession, de faire tous encaissements, notamment des loyers, sur simples quittances, et généralement de faire tous actes utiles, sauf à rendre compte de sa mission, quand et à qui il appartiendra;

« Ce qui sera exécutoire par provision, nonobstant appel. »

Elle a été réformée par un arrêt de la Cour dont la teneur est la suivante :

« La Cour,

« Considérant que les sieur et demoiselle S... ont accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de leur père;

« Qu'après avoir pu apprécier plus sûrement les forces actives et passives de cette succession, ils ont implicitement renoncé au bénéfice de leur acceptation bénéficiaire, en vendant à l'amiable les immeubles dépendant de cette succession, et en transformant tout ou partie des valeurs mobilières;

« Qu'en agissant ainsi, et faisant acte d'héritiers purs et simples, ils

n'ont fait qu'user d'un droit certain, qui leur est accordé par la loi, et confondu leurs biens propres avec ceux de leur auteur, sans pouvoir priver les créanciers de celui-ci de la séparation de patrimoine résultant de leur acceptation bénéficiaire, et qui doit leur rester définitivement acquise;

« Que, dans ces conditions, il ne pouvait appartenir au juge des référés d'enlever aux consorts S... l'administration de leur fortune et de leurs biens, l'ordonnance par lui rendue ne pouvant se justifier, ni par l'urgence, ni par aucun des caractères d'une décision provisoire;

« Par ces motifs,

« Faisant droit à l'appel, annule, pour excès de pouvoir, l'ordonnance rendue par le Président du tribunal civil de la Seine le 4 août 1896; donne, en conséquence, mainlevée de la mesure ordonnée;

« Fait, par suite, défense à Lemarquis, nommé administrateur séquestre, de s'immiscer dans aucun des actes d'administration de la succession active et passive de S..., pour lesquels tous pouvoirs lui ont été conférés par ladite ordonnance;

« Ordonne la restitution de l'amende consignée;

« Condamne les intimés aux dépens de première instance et d'appel. »

(*Le Droit*, 22 janvier 1897.)

La Cour a jugé en fait. Elle n'a pas reconnu la fraude, et a proclamé que les appelants avaient usé de leur droit. Ce que la question présentait de particulièrement difficile à résoudre a disparu.

Mais il est intéressant de se demander quelle aurait dû être la solution, à supposer que les faits eussent eu le caractère que l'ordonnance constatait.

Sans doute, l'héritier pouvait soutenir que son droit était absolu, que les faits qui lui étaient reprochés, à les supposer exacts, n'entraînaient comme conséquence que son acceptation pure et simple. Il pouvait ajouter qu'il n'avait disposé des valeurs héréditaires que parce que désormais il se considérait comme personnellement débiteur de ses créanciers, et qu'il le devenait en réalité. Il pouvait soutenir, qu'usant d'un droit, il n'avait commis aucune faute, et que le dépouiller de l'administration, c'était violer le texte même de la loi, qui la lui assure, à l'exclusion de tout autre,

en tant qu'héritier bénéficiaire, et à plus forte raison encore, dès qu'il devient héritier pur et simple,

Nous avouons que cette argumentation ne nous satisfait pas. Le droit d'accepter sous bénéfice d'inventaire, nous l'avons vu, est une faveur, qui ne va pas sans entraîner des obligations pour celui qui en profite : il doit administrer ; il n'est propriétaire que sous la condition de payer les créanciers et de ne garder que le reliquat ; il s'est formé par l'acceptation bénéficiaire au quasi-contrat qu'il ne lui appartient pas de méconnaître, dont il ne saurait paralyser les effets, et l'un de ces effets est la faculté qu'ont les créanciers héréditaires de lui demander compte de l'actif.

Pourrait-il prétendre que l'effet de son acceptation étant rétro-actif, il n'a pas même de comptes à rendre pour le passé ? Peut-il sérieusement soutenir qu'il use de son droit, quand il détourne ce qui est resté le gage des créanciers du *de cuius*, quand il fait disparaître les valeurs dont il est comptable ? Et si la loi lui a permis de revenir sur son acceptation bénéficiaire est-ce pour lui donner un moyen facile de fraude ? Les créanciers dont les droits sont lésés ne peuvent-ils provoquer une décision judiciaire pour faire remplir par un tiers l'obligation que l'héritier ne remplit pas ? Et la jurisprudence qui dépouille cet héritier de son droit d'administration, dès qu'il y a incurie ou impéritie, ne doit-elle pas, à plus forte raison, autoriser la nomination d'un administrateur quand la fraude est certaine ?

Cette nomination sera possible en référé, elle serait même possible en vertu d'une ordonnance sur simple requête, dans le cas où il y aurait lieu de craindre que l'héritier, prévenu par l'assignation, ne fût tenté de faire disparaître les fonds dont il est détenteur. La mesure est en effet essentiellement conservatoire et urgente.

2° Une autre question se présente quelquefois. Il y a des héritiers purs et simples et un seul héritier bénéficiaire. Si la justice charge celui-ci de liquider, ou le remplace par un admi-

nistrateur de son choix, le mandat donné par elle peut-il s'étendre à la liquidation de toute la succession? Assurément non : c'est cependant ce qu'a jugé un arrêt de la Cour de Paris du 5 juin 1891. (D. 94. 2. 81.) M. Planiol le critique avec raison. Les héritiers, qui ont accepté purement et simplement la succession, peuvent préférer conserver en nature les biens héréditaires ; ils n'ont jamais entrevu la nécessité d'une liquidation, ne se sont surtout pas engagés à la conduire ; ils ne sont tenus vis-à-vis des créanciers d'aucune obligation particulière. Ils étaient dans une situation normale. Leur inaction (c'était le grief) n'autorisait pas le juge à les dépouiller de la gestion de leurs biens. Il fallait commencer par le partage, pour soumettre chaque part aux règles spéciales qui la concernaient. Il n'y avait pas urgence démontrée, ni péril, mais ce qui a décidé le juge, c'est que la mesure ne préjudiciait à personne. Ce n'est pas suffisant dès qu'il y a refus d'une des parties qui invoque son droit.

§ II. — POUVOIRS DU SÉQUESTRE

I. *Déconfiture*. — Nous avons vu que l'administrateur ne pouvait être nommé, au cas de déconfiture, que de l'assentiment unanime du débiteur et de tous les créanciers. Une convention intervient, qui précisera les pouvoirs du mandataire commun et spécifiera notamment les formalités suivant lesquelles il pourra procéder aux actes de disposition. Elle sera la loi des parties ; les juges devront l'appliquer. Ils l'interpréteront, si des difficultés surgissent.

On ne peut entrer dans le détail des applications pratiques.

II. *Succession bénéficiaire*. — Rappelons l'idée directrice que nous avons émise. L'administrateur judiciaire ne peut être nommé à une succession bénéficiaire que du consentement de l'héritier. Il ne représente ce dernier que dans la mesure où il

a été agréé par lui. Il n'a que les pouvoirs que celui-ci lui a expressément ou tacitement reconnus.

Si donc l'administrateur a été nommé avec le concours de l'héritier, il représente l'héritier pour tous les actes compris dans le mandat que celui-ci lui a reconnu. L'administrateur accomplira au nom de l'héritier des actes isolés ou le remplacera complètement dans l'administration et la liquidation de la succession. Ce sera une question de fait, d'interprétation de volonté.

Mais si l'héritier n'a pas été consulté lors de la nomination de l'administrateur, on ne peut plus dire que celui-ci le représente, ni qu'il agit en son nom. Sa gestion n'est possible que si l'héritier l'ignore ou la tolère. Elle ne s'étend jamais aux actes de disposition. Dès que l'héritier veut prendre l'administration de la succession, le mandataire de justice, simple gérant d'affaires, doit lui céder immédiatement la place.

On le voit, il se peut en fait que la nomination ait eu lieu dans ces deux circonstances bien différentes. On ne saurait les assimiler, ni argumenter de l'une à l'autre. Il faut soigneusement distinguer les cas.

On se demande par exemple : L'administrateur judiciaire peut-il, alors qu'il est en présence d'un héritier bénéficiaire, exercer les actions contre les débiteurs de l'hoirie ?

La Cour de Metz a jugé que l'administrateur était sans qualité :

« Attendu qu'en vertu de la maxime : *semel hæres, semper hæres*, l'héritier bénéficiaire est, comme l'héritier pur et simple, saisi de toutes les actions qui se trouvent dans la succession, qu'il continue seul et exclusivement la personne du défunt, *succedit in omnem personam defuncti*, dans ses rapports, soit avec les cohéritiers, soit avec les tiers....

« Attendu qu'en vertu des principes qui viennent d'être rappelés, l'administrateur provisoire d'une hoirie bénéficiaire ne peut jamais se substituer, vis-à-vis des tiers, à la personne de l'héritier, d'où il suit que E. G... (l'héritier) avait seul, au regard de B... (administrateur provisoire), qualité, soit pour intenter l'action en nullité qui forme

l'objet du procès, soit pour s'en désister, et que le désistement étant régulièrement intervenu (du fait de l'héritier) ledit B... ès qualités n'est pas recevable à reprendre lui-même une instance, qu'il n'était pas habile à introduire. » (Metz, 13 juillet 1865; — D. 65. 2. 127.)

La Cour a eu raison de juger ainsi : car nous croyons que dans l'espèce l'héritier n'avait jamais conféré à l'administrateur le pouvoir d'agir en son lieu et place; il avait ignoré sa gestion, ou l'avait tolérée tant qu'elle se renfermait dans des actes purement conservatoires. En présence d'un acte grave, il oppose son veto, il dénie à l'administrateur le pouvoir de l'accomplir. Il est dans son droit. La nomination a été faite en dehors de lui, tous les actes qui en sont la suite, il entend les désavouer. La justice devait faire droit à sa réclamation.

Mais il ne faudrait pas exagérer la portée de cet arrêt¹. On a prétendu, en se fondant sur cette décision, qu'un administrateur judiciaire ne pourrait *jamais*, en présence d'un héritier bénéficiaire, agir en justice. Ce résultat serait d'autant plus étonnant, que nous avons vu (p. 34), qu'en matière de succession, l'administrateur exerce souvent les actions héréditaires même en présence d'héritiers qui ont accepté purement et simplement la succession. Est-il exact qu'il ait moins de droits en présence d'un héritier bénéficiaire? Ne trouvons-nous pas, précisément dans l'arrêt invoqué, cette mention expresse, que les choses doivent se passer de la même façon dans les deux cas, parce que, héritier pur et simple et héritier bénéficiaire représentent, l'un et l'autre, le *défunt*? L'héritier seul est saisi des actions, c'est vrai, mais il peut agir par man-

1. De cette décision, rapprocher celle-ci aux termes de laquelle, au point de vue des significations à recevoir, l'administrateur ne peut pas être considéré comme représentant l'héritier bénéficiaire (Grenoble, 31 déc. 1885; Hébert, p. 38). La dénonciation d'une saisie immobilière faite à l'administrateur et non à l'héritier, est nulle, et cette nullité entraîne celle de toute la procédure, notamment celle du jugement de conversion.

Mais il est vraisemblable, ici encore, que la nomination de l'administrateur avait eu lieu hors la présence de l'héritier bénéficiaire.

dataire, et du moment où il charge l'administrateur d'agir à sa place, c'est encore lui qui agit : *qui mandat ipse fecisse videtur*.

On le voit, toute la question se résume ainsi :

L'administrateur est-il, en vertu d'un mandat exprès ou tacite, le représentant de l'héritier bénéficiaire, ou bien, au contraire, les pouvoirs qu'il tient de justice n'ont-ils jamais été, en totalité ou en partie, consentis ou ratifiés par l'héritier ?

Capable au premier cas, il est sans pouvoir au second. C'est pour cela, qu'en fait, la nomination d'un administrateur à un héritier bénéficiaire aura presque toujours, pour ne pas dire toujours, lieu en référé. Les créanciers assigneront l'héritier pour qu'il ne puisse pas dire : « Je ne connais pas le mandataire qu'on me suppose ». On le met en cause; en général il consent; on a du moins la preuve de son consentement. Et s'il refuse, en totalité ou en partie, les pouvoirs que l'administrateur demande, soit que le tribunal reconnaisse le bien fondé de sa résistance, soit qu'il passe outre, la situation de l'administrateur est bien nette : ou il n'a pas le pouvoir qu'il sollicitait, ou s'il l'obtient, c'est en vertu d'une décision opposable à l'héritier. Si le consentement de l'héritier n'était pas indispensable, on se contenterait d'une décision gracieuse. Or, en fait, cela n'a jamais lieu. D'ailleurs, il est bien évident que l'administrateur ne saurait jamais avoir plus de pouvoirs que n'en ont ceux dont il est le mandataire : il est sans qualité pour introduire une action en nullité d'un contrat, cette nullité dût-elle profiter aux créanciers de la succession ou aux héritiers, si le *de cujus* n'avait pu la former lui-même. (Tr. de la Seine, 2^e ch., 22 fév. 1898; — *Le Droit*, 2 avril 1898.)

Nous n'avons donc pas à entrer dans le détail des pouvoirs de l'administrateur. En effet :

a. — Ou bien l'héritier consent à la nomination du mandataire judiciaire en qualité d'administrateur et de liquidateur de l'hoirie, et se décharge sur lui de toutes les opérations que lui-

même aurait pu faire ; dans ce cas l'administrateur a les mêmes pouvoirs que l'héritier, il dispose suivant les règles que la loi a elle-même tracées. Il nous suffit de renvoyer aux articles 795 à 810 du Code civil, aux auteurs et à la jurisprudence.

b. — Ou bien l'héritier n'a reconnu à l'administrateur que certains pouvoirs : ils sont spécifiés dans l'ordonnance de référé, ou résultent de procurations ; l'administrateur est limité par les termes mêmes dont l'héritier s'est servi, et si, plus tard, il veut faire augmenter ses pouvoirs, c'est à l'héritier qu'il devra s'adresser. En pratique ce sera au tribunal, mais en mettant l'héritier en cause, ce qui revient au même.

c. — Enfin l'héritier n'a jamais consenti à la nomination de l'administrateur, il a ignoré sa gestion ou il a laissé faire.

L'héritier n'a qu'à se montrer, il doit être mis en possession de toute l'hoirie, l'administrateur doit lui rendre compte de sa gestion.

Pour l'avenir, il a toute indépendance. Pour le passé, il doit respecter les actes, que les principes de la gestion d'affaires font considérer comme irrévocables ; les autres, il peut les faire annuler, comme accomplis par une personne sans mandat valable, ou les ratifier, s'il estime y trouver avantage.

§ III. — DIFFICULTÉS PRATIQUES. — AUTORISATIONS

Les solutions qui précèdent sont simples en théorie. Elle ne vont pas sans difficultés dans la pratique et sans controverses.

Nous avons dit, par exemple, que si l'héritier a entendu se décharger sur l'administrateur de tout le soin de la liquidation, s'il lui a donné plein pouvoir, celui-ci agit comme l'héritier lui-même ; il a les mêmes droits et les mêmes obligations. Il aliénera les meubles, suivant les formes indiquées dans les articles 805 C. c. et 986, 989 Pr. et les immeubles, suivant les articles 806 du Code civil et 987 et 988 du Code de procédure.

Pourra-t-il transiger, accepter une succession, y renoncer, contracter un emprunt hypothécaire?

L'héritier le pourrait-il? Notre avis est qu'il ne pourrait procéder à ces actes seul, sans s'exposer à perdre le bénéfice d'inventaire, à moins toutefois d'obtenir l'autorisation de justice.

Si la justice ne peut autoriser l'héritier bénéficiaire, comment pourra-t-elle autoriser l'administrateur? Mandataire de l'héritier, n'est-ce pas à l'héritier que l'administrateur devra s'adresser pour passer les actes que la loi ne prévoit pas, les conséquences ne seront-elles pas les mêmes pour l'héritier selon qu'il aura agi lui-même ou qu'il aura délégué ses pouvoirs à un mandataire? Or on a nié très énergiquement que la justice pût autoriser l'héritier bénéficiaire.

*Autorisations de justice
données au cas de succession bénéficiaire.*

a. *Autorisations données à l'héritier.* — Le motif invoqué pour refuser à la justice le droit de donner des autorisations à l'héritier bénéficiaire, nous l'avons indiqué déjà, c'est que l'héritier bénéficiaire trouve en lui-même qualité suffisante pour procéder à tous les actes qu'il estime indispensables : il est propriétaire, les actes de disposition ne lui sont pas interdits. Si par exemple il transige, la transaction sera valable, mais les créanciers pourront faire juger que, ayant excédé les pouvoirs que la loi lui reconnaît, il doit être déchu de son bénéfice. Il agit à ses risques et périls, et l'intervention judiciaire ne peut lui éviter cette cause de déchéance. L'autorisation de justice ne doit donc pas être donnée. Cette opinion, qui met l'héritier bénéficiaire en présence d'un acte souvent très utile à la succession, mais très compromettant pour lui-même, l'acceptation d'une succession, un emprunt hypothécaire, une transaction, sans lui permettre de recourir à l'autorisation de justice, est très dure. Elle est contraire à l'intérêt, non seulement de l'héritier, mais encore

et surtout des créanciers. L'héritier bénéficiaire, en effet, sous la menace de déchéance, s'abstiendra, et les créanciers ne pourront lui demander réparation du préjudice qui résultera de son abstention; ils ne pourront invoquer contre lui la moindre faute, il a usé d'un droit certain, et son attitude lui a été commandée par la situation même.

L'ancien droit admettait la faculté pour l'héritier d'obtenir des autorisations spéciales.

Le droit actuel ne s'y oppose pas. Et tout d'abord la question s'est posée pour les rentes sur l'État. Leur aliénation n'était pas prévue par la loi : l'article 805 ne s'occupe que des meubles corporels, l'article 806 ne vise que les immeubles. Il en résultait que l'héritier bénéficiaire, s'il aliénait les rentes sur l'État, et c'était souvent indispensable, pouvait être déchu de son bénéfice : n'excédait-il pas en effet la limite fixée par la loi à ses pouvoirs d'administrateur? Mais le Conseil d'État, dans un avis du 11 janvier 1808, a décidé que l'héritier bénéficiaire, pour aliéner les rentes sur l'État, pourrait, devrait même obtenir l'autorisation de justice. Comment cela? le propriétaire va être forcé de demander l'autorisation de justice? Non, l'avis du Conseil d'État n'a de sens, que si l'on donne à l'autorisation judiciaire l'effet d'étendre les pouvoirs de l'héritier *administrateur*. L'héritier, s'il veut agir comme propriétaire, peut aliéner sans formalité aucune, il devient héritier pur et simple, l'avis était inutile dans ce cas; mais l'héritier veut aliéner comme administrateur, l'autorisation de justice aura l'effet de l'habiliter. Sans cesser d'être administrateur, il aura pu valablement disposer des rentes, et leur aliénation opportune, autorisée par justice, ne constituera plus, de plein droit, acte de disposition, qui le rende *ipso facto* héritier pur et simple.

Ne devons-nous pas étendre cette interprétation heureuse aux actes analogues? N'est-ce pas d'ailleurs la solution même du législateur, qui décide que l'héritier bénéficiaire pourra aliéner les meubles, avec l'autorisation du Président (805 C.c. cbn.

986 Pr.), les immeubles, avec l'autorisation du Tribunal (806 C.c. chn. 987 Pr.) ?

Néanmoins nous devons reconnaître que la jurisprudence résiste et les décisions les plus fréquentes reproduisent un arrêt du 30 juillet 1860, contre lequel M. Demolombe proteste avec énergie.

Considérant qu'aucune disposition de la loi ne prescrit l'intervention de la justice ni l'autorisation préalable des tribunaux pour les transactions qu'un héritier bénéficiaire peut avoir intérêt à consentir ;

Considérant qu'en soumettant d'une manière expresse à cette autorisation par les articles 796 et 806 Code Napoléon et 986, 987, 988, 989 Code de Procédure, les demandes à fin de vente des meubles ou des immeubles dépendant d'une succession bénéficiaire, la loi a fait suffisamment connaître que l'héritier bénéficiaire restait libre de faire, sous sa propre responsabilité, tous les actes non spécifiés dans les articles sus-énoncés ;

Considérant que si les tuteurs et les syndics ne peuvent transiger qu'après avoir accompli certaines formalités et sauf l'homologation des tribunaux, cela résulte de ce que les tuteurs et les syndics ne sont jamais que des administrateurs pour le compte d'autrui, et ne peuvent tenir le pouvoir d'aliéner que de l'autorité de justice, tandis que l'héritier bénéficiaire, personnellement propriétaire de l'hérédité et en cette qualité, habile à se déclarer héritier pur et simple, trouve en lui-même capacité suffisante pour apprécier l'intérêt d'une transaction et pour y consentir ;

Considérant que si en transigeant l'héritier bénéficiaire peut compromettre sa qualité et devenir héritier pur et simple, cela est une conséquence qu'il appartient à lui seul de prévoir et d'apprécier, et dont la loi lui laisse l'entière responsabilité ;

Considérant enfin que les tribunaux ne pourraient, sans excès de pouvoir, en l'absence d'une disposition spéciale de la loi, affranchir à l'avance l'héritier bénéficiaire de la déchéance qui pourrait résulter de la transaction qu'ils auraient autorisée ;

Considérant que le système contraire serait d'autant plus dangereux, que de pareils jugements sont rendus hors la présence des parties intéressées à contredire, et sur des documents qui ne peuvent être débattus ni contestés. (Paris, 30 juillet 1850 ; — Dalloz. 51. 2. 110.)

Cet arrêt est une des rares décisions gracieuses rapportées dans les recueils. Comme le jugement, l'arrêt a été rendu en la Chambre du Conseil.

M. Laurent (X. n° 174), à l'occasion de cet arrêt, fait remarquer qu'on pourrait facilement organiser dans le sein des tribunaux un pouvoir d'homologation pour les cas analogues. Mais il n'existe pas.

Les décisions contraires sont plus rares : cela se conçoit : les pouvoirs généraux spécifiés par la loi suffisent dans la plupart des cas. D'ailleurs les recueils n'enregistrent pas ces autorisations qui ne sont motivées que sur l'intérêt des parties, et dont le travail bienfaisant n'attire en fait jamais de contradiction.

Nous ne nous sommes occupé de la situation de l'héritier que pour traiter en connaissance de cause la question au point de vue de l'administrateur.

b. Autorisations données à l'administrateur. — L'administrateur peut-il obtenir des autorisations? En pratique on ne fait aucune difficulté pour les lui accorder. Voilà donc un administrateur qui va avoir en fait des droits tels que ne les a pas l'héritier. C'est paradoxal à première vue. La raison en est que l'on ne peut plus faire à l'administrateur judiciaire l'objection que l'on faisait à l'héritier : Vous pouvez agir vous-même, à vos risques et périls; et la justice lui accordera volontiers ce qu'elle refuse à l'héritier, que l'administrateur remplace.

Cette facilité pour l'administrateur d'obtenir des autorisations judiciaires est une des raisons qui font multiplier les nominations d'administrateurs.

La nomination apparaît dès lors comme un moyen très pratique de vaincre la résistance injustifiée à nos yeux de la jurisprudence. On y recourt très fréquemment à Paris.

L'autorisation judiciaire ne fait d'ailleurs pas disparaître la responsabilité de l'administrateur : Si la transaction dûment homologuée est frauduleuse, elle pourra être annulée, si elle est

simplement désavantageuse, elle pourra motiver une action en dommages-intérêts contre l'administrateur.

Cette différence n'est pas la seule qui existe entre l'administrateur judiciaire et l'héritier.

On sait que si les créanciers se méfient de l'héritier bénéficiaire, ils peuvent conformément à l'article 966 C. de pr. faire surveiller sa gestion par un curateur au bénéfice d'inventaire. Ce mandataire, chargé de prévenir les fraudes possibles, aura avec l'héritier des rapports souvent difficiles : son contrôle est une suspicion permanente à laquelle l'héritier tendra de se soustraire. — Au cas où un administrateur est nommé par justice en remplacement de l'héritier, le contrôle judiciaire et la sécurité qui en résulte, dispenseront de recourir à la nomination d'un curateur au bénéfice d'inventaire.

L'héritier bénéficiaire peut être contraint à fournir une caution. Il suffit que les créanciers héréditaires en fassent la demande. (805. C. c.) Cette caution est destinée à garantir le mobilier et les valeurs que l'héritier, mis en possession, pourrait détourner. Si l'héritier ne peut ou ne veut fournir sa caution, le mobilier sera vendu et le prix déposé, ainsi que la portion du prix des immeubles vendus qui n'aura pas été déléguée aux créanciers hypothécaires (807. C. c.). C'est la seule sanction. Mais elle peut avoir des résultats fâcheux pour les créanciers et pour l'héritier : l'aliénation du mobilier peut être intempestive, elle peut ne pas produire tout ce qu'une liquidation opportune et sagement réglée donnerait. — Si l'on fait nommer un administrateur judiciaire, en même temps que l'on dispensera l'héritier de fournir caution, on obtiendra dans le contrôle et la surveillance judiciaire des garanties qui en tiendront lieu. L'administrateur, sans jamais être tenu de donner caution, touchera tous les fonds de quelque origine qu'ils proviennent. Mais on sait que tout dépositaire est astreint, par la loi, à verser à la Caisse des consignations les sommes qui lui sont remises. Les créanciers jouiront ainsi de l'avantage d'une réalisation

prompte sans perdre la sécurité que la loi cherchait à leur donner par le cautionnement.

La gestion de l'administrateur, en principe, a les mêmes limites que celle de l'héritier bénéficiaire. Les actes qui excèdent les pouvoirs d'administration de l'héritier excèdent également les pouvoirs de l'administrateur judiciaire. L'administrateur, comme l'héritier, plus facilement que lui, nous l'avons vu, peut obtenir l'autorisation de justice pour compléter ses pouvoirs insuffisants. Mais si ces administrateurs ont fait un acte qui dépasse le mandat d'administrer, sans se munir d'une autorisation de justice, la sanction sera bien différente. L'acte accompli par l'administrateur judiciaire est nul comme tout acte fait par un mandataire en dehors de son mandat¹. On voit la différence au point de vue des divers intéressés, créanciers héréditaires, tiers qui ont contracté... On voit les conséquences du maintien ou de la nullité de l'acte; on entrevoit les responsabilités et les recours. C'est le droit commun qui s'applique. Cela nous dispense d'insister et d'entrer dans les détails.

C. Pouvoir de répartir. — On ne s'est pas contenté de confier au mandataire la mission d'administrer ni même de réaliser, on lui a donné le pouvoir de répartir. Or, la répartition faite par l'administrateur est contraire aux deux dispositions de l'article 808 C. c

Cet article décide, en effet, que « s'il y a des créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge ». L'administrateur se substitue donc au juge. Premier reproche.

L'article 808 ajoute que « s'il n'y a pas de créanciers opposants, l'héritier paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent ». Ici l'administrateur émet la prétention de

1. DEMOL., t. XV, n° 223. — VAZEILLE, sur l'art. 802, n° 9.

ne pas payer les créanciers qui se présentent, dès qu'il prévoit que des créanciers se révéleront dans la suite. Il veut imposer à tous le marc le franc. N'est-ce pas contraire à la loi? Second reproche.

Le premier reproche est mal fondé : sans doute l'administrateur ne peut pas de plein droit se substituer au juge et par une contribution amiable remplacer la contribution judiciaire. Mais ce qu'il ne peut faire seul, ne peut-il pas le faire avec le concours des créanciers? La disposition de l'article 808 1^o est édictée en faveur des créanciers opposants, pourquoi ne pourraient-ils pas renoncer à ce bénéfice, ce mode de régler la situation est-il d'ordre public? Nous ne le croyons pas. Si donc l'administrateur ne procède à la répartition que du consentement des créanciers opposants, il ne viole pas la loi, il devient mandataire des opposants, la répartition amiable sera légitime. Seulement l'administrateur peut courir bien des risques en prenant cette initiative : omet-il un créancier opposant? il est responsable; se trompe-t-il lors de la vérification des titres des créanciers? il devra indemniser ceux qui seraient victimes de son erreur.

Le second reproche manquera presque toujours de fondement en fait, car il y aura toujours des créanciers opposants; il ne s'agit pas en effet ici d'oppositions régulières prévues par la loi de procédure, la jurisprudence est des plus larges; en matière de succession bénéficiaire, elle considère comme opposant tout créancier qui a manifesté la volonté d'être payé, que ce soit à l'héritier ou à l'administrateur¹.

Certaines décisions avaient même admis que la seule consta-

1. V. Orléans, 14 avril 1859 (S. 60.2.267); — Dijon, 20 janvier 1870 (S. 70.2.292; — D. 70.2.157); — Cass. 13 mars 1866 (D. 66.1.257); — 25 juillet 1871 (D. 71.4.502; — S. 71.1.100); — 19 décembre 1871 (S. 72.1.227; — D. 73.1.256); — 11 janvier 1882 (D. 82.1.564); — 4 juillet 1892 (*Gaz. Pal.* 92.2.291; — D. 92.1.481); — Angers, 16 novembre 1892 (D. 94.2.374); — Cass. 17 décembre 1894 (D. 95.1.193); — *Sic* : Aubry et Rau, t. VI, § 618, p. 459; Demolombe, t. XV, n^o 299; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. II, n^o 1988 et suiv.; — V. cependant *contra* : Laurent, t. X, n^o 157; Le Sellyer, t. II, n^o 990 et suiv.

tation de la créance valait opposition. Mais un arrêt de la Cour de Riom du 20 mai 1897 exige tout au moins un acte positif du créancier¹.

On le voit, il y aura toujours des créanciers opposants et, n'y en eût-il pas, rien ne serait plus facile à l'administrateur que de provoquer des oppositions pour tenir en échec le créancier qui prétendrait se faire payer à l'exclusion des autres déjà connus.

L'administrateur, tenant pour opposant tous les créanciers de lui connus, obtiendra facilement leur assentiment à une répartition entre eux. Il n'aura pas à payer seul tels ou tels créanciers. Mais serait-il en droit de retarder la répartition en attendant les créanciers qui ne se sont pas encore manifestés? Évidemment non. Le prétendre serait méconnaître absolument la conception du législateur en matière de déconfiture et violer l'article 808. Cependant, en fait, l'administrateur obtiendra tous les délais dont il aura besoin pour attendre les retardataires, en menaçant les opposants ou ceux qui sont considérés comme tels, de déposer les fonds à la Caisse. Nous verrons plus loin que tel est le résultat ordinaire d'une semblable menace (p. 361).

La tendance aux répartitions amiables est si grande à Paris que le nombre des contributions judiciaires a singulièrement diminué, et parfois la jurisprudence ne craint pas d'autoriser un répartiteur (c'était dans l'espèce un liquidateur de société civile) à attendre pour la répartition les créanciers qui ne se sont pas encore manifestés, et de lui prescrire de faire de la publicité pour que de nouveaux créanciers se révèlent. (Jug. du trib. de la Seine du 26 décembre 1895. *Le Droit*, 13 janvier 1896.)

C'est assurément plus moral que de faire du paiement le prix de la course ou la récompense de l'intimidation vis-à-vis d'un débiteur insolvable. On peut seulement se demander si c'est tout à fait conforme au texte de la loi.

1. (*La Loi*, 11 et 12 juillet 1897). L'arrêt fait observer que l'opposition prévue par l'article 808 suppose tout au moins un acte. (Cf. Wahl précité, t. II n° 1993; — Dall, *Suppl.* n° Succ, v. 679.)

§ 4. — FIN DE LA MISSION DE L'ADMINISTRATEUR SÉQUESTRE

Le mode normal d'extinction du mandat est sa complète exécution. Il y a lieu de distinguer. Si le mandataire était chargé de liquider, après avoir réalisé les biens, il en répartira le prix entre les créanciers; il remettra à l'héritier le reliquat s'il en reste; il fera apurer son compte par ce dernier, et taxer ses honoraires par le Président du tribunal.

S'il n'était qu'administrateur (et il ne peut être autre chose si l'héritier ne lui a pas reconnu d'autres pouvoirs, s'il ne tient son mandat que de justice), il devra cesser ses fonctions dès que l'héritier lui signifiera sa volonté d'administrer ou de liquider lui-même. Si l'héritier avait au contraire concouru à sa nomination, s'il l'avait dans la suite approuvée ou ratifiée, ses pouvoirs seraient déterminés par l'acte qui l'a nommé. L'héritier ne pourrait pas révoquer seul le mandat qu'il a consenti et qui est donné dans l'intérêt des créanciers héréditaires autant que dans le sien; ce contrat, constaté et scellé par justice, ne peut être résolu de la seule volonté soit des créanciers, soit du débiteur. Les choses ne sont plus entières, et si nous n'exigeons pas que la justice soit nécessairement appelée à dénouer ce qu'elle avait noué, et à contrôler l'exécution de la mission par elle donnée, nous exigerons tout au moins l'accord des intéressés pour résoudre le contrat.

La mission de l'administrateur peut être limitée au délai pendant lequel l'héritier bénéficiaire restera sans faire de diligences; dès que l'héritier prendra la liquidation en main, l'administrateur sera sans pouvoir. Un arrêt récent de la Cour de cassation pose nettement le principe de la subordination de l'administrateur à l'héritier: Il est surtout intéressant parce qu'il nous montre avec quelle prudence la jurisprudence évite de se prononcer sur cette question, examinée plus haut, des

pouvoirs qu'il convient d'accorder à l'administrateur d'une succession bénéficiaire, alors que l'héritier ignore la gestion ou ne l'a pas formellement autorisée et précisée, comme, par exemple, lorsque la mesure a été prononcée contre un héritier incapable ou lorsqu'elle a été prise en attendant le retour d'un héritier qui n'est pas sur les lieux.

« La Cour,

« Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la fausse application des articles 803 et 1382 C. civ., 132 C. pr. civ., et de la violation des articles 1239, 1351 C. civ. et 809 C. pr. civ. ;

« Attendu que l'arrêt attaqué, interprétant, sans la dénaturer, l'ordonnance de référé du 15 décembre 1894, qui a nommé D... administrateur provisoire des succession et communauté B..., a déclaré que la mission principale de cet administrateur consistait à réaliser un petit fonds de fruiterie et quelques objets mobiliers, et que la durée de son mandat était limitée à la période pendant laquelle l'héritière légitime, M^{me} L... n'aurait fait aucune diligence ;

« Que, sans examiner quels peuvent être, en général, les droits d'un administrateur judiciaire placé à côté d'un héritier bénéficiaire, il est certain qu'en fait, D..., la réalisation des meubles opérée, et la dame L... ayant pris qualité, n'était plus autorisé à se substituer à celle-ci dans sa gestion, ni encore moins à la poursuivre, d'abord en première instance, ensuite devant la Cour, en paiement d'une somme due par elle à la succession ;

« Que, par suite, les juges du fond ont pu voir, dans l'instance d'appel engagée par D..., après l'expiration de son mandat, les éléments d'une erreur grave et d'une faute lourde, et, usant du pouvoir discrétionnaire que leur confère l'article 132 C. pr. civ., le condamner à supporter personnellement les dépens d'appel ;

« Rejette. » (Cass. Req. 17 janv. 1898. *Le Droit*, 13 mars 1898.)

TITRE III

SÈQUESTRE POUR EMPLOI DE BIENS DOTAUX

On ne voit pas très bien, au premier abord, quel intérêt il peut y avoir à nommer un séquestre à certains biens de la femme

dotale. Le remploi est réglementé par la loi de telle manière qu'il présente pour la femme toute sécurité.

La femme dotale ne peut vendre qu'avec l'autorisation de justice, l'acquéreur sera garant du remploi, responsabilité généralement restreinte, suivant la clause ordinaire aujourd'hui, à la matérialité du remploi. Peut-être même cette responsabilité sera-t-elle, pour dégager l'acquéreur et faciliter l'aliénation des biens dotaux, reportée sur l'intermédiaire de la vente, le notaire, l'agent de change. Cela semble suffisant. Quel besoin d'un séquestre?

Voici l'une des hypothèses.

§ I. — NOMINATION JUSTIFIÉE TANT EN RAISON QU'EN FAIT
ABUS — REFUS

Il est nécessaire de faire à l'immeuble dotal des réparations (1558). Mais si l'on vend une partie de l'immeuble, si l'on hypothèque pour réparer, il va falloir que l'on emploie utilement aux réparations les fonds provenant de l'aliénation. Le notaire, l'agent de change, ne sont pas compétents pour surveiller un travail de ce genre; la justice charge quelqu'un de toucher les fonds d'origine dotale et de les remettre à l'entrepreneur au fur et à mesure des travaux. Elle commet un séquestre. Celui-ci surveillera lui-même et fera vérifier les travaux par un architecte.

Là vraiment. l'intervention du séquestre est légitime. Elle constitue un progrès réel et une protection sérieuse dans un cas où la prévoyance du législateur se trouvait en défaut.

D'autres fois un séquestre sera nommé par la Chambre du Conseil pour faciliter la libération de l'acquéreur du fonds dotal :

Attendu que le demandeur est acquéreur de la ferme d'A., appartenant à la dame X..., laquelle est tenue d'opérer le remploi du prix de vente conformément à son contrat de mariage;

Attendu que pour parvenir à sa libération définitive, P... sollicite la nomination d'un séquestre chargé de recevoir le prix de ladite vente et d'en effectuer le dépôt à la Caisse des consignations jusqu'à ce que le mode d'emploi de ce prix de vente ait été déterminé; qu'il importe de faire droit à la demande; Vu l'urgence, nommons C..., notaire séquestre du prix de vente dont s'agit, avec tous pouvoirs, pour, sans le concours des époux de L..., en recevoir le montant, en donner quittance, et déposer les sommes ainsi reçues à la Caisse, conformément aux stipulations du contrat de mariage de la dame de L..., aux charges de droit. (Ch. du Cons., 29 déc. 1893.)

pour faciliter un emprunt moins onéreux que celui déjà contracté par la femme :

Attendu que cette opération procurera une économie considérable, autorise M^{me} X..., avec l'assistance de son mari, à emprunter à tout particulier une somme suffisante pour rembourser le Crédit Foncier jusqu'à concurrence de 60 000 francs, et à consentir à la garantie de ces emprunts les mêmes garanties hypothécaires.

Autorise à prélever sur la somme les frais faits pour faire la demande, opérer l'emprunt, constater l'emploi.

Commet M..., avoué, pour surveiller l'emploi, mais sans que de l'accomplissement de sa mission résulte pour lui aucune responsabilité spéciale. (Ch. du Cons., 21 février 1896.)

pour assurer les secours nécessaires à l'entretien ou à la santé de la famille. Il remettra les sommes au fur et à mesure des besoins. (Ch. du Cons. 17 janvier 1896 ; — 17 avril 1896).

Dans ces limites, la nomination d'un séquestre peut donc avoir son utilité et sa raison d'être, elle peut constituer une garantie efficace. Mais il n'y faut pas chercher ce que la loi ne permet pas qu'on y trouve : la suppression des garanties résultant du régime adopté ou la substitution de garanties nouvelles à celles, fort rigoureuses peut-être mais obligatoires, que ce régime a établies.

Abus. Refus. — L'intervention du séquestre pour opérer ou surveiller le emploi a été étendue à d'autres hypothèses. Lorsqu'on a prévu qu'un emploi serait difficile à obtenir de la

femme, quand l'acquéreur du bien dotal veut se soustraire à la responsabilité du remploi, on sollicite de la justice la nomination d'un séquestre chargé de faire ce remploi. Ce mandataire de justice paraîtra en endosser toute la responsabilité; il semblera, du même coup, dégager celle de l'acquéreur, et affranchir celui-ci du risque qu'il redoute. Ces nominations sont très souvent demandées, souvent refusées, trop souvent encore accordées. Elles sont extrêmement commodes. Elles facilitent beaucoup les transactions dont les biens de la femme dotale peuvent être l'objet. Disons-le nettement, elles sont absolument irrégulières et dangereuses; irrégulières parce que la loi ne les autorise pas, et que le juge ne saurait substituer à la sécurité que la loi a exigée une sécurité autre, qui serait souvent fort insuffisante; dangereuses, car la responsabilité du séquestre ne saurait abolir celle de l'acquéreur du bien dotal. L'acquéreur, garant du remploi, s'en rapporte imprudemment à autrui, car il n'appartient pas au juge de déplacer les responsabilités établies par la loi. Il ne peut que les reconnaître et en tirer les conséquences. Malgré la nomination d'un séquestre, le notaire, l'agent de change, l'acquéreur demeureraient donc responsables si les fonds n'avaient pas servi au remploi prescrit; ils pourraient seulement obtenir des dommages-intérêts contre le séquestre, si toutefois celui-ci est solvable; sa faute leur cause préjudice.

On ne saurait trop recommander la prudence aux tiers acquéreurs de biens dotaux. S'il y a un doute sur la nécessité du remploi, il faut provoquer une décision de justice, « contentieuse ». La juridiction gracieuse n'a pas compétence pour interpréter la loi ou le contrat de mariage. Ses décisions n'ont pas l'autorité de la chose jugée, et l'erreur de droit que commettrait le juge sur l'interprétation de l'article 1558 pourrait retomber sur le tiers. (Troplong, IV. 3493; — Laurent, XXIII n° 534; — Aubry, V. 537, note 134; — Guillouard, T. IV. n° 2015; — Cass., 7 juillet 51; — S. 51. 1. 472; — 29 août

60. S. 61. 1. 9; — 27 nov. 83; — D. 85. 1. 39. — S. 84. 1. 161.)

Réserves faites contre une pratique qui tend à se généraliser, nous pouvons reconnaître qu'il y a des circonstances où il paraîtrait fort dur de refuser la nomination d'un séquestre, et presque toujours, le remploi ayant lieu effectivement, il n'y a pas d'intérêt à relever l'illégalité du procédé et à tirer les conséquences rigoureuses des actes intervenus avec une décision de justice qui en réalité ne couvre et ne protège personne. Mais les abus sont à craindre.

C'est donc bien sagement que la Chambre du Conseil refuse de semblables autorisations et déclare qu'il n'y a lieu à la nomination d'un séquestre, toutes les fois que les circonstances ne l'exigent pas absolument. Et s'il faut tenir la main à ce que de telles pratiques ne s'introduisent pas d'une façon courante, c'est que, par ce détour, on arriverait à tourner presque toutes les garanties protectrices qu'assure à la femme le régime dotal qu'elle adopte, ou la clause de dotalité partielle qu'elle insère dans son contrat.

Voici la formule courante par laquelle de telles demandes sont en général rejetées :

Attendu que la requête des époux D... a pour objet de faire nommer un séquestre à l'effet d'assurer la destination et l'emploi des fonds provenant des valeurs que la dame D... se propose d'aliéner dans les conditions prévues par son contrat de mariage ;

Mais attendu qu'il n'est justifié d'aucun motif pour substituer la responsabilité d'un séquestre à celle qui résulte pour l'agent de change des fonctions dont il est investi et des dispositions du contrat de mariage. (Rejette.)

Refus fréquent aussi lorsque, les clauses du contrat adoptant le régime dotal paraissant obscures, les parties s'adressent à la justice, dans l'espoir d'obtenir d'elle l'interprétation de la clause ambiguë, et pour qu'elle autorise l'aliénation au cas où les parties n'auraient pas, d'après l'interprétation qu'elle donne

de la clause, le pouvoir de procéder seules à l'aliénation. Consultation et autorisation seraient illégales. Il ne le serait pas moins que la justice confèrât à un tiers le pouvoir de la remplacer. Ces refus sont motivés comme il suit :

Attendu que l'intervention de la Chambre du Conseil est demandée en dehors des cas où la loi lui attribue compétence ;

Qu'elle ne peut point, lorsqu'il s'agit de dotalité, elle-même interpréter, ni déléguer à un mandataire de justice le pouvoir d'interpréter le contrat de mariage : que la décision qu'elle rendrait à cet égard serait dénuée de toute valeur et de tout effet juridique ; qu'elle ne couvrirait pas les tiers qui y feraient confiance si quelque difficulté survenait devant le juge du contentieux, seul compétent en cette matière. (Ch. du Cons., 5 août 1891.)

Les exigences de la dotalité sont quelquefois cruelles, mais ce n'est pas à la jurisprudence de refaire la loi. Quelquefois le rejet de la requête paraît inhumain, par exemple quand il y a des soins à donner, une cure d'eaux prescrite, et que la Chambre du Conseil, se trouvant en dehors des cas prévus au contrat, alors même que de pareils motifs sont invoqués, refuse toute aliénation de valeurs dotales.

Disons-le cependant, la loi n'est pas aussi cruelle qu'on veut la faire, et si la nécessité absolue était justifiée, il appartiendrait à la justice de faire rentrer de telles dépenses dans le cas d'aliénation pour cause d'aliments (1550 C. c.). Quand le juge refuse, c'est qu'il a le soupçon que le besoin n'est pas aussi grand qu'on le dit ; c'est qu'il voit que ceux qui demandent à aliéner le bien dotal en ont déjà abusé, ou bien, qu'en s'adressant à la famille, qui est riche, ils trouveront facilement ce que la justice est obligée de leur refuser. Quand ces circonstances ne se présentent pas, un séquestre peut être nommé pour aliéner partie d'un fonds dotal et assurer des aliments et des remèdes, avec le capital lui-même, à de vieux époux par exemple, qu'il serait inhumain de laisser dans une indigence absolue à côté de capitaux dotaux qui ne profiteraient qu'à leurs

héritiers. L'assistance judiciaire même a souvent été accordée pour que les indigents puissent, sans frais, solliciter des autorisations de la Chambre du Conseil, à l'effet d'aliéner partie de leurs petits titres dotaux. Un séquestre sera chargé de faire vendre un tiers, un quart des valeurs dotales, et d'en verser le produit successivement, à échéances fixes, au fur et à mesure des besoins, pour assurer des ressources à ces capitalistes besogneux.

Le séquestre sera quelquefois chargé de faire inscrire sur des titres trouvés dans un inventaire la mention de dotalité.

§ II. — PROCÉDURE — AUTORITÉ COMPÉTENTE

L'article 943, § 9. C. proc. autorise le notaire à demander au président du tribunal par voie de référé la remise des titres entre les mains d'une personne par lui désignée afin d'assurer la stricte observation des emploi ou remploi. Une thèse intéressante de M. Charles Robert¹ donne sur la pratique des séquestres des détails utiles à connaître.

Dans le cas où les actions, rentes ou valeurs acquises en remploi ou provenant à la future épouse de successions, donations ou legs seraient au porteur, non susceptibles d'être convertis en titres nominatifs mentionnant la dotalité et l'obligation d'emploi, soit nominatives, transmissibles par endos, il devra être procédé de la manière suivante :

Ces actions rentes ou valeurs seront déposées, en cas d'acquisition, par l'agent de change, et, dans les autres cas, par tous détenteurs, dans les caisses, soit des Compagnies, soit de la Banque de France, de la Ville de Paris, du Crédit Foncier, ou la Caisse des dépôts et consignations qui délivreront des récépissés au nom de la future épouse.

Ce dépôt pourra être encore fait, si les époux le préfèrent, entre les mains d'un séquestre, nommé sur requête desdits époux ou de l'un d'eux par M. le Président du tribunal de leur domicile. Le séquestre donnera récépissé du dépôt authentique. Les récépissés porteront les

1. *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal*, 1896.

numéros des titres déposés mentionnant le régime dotal et l'obligation d'emploi, et indiqueront que lesdits titres ne pourront être retirés que par un agent de change désigné par les époux pour en opérer l'aliénation à charge de remploi.

C'est la reproduction d'une clause très courante des contrats de mariage. Par prudence, beaucoup de sociétés n'opèrent le transfert de leurs actions lorsqu'elles sont soumises à remploi que sur l'ordre du juge.

Ainsi la Banque de France ne procède au transfert que sur citation en référé devant le président du Tribunal et ordonnance de passer outre, et contenant en même temps désignation de la personne qui doit concourir au transfert et suivre le remploi.

Cette désignation d'un séquestre chargé de suivre le remploi constitue en effet le moyen le plus recommandable aux tiers tenus de surveiller un remploi ou un emploi qui ne doit pas s'effectuer au lieu de leur résidence.

A bien faire, ces tiers devraient, en effet, se déplacer pour aller suivre eux-mêmes l'opération. Mais trop souvent ils seront dans l'impossibilité d'agir de la sorte.

L'agent de change ne pouvait, quoi qu'en ait dit M. le Conseiller rapporteur en 1891¹, se déplacer pour surveiller le remploi et les époux ne pouvaient trouver les avances nécessaires au remploi *in futurum*. On tourne cette difficulté en provoquant la nomination d'un séquestre chargé de recevoir les fonds et de surveiller l'emploi.

Les agents de change y ont très souvent recours.

Les Compagnies de chemins de fer et autres sociétés en usent fréquemment aussi, comme la Banque de France.

Au contraire le Trésor, qui considère l'agent de change comme seul responsable du remploi, n'exige jamais cette nomination².

En fait, beaucoup de contrats de mariage sont rédigés dans de tels termes que les parties se croient obligées de solliciter des autorisations de justice tout à fait inutiles.

1. Req., 7 juillet 91. D. 92. 1. 185.

2. Le Trésor se montre particulièrement exigeant; à côté de l'autorisation donnée à un administrateur, il a voulu quelquefois exiger, en considérant les effets d'une nomination déjà ancienne comme épuisée, une nomination nouvelle. Mais il a été répondu « que l'autorisation accordée à l'administrateur provisoire d'aliéner un titre implique évidemment et nécessairement la confirmation de ses pouvoirs. Il n'y a donc pas lieu de faire droit à la requête demandant cette confirmation pour donner satisfaction à une exigence non fondée du Trésor ». (Ch. du Cons., 23 mai 1893.)

Les notaires pour ne pas intimider les jeunes mariés, ne parlent plus de régime dotal. Ils inscrivent à la place une clause d'emploi. (*Faux régime dotal.*) Mais la jurisprudence, depuis 1858, décide que ces contrats de mariage créent de pures communautés d'acquêts, que les tiers ne sont pas responsables de l'emploi. En conséquence il est inutile de demander l'autorisation d'aliéner à la Chambre du Conseil et de faire nommer séquestre à cet effet. Mais en fait on demande ces autorisations qui sont souvent accordées.

Il ne faut pas croire que ces missions, à l'effet de surveiller des emplois, soient sans responsabilité, alors même que la justice la réduit au minimum. Un notaire, un avoué, nommés séquestres « sans responsabilité de ce chef », ne répondent pas, sans doute, de l'utilité des travaux, par exemple, qu'ils ont mission de surveiller, mais ils sont responsables de leur exécution. Un avoué de Paris, chargé de surveiller la construction d'une maison, ayant complètement perdu de vue sa mission, avait remis les fonds dotaux aux époux sans s'enquérir de leur emploi. Il a été déclaré responsable, et à bon droit : sa faute était lourde. (Jug. du Tr. de la Seine (2^e Ch.) 2 déc. 1893, confirmé par la Cour (1^{re} Ch.) 3 mai 1895.

Autorité compétente. — La nomination du séquestre a lieu d'ordinaire par jugement de la Chambre du Conseil rendu sur requête. Souvent elle a lieu en référé par le Président du tribunal.

Mais quel est le tribunal compétent? Le paiement des biens aliénés étant querable M. Charles Robert admet que l'on peut saisir le tribunal du domicile de l'exposant. Mais il y voit un grave inconvénient : le tribunal nomme en général un officier ministériel ou un mandataire accrédité près de lui. Si l'immeuble se trouve loin, celui-ci devra se transporter, cela occasionnera des frais. Il préfère le tribunal de la situation.

A cela nous répondrons deux choses : en fait souvent un tribunal de province refusera ces nominations de séquestres. En

tout cas le tribunal du domicile n'est pas tenu de nommer un mandataire de son siège. S'il le fait, c'est qu'il croit cela plus prudent et le contrôle plus facile.

En droit est-il sûr que le tribunal de la situation soit compétent? Peut-on s'adresser à n'importe quel tribunal? Nous ne le croyons pas pour notre part. Sauf exception, le seul tribunal qu'on puisse saisir d'une requête est le tribunal du domicile de l'exposant. Il en est ainsi pour les autorisations de femme; sans cela on pourrait, après avoir essuyé un refus, porter la même demande devant un autre tribunal et ainsi de suite pour surprendre une décision. La juridiction gracieuse a, elle aussi, ses règles de compétence. La question est trop générale pour que nous puissions la traiter.

Nous avons donné quelques détails sur ces questions parce qu'elles sont très pratiques et peu connues en dehors des grands centres.

TITRE IV

SÈQUESTRE AU CAS D'INSTANCE EN DIVORCE EN SÉPARATION DE CORPS OU DE BIENS

§ I. — HISTORIQUE

Le Code civil, dans l'article 270, reconnaissait à la femme commune en biens le droit de faire apposer les scellés sur les effets mobiliers de la communauté. L'inventaire fait ensuite en constituait le mari gardien, et la jurisprudence décidait que s'il détournait, il pouvait être condamné correctionnellement¹.

1 *Cass. Crim.*, 13 août 1869. (D. 70. 1. 92.)

D'autre part, d'après l'article 271, la femme avait le droit de faire annuler toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation des immeubles qui en dépendent postérieurement à la date de l'ordonnance par laquelle le Président ordonne la comparution des époux, à condition toutefois qu'il fût prouvé que ces obligations avaient été contractées, que ces aliénations avaient été faites en fraude des droits de la femme.

C'était quelque chose, mais c'était bien insuffisant : la femme commune était seule protégée; la jurisprudence hésitait à étendre cette protection à la femme non commune; le mari ne l'était pas du tout, et il peut avoir besoin de l'être, si les valeurs communes ou les siennes propres se trouvent aux mains de la femme.

Aussi, sous le régime du code, la pratique avait admis des mesures autres et plus efficaces, d'urgence, pour prévenir les détournements, de rigueur, pour en réparer autant que possible les effets. On obtenait des ordonnances autorisant la femme à frapper de saisie-arrêt ce qui pouvait être dû à son mari, nommant des séquestres de certains biens, ou même de tous les biens jusque-là confiés à l'administration de son mari.

La loi des 18-20 avril 1886 sur la procédure en matière de séparation de corps et de divorce a étendu, dans son nouvel article 242, les mesures conservatoires des biens des époux communs, et en a fait bénéficier la femme, quel que soit son régime matrimonial, et le mari comme la femme.

a. 242. — « L'un et l'autre des époux peut, dès la première ordonnance et sur l'autorisation du juge donnée à la charge d'en référer, prendre pour la garantie des mesures conservatoires, notamment requérir l'apposition des scellés sur les biens de la communauté.

Le même droit appartient à la femme, même non commune, pour la conservation de ceux de ses biens dont le mari a l'administration ou la jouissance.

Les scellés sont levés à la requête de la partie la plus diligente, les objets et valeurs sont inventoriés et prisés, l'époux qui est en possession en est constitué gardien judiciaire, à moins qu'il n'en soit décidé autrement. »

Cependant la pratique a, même après ces améliorations, trouvé que la protection était insuffisante : elle a sollicité et obtenu, au cours de l'instance en divorce ou en séparation de corps, la nomination d'un séquestre administrateur de la communauté au lieu et place du mari.

§ II. — JURISPRUDENCE

Il est peu de questions plus intéressantes, il en est peu de plus délicates, et aucune n'était plus controversée en jurisprudence avant l'arrêt de cassation rendu le 26 mars 1889. (Affaire Malapert.)

M^{me} Malapert, au cours d'une instance en divorce, avait, à raison d'abus et de détournements qu'elle reprochait à son mari (la vente et la dissipation du prix d'une écurie de courses), sollicité la nomination d'un administrateur judiciaire des biens de la communauté. Son mari répondait qu'au cours de l'existence de la communauté, et qu'avant tout jugement prononçant la séparation de biens, de corps, ou le divorce, un mari ne pouvait être dépouillé du droit que la loi lui donne (1421 C. c.) d'administrer les biens de la communauté.

Le 27 juin 1887, un jugement du Tribunal de la Seine nommait Imbert administrateur judiciaire de la communauté légale existant entre les époux.

Le 17 janvier 1889, arrêt de la Cour (1^{re} chambre) qui rejette la demande de la femme et autorise le mari à reprendre l'entière administration des biens de la communauté. Pourvoi par M^{me} Malapert pour violation des articles 242 (nouveau), 1961 C. c. et 869 Pr.

M^{me} Malapert soutenait d'abord que la mesure ordonnée, auto-

risée par les articles précités, pouvait seule prévenir les détournements que le législateur avait voulu empêcher. Elle prétendait, en second lieu, qu'à supposer que la mesure ordonnée par le tribunal fût excessive, la Cour aurait dû la modifier, la restreindre et prendre des dispositions de nature à garantir à la fois les droits du mari et ceux de la femme.

La nomination d'un séquestre au lieu et place du mari était-elle vraiment excessive et illégale?

Pour soutenir qu'elle rentre dans les attributions de la justice, on fait remarquer que, malgré les prescriptions limitatives de l'ancien article 270, on avait toujours reconnu aux tribunaux un pouvoir fort étendu pour ordonner toutes les mesures de nature à protéger les droits des parties au cours de l'instance. (Voir note de Dalloz; 1889, 1.446.)

Si cette extension des dispositions de l'article 270 ancien était légitime, n'était-elle pas consacrée législativement par le nouvel article 242 modifié par la loi du 18 avril 1886?

Cet article ne donnait-il pas à la femme qui plaide en divorce ou en séparation de corps le droit de recourir aux tribunaux pour obtenir toutes les autorisations nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts? Les juges ont un pouvoir discrétionnaire, et si la mesure sollicitée est la seule qui soit vraiment conservatoire des droits de la femme, rien ne les oblige à la refuser.

Pour contester au contraire au tribunal le droit de dépouiller le mari de son pouvoir d'administration, on peut d'abord faire remarquer combien sont excessifs les pouvoirs donnés à l'administrateur judiciaire. « Nomme Imbert administrateur judiciaire de la communauté légale des biens existant entre les époux, lui donne à cet égard tous pouvoirs nécessaires pour gérer et administrer la communauté, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en divorce, et, le cas échéant, jusqu'à l'issue de la liquidation, l'autorise, en conséquence, à se mettre en possession de l'actif de la communauté et à rechercher par toutes les voies de droit quelle en est la consistance. »

Une telle mission paraît bien difficile à concilier avec le texte de l'article 1421. « Le mari administre seul les biens de la communauté, il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de sa femme » et avec l'ancienne maxime, encore aujourd'hui en vigueur, et que MM. Aubry et Rau n'hésitent pas à placer en tête de leurs développements¹ comme une déclaration de principes : « Le mari est seigneur et maître de la communauté. »

Tant que la communauté existe, le mari n'a pas seulement la libre administration des biens communs ; il peut en disposer à titre onéreux ou même à titre gratuit sans le concours de sa femme, les aliéner, même avec réserve d'usufruit à son profit, ou moyennant une rente viagère constituée sur sa seule tête, soit réversible à son profit ; s'il dissipe ou laisse périr les biens communs, il ne doit aucune indemnité à sa femme ; bien plus, celle-ci n'est pas admise à former opposition aux actes d'administration ou de disposition de son mari ; elle n'a d'autre ressource contre la mauvaise gestion de ces biens qu'une demande en séparation de biens. Cette situation du mari est telle parce qu'il est le chef du ménage ; elle fait partie de la constitution même de la famille. Elle est à cet égard d'ordre public².

Sans doute, l'article 270 autrefois, l'article 242 aujourd'hui, autorisent des mesures qui assurent la conservation du mobilier, mais il ne s'agit que du mobilier, et encore du mobilier constaté à l'inventaire ; bien plus, le mari n'est pas dessaisi, il est constitué gardien judiciaire, à moins qu'il n'en soit décidé autrement. Est-ce donc là une disposition qui autorise à déposséder le mari de toute l'administration ? Bien au contraire, c'est une disposition qui la consacre dans sa personne et ne permet de nommer un gardien autre que lui, qu'après examen et dans des circonstances étroitement précisées.

1. T. V, p. 325.

2. Guillouard. *Tr. du Contr. de Mar.*, t. II. n° 2695 ; — Bruxelles, 11 juillet 1884, *Pas. Belge*. 84. 3. 514.

Veut-on du reste avoir la preuve que le législateur de 1886 comme celui du C. c. de 1803, réserve au cours du procès l'administration au mari? il suffit de lire l'article 243 : autrefois comme aujourd'hui on permet à la femme de faire annuler les actes de mauvaise administration et les détournements commis par le mari; c'est bien qu'il garde cette administration dont on prévoit ainsi, dont on réprime les abus. Lors de la discussion de cet article en 1886, MM. de Gavardie et Bozérian ont demandé que la nullité pût être prononcée par cela seul que l'aliénation était faite au préjudice de la femme ¹.

M. Labiche a fait rejeter cet amendement : il se refusait à « mettre le mari hors du droit commun, à lui interdire en fait, pendant toute la durée de l'instance, une infinité d'opérations qui sont absolument régulières et légales ». C'est donc que le mari garde l'entière administration. Il l'a si librement, il est si bien présumé de bonne foi, même au cours de l'instance « que le préjudice ne suffit pas pour constituer la fraude, il faut l'intention de nuire à la femme et le plus souvent probablement l'intention de s'attribuer un bénéfice aux dépens de la femme ».

Si l'on sort de la région des principes pour descendre à l'examen de la situation que crée la nomination de l'administrateur, quelle confusion de pouvoirs! Se représente-t-on l'administrateur, au cours de l'instance en séparation de corps ou en divorce, se mettant à reconstituer l'actif de la communauté, plaidant contre le mari, contre les tiers, contre la femme peut-être? Que deviendront tous ces procès si le divorce ou la séparation de corps ne sont pas prononcés? Nous n'hésitons donc pas à approuver pleinement l'arrêt rendu par la Cour de cassation après rapport de M. Féraud-Giraud, dans les termes suivants :

La Cour,

Attendu qu'aux termes des articles 1588, 1421, et s. C. c. le mari est le chef de la communauté; — qu'à ce titre il administre seul les biens de cette communauté, il peut les vendre, les aliéner, les hypo-

1. *J. Off.*, 25 Déc. 1886.

théquer sans le concours de sa femme, et en disposer, même à titre gratuit, dans une certaine mesure et sous diverses conditions; — que c'est là une situation constitutive de l'association conjugale, qui doit être respectée, à moins de dispositions contraires et exceptionnelles de nos lois; — Attendu que si, d'après le nouvel article 242; C. c., dans le cours d'une instance en divorce, la femme peut, sur l'autorisation du juge, prendre les mesures conservatoires pour la garantie de ses droits, il résulte du texte de cet article, ainsi que de l'article suivant, que quelque étendus que soient les pouvoirs des juges dans le choix de ces mesures, pour prévenir les abus que pourrait commettre le mari dans son administration, ils ne peuvent aller jusqu'à l'en dépouiller complètement, pour en investir un tiers qui serait ainsi constitué gérant et administrateur de la communauté légale à l'exclusion du mari; — Attendu que devant la Cour de Paris, la dame Malapert, par ses conclusions en confirmation du jugement frappé d'appel, a demandé qu'Imbert fût nommé administrateur judiciaire de la communauté légale des biens existant entre les époux Malapert, qu'à cet effet tous pouvoirs nécessaires lui fussent donnés pour gérer et administrer ladite communauté, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur la demande principale en divorce, et, le cas échéant, jusqu'à l'issue de la liquidation; et que ledit Imbert fût autorisé à se mettre en possession de l'actif de la communauté et à rechercher par toutes les voies de droit quelle en était la consistance; — que la Cour de Paris a justement repoussé une demande qui, mettant complètement à l'écart le mari dans l'administration de la communauté, lui substituait un tiers étranger; — Attendu qu'on ne peut reprocher à cette Cour de s'être bornée à statuer sur la demande, telle que la dame Malapert avait cru devoir la préciser devant elle, de n'avoir pas substitué à la mesure nette, formelle et déterminée qu'elle réclamait, une autre mesure qui s'en serait écartée et l'aurait modifiée; que dès lors les articles de la loi susvisée n'ont point été violés; Rejette. (Cass. Req., 26 mars 1889; — D. 89. 1. 447 et la note très documentée.)

Cette jurisprudence a reçu l'approbation des auteurs¹. Les Cours s'y sont conformées².

1. POULLE. *La nouvelle procédure du divorce*, p. 90. — COULON. *Le divorce et la séparation de corps*, t. IV, p. 325 et suiv. — HUC. *Commentaire du Code civil*, 1, p. 358.

2. Lyon, 25 juin 1892; (D. 92. 2. 534); — Bordeaux, 11 janvier 1895; (D. 952. 518); — Nancy, 3 juillet 1895; (D. 96. 2. 121).

La Cour de cassation, dans le même arrêt, a tranché une seconde question, d'un bien moindre intérêt, mais qui peut se présenter assez souvent. Le tribunal avait nommé un séquestre et dépouillé le mari. La mesure était excessive. Mais n'appartenait-il pas à la Cour d'appel de modifier la décision des premiers juges au lieu de l'annuler pour le tout ? N'y avait-il pas un moyen terme entre tout et rien, et d'autres mesures ne pouvaient-elles pas être ici utilement employées pour garantir certains biens particulièrement menacés ?

La Cour de cassation a estimé que la Cour d'appel n'était pas obligée de modifier la demande telle qu'elle se présentait devant elle ; elle n'a pas jugé non plus, il est vrai, que la Cour d'appel n'ait pas le droit de le faire. Il nous paraît probable que la Cour d'appel eût pu le faire à raison de la nature de la demande.

La justice n'a pas ici à intervenir d'office (art. 242) comme l'article 240 lui en fait un devoir pour les mesures relatives aux enfants.

Très souvent les juges, tout en ayant le droit de modifier et de restreindre la demande au point de vue des mesures conservatoires des biens, alors que la demande est excessive, n'auront pas les renseignements nécessaires pour prescrire des mesures utiles, autres que celle qui a été sollicitée et au point de vue de laquelle l'instruction a été dirigée. Dans le doute, il est plus prudent pour eux de ne statuer que sur ce qui a été demandé. C'est aux parties à conclure, subsidiairement, à la mesure moindre, à défaut de celle qu'elles risquent de ne pas obtenir.

Si nous refusons d'admettre la nomination d'un administrateur au lieu et place du mari, nous admettons fort bien la nomination d'un séquestre chargé de percevoir les revenus des biens de la femme et même des biens communs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour le paiement des provisions alimentaire ou *ad litem* allouées à la femme¹. L'administration du mari

1: Aubry et Rau, V, p. 197 et 493.

peut en effet être entendue en ce sens qu'elle puisse empêcher la femme de plaider contre lui, ou même de subsister, en lui refusant tous aliments. C'est une extension ou plutôt une interprétation large de l'article 242 *in fine* ; elle nous paraît légitime.

Cependant la Cour de Montpellier, dans un arrêt du 31 janvier 1895, tout en déclarant que le mari ne peut être dépouillé ni pour le tout, ni pour partie, de son droit d'administration sur les biens communs, nomme un séquestre des biens personnels de la femme parce que le mari les laissait à l'abandon. Les motifs sont intéressants à recueillir.

Attendu, sur le fond, qu'aux termes de l'article 242, C. c., la femme, pendant l'instance en divorce, est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires pour la conservation de ceux de ses biens, dont le mari a l'administration ou la jouissance, qu'on soutient, il est vrai, que le droit de prendre des mesures conservatoires ne saurait aller jusqu'à priver le mari de l'administration des biens de sa femme pour en investir un tiers à sa place ; — Attendu que pour en écarter cette objection il suffira de distinguer entre les biens de communauté et les biens propres de la femme ;

Qu'en ce qui concerne les premiers, le mari, en sa qualité de seigneur et maître de la communauté, en a la libre disposition, et que, par suite, le pouvoir d'administration, que la loi lui confère, ne saurait lui être enlevé ni en tout ni en partie ;

Qu'en ce qui concerne les seconds au contraire, les droits du mari se réduisant à une simple jouissance, celui-ci ne doit être considéré que comme un simple administrateur de la fortune d'autrui, astreint, à ce titre, à toutes les obligations qui pèsent sur ce dernier, et tenu notamment d'apporter à sa gestion les soins d'un bon père de famille ;

Que s'il manque à ce devoir, et si, comme dans l'espèce, par suite de ses agissements, la valeur du fonds lui-même était compromise, la femme est autorisée à demander qu'un tiers reçoive mandat de veiller à l'entretien et à la conservation des biens que l'éventualité d'une dissolution prochaine de la communauté remettra entre ses mains ; qu'une semblable mesure rentre dans la catégorie de celles qu'a eues en vue le paragraphe 2 de l'article 242, et que la refuser serait exposer le patrimoine de la femme à tous les dommages que, durant cette

période toujours difficile de l'instance en divorce, pourraient provoquer l'incurie et même parfois la malveillance du mari ;

P. C. M. Dit que c'est à bon droit que M^{me} X... a demandé et obtenu la nomination d'un séquestre avec mission de faire procéder, pendant l'instance en divorce, aux travaux indispensables pour la mise en culture de ses immeubles personnels et d'opérer la perception de la récolte. (D. 95. 2. 356.)

§ III. — AUTORITÉ COMPÉTENTE. DÉLAIS

Quand les mesures conservatoires, la nomination d'un séquestre, avec la mission, et dans les limites, que nous venons d'indiquer, peuvent-elles être demandées, et à qui ?

Dès le début de l'instance, dit l'article 242 C. c. ; autrement, d'ailleurs, la demande risquerait d'être inutile. La nomination a donc lieu par le tribunal saisi de l'instance.

Mais la nomination peut avoir lieu même avant que le tribunal ne soit saisi, par le président du tribunal, dès la première ordonnance.

Cette nomination n'est faite qu'à *la charge d'en référer*. Qu'est-ce à dire ? Est-ce à la charge d'en référer au tribunal si la question paraît délicate au président ? C'est l'opinion à laquelle s'arrête M. Carpentier (*Divorce*, t. II, p. 426), déterminé à cette interprétation par les paroles d'un membre du Sénat lors de la discussion de la loi de 1886. Mais c'est peut-être donner trop d'importance à la remarque. Tel ne doit pas être, selon nous, le sens du texte. Le tribunal n'est pas encore saisi, faudra-t-il que le président le saisisse directement de cette question ? Non, à notre sens, les mots « à la charge d'en référer » veulent dire que si la mesure est ordonnée sans contradiction, sans assignation, sur simple requête, elle n'est pas définitive ; si sur l'exécution une contradiction se produit, les parties viendront en référer devant le président, qui statuera au contentieux mais toujours au provisoire.

C'est la même question qui se produit à l'occasion de l'ordonnance qui autorise une saisie-arrêt, ou de toute autre ordonnance sur requête rendue sous la condition ou à la charge « d'en référer en cas de difficultés » lors de l'exécution.

L'ordonnance nommant un séquestre sera-t-elle la même que celle qui autorise à citer, ou faut-il une demande et une autorisation distinctes? M. Carpentier¹ exige une demande séparée. M. Depeige² admet qu'une même requête, qu'une même ordonnance peuvent suffire à ces deux fins. Ce procédé économise le temps et diminue les frais. Nous ne lui voyons pas d'inconvénient et, comme rien dans la loi ne l'interdit, nous le considérons comme parfaitement légitime.

Ces mesures provisoires cessent, dit l'article 238, au bout de vingt jours. Mais, même après ce délai, le tribunal peut être saisi et modifier, confirmer, supprimer les mesures autorisées par le président.

Citons à cet égard un jugement du Tribunal de la Seine du 7 août 1896.

Aux termes d'une ordonnance rendue par M. le Président au Tribunal civil de la Seine, M^{me} L... avait été autorisée à suivre sur la demande en divorce contre son mari. La même ordonnance prescrivait certaines mesures conservatoires.

M^{me} L... fit donner assignation à son mari (exploit du 11 juin 1896), puis, par acte du Palais du 28 juillet 1896, demanda au Tribunal d'ordonner les mesures provisoires devenues caduques par application de l'article 238 C. c.

M. L... prétendit que la déchéance était de plein droit définitive et sans recours.

« Le Tribunal,

« Attendu que l'article 238 C. c., *in fine*, dispose que l'époux demandeur en divorce devra user de la permission de citer qui lui a été accordée par l'ordonnance du Président, dans un délai de vingt jours à partir de cette ordonnance, et que, faute par l'époux deman-

1. *Ubi supra*.

2. N° 81.

deur d'avoir usé de cette permission dans ledit délai, les mesures provisoires ordonnées à son profit cesseront de plein droit ;

« Attendu que la privation du bénéfice de ces mesures est, en cette matière, une peine attachée à l'inobservation des prescriptions de l'article 238 C. c. ;

« Qu'elle a pour but d'empêcher l'ajournement indéfini de l'instance et le prolongement d'une situation fausse et pénible ; mais que l'assignation, posée plus de vingt jours après l'ordonnance, n'est pas nulle, et que le Tribunal est régulièrement saisi par cette citation tardive ;

« Qu'il en résulte que le Tribunal peut et doit statuer sur les mesures provisoires, soit pour les modifier, soit pour les ordonner, s'il n'a pas été statué par l'ordonnance du Président, ou si la décision de M. le Président, de ce chef, est, comme dans l'espèce, non avenue ;

« Que ces mesures provisoires, ou leur modification, peuvent être demandées en tout état de cause et à quelque phase que ce soit de la procédure (art. 240 C. c.) ;

« Attendu que c'est à bon droit que la dame L... demande au Tribunal le règlement des mesures relatives à la remise d'effets d'habillement, à la garde de ses enfants et à la pension alimentaire, les mesures ordonnées par le Président, par l'ordonnance du 15 mai 1896, étant non avenues par suite de la tardivité de l'assignation qui n'a été posée que le 11 juin 1896 ;

« Attendu que les mesures sollicitées du Tribunal ne pourront avoir d'effet que du jour du présent jugement ;

« Attendu que le Tribunal a les éléments nécessaires pour statuer sur ces mesures ;

« Par ces motifs,

« Autorise la dame L... à se faire remettre avec l'assistance du commissaire de police et de la force armée, si besoin est, les effets, linges et hardes à son usage personnel ;

« Dit que les enfants mineurs issus du mariage seront provisoirement confiés, le garçon au père et maintenu en pension à Dijon, la fille aux sœurs Saint-Maur, à Châlons, où elle devra être mise en pension, les frais de pension et d'entretien à la charge du père ;

« Dit que L... sera tenu de servir à sa femme une pension alimentaire mensuelle de 150 francs, payable par mois et d'avance et à partir de ce jour ;

« Dépens réservés. »

Ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour en date du 16 février 1898. (*Le Droit*, 31 mars 1898.)

Le jugement, en fait de mesures provisoires, aurait pu nommer un administrateur des biens personnels de la femme (Voir plus haut, p. 266). La solution présente donc de l'intérêt au point de vue qui nous préoccupe.

TITRE V

SÉQUESTRES ET ADMINISTRATEURS PROVISOIRES DE SOCIÉTÉS D'OFFICES, DE CABINETS D'AFFAIRES

La pratique a très souvent recours à des mandataires de justice pour remplacer, au cas où elles sont dans l'impossibilité d'agir, les personnes qui concentrent dans leurs mains des intérêts collectifs. Les subalternes, qui sont au courant des affaires, seront souvent chargés de cette mission. Ils géreront jusqu'au rétablissement du titulaire ou jusqu'à la nomination de son successeur. Mais ils manquent en général des connaissances et de l'énergie nécessaires ; la crainte des responsabilités possibles émoussera leur initiative ; peut-être serait-il imprudent de mettre dans leurs mains tous les ressorts, de leur confier le jeu secret de l'affaire. Il s'agira de sociétés, d'indivisions portant sur des intérêts considérables, d'offices dont les titulaires participent dans une certaine mesure à la puissance publique. Il faut que ces sociétés, que ces offices, que ces cabinets d'agents de change, que ces banques, soient protégés contre un arrêt subit ou une direction imprudente, qui pourraient amener de véritables désastres. La justice, dans ces diverses circonstances, commettra des mandataires investis de sa confiance, rompus aux affaires, spécialement compétents.

§ I. — GÉRANCE PROVISOIRE DE CABINETS D'AFFAIRES ET AUTRES

Lorsqu'il s'agit de cabinets d'affaires, d'industrie essentiellement privées, de patrimoines appartenant à des personnes morales dans le fonctionnement desquelles il semble au premier abord que la justice n'ait pas à intervenir, il se peut que la mesure soit cependant nécessaire. Il y a des documents appartenant au public, des papiers, des valeurs, des pièces relatives à des secrets de famille, qui ont été remis à titre de dépôt pour qu'on les garde ou qu'on en tire parti. On ne peut laisser faire le départ de ce qui revient à chacun par l'entourage de l'homme d'affaires. Dans toutes ces hypothèses on nommera un administrateur judiciaire chargé de remplacer le fonctionnaire public ou l'administrateur privé. La mission variera à l'infini comme son objet.

§ II. — OFFICES MINISTÉRIELS

En cas de décès, destitution, démission, disparition d'un officier ministériel, il est pourvu à la gérance de l'office jusqu'au remplacement du titulaire, par ordonnance du président du tribunal. Il commet un administrateur provisoire qui doit, à bref délai, faire confirmer ses pouvoirs par la Chambre du Conseil, si sa mission se prolonge au delà du temps fixé par l'ordonnance. Souvent la nomination résultera directement d'un jugement sur requête.

Le remplaçant sera à Paris, un collègue, notaire, avoué, huissier; ailleurs ce sera un principal clerc. Il aura tous les pouvoirs attachés à la fonction dont il est investi à titre transitoire.

Il est arrivé quelquefois que des tribunaux et leurs présidents se sont refusés à de semblables désignations. N'a-t-on pas vu une

étude rester sous scellés de longs mois après la disparition du notaire, tandis que toute la fortune était liquidée en vertu d'une procuration laissée à sa femme? Le Président se refusait à nommer un administrateur parce que le titulaire était suppléant de justice de paix; le premier Président ne pouvait donner d'instructions parce qu'il était aux eaux; la Chambre du Conseil du tribunal renvoyait à celle de la Cour, cette dernière attendait le retour de son chef. On imagine ce que de tels retards laissent d'intérêts en souffrance.

Pour le remplacement des officiers ministériels, des textes¹ donnent pouvoir aux magistrats, mais, comme pour eux, pour les autres cabinets ou agences, le droit, le devoir de la justice ont leur origine dans cette mission de tutelle judiciaire que nous lui avons reconnue vis-à-vis de tous les incapables de fait ou de droit et au profit de tous les intérêts indéfendus.

§ III. — FONDS DE COMMERCE

Nous avons exclu de notre travail tout ce qui n'est pas de droit civil.

Tout ce qui a trait au droit administratif, au droit criminel, au droit commercial ne nous regarde pas.

Nous n'avons même pas voulu rechercher si la juridiction civile a, en matière gracieuse, une compétence exclusive, ou seulement si elle est la juridiction ordinaire et de droit commun.

Nous voulons seulement signaler, qu'en fait, le Président du tribunal civil exerce très souvent, même à l'égard des commerçants, ses attributions gracieuses. C'est ainsi que lorsqu'un ban-

1. Notaires : article 61, loi du 25 ventôse an XI (Ordonn. sur Requête, 21 octobre 1896; — 12 mai 1896). — Avoués : (Ordonn. sur Requête, 6 mars 1895; — 3 février 1896). — Huissiers : (Lyon, 22 décembre 1891. Affaire Maxe; — D. 92. 2. 492). — Agents de change : article 7. Décret du 7 octobre 1890 (Ordonn. sur Requête, 25 octobre 1895; — 21 décembre 1894; — 8 décembre 1896).

quier, un changeur, un commerçant quelconque disparaît, tombe subitement malade, meurt, nous voyons fréquemment le Président du tribunal charger un de ses administrateurs judiciaires de parer aux difficultés que la situation occasionne, et administrer provisoirement le cabinet d'affaires ou le fonds de commerce.

C'est ce qui arrive par exemple :

En attendant que la légataire universelle puisse accepter le legs qui lui a été fait d'un fonds de commerce (Ch. du Cons., 27 juillet 1894; — 26 juillet 1895); l'administrateur est nommé pour 1 an;

En attendant que l'héritier puisse prendre parti :

« Attendu qu'il y a urgence à retirer d'un entrepôt des marchandises qui ne peuvent être retirées que sur la signature du propriétaire. » (Ordonn. sur Requête, 16 février 1897). L'administrateur est nommé pour un mois à la charge de faire confirmer ses pouvoirs par la Chambre du Conseil.

Pour permettre à l'héritier de gérer un fonds de commerce sans qu'il résulte pour lui attribution de qualité de ce chef (Ord. sur Requête, 14 octobre 1896);

Afin de permettre à un déposant de retirer le dépôt fait chez un banquier dont l'office est actuellement sous scellés.

Imbert est nommé gérant de la Société française de Banque et de Change en remplacement de Balensi. (Ordonn. sur Requête, 10 janvier 1896, rendue « à la charge d'en référer ».)

Citons une dernière décision :

Attendu que M^{me} V^{ve} X..., agissant tant en son nom que comme tutrice de ses enfants mineurs, demande au Tribunal un administrateur provisoire pour assurer le fonctionnement provisoire du fonds de commerce, avec les pouvoirs les plus étendus pour gérer, le Président du Tribunal nomme Z... avec les pouvoirs demandés dans la requête, à charge de faire confirmer sa mission dans le mois par la Chambre du Conseil. (Ordonn. sur Requête, 12 février 1897.)

Ce mandataire, selon toute vraisemblance, est appelé à gérer le fonds de commerce jusqu'à la majorité du fils, en faisant, d'année en année, proroger ses pouvoirs par la Chambre du Conseil.

D'ailleurs, il est un cas où la compétence de la juridiction civile est exclusive. C'est celui où le fonds de commerce dépend d'une succession. Le fonds n'étant qu'un des éléments de l'hoirie, suit le sort de celle-ci. On ne concevrait guère que la juridiction commerciale intervint.

On trouvera d'autres cas de nomination d'administrateurs cités aux chapitres « des Non-Présents » p. 51 et de « l'Aliénation Mentale » p. 90.

§ IV. — SOCIÉTÉS

Il ne s'agit ici que de sociétés civiles. Les sociétés commerciales appartiennent à la juridiction commerciale qui, à Paris et dans certaines villes, a créé et organisé un système parallèle à celui que nous examinons; ce qui fait qu'en pratique les administrateurs et liquidateurs amiables des commerçants (individus ou sociétés) seront presque toujours nommés par la juridiction commerciale. A raison de l'importance qu'elles présentent quelquefois, tant au point de vue des capitaux dont elles disposent que des désastres qui résultent pour l'épargne publique de leur mauvaise administration, la justice a été fréquemment obligée d'intervenir pour nommer des administrateurs à des sociétés civiles. Ou bien la société irrégulièrement constituée est nulle : il n'y a qu'une société de fait; ou bien elle a été régulièrement constituée : ses gérants démissionnent, disparaissent; enfin le mandat étant régulier, les mandataires étant en fonction, il surgit entre ceux-ci des difficultés telles que la gestion devient impossible; la justice nomme un administrateur.

Sans doute, en droit pur, et dans des circonstances normales, c'est aux associés seuls, aux actionnaires, à faire le nécessaire. Leur mandataire manque, refuse d'agir, c'est à eux de le remplacer. Cependant l'action de la justice est légitime et indispensable. Sans elle, les intérêts abandonnés, trahis, resteraient isolés. Non seulement le défaut d'administrateur serait un désastre, mais rien ne pourrait le prévenir, les intéressés se trouvant parfois dans l'impossibilité absolue de se grouper afin de se concerter. On en jugera par les espèces que nous rapporterons plus loin.

A. — *Personnes qui peuvent demander la nomination d'un administrateur.*

Les administrateurs eux-mêmes, soit d'accord, comme par exemple, lorsque l'un d'entre eux démissionne, disparaît ou meurt (que les statuts aient ou n'aient pas fixé ce mode de remplacement de l'administrateur qui vient à manquer), soit un seul d'entre eux, lorsque des dissentiments entre les administrateurs rendent la gestion impossible. Un administrateur peut donc être nommé lorsqu'il survient des difficultés entre associés relativement à l'administration de la société (Paris, 6-23 janvier 66; — *Bull. Arr. Paris*, 66, p. 2 et 11; — D. 66. 2. 28; — Paris, 4 mai 67; — D. 67. 2. 159). Encore qu'il existe un gérant nommé par l'acte de société (Bastia, 14 décembre 1839; — S. 40. 2. 454; — D. 40. 2. 66). Peu importe que l'acte de société prohibe l'apposition des scellés sur les livres, registres, meubles sociaux, une telle prohibition ne s'appliquant qu'au cas de décès (S. 66. 2. 41).

Les simples associés auraient, dans les mêmes circonstances, le même droit. (Paris, 25 mai 1873; — *Bull. des Arr. de Paris*, 1873, p. 59.)

Pourraient également obtenir un administrateur les membres d'une association déclarée nulle et sans existence légale et qui ne constitue dès lors qu'une indivision de fait.

Le pourraient encore les membres d'une communauté religieuse, autorisée ou non, dont le supérieur, administrateur des biens de la personne morale, ou des biens mis en commun, viendrait à faire défaut¹.

Les créanciers auront-ils le même droit? C'est beaucoup plus délicat : ils ont un droit de poursuite, d'exécution, ils ne peuvent se substituer à leur débiteur et prétendre administrer à sa place, fût-ce par mandataire. Néanmoins la pratique judiciaire leur concède ce droit, lorsqu'ils établissent sans aucun doute possible le désarroi et l'impossibilité pour la société de fonctionner. Mais il ne leur suffirait pas de se plaindre d'une interruption dans la gestion et d'un préjudice qui leur serait causé par une mauvaise gestion.

B. — *Attributions, pouvoirs de l'administrateur.*

Il n'aura, en principe, que les pouvoirs les plus restreints, ceux que l'urgence rend nécessaires. Il ne s'agit pas de pourvoir définitivement à l'administration de la société : les sociétés s'administrent elles-mêmes, et quand elles ne le peuvent, elles doivent se dissoudre. La justice ne peut devenir, par délégation, administrateur de sociétés. De même pour les sociétés de fait, les communautés d'intérêts, les co-propriétés, les patrimoines des personnes morales. L'administrateur, dont la fonc-

1. On s'est demandé si la juridiction administrative n'est pas exclusivement compétente lorsqu'il s'agit de pourvoir à la gestion d'une communauté religieuse de femmes, en désorganisation complète, sans direction reconnue, dont la situation pécuniaire était fort embarrassée.

L'autorité administrative, par l'entremise du préfet, avait cru pouvoir, conformément à la loi de 1825, nommer un administrateur. Mais la Cour de Bordeaux (arrêt du 27 août 1835; — *Coll. des Arr. de Bord.*, t. XXX, p. 406 et 408; — Cf. Avis du Conseil d'État, 15 janvier 1854) a repoussé ce système : l'article 4 de la loi de 1825 ne donne pas à la tutelle administrative une semblable portée.

Depuis, la même question s'est de nouveau présentée, et le Conseil d'État (arrêt du 18 août 1856; — Lebon, 1856, p. 632) a cassé une décision du préfet qui avait, dans des circonstances semblables, nommé un administrateur.

tion est essentiellement temporaire, ne devra administrer que pendant le temps nécessaire pour convoquer l'assemblée générale, et pour permettre aux intéressés de choisir eux-mêmes leur mandataire.

Si, dans une société, des dissentiments graves surviennent entre les administrateurs (en nombre pair) restant en fonction, après la démission de l'un d'eux, cette situation anormale doit cesser au moyen de la convocation d'une assemblée générale pour nommer un nouvel administrateur. Jusque-là, il y a lieu de pourvoir à l'administration provisoire de la société par la nomination d'un mandataire judiciaire avec mission de convoquer, dans les formes et délais prescrits par les statuts, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de nommer un nouvel administrateur en remplacement du démissionnaire, et d'administrer la société avec tous les pouvoirs attribués au Conseil d'administration, sauf à rendre compte à ce conseil après sa reconstitution par l'assemblée générale. (Trib. de Comm. de la Seine, 10 novembre 1879; — *Journ. des Soc.*, 85, p. 108.)

Il appartient au Tribunal de prescrire les mesures nécessaires pour faire compléter le conseil de la manière prévue par les statuts, et en cas d'impossibilité par l'assemblée générale compétente, pour résoudre les difficultés non prévues par les statuts. Il y a lieu de nommer un administrateur provisoire chargé de convoquer l'assemblée générale et de gérer provisoirement. (Trib. de la Seine, 28 mai 1887; — *Rev. des Soc.*, 1887, p. 441.)

C'est ainsi que lorsque les administrateurs d'une Compagnie de chemins de fer omettent de convoquer les actionnaires aux dates prévues par les statuts, le tribunal peut, à la requête des intéressés, nommer un administrateur chargé de le faire à leur place.

Nous trouvons, d'une manière générale, trop large la formule adoptée quelquefois par la Chambre du Conseil de la Seine, et qui consiste à donner à l'administrateur judiciaire nommé souvent à un moment critique « les pouvoirs prévus aux statuts » pour des administrateurs nommés par les associés et dans des circonstances normales.

C'est souvent dépasser le nécessaire : La justice doit mettre

l'assemblée générale à même de faire fonctionner la société par la nomination d'administrateurs ou de mandataires; elle ne peut nommer un mandataire elle-même à la place des intéressés.

Il a été cependant jugé que les statuts d'une société anonyme ont force de titre authentique et que le Président des référés est compétent pour en ordonner l'exécution, tout au moins à titre provisoire et jusqu'à solution de l'examen au fond. (Cour de Paris, 26 février 1885 (1^{re} Ch.); — *La Loi*, 16 mars 1885); mais il s'agissait là d'une décision contentieuse, et le cas n'était pas tout à fait celui qui nous occupe.

Voici une hypothèse curieuse où la nécessité de l'intervention de justice n'était pas discutable, au cours même de l'existence de la société. Mais dans quelle mesure devait-elle se produire?

Nous avons cité dans notre introduction un jugement du tribunal de Lille, confirmé par arrêt de la Cour de Douai, qui reconnaît aux tribunaux le droit de pourvoir à la conservation des intérêts dont la garde n'est confiée à personne. (D. 82. 2. 21.)

Il s'agissait précisément de nommer un administrateur à des obligataires qui se trouvaient n'être pas régulièrement représentés et qui ne pouvaient plus, en fait, rectifier l'irrégularité commise. Nous ne pouvons entrer dans les détails très complexes de cette affaire. Il nous suffit de dire, en renvoyant aux décisions françaises et aux décisions belges intervenues sur l'*exequatur* des premières, que la justice avait, en France, nommé un mandataire aux obligataires et, bien que les statuts eussent stipulé que ce mandataire devait être assisté d'un comité de contrôle, lui avait, d'autorité, reconnu le pouvoir d'agir seul et de cumuler en sa personne les pouvoirs reconnus par les statuts au mandataire et au comité. En Belgique, la justice, respectant les statuts et le pacte social, avait, à l'inverse, décidé que les obligataires devaient agir individuellement et poursuivre en leur nom personnel le recouvrement de leurs droits dans la société dissoute, aucune loi ne conférant au tribunal le droit de nommer un mandataire et de le charger de

remplacer celui désigné par les obligataires dans l'acte constitutif, mais dont le mandat était devenu caduc.

Sans apprécier au fond ces décisions, il paraît certain que l'intervention judiciaire et la nomination d'un mandataire n'auraient souffert aucune difficulté si, au lieu d'investir ce dernier de tous les pouvoirs prévus aux statuts pour une hypothèse autre que celle pour laquelle ils lui étaient donnés, la justice lui avait simplement confié la mission de convoquer l'assemblée générale afin qu'elle pût rectifier l'irrégularité originaire et mettre les obligataires à même de nommer, régulièrement cette fois, un représentant assisté d'un comité de contrôle régulièrement constitué.

Cette nomination d'un mandataire, chargé de réunir l'assemblée générale est de pratique courante et fort utile. Elle ne nuit à personne, elle ne compromet rien.

Mais il n'y a pas lieu de donner à l'administrateur le pouvoir de liquider — à moins toutefois que tous les intéressés ne le demandent d'accord — car la liquidation doit se faire en principe par les liquidateurs et dans les conditions que prescrit le pacte social.

Il arrive parfois que les statuts d'une société contiennent la clause que, en cas de difficultés à propos de l'administration, ou en cas de liquidation décidée par les associés, l'administrateur ou le liquidateur devra être désigné par le Président du tribunal, soit sur requête, soit en référé.

La justice fait droit à de semblables demandes, mais elle n'y est nullement obligée.

La clause est plus fréquente et plus admissible quand la nomination requise est celle d'un liquidateur.

Attendu que les parties ayant reconnu l'opportunité de la dissolution de la société formée entre elles, et ne pouvant se mettre d'accord sur la nomination d'un liquidateur, il y a nécessité et urgence, conformément à l'article 19 des statuts sociaux, lequel nous attribue expressément compétence exclusive dans ce cas, de désigner un tiers, avec

mission de procéder aux opérations de la liquidation ; qu'il n'est, au surplus, présenté aucune objection contraire à la mesure requise.

Nommons Duret liquidateur de la société, avec tous pouvoirs pour réaliser l'actif, acquitter le passif et faire tous actes utiles aux intérêts des parties dont les droits sont respectivement réservés entre ses mains (Ordonn. de référé du 10 décembre 1893).

Le mandat de justice est étroit et ne peut être arbitrairement étendu.

La qualité d'administrateur provisoire attribuée à un membre d'une société afin de pourvoir aux suites que doit entraîner sa dissolution, ne saurait, dans le cas où cette société est déclarée nulle et sans existence légale, lui conférer le pouvoir de liquider la communauté de fait ayant existé entre les intéressés. (Lyon, 2 juin 1859 ; — *Rec. Arr. Lyon*, 1860, p. 81.)

Il faut veiller d'ailleurs à ne pas dénaturer le pacte social. L'intervention de justice doit tendre exclusivement à lui donner son exécution, sans que les associés le modifient, sans que les tiers puissent être induits en erreur. Ainsi les actionnaires d'une société en commandite, qui ont accepté la démission du gérant, ne sauraient demander à la Chambre du Conseil la nomination d'un administrateur judiciaire non responsable, ayant les pouvoirs les plus étendus, et convertir ainsi en société anonyme une société en commandite. (Bertin, III, p. 475, 478.)

Une telle décision serait sans aucune valeur. A plus forte raison quand la demande est en contradiction avec le pacte social, le juge doit-il veiller à ce que, sous l'apparence d'une nomination d'administrateur avec mission spéciale, les intéressés ne fassent pas échec à leur pacte social pour obtenir, en fait indirectement, ce qui devrait leur être refusé, en droit, s'ils le demandaient directement.

La mission d'un séquestre, supposant nécessairement la détention, la conservation et la garde, par le mandataire de justice, d'objets, deniers ou valeurs, dont la propriété ou la possession sont litigieuses, il n'y a pas lieu, pour le juge des référés, de nommer un séquestre

sur une demande tendant seulement à obtenir la suspension de l'émission, par une société, d'actions de priorité, le demandeur déniait à cette société le droit de les émettre. (*Gaz. des Trib.*, 19 mai 1875; — Bazot, *Ordonnances de Référé et sur Requête*, p. 292.)

De plus, une telle question préjudiciait absolument au principal, elle paralysait le droit déjà exercé d'émettre des actions de priorité, et c'était probablement le but même du référé introduit.

La question était de la compétence exclusive de la juridiction ordinaire.

C. — *Autorité compétente pour nommer l'administrateur.*

Si la demande est gracieuse, c'est-à-dire si les intéressés sollicitent, en dehors de toute contradiction, la nomination du mandataire, ou si les statuts de la Société prévoient ce mode de nomination de l'administrateur ou du liquidateur, il pourra être nommé par la Chambre du Conseil, ou, en cas d'urgence, par le Président du tribunal.

Dès que toutes les parties sont d'accord, le mandataire peut être investi des pouvoirs les plus considérables d'administration et de liquidation.

Si la demande est contentieuse, elle sera tranchée par le tribunal, à l'audience, ou en cas d'urgence, en référé.

On sait que la juridiction du Président, soit sur requête, soit en référé, est restreinte à ordonner les mesures provisoires, conservatoires, urgentes. Mais ces expressions comportent une interprétation singulièrement élastique. Comme l'urgence, le caractère conservatoire varie essentiellement suivant les circonstances de fait.

A Paris, les décisions débutent en général par la formule :

Attendu que dans les attributions de la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil rentre une sorte de tutelle générale pour la protection des intérêts en souffrance par suite d'une cause fortuite ou imprévue, lorsqu'aucun des intéressés n'a reçu mission régulière de pourvoir à ces intérêts;

Attendu que par suite du décès... disparition, démission des administrateurs de la Société civile, il y a lieu de pourvoir à l'administration provisoire de ladite Société dans les termes énumérés dans la requête....

Nomme....

La nomination est faite :

A l'effet de convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, la gestion étant devenue impossible par suite de la disparition d'un des trois administrateurs dont la signature était indispensable (Ordonn. sur Req., 27 nov. 1894, 28 juillet 1894);

A l'effet de retirer les fonds nécessaires pour payer les ouvriers et employés (Ordonn. sur Req., 28 juillet 1894);

A l'effet de gérer pendant deux mois (sauf à faire confirmer ses pouvoirs par les voies légales, c'est-à-dire par la Chambre du Conseil) et jusqu'à la prochaine assemblée générale, seule compétente pour nommer un remplaçant à l'administrateur gérant unique et muni des plus larges pouvoirs, décédé, ou pour décider, conformément aux statuts, s'il y a lieu de dissoudre la Société ou de la transformer en Société anonyme — avec tous les pouvoirs afférents à la fonction de cet administrateur (Ordonn. sur Req., 9 nov. 1895); (La requête était présentée par la femme du gérant décédé instituée par lui légataire universelle).

A l'effet de remplacer pour un mois le conseil d'administration devenu insuffisant par suite de démissions avec mission de faire le bilan, de s'informer si, conformément à l'article... des statuts il y a lieu de liquider, d'acquitter le passif, d'encaisser l'actif et de convoquer à bref délai l'assemblée générale. (Ordonn. sur Req., 24 déc. 1896.)

Une ordonnance sur requête nomme, le 23 mai 1894, un administrateur pour liquider une Société civile anonyme. L'assemblée générale des actionnaires avait décidé la mise en liquidation et nommé deux liquidateurs conjoints avec les pouvoirs les plus considérables pour tirer le meilleur parti de la situation.

L'un d'eux démissionne. L'autre est impuissant à agir seul. Le président nomme Imbert avec de très larges pouvoirs de liquidation.

Une Société est en complet désarroi. Les administrateurs ont tous démissionné, à l'exception de l'un d'eux, le fondateur. On a convoqué les actionnaires en assemblée générale quatre fois déjà inutilement. Le Président du tribunal, saisi par la requête de certains actionnaires, nomme pour *trois mois* un administrateur judiciaire, *avec tous les pouvoirs dont disposait le conseil d'administration* composé de cinq membres, avec le droit tout spécialement de présider les assemblées générales (Ordonn. sur Req., 8 mai 1894.).

Lorsque le mandataire de justice sera nommé, non plus pour administrer provisoirement, mais pour liquider, ses pouvoirs pourront être considérables. Il sera prudent que le jugement de nomination les précise, mais le pouvoir même d'aliéner les immeubles peut résulter du seul fait que le mandataire de justice a été chargé de liquider. Cela est une simple question d'interprétation du mandat, et la justice, qui est toujours libre d'interpréter comme elle l'entend les mandats conventionnels, jouit incontestablement du même pouvoir à l'égard de ceux qu'elle donne.

Une décision récente, sur laquelle nous ne pouvons nous attarder quoiqu'elle soit fort importante, affirme ce pouvoir absolu du juge¹.

Souvent d'ailleurs le mandat de justice sera assez restreint; dans ce cas des autorisations supplémentaires seront nécessaires pour donner qualité à l'administrateur ou au liquidateur. Ces autorisations, relatives à des aliénations de valeurs, d'immeubles, à des transactions, sont données par la Chambre du Conseil. (Ch. du Cons., 31 janvier, 7 février, 11 février, 24 avril 1896.)

1. Cass. Req. 13 janvier 1897. D. 98. 1. 618 et la note qui contient la doctrine et la jurisprudence sur la question des pouvoirs conférés de plein droit au liquidateur d'une Société civile.

Le juge, même en référé, même au besoin sur simple requête, pourra ordonner que l'administrateur judiciaire soit mis en possession de la caisse et des affaires de la Société. Il requerra au besoin l'appui de la force armée.

Sans doute, il a été décidé par un arrêt¹ que le juge des

1. Cass. rej., 26 nov. 66. Aff. Gibiat; — D. 66, 2. 25; — S. 68. 1. 75.

M. Lepr... et un certain nombre d'autres actionnaires de la Société des journaux réunis, le *Constitutionnel* et le *Pays*, ont, le 2 décembre 1865, présenté à M. le Président du Tribunal de la Seine une requête tendant à la mise sous séquestre de la gérance de ces journaux et à la nomination d'administrateurs provisoires, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande que les requérants *se proposent* d'intenter, en nullité des délibérations qui avaient nommé le sieur Grandguillot gérant et le sieur Gibiat co-gérant de la Société.

En réponse à cette requête, M. le Président rendit le même jour une ordonnance conforme qui nommait MM. de Saint-Pr... et Barth... administrateurs provisoires.

M. Gibiat a formé devant le Tribunal civil une demande en nullité de cette ordonnance; mais le Tribunal s'est déclaré incompétent par un jugement du 5 décembre 1865 ainsi conçu :

Attendu que l'assignation donnée à la requête de M. Gibiat conclut à ce que le Tribunal déclare nulle, comme incompétemment rendue, l'ordonnance du 2 de ce mois qui a nommé de Saint-Pr. et Barth. séquestres des journaux réunis;

Attendu que pour que le Tribunal eût le pouvoir de prononcer la nullité de cette ordonnance, il lui faudrait trouver l'attribution de sa propre compétence dans une disposition de la loi, qu'il n'en est aucune qui lui confère une compétence semblable, P. C. M. se déclare incompétent.

M. Gibiat a interjeté appel tant de ce jugement que de l'ordonnance du 2 décembre.

La Cour (Arrêt du 6 janvier 1866),

Attendu que, à la requête présentée le 2 décembre dernier, il a été répondu par une ordonnance nommant les séquestres demandés, déclarée exécutoire sur minute et n'admettant le référé qu'après la mise en possession du séquestre ainsi désigné, à charge de former préalablement une demande au fond;

Considérant que ladite ordonnance étant exécutée, Gibiat s'est pourvu contre elle tant par assignation devant le Tribunal de la Seine que par appel devant la Cour, et que le Tribunal s'étant déclaré incompétent, appel de cette décision a été émis par lui tant contre les parties en cause que contre les séquestres, que Babinel et consorts interviennent sur lesdits appels, que leur intervention est recevable puisque l'ordonnance a statué à l'égard des intervenants, mais qu'elle doit avoir lieu à leurs frais, leur intérêt étant déjà représenté au procès.

En ce qui concerne l'ordonnance du 2 décembre,

Considérant que les intéressés soutiennent l'appel non recevable, l'ordon-

référés, avait, en usant de ce droit, excédé ses pouvoirs. Mais c'était une question de fait. A notre sens, la décision aurait vraisemblablement été autre en présence d'éventualités différentes. Cette voie de fait que, dans l'espèce, on a considérée comme faisant préjudice au principal, comme impliquant des

nance étant, suivant eux, un acte de juridiction dite gracieuse et non attaquant par la voie de l'appel ;

Considérant que le Président du Tribunal a une double compétence : qu'il statue par voie d'ordonnance sur requête ou par décision en suite de référé, mais qu'il ne suit pas de là que les demandeurs puissent le saisir à leur gré et indifféremment par l'un ou l'autre de ces modes de procéder ;

Que la loi a dit quand l'ordonnance sur requête pouvait être rendue, que si, dans l'usage, le cercle dans lequel cet acte d'administration judiciaire peut intervenir a été élargi, c'est nécessairement pour des cas analogues à ceux déterminés par la loi et dont le caractère essentiel est que la mesure réclamée ne constitue pas une véritable demande et n'appelle pas de contradiction ;

Que la compétence du juge de référé, au contraire, s'étend à toutes les contestations judiciaires ; qu'elle constitue une juridiction universelle sous la seule condition de l'urgence ; qu'elle ne peut, dès lors, s'exercer que parties entendues ou appelées ;

Considérant qu'en présence de deux compétences aussi radicalement différentes, l'une amenant une décision sans débat et irrévocable, l'autre un jugement, parties appelées et sujet à recours, il est manifeste que le choix ne peut être laissé soit à la partie, soit même au juge ;

Considérant que, s'il est une règle de compétence qu'il importe de maintenir, c'est essentiellement celle dont il s'agit ;

Que la procédure de référé introduit déjà une large exception au droit commun, qu'elle supprime presque toutes les formes et délais dont les décisions de la justice et leur exécution sont ordinairement entourées ;

Que si, allant au delà, on faisait encore passer les faits soumis à cette juridiction dans la compétence de l'ordonnance sur requête, on peut dire qu'on arriverait à supprimer la justice elle-même, c'est-à-dire la défense et les débats avant jugement ;

Considérant que tel serait le résultat inévitable du système présenté par les intimés, lequel consiste à soutenir que, parce qu'ils ont adopté la voie de la requête au lieu de celle du référé, la décision intervenue est irrévocable ; en sorte que, quelle que fût la matière sur laquelle il eût été statué, quels que fussent les droits lésés ou compromis, tout recours des intéressés serait impossible, car si l'appel était irrecevable le pourvoi le serait pour le même motif ; suivant l'ordonnance dont il s'agit dans la cause, le référé même pourrait être interdit en tout ou dans la mesure arbitrée par le juge ou réclamée par le demandeur ;

Considérant qu'il est inutile de démontrer où conduirait une telle théorie, qu'en telle matière ce ne peut être la forme de la demande ou de la décision qui détermine la compétence, mais bien la nature de la chose demandée : si

actes d'exécution définitive, serait, dans des cas peu différents, appréciée à bon droit comme ne constituant que des mesures conservatoires et provisoires. Cet arrêt est un des plus importants rendus en notre matière. C'est pourquoi nous avons cru

la mesure réclamée constitue un acte qui n'appelle pas le défendeur, elle tombe sous l'autorité d'administration du juge; si elle indique au contraire un contradicteur, si elle constitue en réalité une action contre un défendeur, c'est au pouvoir du magistrat qu'il est fait appel, pouvoir qui ne s'exerce qu'à charge de défense et de contradiction possible;

Considérant en fait que Lepr... et consorts demandaient, à la date du 2 décembre, qu'un ou plusieurs individus par eux désignés fussent dessaisis de la possession d'un établissement commercial et remplacés par un séquestre, qu'ils formaient ainsi une véritable demande contre un défendeur par eux indiqué;

Que c'était là une action judiciaire, contentieuse par sa nature, et de plus déclarée telle par la disposition formelle de 1961, en sorte que la requête demandait au juge, non pas seulement un acte que la loi n'a pas compris dans sa juridiction d'administration, mais une décision qu'elle en a formellement exclue, et à laquelle elle impose le caractère de jugement;

Considérant que sans doute l'urgence aurait autorisé le magistrat à suppléer le Tribunal en cette circonstance, mais seulement dans la forme et sous les conditions prescrites par les articles 806, Pr.;

Qu'en supprimant ces formalités les intimés n'ont pu en détruire la nécessité, et que l'ordonnance par eux obtenue, quoique inspirée par un désir évident de bonne administration de la justice, intervenue sur une procédure irrégulière, ne peut pour cela échapper à l'appel et à l'examen du deuxième degré de juridiction;

Considérant qu'on articule vainement que Gibiat, n'étant pas présent à l'ordonnance, n'a pu en appeler, que l'absence dudit appelant devant le premier juge est précisément le grief qu'il invoque à bon droit; que la violation d'un droit ne peut prévaloir contre le droit lui-même et la défense être interdite en appel parce qu'elle a été rendue impossible en première instance.

Sur le pourvoi :

Arrêt de la Cour de Cassation du 26 novembre 1867. (D. 67. I. 473.)

Attendu que la décision qui ordonnait l'expulsion *manu militari* des anciens gérants de la Société des journaux réunis et l'installation à leur place de deux administrateurs-séquestres dans les termes de 1961, avec exécution sur minute, avant l'enregistrement et nonobstant tout recours en référé, a été considérée par l'arrêt attaqué comme constituant un acte de véritable juridiction, en ce qu'elle n'avait rien du caractère provisoire des ordonnances sur requêtes autorisées par la loi, et entraînait, au contraire, des faits d'exécution définitive.

Dans cet arrêt la Cour a également jugé que la Cour d'appel avait pu évoquer. C'est une faculté que l'article 475 Pr. lui reconnaît. (Cf. D. 66. 4. 572, note; Jur. gén. V° *Degré de juridiction*, n° 555 et suiv.)

devoir le rapporter en note *in extenso*. (Voir également en note : Aff. Agostini, Cour de Paris, 23 janvier 1866¹.)

Le juge peut décider que des saisies-arrêts pratiquées en vertu

1. Moullet, Caillol et Agostini étaient administrateurs de la Société d'Argentella. Les deux premiers demandent la révocation d'Agostini.

Celui-ci forme de son côté une demande reconventionnelle en nullité de la Société, et le 2 décembre présente au Président du Tribunal une requête à fin de nomination d'un séquestre et apposition de scellés, tant au siège de la Société qu'au domicile des deux autres administrateurs.

Une première ordonnance nomme l'administrateur, mais avec réserve d'en référer. Sur le référé des deux administrateurs une deuxième ordonnance renvoie le référé à la 2^e Chambre du Tribunal, saisie du principal, qui se déclare incompétente, l'ordonnance du Président ne pouvant être déférée qu'à la Cour, mais maintient néanmoins l'administrateur du séquestre en décidant que c'est une mesure conforme aux intérêts de tous.

Les administrateurs interjettent appel de ces décisions.

Arrêt de la Cour.

Sur l'ordonnance sur requête :

Considérant que le législateur a autorisé le Président du Tribunal à statuer par voie d'ordonnance sur requête, dans certains cas déterminés; que, dans l'usage, le cercle dans lequel cet acte d'administration peut intervenir a été élargi, mais seulement lorsqu'il s'agit de circonstances analogues à celles pour lesquelles le Président a reçu autorisation expresse, et que la mesure réclamée ne constitue pas une demande véritable et n'appelle pas de contradiction;

Considérant que la compétence du juge des référés s'étend, au contraire, à toutes les contestations judiciaires qui exigent une prompt solution; mais que, toutefois, elle ne peut s'exercer que lorsque les parties ont été entendues ou appelées;

Considérant en fait que la requête présentée par Agostini avait pour objet de dessaisir Moullet et Caillol de l'administration d'une société commerciale dont ils étaient les gérants; que sa prétention devait se produire par une action judiciaire dirigée contre des défendeurs connus et désignés par lui-même; que le Président ne pouvait statuer valablement qu'après que Moullet et Caillol auraient été entendus dans leurs explications, ou appelés à les donner devant lui, contradictoirement avec Agostini;

Considérant qu'il suit de là que l'ordonnance sur requête par laquelle le Président a prescrit l'apposition des scellés sur les livres, papiers et actif de la Société, et nommé un administrateur séquestre, chargé de gérer les affaires et de veiller à la conservation des biens de ladite Société, a été rendue irrégulièrement et doit être annulée.

Sur l'ordonnance de référé :

Considérant que l'article 1961 ne contient aucune disposition tendant à restreindre l'application de l'article 806 C. pr.;

Que le législateur, en autorisant la justice à ordonner le séquestre d'objets donnant lieu à contestation, n'a pas entendu que les juges auxquels est

d'un arrêt, seront provisoirement suspendues dans leurs effets, lorsque ces saisies ont pour effet d'entraver la gestion du séquestre d'un immeuble, dans l'espèce d'une usine déjà frappée d'une saisie immobilière transcrite. (Lyon, 27 mars 1873; — D. 75, 2. 149. s. Société de la Chazotte.)

Cette force exécutoire qui peut être attachée aux ordonnances sur requête ne saurait être niée.

Nous, Président, vu la requête ci-dessus et les pièces à l'appui, nommons H..., mandataire commun des divers porteurs de bons, aux effets indiqués dans l'acte sus-visé du 11 décembre 1882.

Paris, ce 18 juin 1884.

Signé : AUBEPIN.

dévolue la connaissance de la question principale auraient *seuls* le pouvoir de prescrire cette mesure;

Que le mot *justice* s'applique aussi bien à la juridiction des référés qu'à celle du tribunal statuant dans les formes ordinaires; — qu'il suit de là que le Président a le pouvoir de nommer, par voie de référé, un séquestre pour garantir les droits d'une personne intéressée dans une société.

Considérant que les dispositions du même article 1961 ne sont pas limitatives et que l'autorité judiciaire compétente peut ordonner le séquestre des objets sociaux, toutes les fois que l'intérêt des parties l'exige impérieusement; qu'au surplus Agostini ne se borne pas à demander que les objets sociaux soient confiés à un séquestre, mais qu'il conclut à la nomination d'une personne chargée non seulement de veiller à la conservation des livres et actif de la Société, mais encore de gérer ses affaires;

Au fond : Considérant qu'à raison de la mésintelligence qui règne entre les trois associés gérants et de l'état des affaires de la Société des mines d'Argentella, il est urgent que des mesures soient ordonnées dans le but de sauvegarder les droits de tous; que l'inventaire des livres, registres, papiers et actif de la Société est au nombre de ces mesures, mais qu'il n'y a lieu de le prescrire puisqu'il a été dressé par Olivier;

Que les associés qui doivent administrer ensemble, aux termes de l'acte social, ne pouvant s'accorder sur les points les plus importants, il est indispensable de nommer un administrateur séquestre qui agira seul,

En ce qui concerne le choix de l'administrateur séquestre;

Met l'appel à néant;

Annule les ordonnances du 2 et 7 déc. et décision du 12;

Évoquant,

Nomme Olivier (commis greffier) *administrateur séquestre* des biens et affaires de la Société constituée par acte du 15 juin 1863, pour les gérer avec les pouvoirs qui appartenaient aux associés jusqu'à ce qu'il ait été statué au principal sur les prétentions respectivement produites des parties dont les droits demeurent réservés. (Cour de Paris, 23 janv. 1866; — D. 66. 2. 28.)

En conséquence le Président de la République mande et ordonne....

En foi de quoi la minute de la présente ordonnance sur requête a été signée par le Président.

Elle n'empêche pas la mesure d'être conservatoire et provisoire.

Ce sera tantôt le Président, tantôt la Chambre du Conseil du tribunal civil du siège social qui fera ces nominations. (*Journ. des Faillites*, 1887, p. 212; 1885, p. 509; 1886, p. 59; — *Revue des Sociétés*, 1885, p. 593.)

TITRE VI

SÈQUESTRES DE RENTES SUR L'ÉTAT

On sait que les rentes sur l'État sont insaisissables. Cette insaisissabilité donne aux débiteurs peu scrupuleux un moyen facile et légal de soustraire leur fortune aux poursuites de leurs créanciers. De nombreux scandales se sont produits. La jurisprudence a tenté de les réprimer.

C'est dans ce but qu'elle a jugé que l'héritier bénéficiaire, chargé de liquider la succession, commet, lorsqu'il n'aliène pas les rentes sur l'État, une faute grave, qui peut le faire déclarer déchu de son bénéfice d'inventaire et responsable de tout le passif héréditaire¹. C'est dans ce même but qu'elle a fréquemment commis des mandataires, à l'effet d'appréhender les titres du débiteur en fuite chez des tiers dépositaires, de les vendre ou transférer, de payer les créanciers, et, s'il y avait un reliquat, de le remployer en rentes sur l'État ou même le consigner à la Caisse des Dépôts².

1. Paris, 22 nov. 1865 (D. 56. 2. 269). — Paris, 15 juin 1856 (D. 57. 2. 194).

2. Paris, 18 janv. 1886 (D. 86. 2. 253). — Bordeaux, 11 mai 1887 (D. 88. 5. 56). — Le Mans, 19 janv. 1892 (D. 92. 2. 90). — Toulouse, 25 janv.

Cette jurisprudence paraît être la suite naturelle et logique de celle qui avait admis que le syndic pouvait, en sa qualité de mandataire légal et avec autorisation de justice, vendre le titre de rente au porteur ou signer le transfert du titre nominatif. La pratique constante qui reconnaît au curateur à succession vacante le droit d'opérer le transfert des rentes pour en distribuer le prix aux créanciers semble avoir la même origine.

Sur la question très intéressante et très étudiée, très délicate, de la saisie des rentes, nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages et aux travaux spéciaux¹.

Nous n'envisageons ici que ce qui a trait au rôle conféré à un séquestre de vendre et de faire transférer les rentes sans l'assentiment du débiteur.

La question ne présente pas de difficulté lorsqu'il s'agit de rentes au porteur. La nomination d'un séquestre permettra à ce dernier, lorsqu'il aura réussi, en fait, à s'en saisir, de les faire vendre en Bourse par agent de change.

Mais la mission d'un séquestre chargé par justice de faire

1892, et sur pourvoi. — Aix, 2 août 1888 et sur pourvoi. — Cass., 2 juillet 1894; 16 juillet 1894 (D. 94. 1. 497). — Note de M. Glasson. Rapport de M. le Conseiller Monod. — Tribunal civil de la Seine, 1^{re} Chambre, 27 nov. 1892 (D. 97. 2. 21). — Enfin un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 23 novembre 1897 (*Droit* du 25 novembre 1897), rendu sur un rapport très étudié et très documenté de M. le conseiller Durand, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Desjardins, décida qu'en déclarant insaisissables les rentes sur l'État français, le législateur a eu simplement pour but d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées entre les mains du Trésor public; mais qu'aucune disposition de loi n'interdit aux créanciers, conformément aux principes des articles 2092 et 2093 C. civ., de faire ordonner par justice la réalisation, à leur profit, des rentes sur l'État que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment qu'il n'y a pas lieu à saisie préalable entre les mains du Trésor. — (Cf. Jugement, tribunal de la Seine, 1^{re} Chambre, 16 nov. 1897 (*Le Droit*, 7 et 8 mars 1898).

Contra. Rouen, 6 mars 1888 (D. 88. 2. 291). — Rennes, 31 janvier 1889. D. 90. 2. 61. — Paris, 21 mars, 21 déc. 1889. D. 91. 2. 19).

1. *Insaisissabilité des rentes sur l'État*, par M. GEORGES ROZIER (thèse de Bordeaux, 1895). — *Traité des Privilèges et Hypothèques*, t. I, n° 269 de MM. BAUDRY LACANTINERIE et DE LOYNES. — *Dissertations* de MM. GLASSON (Dall., 1894. 1. 497), APPLETON (D. 1896. II. 17), et encore M. GLASSON (D. 97. 2. 113).

opérer le transfert d'une rente nominative appartenant à un débiteur, de la faire vendre en Bourse et d'en verser le prix aux créanciers, est tout autre.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'oppositions faites au Trésor : tout le monde est d'accord qu'elles ne produisent pas d'effet; il s'agit de rentes saisies sur le débiteur, aux mains d'un tiers, banquier, notaire, dépositaire quelconque.

§ I. — LÉGALITÉ DE CES NOMINATIONS DE SÉQUESTRES

Dans l'opinion qui admet que les rentes sur l'État peuvent être saisies lorsque la saisie s'en opère sans opposition faite au Trésor, la nomination du séquestre est légale.

Elle ne l'est pas, au contraire, dans l'opinion de ceux qui estiment que les rentiers sur l'État sont, dans l'intérêt du crédit public, favorisés d'un privilège qui laisse les rentes en dehors du patrimoine du débiteur et les soustrait absolument au droit de gage général des créanciers sur ce patrimoine.

Si l'on admet cette seconde opinion, il n'y a pas à nommer un séquestre pour réaliser un bien absolument insaisissable et pour en attribuer la valeur à des créanciers qui n'ont jamais eu sur lui le moindre droit.

La première opinion est, au contraire, implicitement admise par toutes les décisions de justice qui nomment des séquestres aux rentes à la requête de créanciers. Nous avons cité en note quelques décisions en ce sens. Nous donnons ici le texte d'un de ces jugements pris pour type de la jurisprudence du tribunal de la Seine.

Attendu que l'article 557 C. de Pr. autorise tout créancier porteur de titres authentiques ou privés, à saisir-arrêter entre les mains des tiers les sommes ou effets appartenant à son débiteur; que cet article, d'après une jurisprudence constante, permet de saisir-arrêter entre les mains des tiers les valeurs de Bourse appartenant au débiteur;

qu'il n'y a pas de motif d'écarter son application quand il s'agit, comme dans l'espèce, d'un titre de rente sur l'État déposé aux mains d'un tiers et que, par suite, la saisie n'est pas pratiquée entre les mains du Trésor; qu'il y a lieu, dans ce cas, comme au cas où la saisie-arrêt frappe des valeurs de Bourse autres que les rentes sur l'État, de charger un séquestre de vendre l'inscription appartenant au débiteur et de payer sur le prix le créancier opposant.

P. c. m. : Déclare bonne et valable la saisie-arrêt pratiquée par X... (huissier) entre les mains du Directeur de la Caisse des Dépôts, sur un titre de rente déposé par Y... (notaire) au nom de M. Z..., ainsi que sur toutes sommes que la Caisse doit ou devra audit M. Z....; — Dit que les sommes saisies-arrêtées seront versées entre les mains du demandeur jusqu'à concurrence du montant de sa créance; — Nomme G..., séquestre du titre de rente ci-dessus désigné, à l'effet de le vendre, d'opérer tous transferts utiles, de payer au demandeur le montant de sa créance en principal et accessoires et déposer le surplus à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la charge de rendre compte quand et à qui il appartiendra. — Dit que sur le vu du présent jugement, le Directeur de la Caisse des Dépôts sera tenu de remettre le titre dont il s'agit aux mains du séquestre, à quoi faire contraint, quoi faisant valablement déchargé. (Tr. de la Seine, 1^{re} Ch., 27 nov. 1896; — D. 97. 2. 21.)

La question de légalité rentre donc dans la question de principe, et aujourd'hui le mouvement de la jurisprudence, après avoir été longtemps contraire, est incontestablement dans un sens favorable à la saisie.

Les créanciers obtiennent les décisions, ils ne peuvent pas les faire exécuter.

§ II. — EFFICACITÉ DE LA NOMINATION D'UN SÉQUESTRE

Il faut en effet se demander quel est, sur cette question, l'avis de M. le ministre des Finances et quelle est la jurisprudence du Conseil d'État, car, si le ministre refuse le transfert et si le Conseil d'État donne raison au ministre, il est bien

évident que la décision de justice qui nomme le séquestre sera en fait, comme non avenue.

Or, en ce qui concerne la nomination du séquestre, l'opinion de l'autorité administrative est que la décision de justice ne peut avoir aucune valeur. Et cela pour deux raisons :

En premier lieu, la rente ne fait pas partie du gage des créanciers ; ils ne peuvent donc la saisir.

En second lieu, les règlements administratifs exigent la signature du titulaire de la rente, celle d'un successeur universel ou à titre universel de ce titulaire, ou la signature de leur procureur fondé et spécial ; la décision de justice ne saurait la remplacer.

La jurisprudence du Conseil d'État n'est pas douteuse ; elle s'est affirmée bien des fois.

Dans le cas où des créanciers ont obtenu contre une succession vacante un jugement qui autorise à leur profit le transfert d'inscriptions sur le Grand-Livre comprises dans l'actif de cette succession, le ministre des Finances est en droit de refuser ce transfert. (Cons. d'État, 19 déc. 1859 ; — *Dall. Jur. Gén.*, v^o Trésor public, n^o 1159.)

Mais on ne saurait actuellement faire état de cette décision. En effet, la pratique administrative, vis-à-vis des curateurs à successions vacantes, est absolument contraire. Nous n'avons il est vrai aucun document judiciaire ou réglementaire à opposer à l'arrêt ci-dessus, mais en fait aujourd'hui, dès qu'il y a des créanciers héréditaires, le Trésor ne refuse jamais d'opérer le transfert des rentes à la requête du curateur à succession vacante et sur sa seule signature. C'est une tolérance, dira-t-on, qui n'atteint pas directement le principe, qui s'explique par ce qu'il y aurait d'odieux à voir l'État hériter d'un insolvable et s'enrichir, en somme, au détriment des créanciers. Il importe peu : ce fait prouve que l'Administration elle-même reconnaît que la théorie de l'insaisissabilité absolue conduit dans certains cas à des conséquences inacceptables et devant lesquelles elle recule.

Mais, en dehors des cas spéciaux de faillite et de succession vacante, le Conseil d'État a toujours maintenu que l'Administration des Finances devait refuser de procéder, au profit de simples créanciers, à aucun transfert de rentes, sans le concours du titulaire ou de son mandataire, alors même que ces créanciers auraient obtenu un jugement conforme à leurs prétentions.

L'opinion du ministre la plus récente est absolument conforme :

Dans une lettre écrite le 20 novembre 1897, M. le ministre des Finances déclare, de la façon la plus nette et la plus catégorique, qu'il ne veut rien savoir des décisions des Tribunaux ; qu'il ne connaît qu'une chose, c'est que les rentes sont insaisissables, et que, tant que l'on n'aura pas apporté l'autorisation, la procuration du titulaire de l'inscription lui-même, le grand-livre sera fermé, il n'y aura pas de transfert opéré et, par suite, pas de réalisation possible. Le Trésor a toujours considéré que ces dispositions ont créé, en faveur des titulaires de rentes, un privilège spécial ; qu'elles mettent ces valeurs hors de toute atteinte des créanciers, et qu'il ne peut y avoir, en aucun cas, d'exécution forcée d'un propriétaire de rentes.

Et le ministre, après avoir rappelé les précédents, ajoute en terminant :

« Je ne puis que me conformer à cette jurisprudence, qui est bien celle dont l'exposé a été fait à la tribune de la Chambre des députés, le 19 novembre 1895, par l'un de mes prédécesseurs. »

Voilà donc la situation. D'une part, l'autorité judiciaire déclarant que les créanciers ont le droit d'exécuter les titres de rentes de leur débiteur, quand ces titres sont sortis de ses mains. D'autre part, le ministre et le Conseil d'État déclarant qu'il n'y a point à tenir compte de ces solutions judiciaires, et que les rentes sur l'État sont insaisissables d'une façon absolue et sont « hors de toute atteinte des créanciers ».

La lettre du ministre des Finances est du 20 novembre ; l'arrêt

de cassation, du 23 du même mois. Qui cédera? Il est difficile de le prévoir.

On ne tient pas suffisamment compte de ce conflit lorsqu'on prétend que les nominations de séquestres sont essentiellement pratiques, et l'on s'illusionne si l'on croit que le procédé imaginé par la jurisprudence a tourné en fait l'insaisissabilité des rentes sur l'État.

Actuellement, la nomination d'un séquestre nommé à la requête des créanciers, pour transférer les rentes nominatives, est en fait inefficace.

Une réforme législative est à cet égard désirable et urgente. Il serait utile et moral de voir, sinon supprimer, du moins singulièrement réduire les cas où le débiteur, le délinquant même, peut cyniquement se prévaloir de l'insaisissabilité des rentes.

§ III. — CONTRADICTIONS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE

Nous voulons faire, sur cette difficile et importante question, une dernière remarque; c'est qu'il existe une brèche dans le rempart derrière lequel s'abrite l'Administration. Le principe de l'insaisissabilité absolue qu'elle invoque est contredit dans plusieurs hypothèses par la jurisprudence et la pratique administrative elles-mêmes. Ce principe soi-disant absolu comporte des exceptions certaines et très notables.

Quand l'Administration, pour refuser le transfert au séquestre, objecte que les rentes sur l'État ne sauraient être saisies, parce qu'elles n'ont jamais fait et ne peuvent faire partie du gage des créanciers, elle se contredit. N'est-il pas en effet de jurisprudence et de pratique constantes, au regard de l'autorité administrative, que les syndics peuvent obtenir le transfert des rentes appartenant au failli pour en faire profiter la masse chirographaire? Si le syndic peut réaliser les rentes, pourquoi le séquestre ne le pourrait-il pas? Si les rentes font partie du gage des créan-

ciers du failli, comment prétendre qu'elles échappent au droit de gage des créanciers d'un non-commerçant? Si au contraire elles échappent aux poursuites des créanciers civils, comment expliquer que les créanciers du failli peuvent les atteindre? Les rentes sont insaisissables ou elles ne le sont pas; elles le sont pour tous ou pour personne. C'est un dilemme dont on ne peut sortir.

Autre contradiction : on permet au curateur à succession vacante de signer le transfert afin de payer les créanciers. C'est donc que les rentes sont le gage de ceux-ci.

Enfin, le nantissement en rentes sur l'État est admis. Que deviendra l'insaisissabilité?

Quand le Conseil d'État, pour refuser le transfert au séquestre, lui oppose le règlement qui interdit au Trésor d'opérer le transfert autrement que sur la signature du rentier ou de son procureur spécial, il se contredit encore : ce règlement ne s'oppose pas à ce que le syndic signe le transfert.

Dira-t-on qu'il y a mandat tacite et que le syndic aliène au nom du failli? Non; même si celui-ci proteste le syndic peut aliéner. Si l'ordre de justice supplée le consentement du failli, pourquoi ne suppléerait-il pas celui du débiteur civil? D'ailleurs, l'Administration opère le transfert malgré l'opposition du rentier toutes les fois qu'un jugement civil prononce sur une question de propriété.

Dira-t-on qu'il y a mandat légal, et la différence viendrait-elle de ce que le syndic serait un mandataire légal, tandis que le séquestre ne serait qu'un mandataire judiciaire? Mais le mandat légal a-t-il une autre valeur que le mandat judiciaire? Est-il bien sûr que le mandat du syndic soit plus légal que celui du séquestre? L'un et l'autre sont nommés par justice, et la justice les nomme l'un et l'autre en appliquant la loi. Et spécialement en ce qui concerne l'aliénation et le transfert des rentes, ce n'est qu'en vertu d'une autorisation du juge que ces mandataires peuvent y procéder.

Ce qu'il y a de vrai, c'est que le mandat du syndic est plus compréhensif : le syndic doit réaliser tout le gage des créanciers du failli : le séquestre n'a mission qu'à l'égard de certains biens. C'est l'étendue, ce n'est pas la nature du mandat qui diffère. Ce qui est vrai encore, c'est que le failli est dessaisi, tandis que le débiteur civil ne l'est point; mais sur quels biens porte le dessaisissement? Sur les rentes? Jamais. Le dessaisissement ne peut s'étendre aux rentes, puisque le dessaisissement n'est qu'un moyen de faciliter les opérations de la faillite, et que la faillite n'est elle-même que la réalisation et la répartition collective du gage des créanciers. La faillite et le dessaisissement ne s'appliquent donc pas aux rentes, qui sont, de par la théorie même de l'Administration, en dehors du gage des créanciers. On ne peut par conséquent invoquer de ce chef une différence de situation qui justifierait une solution différente.

Dans les deux cas, le transfert est demandé par un mandataire de justice, au nom de la loi, au profit des créanciers, pour des biens qui sont la propriété exclusive du débiteur et malgré l'opposition de ce dernier. On ne saurait distinguer.

En réalité, on a reculé, en cas de faillite, devant le scandale. On reculera, et l'on fera bien, sous la poussée de l'opinion, au cas de déconfiture ou de fraude, devant l'injustice criante et odieuse consacrant l'insolvabilité factice du possesseur de rentes sur l'État.

TITRE VII

SÉQUESTRE DE PAPIERS

Il peut y avoir lieu, en vue ou au cours d'un procès de séparation de corps ou de divorce, soit après dissolution de société, liquidation et partage d'un fonds de commerce, disparition ou décès d'un dépositaire, de statuer sur le sort de papiers, docu-

ments, titres, correspondances, que plusieurs personnes ont intérêt à posséder et peuvent réclamer.

Dans ces divers cas, la justice nomme un séquestre de ces papiers et correspondances. Parfois il suffira de garder ces documents, d'en empêcher la perte ou la soustraction; mais le plus souvent il faudra en opérer le triage, faire le départ de ceux qui présentent de l'intérêt et de ceux qui n'en ont pas, déterminer quels sont ceux qui ont un caractère confidentiel, poser, tout au moins par un classement, les questions relatives à la propriété de ces objets.

La mission à confier au séquestre sera souvent fort délicate; si le séquestre est chargé d'opérer le triage et de remettre les papiers à qui de droit, il devient plus qu'un dépositaire, plus qu'un expert, il devient un juge. Telle ne peut être sa mission. Il convient que le séquestre, alors même qu'il serait notaire, se borne à faire un travail préparatoire, sur lequel le tribunal seul statuera, puisque l'incident présente un caractère contentieux.

Voici une difficulté qui surgit à l'improviste au cours d'un inventaire; les parties vont en référé devant le Président du tribunal qui statue en ces termes :

Attendu que M^{me} T. prétend que les papiers sur lesquels les scellés ont été apposés lui sont personnels et ont un caractère purement confidentiel; qu'elle demande en conséquence que la remise lui en soit faite sans inventaire, et que subsidiairement M. le Juge de paix soit désigné pour opérer le tri desdits papiers, à l'effet de savoir quels sont ceux qui peuvent intéresser le passif et l'actif de la communauté et ceux qu'elle prétend lui être personnels;

Attendu que, de son côté, M. T. s'oppose à cette remise, ajoutant que tous les papiers trouvés au domicile conjugal sont sa propriété et qu'il n'appartient qu'au juge du fond de trancher cette question, qu'en conséquence il demande que tous les papiers sous scellés, concernant l'actif et le passif, soient inventoriés et que les autres soient confiés à un séquestre jusqu'à l'issue du débat à intervenir;

Attendu que M. J. demande qu'il lui soit donné acte de ce qu'il s'oppose à la remise à un séquestre des papiers litigieux et à leur déplacement;

Attendu qu'il y a lieu, dès à présent, de prescrire des mesures ayant pour objet d'assurer la continuation de l'inventaire, tout en respectant la question de propriété des papiers litigieux, qu'il ne nous appartient pas de connaître; qu'il convient de faire le départ entre les pièces qui peuvent avoir un intérêt au point de vue de la détermination de l'actif et du passif de la communauté, et celles qui ne se rattachent point aux intérêts pécuniaires des époux; que les premières seules devront être inventoriées; que le triage devrait être fait par les soins des notaires chargés de procéder à l'inventaire; que ces officiers publics mettront ensuite à part les autres pièces dont la propriété serait l'objet d'une contestation entre les parties, que ces documents seront placés sous un scellé spécial qui sera remis au séquestre ci-après désigné et conservé par lui jusqu'à décision sur l'incident par le Tribunal;

Commets un notaire, qui, à la levée des scellés, fera le triage, et un administrateur qui sera constitué séquestre des papiers que le notaire aura considérés comme importants. (O. sur Req., 28 mai 1895.)

Mais sur l'appel, la Cour, — considérant que si le nouvel article 242 C. c. transférant au mari les droits que l'ancien article 270 réservait à la femme, autorise l'un et l'autre époux à prendre, dès la première ordonnance, sur l'autorisation du juge, à charge d'en référer, toutes mesures conservatoires pour la conservation et la garantie de ses droits et notamment l'apposition des scellés sur les biens de la communauté, pour inventorier et priser ultérieurement ces objets et valeurs, il est de toute nécessité de restreindre cette disposition au seul cas en vue duquel elle a été édictée, que l'article 242 susvisé déclare clairement et nettement, lui-même, que les mesures conservatoires qu'il autorise ne peuvent être exercées que pour la garantie des droits de l'un et de l'autre époux sur les biens de la communauté; — qu'on ne saurait donc, sans méconnaître la volonté du législateur et violer le texte susvisé, faire servir l'apposition des scellés et l'inventaire qui doit en être la suite à la satisfaction de préoccupations et d'intérêts d'un autre ordre; — considérant dès lors, que c'est à bon droit que l'ordonnance dont est appel a prescrit de verser à l'inventaire toutes pièces et documents ayant trait à l'établissement des forces actives ou passives de la communauté; — mais qu'il aurait dû prescrire, en même temps, la remise immédiate aux mains de l'un ou l'autre époux de tous documents, notes, papiers à eux personnels et intimes, lettres missives à eux adressées et n'ayant aucun rapport avec l'actif ou le passif de ladite communauté et qui sont leur propriété personnelle; — considérant,

d'autre part, que si quelques-uns des papiers, autres que ceux ci-dessus désignés, qui portent en eux-mêmes la trace et l'indication de leur propriétaire, peuvent être l'objet de revendication sérieuse de la part de l'un ou l'autre des époux, les notaires doivent être autorisés à retourner devant le juge des référés à l'effet de décider, au provisoire, et au vu des pièces dont la propriété serait sérieusement contestée, s'il y a lieu de les ranger dans l'une ou l'autre catégorie ci-dessus spécifiées, ou bien de les confier, à raison de leur caractère d'objets litigieux, aux mains d'un séquestre, conformément aux dispositions de l'article 806. Pr. ;

Dit qu'il a été bien jugé par l'ordonnance dont est appel, en ce qu'elle a ordonné que, par les notaires des parties, il sera procédé, après la levée préalable des scellés, au triage des papiers se trouvant sous lesdits scellés, pour être procédé à l'inventaire de ceux pouvant avoir un intérêt au point de vue de la détermination de l'actif et du passif de la communauté et qui ne sont entre les parties l'objet d'aucune difficulté. — Ajoutant à ladite ordonnance ;

Dit et ordonne que remise immédiate sera faite par lesdits notaires, aux mains de l'un ou de l'autre des époux, de tous papiers personnels ou confidentiels, tels que les lettres missives à lui adressées par son conjoint ou des tiers, notes intimes et tous autres papiers n'ayant aucun rapport avec leurs intérêts pécuniaires. — Autorise les notaires, au cas où, en dehors des papiers ci-dessus indiqués, quelques-uns seraient l'objet de contestation sérieuse de la part de l'un ou de l'autre des époux, à retourner devant le juge des référés pour en faire apprécier le mérite et le caractère, et ordonner, le cas échéant, leur remise aux mains d'un séquestre conformément à la loi. (20 juin 1895. 1^{re} Ch. ; D. 96. 2. 245.)

Il est clair, en effet, que l'apposition des scellés autorisée par l'article 242 C. c. ne peut être détournée de son but, qui est la conservation de la fortune des époux, et que l'un d'eux ne peut y puiser une preuve qu'il ne pourrait avoir directement. L'origine, la possession, la portée des papiers inventoriés peuvent avoir de l'influence sur la solution de la demande en divorce ou en séparation, ou sur l'issue de la liquidation. La justice doit se réserver de statuer sur ces incidents¹.

1. Cf. VRAYE et GODE. *Le Divorce et la séparation de corps*, t. II, n° 605, 696. — Jur. Gén. Dall. Supp. V° Div. et sép. de c., n° 242, s. — Cf. Rouen. 25 mars 1864 (D. 64.2.70), Caen, 19 déc. 65 ; D. 66.2.69.

La préoccupation et le souci de la justice doivent être les mêmes quand, après décès, les correspondances des héritiers peuvent avoir de l'importance relativement à un procès en captation de testament, par exemple.

Une mère ayant disposé de la quotité disponible au profit de l'un de ses trois enfants, la correspondance trouvée à son décès, lors de l'ouverture, fut confiée par ordonnance du Président à un notaire en qualité de séquestre.

Le tribunal, au principal, pour distinguer les lettres confidentielles, celles sans intérêt et celles pouvant avoir une portée au point de vue d'un procès en captation à introduire, nomma trois experts, avec mission d'examiner et de classer les lettres à ce point de vue; réservant, pour celles des lettres dont l'appréciation paraîtrait difficile ou douteuse, après dépôt au greffe, l'examen par le tribunal en Chambre du Conseil.

La cour d'Orléans, par arrêt du 29 juillet 1896 (Dalloz, 97. 2. 209), supprime la mission des experts, et, répudiant avec raison cette expertise *in futurum*, ordonne la remise immédiate de toute la correspondance qui n'a pas un caractère confidentiel; ces lettres doivent être rendues à ceux qui les avaient écrites, n'étant pas la propriété des héritiers de la destinataire; les lettres confidentielles seront remises par le séquestre au notaire liquidateur pour qu'il soit statué par la liquidation sur leur attribution ainsi que sur celle des autres papiers de la succession; quant aux lettres écrites par certains des cohéritiers à la *de cujus* pouvant avoir de l'intérêt au point de vue d'un procès à intenter, la cour ordonne que le séquestre les enverra au greffe de la cour, pour être déposées en Chambre du Conseil; la cour devant déterminer, par un arrêt ultérieur, celles qui auraient un caractère confidentiel et devraient être remises à ceux qui les auraient écrites.

N'est-ce pas, en effet, la justice qui doit faire cet examen, dès qu'il est délicat et comporte des conséquences au point de vue d'un procès? Il s'agit de savoir si la preuve existe, si elle sera

supprimée; c'est au contentieux que la justice doit statuer, dès que le débat se place sur ce terrain. Le séquestre ne peut être qu'un gardien; lui donner la mission de disposer des preuves serait en faire plus qu'un juge, un arbitre sans appel et sans contrôle.

Ces deux exemples suffisent à montrer la gravité de la mesure qui donne mission à un séquestre de papiers, les précautions, la sage défiance qu'il est bon d'y apporter.

On trouverait bien d'autres espèces. C'est ainsi qu'il a été jugé :

« Qu'en cas de difficulté entre les héritiers d'un architecte, il y a lieu de constituer un tiers séquestre des dossiers, plans, devis, archives et correspondances qu'il est important de conserver dans l'intérêt de la succession, notamment à l'effet de défendre à des actions en responsabilité. (Nancy, 19 février 1895. Dall. 95. 2. 433.)

Mais c'est surtout en matière commerciale, à la suite de la cession d'un fonds de commerce, que la nomination d'un séquestre, chargé de retirer de la poste la correspondance adressée au vendeur est, de pratique quotidienne. Le séquestre fait le départ entre les lettres qui ont un caractère personnel et privé, et celles qui sont purement commerciales, et remet à chacun des intéressés ce qui le concerne.

Attendu que D..., acquéreur du fonds de commerce de porcelaine, exploité à G., rue..., appartenant primitivement à A., demande que les lettres portant la suscription : « A., rue des... », et qui intéressent son commerce, lui soient remises directement ;

Que A... s'y oppose ;

Attendu que, pour éviter toute confusion dommageable, et faire tenir sûrement les correspondances à celles des parties qu'elles concernent manifestement, il y a intérêt et urgence de recourir à la nomination d'un séquestre.

Nommons :

Marcellier, séquestre des lettres, télégrammes et correspondances, quelconques portant la suscription « A., rue... » avec tous pouvoirs pour se les faire remettre par l'administration des postes et télégra-

phes, laquelle, ce faisant, nonobstant toute opposition d'A., sera valablement déchargée. Et pour en prendre connaissance, et d'après leur contexte les faire parvenir à leur véritable destinataire.

Ce qui sera exécutoire par provision nonobstant appel.

Commettons X., huissier audiencier pour signifier. (O. de Référé, 14 janv. 1896.)

Ces nominations de séquestres ont lieu surtout en vertu d'ordonnances de référé.

TITRE VIII

MANDATAIRES « AD HOC »

Nous rangeons sous le titre de mandats *ad hoc* l'infinie variété des missions qui n'ont pu trouver place dans les chapitres précédents et qui consistent dans l'accomplissement d'un acte isolé, nettement spécifié dans le mandat.

Tout mandataire est, dans un sens large, un mandataire *ad hoc*, puisque, sauf peut-être le mandat d'administrer, qui peut être conçu en termes généraux, tout mandat doit préciser la mission et le pouvoir que le mandant veut conférer au mandataire.

Mais la pratique réserve le nom de mandat *ad hoc* à celui donné dans un but limité, et pour une affaire spéciale.

Nous en avons déjà vu quelques exemples : ainsi l'administrateur nommé à l'effet de convoquer une assemblée générale d'actionnaires ou d'obligataires, le séquestre chargé de conserver des papiers, de déposer des titres, sont des mandataires *ad hoc*.

On peut dire que le mandataire *ad hoc* se borne à exécuter un acte qu'un autre a pris le soin de prescrire ; il ne répond que des fautes dans l'exécution de l'acte ; il n'a pas à s'enquérir de son utilité.

Nous distinguerons trois sortes d'hypothèses dans lesquelles on rencontre des mandataires *ad hoc*.

§ I. — MANDATAIRE NOMMÉ AU CAS D'OPPOSITION D'INTÉRÊTS
ENTRE UN ADMINISTRATEUR LÉGAL ET L'INCAPABLE QU'IL REPRÉSENTE

Un mandat *ad hoc* est souvent donné en cas d'empêchement du mandataire normal de procéder à l'acte pour lequel le mandat intervient, par suite de l'opposition d'intérêts qui existe entre ce mandataire et celui qu'il représente.

Par exemple un père administrateur légal a, dans une succession, des droits à faire valoir et ses enfants ont des droits rivaux du sien ; ainsi de deux testaments, l'un institue le père, l'autre les enfants. Dans le procès qui va s'engager et où le père sera partie, qui représentera les enfants ? Ou bien c'est un testament qui institue à la fois le père et les enfants. Dans les opérations du partage, qui va discuter les intérêts des mineurs, intérêts en conflit avec ceux du père ?

C'est principalement en matière de procès et de partage que cette opposition d'intérêts surgit, mais elle peut naître dans d'autres circonstances. Dès qu'une personne en représente une autre, la difficulté que nous examinons peut se produire. Le mineur, l'incapable devront être représentés par une tierce personne.

Par qui sera-t-elle nommée ? Quelquefois, en matière de tutelle par exemple, ce sera le conseil de famille qui nommera le *tuteur ad hoc* aux mineurs ou à l'interdit. Mais en règle générale, et toutes les fois que ce rôle n'a pas été expressément ou implicitement accordé à un autre autorité, c'est à la justice qu'il appartiendra de nommer le mandataire.

Pour l'administration légale on a voulu quelquefois que ce soit le conseil de famille.

C'est la jurisprudence de la Cour de cassation. (Req. 3 juin 1867. D. 68. 1. 27.) Mais le tribunal de la Seine et la Cour de Paris maintiennent la solution opposée (4 janvier 1875. D. 77. 2. 54) et nomment chaque jour des mandataires *ad hoc* pour représenter des mineurs soumis à l'administration légale. C'est ce que décide également un jugement du tribunal de Châteauroux (6 mars 1894. D. 95. 2. 75), qui dispose que lorsqu'un testateur retire au père l'administration légale des biens qu'il lègue à son enfant mineur pour le confier à un tiers, si ce tiers est empêché, c'est à la justice seule qu'il appartiendra de le remplacer « comme dans tous les cas où un administrateur légal ne peut s'acquitter de sa mission ».

Le nom donné à ce mandataire de justice variera suivant les circonstances : ce sera un administrateur *ad hoc*, un curateur *ad hoc*, un liquidateur *ad hoc*, un notaire *ad hoc*, un conseil judiciaire *ad hoc*, suivant la qualité du représentant normal.

De même le mandataire qui remplace le tuteur est un tuteur *ad hoc*, mais nous savons qu'il est en général nommé par la famille.

D'ailleurs la jurisprudence n'est pas très bien fixée sur la terminologie.

Ces nominations ont très souvent lieu à l'occasion de procès en nullité de reconnaissance d'enfant naturel.

Au cas de demande en nullité de reconnaissance par le père de celui qui a reconnu un enfant naturel, l'enfant encore mineur doit être représenté dans l'instance par un tuteur *ad hoc* dont la nomination appartient à la Chambre du Conseil. (Ch. du Cons. du trib. de la Seine, 8 mars 1889.)

Jugé, au contraire, que la Chambre du Conseil n'est pas compétente, et que la nomination d'un tuteur *ad hoc* appartient au conseil de famille de la mineure. (Dalloz, C. annoté art. 359, n° 60. Ch. du Cons. 13 mars 1889. — Conclusions contraires.)

Bertin I, 449. 450; — Req. 10 fév. 47. Dalloz, 47. 1. 49; Cass. 11 févr. 1854. S. 54. 1. 225.

Autre hypothèse : on demande à la Chambre du Conseil la nomination d'un administrateur *ad hoc* à un mineur pour le représenter dans l'instance en nullité d'une reconnaissance d'enfant naturel par lui faite, action que les exposants (ses parents) se proposent d'intenter contre lui.

« La Chambre du Conseil n'a pas à rechercher si une instance de cette nature, à raison de son caractère tout personnel, ne doit pas être dirigée contre l'auteur de la reconnaissance lui-même et si le mineur, ayant capacité pour reconnaître un enfant naturel, n'a pas également, par une conséquence logique, capacité pour défendre à l'action en nullité de cette reconnaissance.

Mais la nomination d'un administrateur *ad hoc*, pour représenter ou assister le mineur, ne saurait faire obstacle à la mise en cause du mineur personnellement et, s'il y a lieu, à son intervention dans l'instance.

Il y a donc tout intérêt à provoquer la mesure sollicitée pour éviter toute difficulté ultérieure sur la recevabilité de l'action. (Ch. du Cons. Trib. Seine, 9 mars 1894.)

Mais la Chambre du Conseil ne peut nommer un mandataire *ad hoc* à l'enfant que son père désavoue.

« Aucune loi n'autorise la Chambre du Conseil à nommer un tuteur ou curateur à un enfant dont le désaveu est poursuivi. C'est au conseil de famille seul qu'il appartient de nommer un tuteur en pareil cas. » (Ch. du Cons. 11 mai 1894.)

Et si le désaveu se produit après le décès de l'enfant :

« En ce qui touche l'enfant décédé, le désaveu de paternité peut être introduit utilement contre les héritiers qui sont ses représentants naturels et légaux, plutôt que contre un tuteur ou curateur que personne ne peut nommer, ni la Chambre du Conseil, puisque aucune disposition de loi ne lui donne le droit de procéder à cette nomination, ni le conseil de famille, puisqu'il n'en est plus de possible lorsque l'enfant est mort. » (Ch. du Cons. 11 mai 1894.)

L'opposition d'intérêts peut se manifester à l'occasion d'une légitimation.

Le tribunal : « nomme L. administrateur légal *ad hoc* du mineur à l'effet de le représenter dans l'instance qui a pour but de faire

déclarer que la légitimation est acquise audit mineur par suite du mariage de ses père et mère. » (Ch. du Cons. 3 janvier 1896.)

A l'occasion d'un mariage :

Le tribunal : « nomme X..., conseil judiciaire *ad hoc* à l'effet d'assister le prodigue dans une instance en mainlevée de l'opposition faite à son mariage par son père. » (Ch. du Cons. 31 janvier 1896.)

A l'occasion de la qualité de la personne avec laquelle un contrat doit être passé.

« Attendu que les époux de D. ont chacun pour conseil judiciaire le comte de D.; que voulant traiter pour un achat d'immeubles avec la comtesse de D., épouse de leur conseil, il y a lieu de leur nommer un conseil judiciaire *ad hoc*.

Nomme X. conseil judiciaire *ad hoc* pour assister les époux de D. dans toutes les opérations relatives à l'achat (Ch. du Cons., 10 janvier 1896). »

Voici encore une hypothèse intéressante sur laquelle la 1^{re} Chambre de la Cour de Paris a été appelée à statuer.

La faculté accordée à l'un et à l'autre époux de demander, après trois années révolues, la conversion de la séparation de corps en divorce, constitue un droit absolu et essentiellement personnel, qui ne peut être paralysé par le refus du conseil judiciaire du demandeur, de l'assister dans l'instance à cette fin.

En cas de refus d'assistance, un conseil judiciaire *ad hoc* peut être chargé d'assister le demandeur, sauf à ce curateur à prendre telles conclusions qu'il croira utiles aux intérêts de l'assisté; et il n'appartient pas au tribunal, saisi de la demande tendant à cette nomination, d'apprécier le mérite de l'instance en conversion; cette appréciation étant exclusivement réservée aux juges devant lesquels elle sera ultérieurement et régulièrement portée. (25 mars 1890, Paris 1^{re} Ch.; — *Le Droit*, 4 avril 1890.)

Un curateur *ad hoc* peut être également nommé au cas de contumace.

Le contumax, condamné à une peine afflictive et infamante, et privé, dans les termes de la loi, de l'exercice de tous ses droits, est non

recevable à se présenter en justice, sous quelque motif que ce soit.

Mais lorsque dans une instance relative à ses biens, une opposition d'intérêts se produit entre lui et l'administrateur qui le représente, il doit être pourvu d'un curateur *ad hoc*, à la diligence de l'une des parties poursuivantes. (Banque Parisienne. 5 mai 1891, 1^{re} Ch. Cour de Paris. *Droit* du 15 mai 1891.)

On le voit, ces nominations sont quotidiennes ; elle sont l'application du principe tout à fait général que nous avons posé. On ne les a jamais contestées, et cependant où est le texte¹ de loi qui donne à la justice le droit d'intervenir ? Cette mission rentre dans son rôle général de protection, dans sa tutelle des incapables. Dès que le représentant normal le demande, il sera remplacé, pour cet acte spécial qui occasionne le conflit d'intérêts, et, s'il n'en faisait pas la demande, on pourrait lui imposer la nomination d'office, au besoin décider qu'il n'a pu valablement représenter l'incapable. Le droit romain ne disait-il pas déjà que « *tutor ipse in rem suam auctor esse non potest* ». La loi, d'ailleurs, a parfois prévu certains de ces mandats spéciaux.

§ II. — MANDATS « AD HOC » PRÉVUS PAR LA LOI

Curateur au bénéfice d'inventaire. (996 Pr. Civ.)

L'administrateur *ad hoc* prend, au cas de succession bénéficiaire, le nom de curateur au bénéfice d'inventaire. En général il n'a pour mission que de remplacer l'héritier lorsqu'il a dans la succession qu'il administre des intérêts personnels opposés à ceux des créanciers.

C'est ce qui arrive particulièrement à la femme lorsqu'à sa

1. Il a été jugé que le curateur au bénéfice d'inventaire ne doit être nommé, aux termes de l'article 996 C. Pr., qu'au cas où l'héritier, ayant à intenter une action contre la succession, ne trouve aucun contradicteur pour répondre ou défendre à ladite action. (Paris, 31 janv. 1895. *Gaz. Pal.*, 95. 1, table v^o *Succession*, n^o 13.)

qualité d'héritière elle joint la qualité de créancière; elle a des reprises à exercer, sa part de communauté à se faire attribuer. La Chambre du Conseil nomme un administrateur *ad hoc* désigné sous le nom de curateur au bénéfice d'inventaire, chargé de représenter les créanciers et de discuter avec la femme les réclamations qu'elle forme.

Ces nominations sont fréquentes.

Attendu que la dame veuve H. ayant accepté la succession de son mari sous bénéfice d'inventaire, il y a lieu, pour lui permettre d'exercer ses droits contre ladite succession, de nommer un curateur au bénéfice d'inventaire, conformément à l'art. 996 C. pr.

Nomme P. curateur au bénéfice d'inventaire de la succession, à l'effet de défendre à la demande que la requérante veut former contre elle et avec tous pouvoirs inhérents à sa qualité. (Ch. du Cons., 24 janvier 1896.)

Même il arrive qu'on lui donne une mission permanente, conformément à ce qui avait lieu dans l'ancien droit.

Il intervient alors dans le but de contrôler la gestion de l'héritier bénéficiaire, et si l'on ne peut pas dire qu'il représente les créanciers héréditaires, déjà représentés par l'héritier, il est là du moins pour éviter que l'héritier, pris entre son intérêt et son devoir, ne sacrifie les droits de ceux au nom desquels il administre.

Ce curateur ne peut ni aliéner, ni plaider, ni empêcher l'héritier d'aliéner ou de plaider; celui-ci n'est pas tenu d'avoir son consentement. Le curateur n'assiste pas l'héritier, mais il contrôle la gestion, il relève les fautes, il se procure la preuve des fraudes que l'héritier pourrait commettre contre les créanciers, afin que ceux-ci, prévenus, aient le moyen d'invoquer la déchéance du bénéfice d'inventaire en établissant la faute commise par l'héritier, ou d'intenter l'action paulienne en cas de fraude, avec preuves à l'appui.

Tandis que le tribunal ne saurait, en principe, nommer un administrateur ou un liquidateur contre le gré de l'héritier

bénéficiaire, il peut nommer le curateur malgré l'opposition de ce dernier. C'est que ce mandataire ne se substitue pas à l'héritier, il le contrôle et le surveille.

Nous avons dit que, lorsqu'un administrateur judiciaire a été nommé en l'absence de l'héritier bénéficiaire, il doit, dès que celui-ci réclame l'administration, la lui rendre ; on pourrait être tenté de soutenir que, bien que telle n'ait pas été la mission première dont il a été investi, il pourra néanmoins surveiller la gestion de l'héritier. Nous ne le croyons pas : la fonction de l'administrateur n'est pas la même que celle du curateur. La première venant à cesser, la seconde peut être organisée par justice, mais le titulaire n'en est pas investi de plein droit. Il faudra donc une nouvelle décision de justice qui lui confère ce rôle.

Séquestre au cas d'usufruit (art. 602 C. c.)

La loi ordonne également la nomination d'un mandataire, qualifié *séquestre*, lorsque l'usufruitier ne fournit pas la caution exigée par l'article 601.

Ce séquestre est chargé de percevoir les loyers, et de veiller à ce que les réparations d'entretien soient effectuées ; au besoin, il les fait faire et en prélève le prix sur le montant des loyers.

La loi exigeant l'intervention de ce mandataire, dès que l'usufruitier, tenu de fournir la caution, manque à son obligation, il y a lieu de décider que la caution serait due, alors même que les immeubles soumis à l'usufruit auraient été loués par le propriétaire. Il se peut, en effet, que le bail ne donne pas une garantie suffisante au nu-propriétaire. En tout cas, celui-ci est en droit d'exiger qu'un tiers soit nommé pour surveiller l'exécution du bail. (Voy. Demol. 10, p 440, n° 507)

Tuteur à la substitution (art. 1056 C. c.)

C'est un mandataire *ad hoc* qui doit son nom de tuteur à la tradition romaine, et dont la mission est de veiller à l'exécution des dispositions portant substitution.

Curateur « au ventre » (393 C. c.)

Ce mandataire intervient dans une hypothèse toute spéciale : il est nommé à la femme qui se trouve être enceinte lors du décès de son mari. Mais sa mission n'est pas de s'occuper de la gestion des biens de l'enfant à naître. Il doit seulement prévenir les fraudes dont l'objet serait, soit de supposer une naissance, soit de faire disparaître l'enfant, soit de fausser la date de l'accouchement. Nous n'avons pas à nous occuper de ce mandataire qui, d'ailleurs, n'est pas nommé par le tribunal, mais par le conseil de famille. Mais il y a lieu de se demander par qui seront gérés les biens de cet enfant qui n'est encore que conçu. En général ce sera par la mère ou les proches parents ; comme au cas de succession, ce pourra être par un administrateur judiciaire. Il devra gérer provisoirement ; si l'enfant vient à naître, il rendra ses comptes au tuteur qui lui sera nommé, et provoquera au besoin, dans ce but, la nomination du tuteur.

Curateur au délaissement (art. 2174 C. c.)

On sait que le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué, poursuivi par les créanciers, peut en faire le délaissement. D'après l'article 2174, le jugement qui donne acte du délaissement doit nommer un curateur à l'immeuble délaissé. S'il n'y a pas eu de nomination, il est nommé par le tribunal à la requête du plus diligent des intéressés un curateur pour que la vente

soit poursuivie contre lui dans les formes prescrites pour les expropriations. Il a un rôle bien net, tracé par la loi, rôle tout passif et de procédure ; il n'aurait pas qualité pour provoquer la vente au cas où les parties intéressées ne feraient pas les diligences nécessaires. Mais il peut revendiquer ceux des immeubles qui n'ont pas été compris dans la poursuite, si les créanciers ne sont pas entièrement désintéressés. (Cass., 30 janv. 1867. D. 67. 1. 2. 30.)

Si plusieurs immeubles vendus par le débiteur originaire à divers tiers ont été, après sommations préalables, délaissés dans les formes et délais prescrits, et qu'il soit ensuite nommé conformément à l'article 2174 un curateur aux immeubles délaissés, la poursuite en expropriation des biens, qui doit être dirigée contre le curateur, n'est pas nécessairement, à peine de nullité, précédée d'un commandement au curateur. (*J. des Av.*, 1890, p. 371.)

Administration des biens du contumax.

Les biens du condamné par contumace sont placés sous séquestre et administrés par la régie. (28 C. c. ; — 465 C. Instr. Cr.)

Mais il peut arriver que le séquestre comprenne une exploitation industrielle, agricole ou commerciale, un office ministériel ou une entreprise quelconque dont le Domaine ne pourrait, eu égard à son organisation et à ses attributions spéciales, suivre utilement la gestion.

Dans ce cas, rien ne s'oppose à ce que l'Administration demande au tribunal, dans l'intérêt du contumax, soit la nomination d'un administrateur provisoire, auquel la gestion de l'établissement serait spécialement confiée, moyennant salaire, jusqu'à la location, l'aliénation ou la liquidation des biens ; soit la continuation des pouvoirs qui auraient été précédemment conférés par le contumax à un mandataire spécial.

Un cas très fréquent de nomination de curateur au contumax

est celui d'instances à exercer ou à défendre à sa place. (30 octobre 1874; — Ch. du Cons.; — Cf. p. 307. *infra*.)

Cette nomination sera faite en Chambre du Conseil (voir le rapport de M. Nicias Gaillard. D. 56.1.71.), soit à la requête du ministère public, soit à la requête des créanciers.

Lorsqu'un individu a été incarcéré sous l'inculpation de détournement, la victime qui s'est portée partie civile peut lui faire nommer par la Chambre du Conseil un administrateur aux biens, même avant l'ordonnance du juge d'instruction. (Ch. du Cons. 30 mai 1880; — Cf. Boulanger, *Des radiations hypoth.* tome II, p. 43.)

D'ailleurs, le condamné par contumace n'est pas en état d'interdiction légale : l'administrateur des domaines ne le représente que quant à ses biens mais non quant à sa personne. Il y a lieu dès lors de le pourvoir d'un curateur à l'effet de le représenter en justice. (Ch. du Cons., 30 octobre 1874.)

Rappelons que l'article 28 C. c. renvoie aux règles de l'absence. Il en résulte notamment que, lorsqu'un contumax est intéressé dans des comptes, partages, liquidations, c'est un notaire qui doit intervenir (113 C. c.). L'administrateur judiciaire serait sans qualité.

§ III. — MANDATS JUDICIAIRES NON PRÉVUS PAR LA LOI

La diversité des circonstances qui amènent la nomination des administrateurs judiciaires défie toute énumération : la justice intervient dans toutes les circonstances où elle estime que le mandat de justice est indispensable. Son agent, généralement qualifié administrateur ou séquestre, serait plus exactement nommé mandataire *ad hoc*. Il accomplira une mission restreinte et nettement précisée.

Nous ne pouvons donner qu'un très court aperçu de ces mandats.

Par exemple : un jugement d'interdiction est obtenu par la femme d'un aliéné. Elle meurt sans avoir signifié ce jugement. Il faut que l'on fasse cette signification et que l'on prenne inscription (art. 501 C. c.) avant l'expiration des 10 jours à partir de l'obtention du jugement. Le Président du tribunal nomme, sur requête, un administrateur chargé de signifier le jugement.

Un bateau échoue en Seine. Il s'agit de le renflouer. Des difficultés s'élèvent entre le propriétaire, les assureurs, etc., un administrateur est constitué « séquestre à l'effet de renflouer le bateau ». (Ord. de Référé, 19 juin 1890.)

La perception des chaises des promenades publiques donne fréquemment lieu à la nomination de séquestres « à l'effet de percevoir au nom de l'adjudicataire dont on conteste les droits le prix de location des chaises. » (Ord. de Référé, 16 mai 1890.)

Un navire fait naufrage. Il renfermait une cargaison de cuirs et de peaux. Le propriétaire de ces cuirs demande la nomination d'un séquestre, chargé de mettre une estampille « naufragés » sur toutes les peaux avariées par suite du naufrage. Il s'agissait sans doute d'un étranger n'ayant pas de représentant au lieu du sinistre. (Ord. de Référé, 27 mai 1887.)

Un ballon captif « Le Figaro » (Mallet c. Jovis) est placé sous séquestre, avec mission pour l'administrateur d'assurer le fonctionnement du ballon et de percevoir les recettes. (Ord. de Référé, 20 avril 1890.)

Séquestre chargé de réaliser un transfert de titres au nom de certains agents de change. (Ord. du 4^{er} janvier 1882.)

Séquestre des recettes du Théâtre des Nations, chargé de percevoir les entrées et d'acquitter les dépenses d'entretien. (Ord. de Référé du 14 février 1880.)

Séquestre d'une maison d'éducation. (Ord. de Référé, 18 janvier 1879.)

Administrateur nommé d'urgence à une succession « avec mission de faire immédiatement enlever tous les objets trouvés au domicile du *de cujus*, objets pleins de vermine et dont l'odeur

fétide provoque les plaintes de tous les locataires ». (Ord. sur Req., 10 janvier 1896 ¹.)

1. Presque toutes ces décisions sont des ordonnances de Référé.

Mais certaines d'entre elles peuvent être aussi bien des ordonnances sur Requête.

On sait en effet que la pratique, au lieu de ne se servir du terme de Référé que pour les ordonnances rendues sur assignation par le Président du tribunal, l'étend à toute décision rendue par le Président. La juridiction du Référé devient ainsi la juridiction « d'urgence » contentieuse ou même gracieuse.

On distingue alors, parmi ces Référés, les Référés sur placets, et les Référés sur assignation.

On ne peut donc affirmer, que sous réserves, que les Référés, dont la pratique nous fournit l'exemple, sont les ordonnances de Référé dont parle la loi dans ses articles 806 et suivants. Il se peut que ce soient des ordonnances rendues par le Président sur Requête. — Nous n'avons employé le terme d'ordonnance de Référé que pour celles que nous avons relevées nous-même sur le registre des Référés sur assignation.

DEUXIÈME PARTIE

DES JURIDICTIONS

APPELÉES A NOMMER LES ADMINISTRATEURS

COMPÉTENCE — PROCÉDURE — VOIES DE RECOURS

Nous avons énuméré et étudié les hypothèses nombreuses et variées dans lesquelles il y a nécessité de pourvoir à l'administration des biens du justiciable incapable ou empêché.

La justice intervient. Mais quel est le juge compétent? Nous n'avons pas en France d'autorité judiciaire dont la compétence, à l'égard de la tutelle des incapables, soit spéciale ou exclusive, Nous voyons au contraire que les textes investissent tour à tour de ce rôle le Président du tribunal, le tribunal lui-même siégeant en la Chambre du Conseil. Il en résulte que si, pour les hypothèses prévues aucune incertitude n'existe, il se pose, au cas où la loi reste muette, une triple difficulté.

1° La justice a-t-elle compétence?

2° Quel est le juge compétent?

3° Quelle est la procédure? Quelles sont les voies de recours?

§ I. — LA JUSTICE PEUT-ELLE STATUER?

Cette question ne nous retiendra pas longtemps. Nous l'avons déjà examinée et résolue : Nous avons admis que la justice a le

droit et le devoir d'intervenir, alors même qu'aucun texte ne lui en donne expressément le pouvoir, et cela parce qu'il faut que la protection des incapables soit assurée, et que la tutelle des incapables incombe d'une façon générale à la justice. La tradition séculaire est là pour l'affirmer, et la pratique de nos tribunaux continue de se conformer à cet usage. (Voir chapitre préliminaire, p. 6.)

§ II. — QUEL EST LE JUGE COMPÉTENT ?

A. JURIDICTION CONTENTIEUSE. — Lorsque la mesure sollicitée pour la protection des intérêts en souffrance est l'objet d'une contradiction, lorsque par exemple il s'agit de nommer, au cours d'une instance, sur la demande de l'une des parties, un séquestre à un objet litigieux, et qu'une des parties s'oppose à la nomination, cette contradiction constitue un litige et, comme telle, doit être tranchée par la juridiction contentieuse. Là, tout est net et bien connu, au point de vue de la compétence. C'est le droit commun qui s'applique, il suffit d'y renvoyer.

Lorsque la demande contradictoire présentera un caractère indiscutable d'urgence, elle pourra être portée devant le Président, juge de référé. Il est en effet compétent pour trancher les différends qui requièrent une solution immédiate, par exemple pour nommer un administrateur, avant le procès même, à des biens qui vont être litigieux. Le référé contentieux a des règles de compétence qui lui sont propres. Il est assez passé dans la pratique, pour que ces règles soient connues de tous. Leur application a donné lieu à des décisions nombreuses, à des ouvrages étendus; nous n'avons pas à prendre parti sur les controverses qui se sont élevées à ce sujet. Nous nous contenterons de faire remarquer que la décision ne statue sur les droits des parties que provisoirement, et ne dispense pas celles-ci d'un débat au fond devant la juridiction contentieuse ordinaire. Elle ne peut en conséquence prescrire que des mesures conservatoires; elle

ne saurait autoriser des faits d'exécution définitive, car cela préjudicierait à la décision du juge du fond.

B. JURIDICTION GRACIEUSE. — Mais il se peut que la mesure soit de telle nature qu'elle n'appelle, ou même n'admette, aucune contradiction; qu'utile à celui qui la sollicite ou au nom de qui on la requiert, elle ne nuise à personne; que nul n'ait, et ne puisse avoir intérêt à s'y opposer, et que cela soit évident pour le juge. C'est par exemple une nomination d'administrateur aux biens d'un absent, à une succession dans les délais au cas spécialement où ce sont les héritiers qui la sollicitent; c'est une demande à fin de vente de meubles périssables ou dispendieux à conserver, présentée par l'administrateur légal ou judiciaire d'un incapable. Appeler un contradicteur est non seulement inutile, mais impossible. Dans ces cas et d'autres analogues, le justiciable ne s'adresse pas à la justice pour qu'elle vide un différend et dise droit entre deux prétentions contraires. Il lui demande, seul, ou d'accord avec les autres intéressés, une nomination d'administrateur, une autorisation qui lui permette de prendre certaines mesures de conservation et de protection, ou de passer un acte qui excède ou semble excéder sa capacité. Le juge ne fait plus acte de juridiction contentieuse, on dit qu'il exerce la juridiction volontaire ou gracieuse.

Les actes auxquels il procède sont des actes de juridiction, parce qu'ils sont faits par un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. Mais ils ne constituent par des sentences, des jugements au sens spécial et étymologique du mot, parce que le magistrat, n'ayant pas eu à statuer sur le bien ou le mal fondé de prétentions contraires, *n'a pas jugé*.

Dans ces circonstances ce sera la Chambre du Conseil qui sera saisie. La tutelle judiciaire des incapables de fait ou de droit est en effet le plus ordinairement exercée par elle. Mais elle n'en a pas le monopole, les autres juridictions l'exercent aussi, dans une certaine mesure.

C'est ainsi que le Président du tribunal, statuant, non pas en référé et sur assignation, mais sur simple requête, en vertu de ses pouvoirs de juridiction gracieuse, exerce aussi fort souvent cette tutelle. Un grand nombre de décisions rapportées dans les chapitres précédents sont des ordonnances sur requête. C'est le Président qui, à raison de l'urgence, nommera un administrateur, soit à une succession, soit à des objets qui risquent de dépérir ou d'être détournés ; les exemples varient à l'infini et à Paris la nomination du mandataire judiciaire sur simple requête est de tous les jours. En fait, elle précède très fréquemment la nomination par la Chambre du Conseil. Cette compétence du Président statuant sur requête ne doit s'exercer qu'au cas d'urgence ; elle est exclusive des mesures qui ne seraient pas provisoires et conservatoires. Les pouvoirs d'un administrateur nommé ainsi doivent être restreints et donnés pour un court délai. C'est à la Chambre du Conseil qu'il appartient, s'il y a lieu, de les élargir et de les proroger.

La Chambre du Conseil et le Président ne doivent accorder les mesures sollicitées par les intéressés que lorsque ces mesures sont nécessaires ; lorsqu'il est possible de pourvoir d'une autre façon aux intérêts menacés, ils doivent refuser.

C'est ainsi que la Chambre du Conseil n'a pas à donner des pouvoirs ou des autorisations dont le mandataire judiciaire n'a pas besoin, ou n'a besoin que pour se rassurer lui-même ou donner confiance aux tiers avec lesquels il traite, qu'elle n'a pas à donner son avis sur la portée des lois ou des conventions.

La pratique le lui demande fort souvent. Quand elle cède il y a abus manifeste : elle n'est pas faite pour donner des consultations.

Le Président n'aurait davantage à intervenir quand les parties peuvent agir sans lui. Nous constatons toutefois que fréquemment il intervient. C'est ainsi, par exemple, qu'à la mort de l'administrateur nommé par un testateur, le Président du tribunal a remplacé, pour déférer au désir du défunt, l'administrateur

qui venait à manquer. Ce recours au président est si commode que le législateur lui-même, dans une hypothèse où il n'y a pas nécessairement urgence et où bien d'autres moyens auraient pu être employés décide, qu'en cas d'empêchement d'un administrateur d'une société d'assurances il sera pourvu à son remplacement par une ordonnance sur requête. (Décret du 28 janvier 1868.)

Si l'on décidait que le recours au Président et à la Chambre du Conseil est admis toutes les fois que le justiciable peut y avoir intérêt, toutes les fois que la mesure sollicitée est simplement avantageuse, et c'est la tendance actuelle, on transformerait absolument la juridiction gracieuse qui n'est compétente que lorsque son intervention est indispensable.

§ III. — PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS

Examinons successivement ce qu'il y a de spécial, au point de vue de la procédure et des voies de recours, suivant que l'administrateur est nommé par l'une des quatre juridictions qui, suivant les cas, peuvent être compétentes.

Nomination d'un administrateur par la juridiction contentieuse ordinaire.

Cette nomination est l'objet même du litige, ou elle a lieu au cours d'un procès. Procédure, exécution, voies de recours, tout se produit dans les termes du droit commun. Il n'y a rien de particulier à noter ; les exemples sont de tous les jours. Rien n'est plus simple ni mieux connu.

Nomination d'un administrateur en référé.

La procédure en matière de référé est bien connue aussi. Le juge compétent est le juge du domicile du défendeur (Paris,

1^{re} Ch., 15 nov. 94. Vatin. c. Biré, D. 95. 2. 152; — Paris, 1^{re} de la Cour, 3 août 1897, *Delasalle*) à moins que l'urgence ne soit telle que le juge de la situation doive être nécessairement saisi, parce qu'il peut seul l'être utilement. (Req. 1^{er} déc. 1886. Dall. 87. 4. 104; — Req. 12 févr. 1889. Dall. 92. 4. 382.)

L'exécution provisoire est de droit. Elle peut être ordonnée, même avant l'enregistrement et sur minute, vu l'urgence. (Art. 811 Pr.)

L'appel peut être interjeté par la partie qui succombe, même avant l'expiration du délai de huitaine à dater du jugement. Il doit l'être dans la quinzaine à dater du jour de la signification.

L'opposition n'est pas admise. (Art. 809 Pr.)

Cependant, après de longues controverses, la Cour de cassation a admis l'opposition à l'arrêt rendu par défaut sur appel d'une ordonnance de référé. (Cass. 26 août 1879. D. 80. 4. 128.)

Il n'y a pas de texte spécial disant de l'arrêt ce que l'article 809 dit de l'ordonnance. Dès lors, le droit commun reprend son empire.

La Cour peut évoquer. (Art. 473. Voy. aff. Gibiat, p. 286. *in fine*.)

Le recours en cassation, autrefois refusé, paraît aujourd'hui admis tout au moins pour incompétence ou excès de pouvoir¹. (Aff. Gibiat.)

Mais la Cour suprême décide que le recours pour incompétence, à raison du défaut d'urgence, n'est pas recevable, le moyen étant de fait. (Cass. 13 juillet 1871. D. 71. 4. 83.)

Le plus souvent, les pourvois, invoquant d'autres moyens que l'incompétence ou l'excès de pouvoir, ne seront pas recevables, la décision n'a pas, en effet, statué sur le fond du droit. (Cass. 10 mai 1860; — Cass. Belge, 28 nov. 1889. *Journal des Tribunaux*, 1889, p. 1450).

La nomination d'un administrateur en référé n'est pas susceptible de tierce opposition. Mais, en fait, le tiers lésé peut intro-

1. Consulter : GÉRARD, *Référés*, p. 137. — BELLAIGUE, *Rev. prat.*, 1861, t. XII, p. 554.

duire un référé pour suspendre ou modifier l'exécution de l'ordonnance rendue à son préjudice et à laquelle il n'était pas partie, et cette manière de saisir le juge semble bien équivaloir, sous un autre nom, à une tierce opposition.

La requête civile ne peut non plus être admise; c'est un remède extrême pour obtenir réparation d'une erreur commise par une décision principale et définitive. Or l'ordonnance de référé n'aboutit qu'à des mesures provisoires.

L'ordonnance de référé qui nomme un administrateur peut-elle, doit-elle condamner aux dépens? L'usage, à Paris, au tribunal, est de réserver les dépens. La Cour, au contraire, statue sur les dépens et y condamne la partie qui succombe. On ne donne pas de bien bonnes raisons de cette différence. Si en première instance on réserve les dépens, non sans raison, pour les faire supporter à la partie qui succombera au principal, pourquoi n'en pas faire autant à la Cour? D'un autre côté, si le procès au principal n'est jamais intenté, n'est-il pas injuste que la partie, qui a provoqué des mesures conservatoires utiles, reste sans recours contre son adversaire pour se faire rembourser de ses frais? L'article 130 Pr. ne dit-il pas que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens?

Nomination d'un administrateur par la Chambre du Conseil.

Il peut être nommé, soit directement par la Chambre du Conseil saisie dès l'origine, soit à la suite de la nomination faite par le Président sur requête, vu l'urgence, et même parfois à la suite d'une décision rendue sur assignation¹. La Chambre

1. Nous avons en effet rencontré quelques jugements de la Chambre du Conseil confirmant, prorogeant, étendant les pouvoirs d'un administrateur, nommé par une ordonnance de référé rendue sur assignation. Le fait de faire proroger ou élargir par la juridiction gracieuse la mission conférée à un administrateur par une décision contentieuse nous paraît tout à fait anormal. De nombreuses décisions de la Chambre du Conseil refusent d'augmenter ou de proroger les pouvoirs de l'administrateur provisoire nommé en référé, et

du Conseil, dans ce cas, confirme, proroge, pour une durée qu'elle est libre de déterminer suivant les circonstances, les pouvoirs de l'administrateur que le Président n'a pu lui conférer que pour un délai très court.

La nomination a lieu sur requête. La requête doit être présentée par un avoué. En fait, elle doit en outre, devant certains tribunaux, avoir été soumise au visa de la Chambre des avoués.

La nomination faite par la Chambre du Conseil n'a jamais force exécutoire, ne peut jamais être invoquée contre les tiers; la décision qu'elle rend ne constitue pas un acte de juridiction contentieuse, et bien qu'elle soit qualifiée du nom de jugement, qui est commun à toutes les décisions rendues par le tribunal de première instance, elle ne produit pas les effets attribués par la loi aux décisions qui prononcent sur les droits des parties après que celles-ci ont été mises à même de se défendre.

Aussi aucune voie de recours n'est ouverte contre la décision. Mais le tiers qui se trouve lésé par la nomination de l'administrateur peut saisir la justice, au principal ou même en référé, pour lui demander de faire cesser un fait qui l'atteint, et au principal pour faire réparer le dommage que ce fait lui a causé.

Devant la Chambre du Conseil l'intervention d'un tiers ayant un intérêt contraire à celui de l'exposant n'est pas recevable. (Cass. 10 juin 1874. D. 75. 1. 309.)

Mais on a admis l'intervention d'un tiers approuvant et facili-

c'est avec raison. Il arrivera cependant que cette façon de procéder soit régulière : par exemple, la requête est présentée par toutes les personnes qui étaient parties dans l'instance de référé. Elles sont toutes d'accord pour solliciter la prorogation ou l'extension de la mission de l'administrateur. Notre opinion est que la Chambre du Conseil devrait se refuser à intervenir, car elle n'ajoute et n'ordonne rien : elle se borne à constater l'accord des parties. Mais il faut reconnaître que, dans ce cas, l'intervention de la Chambre du Conseil ne cause de préjudice à personne, ne lèse aucun droit, ne viole aucune règle de compétence. Il en irait autrement si la Chambre du Conseil étendait en importance ou en durée la mission de l'administrateur contre la volonté, ou sans le consentement formel de toutes les parties. Elle aggraverait ainsi la situation faite à la partie qui avait protesté en référé contre la nomination de l'administrateur. Sa décision ne lui serait pas opposable.

tant par son intervention et son consentement la décision à rendre. (Paris, 12 juillet 1867.)

L'appel, ni l'opposition ne sont recevables. (Arrêt précité. Cass., 10 juin 74.)

Cependant l'appel est admis de la part de la partie qui réclame la mesure et ne l'a pas obtenue de la Chambre du Conseil du tribunal. — La raison que l'on a pour reconnaître l'existence de ce recours c'est que, dans deux cas : 1° (357 C. c.) en matière d'adoption, et 2° (99 C. c. et 858 C. pr.), en matière de rectification d'actes de l'état civil, la loi le reconnaît formellement, et que l'appel est de droit commun.

Le délai du recours a pour point de départ la date même de la décision contre laquelle le recours est exercé. La règle contenue dans l'article 858 Pr. doit être observée toutes les fois que le demandeur n'a eu, dans l'instance, aucun adversaire et où, par conséquent, personne n'a eu charge de lui signifier la décision dont il se plaint. (Cass. Ch. civ. 24 nov. 1897. *Le Droit*, 15 janvier 1898.)

Cette règle s'applique également au recours en cassation. (Même arrêt.)

Nomination d'un administrateur par une ordonnance sur requête.

La requête est présentée au Président par un avoué, mais elle n'est pas soumise au visa de la Chambre.

L'ordonnance sur requête n'est pas seulement fort variée dans ses causes et ses objets, elle est singulièrement énergique dans ses effets. Tandis que les jugements sur requête s'arrêtent devant l'opposition des tiers, les ordonnances sur requête, certaines d'entre elles tout au moins, s'exécutent malgré la résistance de ceux qui se prétendraient et seraient en fait lésés par elle. Elles peuvent être munies de la formule exécutoire (voy. p. 288 et 289); les jugements sur requête jamais.

Aussi M. Bazot, frappé de ce caractère, a-t-il voulu voir dans ces ordonnances l'exercice d'une troisième juridiction, qui ne serait ni gracieuse, ni contentieuse, mais *discretionnaire*, et M. Cazalens a-t-il déclaré que, pour une notable part, elles constituaient de véritables jugements *contentieux*.

Nous ne pouvons entrer dans ces controverses. L'opinion commune, la nôtre, est que, malgré ses caractères et ses effets spéciaux, l'ordonnance sur requête est encore un acte de la juridiction gracieuse. Intervenue en l'absence de tout contradicteur, et sur simple demande de l'exposant, elle ne peut être considérée comme contentieuse. Elle ne constitue pas un jugement, mais une permission, une autorisation ou un *ordre*. Il en résulte que les recours contre les décisions contentieuses ne seront pas admises contre les ordonnances sur requête¹.

Donc, pas d'opposition : l'opposition est réservée au défaillant et, ici, aucun tiers ne devait être mis en cause. Le tiers qui croit avoir à se plaindre de la mesure ordonnée saisira de sa réclamation la juridiction contentieuse, tribunal, ou juge des référés.

Opposition ne saurait être faite à l'ordonnance sur requête ni devant le juge qui l'a rendue, ni devant le tribunal dont ce juge est le Président. (Cass. 26 nov. 1867. Aff. Gibiat. D. 67. 1. 473, v. note p. 286; — Nancy, 16 mai 1891. D. 96. 2. 41.)

En principe pas d'appel non plus. Toutefois la jurisprudence semble admettre l'appel de la partie qui se prétend lésée du chef de l'incompétence ou de l'excès du pouvoir. (Affaire Gibiat.)

Remarquons que, dans l'affaire Gibiat, la Cour d'appel et la Cour de cassation ont considéré l'ordonnance comme prise en dehors des attributions du Président statuant sur requête, parce que celui-ci avait ordonné le changement immédiat des gérants et prescrit l'exécution *manu militari* avant même qu'il ne lui en fût référé et qu'en ce faisant il avait non pas

1. BONGENNE, II, 168. — BOITARD, I, 159. — BAZOT, p. 89. — BIOCHE, v° *Ordonnance du juge*, n° 59. — COHENY, note; D. 94. 2. 9. — GLASSON, note; D. 96. 1. 6.

pris des mesures conservatoires, mais prescrit des faits d'exécution définitive. Il avait donc commis un excès de pouvoir. Le vrai motif de l'infirmité par la Cour et du rejet du pourvoi contre l'arrêt, c'est que la mesure était, en fait, excessive et hors de proportion avec le danger. Supposons des gérants nantis des fonds dont ils sont responsables, et déjà en route pour la frontière, la mesure ordonnée par la décision infirmée n'eût pas été excessive, et il aurait été jugé qu'elle rentrait dans la compétence du Président statuant sur requête.

Jugé, mais à tort, et contrairement à une pratique constante, que la nomination d'un séquestre dépasse les pouvoirs du Président statuant sur requête et qu'une telle mesure ne peut être ordonnée que par le tribunal au contentieux ou, en cas d'urgence, par le juge de référé. (Riom, 6 déc. 1878. D. 80. 2. 3. Aff. *Len-théric*.)

Jugé encore que l'ordonnance sur requête est par exception susceptible d'appel quand, par suite des circonstances de la cause, ou des conséquences de la décision, elle ne peut être considérée comme acte de juridiction gracieuse et qu'elle prend le caractère d'une décision contentieuse. (Aix, 29 août 1883. D. 84. 2. 68.)

On le voit, la brèche était largement ouverte sur ce principe que l'ordonnance sur requête n'est pas susceptible d'appel.

Ce n'était pas assez. La Cour de cassation a décidé que l'ordonnance sur requête envoyant le légataire universel en possession peut être l'objet, de la part de l'héritier, d'opposition ou d'appel. Or nous savons que le Président peut, au lieu d'accorder ou de refuser l'envoi, commettre un administrateur judiciaire. Cette décision, qui est en contradiction avec les principes les plus certains et, encore aujourd'hui, universellement reconnus comme distinguant la juridiction gracieuse de la juridiction contentieuse, est l'objet des plus vives et des plus justes critiques¹.

1. Voyez la note de M. GLASSON sous l'arrêt. Dall. 96. 4. 6,

Mais n'est-il pas à craindre que l'arrêt de la Cour suprême du 30 avril 1895 n'ait une grande et fâcheuse influence sur la jurisprudence?

L'ordonnance sur requête qui nomme un administrateur peut-elle être rendue à la charge d'en référer?

Quel est le caractère d'une telle réserve, quelle en est la portée? Modifie-t-elle la nature de l'ordonnance? Ouvre-t-elle de nouvelles voies de recours? Toutes ces questions sont très controversées, mais, comme elles sont tout à fait générales et ne se posent pas spécialement pour l'administrateur, nous ne pouvons les discuter¹.

Il a été jugé, et ce point n'a jamais pu être sérieusement discuté, que l'ordonnance qui pourvoit au remplacement amiable d'un séquestre judiciaire, étant rendu en matière gracieuse, ne saurait être sujette à l'appel. (Paris, 25 avril 1874; D. 1874. 2. 206; — Cass. Civ., 15 mai 1876; D. 1876. 1. 314.)

Il en irait autrement du remplacement d'un administrateur, si la mesure était contestée par l'administrateur que l'on entend dessaisir de ses fonctions, ou par les personnes intéressées à l'administration et qui voudraient s'opposer à ce changement de titulaire.

Le pourvoi en cassation est admis de la part du ministère public, par application de la loi du 27 ventôse an VIII, au cas où l'ordonnance est entachée d'excès de pouvoir. « Le gouvernement, par la voie de son Commissaire, et sans préjudice du droit des parties intéressées, dénoncera au tribunal de cassation, section des requêtes, les actes par lesquels les juges auront excédé leurs pouvoirs...; la section des requêtes annulera ces actes, s'il y a lieu » (art. 80, de la loi).

C'est l'exercice de la juridiction attribuée à la Chambre des

1. Consulter, à cet égard, les ouvrages de MM. BERTIN et BAZOT. Voir Cass. (Ch. civ.), 10 nov. 1885. D. 86. 1. 209. — Cass., 3 avril 1895. D. 96. 1. 5, et les notes de M. GLASSON sous cet arrêt, et de M. X... au *Journal des notaires*, 1895, p. 404.

Requêtes *sans préjudice du droit des parties intéressées*.
(Cass., 1^{er} juin 1847; D. 1847. 1. 177.)

Mais le recours en cassation est-il, comme semblent l'indiquer les termes mêmes de l'article, *sans préjudice du droit des parties*, ouvert aux particuliers contre l'ordonnance sur requête? Nous pensons que non. La décision échappe à tout recours par sa nature; le droit des parties qui se plaignent n'a pas été méconnu; un fait a eu lieu, contre les conséquences duquel elles peuvent se pourvoir, en saisissant la juridiction contentieuse au principal devant le tribunal, au provisoire en référé. Le recours en cassation est réservé aux parties quand une décision de justice n'est susceptible d'aucun autre recours. (Cass. Req., 16 mai 1860; D. 1860. 1. 432.)

TROISIÈME PARTIE

DES EFFETS

DE LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Les effets qui résultent de la nomination d'un administrateur judiciaire sont des effets directs ou des effets indirects.

Certains sont produits par la nomination même; d'autres découlent de l'exécution par l'administrateur du mandat qui lui a été donné.

Nous étudierons successivement les effets de la décision qui nomme l'administrateur — et les effets des actes passés par l'administrateur à l'occasion de sa gestion.

§ I. — EFFETS DE LA DÉCISION QUI NOMME L'ADMINISTRATEUR

Ces effets sont ceux du mandat; ils sont régis par les règles du droit commun inscrit dans les articles 1984 à 2010 du Code civil. Nous ne dirons rien de ce qui est, pour la matière qui nous occupe, l'application d'une doctrine et d'une jurisprudence courantes. Nous n'avons qu'à y renvoyer.

L'administrateur a les pouvoirs qui lui sont implicitement ou explicitement conférés par la décision qui l'a nommé. Il est, dans cette mesure, le représentant de celui ou de ceux dont la justice

lui confie les intérêts. Nous verrons dans notre quatrième partie (des Administrateurs à Paris) que ce mandat est soumis à une surveillance, à un contrôle, auxquels les mandats contractuels échappent. En même temps, comme ce mandat résulte d'une décision judiciaire, il donne à l'administrateur une autorité, un prestige qu'un mandat ordinaire ne saurait conférer. Nommé par une ordonnance de référé ou même sur requête, ou par un jugement rendu en matière contentieuse, le mandataire de justice aura le droit de s'armer de la décision qui le nomme et pourra la faire exécuter, comme s'exécute tout ordre de justice, même avec la concours des officiers de police judiciaire et de la force armée, sauf aux tiers à se pourvoir suivant les modes ordinaires. Nommé par la Chambre du Conseil, l'administrateur devrait s'arrêter devant les résistances de fait qu'il rencontrerait dans l'exécution de son mandat, car le jugement de la Chambre du Conseil, à la différence de l'ordonnance sur requête, ne peut jamais être muni de la formule exécutoire; mais en fait, grâce à son titre de jugement, appellation réservée en général aux décisions de justice munies de la formule exécutoire, grâce aussi à la faveur dont jouissent dans la pratique ces mandats de justice, l'administrateur fera, le plus souvent, reconnaître sa qualité et accepter son action sans difficulté de la part des tiers. Et cela se comprend : l'utilité que la décision présente est le plus souvent affirmée par le fait même que le magistrat l'a rendue; généralement cette utilité profitera aux tiers qu'une lutte risquerait d'entraîner dans des frais coûteux et fort risqués, la justice cherchant autant qu'il est possible à soutenir et à couvrir son agent.

Ici, comme pour tout mandat d'ailleurs, celui à qui il est offert est libre de le refuser. Mais, tandis que le mandat est en général gratuit, le mandat judiciaire sera d'ordinaire salarié, la justice désignant, sauf exceptions, comme mandataires, des personnes dont la profession consiste à se charger de semblables fonctions.

Il va sans dire également que la partie qui a obtenu la nomination d'un administrateur, que la personne capable mais empêchée à laquelle un administrateur a été nommé, peuvent lui retirer la mission que la justice lui a confiée en leur nom. Et cela, soit que le mandat résulte d'une décision gracieuse, soit même qu'il ait été conféré par une décision contentieuse ordonnant, par exemple, le séquestre d'un bien litigieux. Cependant l'administrateur, une fois investi de son mandat, responsable de son exécution, doit veiller à ce que sa mission prenne fin d'une manière régulière et qui le protège contre le reproche ultérieur de négligence. Il ne se dessaisira qu'à la triple condition, qu'on approuve son compte en lui donnant *quitus*, qu'on lui rembourse les frais qu'il aurait exposés, et qu'on lui paye son salaire.

En cas de contestations, la juridiction contentieuse serait saisie. Néanmoins nous constaterons que, à ce point de vue, une exception doit être faite lorsque l'administrateur est un de ceux agréés près le tribunal. Dans ce cas, c'est le Président du tribunal qui fixe les honoraires dus à l'administrateur et, en fait, nous ne voyons pas qu'il soit jamais soulevé de difficultés, soit du chef des administrateurs, soit du chef des tiers.

Mais il y a des cas dans lesquels celui qui a obtenu la nomination d'un administrateur, ou celui auquel un administrateur a été nommé, ne serait pas en droit de faire cesser les effets du mandat judiciaire ou d'y renoncer. C'est ce qui arrive lorsque l'administrateur a été nommé à un incapable, à un aliéné non interdit par exemple. La personne qui a obtenu la nomination ne peut pas seule décharger l'administrateur, car le mandat intéresse un tiers. Elle devra s'adresser à justice pour faire cesser l'administration ou pour en changer le titulaire. L'aliéné, tant qu'il sera interné, ne pourra, seul, retirer à l'administrateur son mandat. L'administrateur, dans de semblables circonstances, exigera, à bon droit, une décision de justice, car la justice peut seule le décharger. De même si c'était l'administrateur qui voulait cesser ses fonctions, il devrait s'adresser à justice pour s'en

faire relever et pour nommer un nouveau titulaire qui le remplacerait. C'est l'autorité qui a statué sur la nomination qui statuera sur le remplacement. Toutefois nous avons vu qu'en matière gracieuse le Président du tribunal remplaçait souvent, en cas d'empêchement, l'administrateur nommé par la Chambre du Conseil ; une clause insérée dans le jugement de nomination lui réserve d'ordinaire ce droit. Nous n'admettrions pas que la partie, qui a obtenu un jugement de la Chambre du Conseil nommant un administrateur, demandât elle-même la réformation de la décision, en soutenant que le tribunal auquel elle s'était adressée était incompétent. Il en a été ainsi jugé au regard de la femme qui a été autorisée à aliéner un immeuble dotal. (Cass. Req., 20 juin 1877 ; D. 1879. 1. 421.)

Mais il en irait autrement des tiers.

On sait que, sauf le cas d'urgence, pour lequel le Président du tribunal de la situation est compétent, c'est le tribunal du domicile du demandeur qui est seul qualifié pour statuer sur les demandes gracieuses :

Les tiers peuvent ne pas tenir compte de la décision de la Chambre du Conseil. Il faut alors agir au principal pour vaincre leur résistance. Autrement la situation resterait sans issue. Ainsi un jugement de la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine autorise un administrateur judiciaire à aliéner les titres de diverses compagnies. La plupart des compagnies font le transfert. L'une d'elles demande, à raison de ce que le jugement porte qu'il a été rendu en première instance, un certificat de non-opposition, ni appel, les jugements ne pouvant être exécutés, au regard des tiers, sans ce certificat. La prétention était abusive, car la décision était de nature gracieuse et l'on ne pouvait faire une objection qui n'est admissible qu'en présence d'un jugement contentieux, susceptible de signification, d'exécution et de voies de recours.

Mais en présence du refus de transférer, que fallait-il faire ?

On ne peut signifier un jugement sur requête. A supposer

même que ce fût possible, à qui l'aurait-on signifié? Le procureur s'en était rapporté à justice.

Faut-il alors, sans signifier, demander au greffier un certificat de non-opposition ni appel? En pareil cas, le Trésor s'en contente. Si la Compagnie, dont les titres sont à transférer, exige plus, faut-il porter l'affaire à l'audience et faire rendre un jugement contradictoire? Cela deviendra évidemment nécessaire. En fait, une ordonnance de référé suffit. Et l'on peut s'en étonner, car l'ordonnance de référé n'a qu'une valeur provisoire, et ne statue pas au fond.

La difficulté peut se produire vis-à-vis de nombreuses Sociétés. C'est dans de pareils cas qu'un pourvoi dans l'intérêt de la loi peut être très utile. Par ce moyen on est arrivé quelquefois à vaincre indirectement la résistance de certaines administrations, notamment du Trésor. On peut, en tout cas, éviter aux justiciables des divergences très fâcheuses sur des points de jurisprudence quotidienne.

H. — EFFETS DES ACTES PASSÉS PAR L'ADMINISTRATEUR

Les règles du mandat judiciaire sont les mêmes que celles du mandat ordinaire.

L'administrateur représente celui dont il gère les intérêts toutes les fois qu'il agit dans les limites de son mandat. Lorsqu'il l'excède il cesse de le représenter.

A. *Responsabilité dans l'exécution du mandat.*

L'acte accompli par l'administrateur en conformité de son mandat est opposable à l'administré ou à ses ayants cause. Les tiers ont donc la certitude que, du moment où ils traitent avec une personne munie de pouvoirs suffisants, l'acte auquel ils

procèdent, ne pouvant être désavoué par celui au nom duquel il est passé, leur laisse une entière sécurité.

Mais, bien entendu, si l'administré ne peut s'en prendre aux tiers, il pourra agir contre l'administrateur en dommages-intérêts, lorsque l'acte valablement accompli se trouve en fait lui nuire, s'il est inutile, inopportun, désavantageux. Le mandat donne bien à l'administrateur le pouvoir de faire certains actes, mais il ne saurait le garantir, cela est évident, contre les fautes qu'il commettrait dans sa gestion.

Si l'acte passé par l'administrateur excédait ses pouvoirs, s'il n'était pas de ceux que son titre ou sa qualité lui permettent de passer, si ses pouvoirs lui avaient été conférés contrairement à la loi, ce ne sera plus seulement à l'administrateur, mais aux tiers eux-mêmes que l'on pourrait s'en prendre. Et rien de plus juste : n'ont-ils pas commis la faute de traiter avec une personne munie de pouvoirs insuffisants ? L'administré n'a qu'à méconnaître les actes excessifs accomplis ou illégalement passés par son mandataire, il n'a qu'à en faire constater la nullité radicale, l'inexistence¹.

En général cela suffira ; si par suite de circonstances diverses, telles par exemple que l'insolvabilité des tiers, le rétablissement du *statu quo ante* était impossible, un recours en dommages-intérêts permettrait à l'administré d'obtenir de l'administrateur réparation du préjudice qu'il subit.

Si les tiers avaient traité par erreur avec une personne munie de pouvoirs insuffisants, exposés à se voir plus tard opposer la nullité de l'acte imprudent passé par eux, ne pourraient-ils pas

1. Les actes faits par le mandataire en dehors des limites de ses pouvoirs sont nuls, et le mandant n'a pas besoin de les attaquer par voie de nullité ; ils sont à son égard *res inter alias acta*. La jurisprudence et la doctrine sont d'accord. (Aubry et Rau. S. 415. 2°. Note 5, p. 651.)

Jugé que l'acte consenti par le mandataire, en dehors des limites de son mandat, n'est point seulement nul, mais doit être considéré comme inexistant, et que par suite le mandant n'a pas besoin de demander la nullité d'un tel acte dans le délai de dix ans. (C. d'appel de Savoie, 8 juillet, 1854. Aff. *Gonnet*. Dall. 1855. 2. 242.)

prendre les devants et exiger que l'administrateur rétablisse l'état de choses alors que cela peut être fait sans trop d'inconvénients? On voit l'intérêt qu'ils peuvent avoir à agir. S'ils devaient attendre indéfiniment que l'administré se prononce et décide s'il entend invoquer la nullité, ou au contraire profiter de l'acte passé par son administrateur, ils seraient certains de courir toutes les mauvaises chances que réserve l'avenir, sans jamais profiter des bonnes. Mais, nous l'avons dit, l'acte excessif n'a pas d'existence légale et ne doit produire aucun effet. Bien entendu, nous envisageons l'hypothèse où l'erreur serait imputable aux tiers. Si elle résultait de manœuvres commises par l'administrateur pour les tromper sur l'étendue de ses pouvoirs, l'acte n'en serait pas moins nul, mais les tiers pourraient agir en dommages-intérêts contre l'administrateur en faute, et se garantir ainsi du préjudice que la nullité de la transaction leur cause. Ce droit n'existerait plus en leur faveur si au lieu d'être victimes de la faute de l'administrateur ils en avaient été les complices.

De ce que la nullité est absolue, il résulte encore que l'acte qui excède les pouvoirs de l'administrateur ne saurait être confirmé ni ratifié par l'administré. Toutefois, si les tiers y consentent, un nouveau contrat pourra intervenir, entre les tiers et l'administré, sur les bases de celui que l'on avait voulu conclure. Mais, qu'on le remarque, ce contrat n'a rien de commun avec celui qui n'existait qu'en apparence. Spécialement il ne date que du jour où il est conclu, et ne remonte pas, comme il arriverait au cas de confirmation, à l'époque du contrat originaire, et cela est important, surtout en matière de constitution de droits réels, et en général de contrats soumis à la formalité de la transcription.

Néanmoins un acte accompli par un administrateur en dehors de ses pouvoirs sera quelquefois valable. C'est ce qui aura lieu lorsqu'on pourra le considérer comme un acte de gestion d'affaires, et cette remarque atténue en fait beaucoup les con-

séquences rigoureuses des principes précédemment exposés. Le plan de notre travail ne nous permet pas d'établir dans quelles conditions un acte peut rentrer dans la notion de sa gestion d'affaires. La jurisprudence a une tendance à lui donner une portée de plus en plus large.

Citons à ce propos un jugement du tribunal de la Seine (2^e Ch., 13 nov. 1897. *Le Droit*, 5 janvier 1898) intervenu sur la question d'un achat d'immeuble, fait sans mandat, pour le compte d'un mineur.

On pourrait résumer dans une formule simple la règle que la justice suit pour apprécier l'étendue des pouvoirs du mandataire : Si les actes passés sont utiles, le mandataire avait qualité pour les accomplir. S'ils étaient inutiles ou préjudiciables, il sera, à moins d'une formule précise du titre qui le nomme, considéré comme sans mandat.

Rien n'est plus décisif, à cet égard, qu'un arrêt récent de la Cour de cassation, du 30 mars 1897, que nous devons reproduire faute de pouvoir l'analyser.

Attendu qu'aux termes de l'article 457 C. pr. l'appel n'est point suspensif lorsque l'exécution provisoire a été ordonnée par le jugement dans un des cas où la loi l'autorise;

Attendu que par jugement du tribunal civil de Saint-Calais, en date du 7 décembre 1888, exécutoire par provision, le sieur Foucher a été nommé administrateur provisoire de la succession du duc d'A., avec mission de procéder aux mesures conservatoires urgentes;

Que, par un autre jugement du même tribunal, rendu le 17 mai 1889, il a été autorisé à contracter un emprunt hypothécaire pour acquitter les dettes urgentes de ladite succession, et que c'est, en vertu de cette autorisation spéciale, qu'il a emprunté à la dame Fontaine la somme de 5000 francs, par acte du 29 mai 1889, aux minutes de M^e G., notaire à Saint-Calais;

Attendu, il est vrai, que les dispositions du jugement précité, chargeant le sieur Foucher d'administrer la succession du duc d'A., ont été infirmées par un arrêt de la Cour d'Angers du 19 juin 1889; mais que cette décision, postérieure au prêt hypothécaire consenti par la dame Fontaine, ne saurait avoir pour conséquence d'annuler, au regard

des tiers de bonne foi, les effets d'un acte passé en l'état d'un jugement exécutoire par provision ;

Que, dans l'espèce, il est souverainement constaté, d'une part, que la dame Fontaine est un tiers de bonne foi, et, d'autre part, que la somme empruntée par M. Foucher a reçu un emploi utile à la succession et à M. G. qui la détient ;

D'où il suit, que l'arrêt, loin de violer ou faussement appliquer les textes de loi visés au moyen, a fait une application juridique des principes de la matière. — P. C. M. rejette.

La portée de cet arrêt, en notre matière, est considérable. L'exécution provisoire des décisions qui nomment des administrateurs et qui leur donnent des autorisations spéciales sera très souvent ordonnée, puisqu'il s'agira d'ordinaire de mesures conservatoires et urgentes¹.

Si, d'ailleurs, la solution était autre, la faculté pour le juge d'ordonner l'exécution provisoire serait vaine, puisque les tiers devraient prudemment s'abstenir de traiter, tant que les délais d'appel ne seraient pas expirés, ou que la Cour saisie n'aurait pas statué. Les actes urgents et indispensables demeureraient impossibles.

B. Responsabilité à raison d'actes spécialement autorisés.

Ce que nous venons de dire suffirait, si des difficultés particulières n'avaient surgi du fait que certains actes passés par l'administrateur étaient spécialement autorisés par justice.

Lorsque la décision de justice se borne à donner à l'administrateur une mission générale d'administrer et d'agir « au mieux », même lorsqu'elle détermine d'une façon expresse, mais dans des termes généraux, les pouvoirs qu'elle lui recon-

1. Voir la note sous cet arrêt (Dall. 1. 49), ainsi que l'arrêt de la Cour d'Angers. Consulter également, en ce qui touche la faculté pour le juge d'ordonner l'exécution provisoire en matière de nomination d'administrateurs : *Jur. gén.*, v° Jugement n° 642. Suppl. eod. v° n° 531 ; — Rennes, 30 sept. 1859. D. 60. 5. 153 ; — GARSONNET, t. III, p. 513 à 520, p. 589 et suiv.

naît, lorsqu'elle dit par exemple que l'administrateur pourra consentir les baux de telle durée, aliéner le mobilier, ester en justice, consentir des hypothèques, emprunter, l'administrateur conserve une grande initiative et une complète liberté pour l'usage qu'il fera de ces pouvoirs. S'il consent des locations désavantageuses, s'il aliène pour un prix insuffisant, s'il fait de mauvais procès, ayant eu la décision, on conçoit qu'il ait également la responsabilité.

Mais si la justice, au lieu de s'en tenir à cette formule large, précise certains actes particuliers, si par exemple la décision porte que l'administrateur pourra aliéner tel immeuble spécialement désigné, l'hypothéquer, emprunter une somme de... au taux de..., consentir telle location pour une durée de... moyennant un prix de..., soutenir tel ou tel procès, appeler du jugement rendu, etc., on peut se demander si l'intervention de la justice, se produisant par autorisation spéciale donnée en connaissance de cause, n'enlève pas à l'administrateur toute initiative et partant ne supprime pas sa responsabilité.

L'autorisation spéciale, qui peut d'ailleurs être donnée dans le mandat initial ou qui peut faire l'objet d'une décision postérieure, ne va-t-elle pas modifier les règles du droit commun précédemment rappelées? On l'a souvent prétendu, et c'est une formule courante en pratique que celle-ci : « L'autorisation de justice couvre l'administrateur et couvre les tiers ». Si cette affirmation est exacte, nous ne nous étonnerons plus de voir si fréquemment solliciter, même dans des cas où il semblerait au premier abord qu'elles fussent tout à fait inutiles, des autorisations dont l'effet sera si précieux pour tous. Nous doutons qu'elle le soit.

L'autorisation de justice peut intervenir dans deux circonstances qu'il importe de distinguer avec soin.

Autorisations régulières. Effets. — L'autorisation de justice précise ou étend un mandat judiciaire, ou bien elle étend, pour

un cas précis et particulièrement grave, les pouvoirs du mandataire légal, insuffisants. Cette extension est légitime toutes les fois que la loi n'a pas limité et restreint à certains actes les pouvoirs de l'administrateur, et décidé explicitement ou implicitement qu'on ne saurait lui en conférer d'autres.

Quels sont les effets d'une semblable autorisation?

Couvre-t-elle l'administrateur? Non. Sans doute elle détermine ou étend ses pouvoirs, mais il demeure toujours responsable de l'usage qu'il en fait. L'examen auquel se livre la justice ne le dispense pas d'être prudent, ce qui est d'ailleurs parfaitement désirable; jamais le contrôle de la justice, si attentif et si fréquent qu'il soit, ne vaudra ce que vaut l'initiative personnelle de l'administrateur et le sentiment des obligations qui naîtraient de sa légèreté et de sa négligence. Au reste, l'administrateur n'est pas réduit à un rôle passif et la décision de justice ne l'oblige pas d'une manière absolue. Il serait, par exemple, tout à fait répréhensible de passer un acte aux conditions fixées par la justice, si par suite d'événements postérieurs l'acte devenait manifestement désavantageux. L'enquête judiciaire a eu pour seul but de constater qu'il y avait utilité d'étendre ses pouvoirs. Alors même qu'il serait dit dans la décision qu'il n'encourra aucune responsabilité, il demeure responsable de l'exécution de son mandat.

Cela a été jugé plusieurs fois; pour un avoué notamment, qui avait prudemment fait insérer dans le jugement qui le constituait séquestre de valeurs dotales la clause « que de cette mission ne résulterait pour lui aucune responsabilité ». Le tribunal de la Seine a jugé (2 déc. 1893, 2^e Ch.) qu'il était néanmoins responsable parce que les fonds n'avaient pas reçu leur véritable destination, et la Cour de Paris a confirmé ce jugement le 3 mai 1895.

Cette autorisation couvre-t-elle les tiers? Il faut répondre oui. Ceux-ci traitent, en effet, avec un administrateur capable, et pourvu que l'acte n'excède pas les pouvoirs du mandataire, ils sont en sécurité, ils n'ont pas à s'enquérir de l'utilité ou de l'opportunité

de l'acte qui ne pourra, sauf le cas de fraude ou de collusion, être critiqué plus tard par l'administré : valablement représenté, il est tenu de respecter ce qui a été fait par son mandataire dans les limites de ses pouvoirs.

On voit l'intérêt que peuvent avoir les tiers à ces autorisations judiciaires qui précisent les pouvoirs du mandataire de justice et augmentent, en cas de nécessité, les pouvoirs de l'administrateur légal dont le rôle n'a pas été, par la loi, restreint à certains actes.

L'administrateur, de son côté, est intéressé à les solliciter. C'est que, s'il est toujours, en droit, responsable de l'utilité et de l'opportunité de l'acte auquel il procède, il faut constater, qu'en fait sa responsabilité sera singulièrement atténuée lorsqu'il pourra produire une décision de justice qui l'a autorisé à le passer ; l'effet moral de cette « consultation », qui émanera souvent des juges mêmes qui seront saisis de l'action en dommages-intérêts, sera considérable. Cette remarque enlève en fait à nos observations beaucoup de leur importance pratique. Elle ne les infirme pas.

Nous remarquons d'ailleurs, en fait, que, tandis que certains administrateurs timorés sollicitent des autorisations spéciales à propos des actes les moins graves, dès que le moindre doute naît dans leur esprit sur l'étendue de leurs pouvoirs, d'autres administrateurs, au contraire, n'en réclament pour ainsi dire jamais, et nous ne voyons pas peser sur les seconds de plus lourdes responsabilités que sur les premiers. Si ceux-ci sollicitent si rarement de telles décisions, c'est parce qu'ils savent qu'elles sont sans efficacité ; et, si ceux-là n'encourent pas des responsabilités, ce n'est pas parce qu'ils ont obtenu des décisions qui les couvrent, c'est uniquement parce que le mandat judiciaire fait rarement courir des risques sérieux à l'administrateur en dehors du dol ou de la faute lourde.

C'est ainsi que le tribunal de la Seine a déclaré responsable vis-à-vis d'une femme dotale un avoué qui, nommé une première fois séquestre à l'effet de surveiller l'aliénation et l'emploi de

partie de la dot, avait présenté une nouvelle requête à la Chambre du Conseil, et obtenu l'autorisation d'aliéner une nouvelle partie de la dot, sans avoir révélé l'aliénation déjà autorisée par le tribunal et réalisée avec le concours de cet avoué. (1^{re} Ch. de la Cour, 5 mai 1895, arrêt confirmatif.)

Mais on a voulu faire davantage, et l'on a cru pouvoir se garantir par des autorisations dans bien d'autres circonstances.

Autorisations irrégulières. — Dangers. — Le danger des autorisations irrégulièrement données est grand. Elles ne couvrent personne :

1° On peut supposer par exemple que l'autorisation de justice étend un mandat légal précis, déterminé dans les termes par la loi même. Tout le monde est d'accord que nul n'est couvert, ni l'administrateur, ni les tiers, car la loi est violée.

C'est ainsi que l'on demande souvent à la Chambre du Conseil d'étendre les pouvoirs de l'administrateur provisoire nommé en vertu de l'article 32 de la loi de 1838. Elle ne peut le faire : la loi a pris le soin de limiter les pouvoirs de cet administrateur. Supposons qu'il veuille passer un bail de 6, 9, 12 années et que la justice l'autorise à cet effet, qu'arrive-t-il? C'est que la juridiction contentieuse peut, sur la demande de l'aliéné, décider que l'administrateur a agi sans pouvoirs et que le bail doit être annulé. Le preneur objectera vainement que la Chambre du Conseil a déclaré « que, si la loi interdit à l'administrateur de passer seul des baux supérieurs à trois années, elle ne s'oppose pas à ce qu'il puisse y procéder, avec le concours de la justice », cette décision ne peut avoir que la valeur d'une consultation, la juridiction contentieuse ne doit pas en faire état.

On pourrait multiplier les exemples : nous avons dit déjà (p. 252) qu'en matière de régime dotal les tiers n'étaient pas garantis contre l'erreur de droit que commettrait un tribunal sur l'interprétation de l'article 1558. Si, par exemple, la femme est autorisée par la Chambre du Conseil à aliéner un immeuble,

en dehors des cas prévus par cet article, la vente peut être annulée et les tiers se trouver sans recours contre une femme qui a dissipé le prix du fond dotal. Mêmes dangers si la justice conférerait au curateur à successions vacantes de plus amples pouvoirs que ceux que la loi lui reconnaît.

2° On demande encore à la justice d'interpréter des actes ou des contrats (testament, statuts de Sociétés, contrats de mariage). Mais la Chambre du Conseil n'est pas plus qualifiée pour interpréter les conventions que des lois ; les décisions qu'elle rend ne peuvent qu'inspirer une sécurité trompeuse à ceux qui les obtiennent ou à ceux à qui on les représente.

3° Enfin certains administrateurs judiciaires et légaux ont cru pouvoir se faire autoriser à passer un acte qui rentre dans les pouvoirs qu'ils ont déjà, dans le seul but de se garantir ou de rassurer les tiers. L'autorisation est inutile et dangereuse, la justice doit refuser de l'accorder. M. Debelleyne¹ estime, il est vrai, que de semblables autorisations sont légitimes, indispensables et sans l'ombre de danger. Mais M. Bertin répond fort bien et nous renvoyons le lecteur à son ouvrage.

Pour conclure, voici peut-être ce qu'il convient de dire :

Si l'autorisation se borne, en présence d'une loi qui ne s'y oppose pas, à étendre les pouvoirs de l'administrateur à un acte qui dépasse les limites d'une administration normale parce qu'il est, en fait, indispensable à la bonne gestion, la décision de la Chambre du Conseil reste dans les limites de sa compétence. L'acte qu'elle autorise demeurera irrévocable : il a été passé par un administrateur muni de pouvoirs suffisants.

A l'inverse, l'autorisation de justice, qui apprécie en droit un contrat ou une loi, ne garantit ni l'administrateur, ni les tiers, car si sa décision viole la loi ou la convention, ou l'interprète mal, elle tombera devant la décision de la juridiction contentieuse, et les actes passés en vertu de cette autorisation pourront être annulés.

1. BERTIN. *Chambre du Conseil*. Introduction.

QUATRIÈME PARTIE

DE LA SOCIÉTÉ

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

PRÈS LE TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Notions générales.

Le juge qui doit faire administrer les affaires d'un justiciable cherche quelle est la personne qui rendra ce service le mieux et au plus bas prix. Le mandat se répète, et voilà un administrateur judiciaire qui a la confiance de la justice, et qui sera commis par elle fort volontiers.

Il semblerait naturel de nommer quelque intéressé, un des cohéritiers, un parent, un ami de la personne qui ne peut administrer elle-même. Il y aurait à ce choix un double avantage : souvent ce mandataire connaît les intérêts qui vont lui être confiés, il continuera mieux l'œuvre de celui qu'il remplace ; ou bien, intéressé lui-même à ce que la gestion soit bonne, gérant pour partie sa propre affaire, il sera vraisemblablement moins exigeant au point de vue de la rémunération.

Mais ici, comme partout, certaines économies reviennent fort cher ; il ne suffit pas d'être un ami ou un parent, de connaître en gros l'affaire, il faut connaître les affaires, et, pour répondre pleinement à la confiance de la justice, il faut avoir de la déci-

sion et de la pratique en ce genre d'opérations. Aussi voyons-nous que si quelquefois la justice nomme administrateur judiciaire un proche, un ami, mandataire désigné d'accord par les intéressés, le plus souvent le juge reviendra à celui ou à ceux dont il a déjà constaté l'aptitude et qu'il a sous la main.

En province, dans ces tribunaux involontairement oisifs qui succombent faute d'aliment, le magistrat qui aura un administrateur à nommer sera souvent fort embarrassé pour le trouver, et celui qui acceptera le mandat croira, non sans raison, rendre service à la justice.

Dans les grands centres, où l'activité déborde, où les intérêts engagés sont considérables, où le mandat judiciaire est de tous les jours, le juge n'a que l'embarras du choix, l'administration judiciaire y est devenue une spécialité, une profession, à ce point que ceux qui l'exercent, sous l'agrément du tribunal, sont arrivés à former des compagnies fermées et réglementées.

Historique.

L'existence d'administrateurs judiciaires, agréés et habituellement nommés par le tribunal, est déjà fort ancienne à Paris ; c'est surtout sous la présidence de M. Benoit-Champy, que s'est développée la pratique antérieure.

Ces fonctions du mandataire judiciaire comprenaient encore, il y a quarante ans, la curatelle des successions vacantes ; et c'étaient les commis-greffiers du tribunal, qui, le plus souvent, étaient nommés soit curateurs aux successions vacantes, soit administrateurs provisoires, *ad hoc*, séquestres, en même temps que conseils judiciaires.

C'est en 1865 que, en dehors des commis-greffiers et concurremment avec eux, le tribunal se mit à désigner des personnes se consacrant exclusivement à l'administration judiciaire.

Vers la même époque, d'accord avec l'Administration des Domaines, la curatelle des successions vacantes, dans le département de la Seine, fut réservée à des mandataires spéciaux,

relevant plus particulièrement de l'Administration des Domaines. Depuis, les curateurs, ayant chacun une circonscription territoriale, se trouvent chargés des successions ouvertes dans leurs ressorts respectifs : c'est dire assez que certains postes sont bons et d'autres fort médiocres au point de vue du profit.

Nous avons exclu de notre travail l'étude de la curatelle des successions vacantes.

L'administration judiciaire proprement dite, comprenant les successions appréhendées, et généralement toutes les gestions de biens d'incapables restés sans administrateurs légaux, et tous les séquestres d'objets litigieux, fut de plus en plus, sauf exception due à la demande des parties, confiée aux administrateurs judiciaires portés sur une liste dressée par le Président du tribunal civil.

En 1870, au moment de la guerre, les administrateurs judiciaires rendirent de réels services qui ne passèrent pas inaperçus. Plus tard, dans une circonstance fâcheuse, allant au-devant d'une responsabilité qui n'existait nullement en droit, ils se cotisèrent pour indemniser les justiciables lésés par la disparition d'un administrateur qui n'avait pas disparu seul.

Dès 1872, les neuf administrateurs inscrits au tableau, pour maintenir entre eux le lien d'une bonne confraternité, et pour présenter au tribunal et aux intéressés plus de garanties de bonne gestion, se sont constitués en société. Cette société devait être et a été, en effet, depuis, dirigée par une commission de permanence de quatre membres présidée par l'un d'eux ; ce président élu a pour mission de vérifier les réclamations et plaintes des parties, et de proposer les mesures que les circonstances peuvent nécessiter. Il est l'intermédiaire ordinaire entre le Président et les autres administrateurs, notamment pour la fixation des honoraires.

En 1874, sous la présidence de M. Aubépin, un effort fut fait pour parer au grand danger que présentent toujours des encaissements considérables non déposés en lieu sûr ; les administra-

teurs inscrits remirent au Président une note tendant à obtenir de la Banque de France un régime de faveur.

Malgré la sévérité de ses statuts, qui n'admettent pas de dépôts litigieux, faculté était accordé au Président du tribunal de faire déposer en garde à la Banque, sous le nom des administrateurs et séquestres attachés au tribunal, avec indication des affaires auxquelles ces fonds appartenaient, tous les titres et valeurs reçus à l'occasion de leurs fonctions. Les dépôts ne pouvaient être retirés par les administrateurs que sur ordonnance du Président, rendue après appréciation par lui des motifs donnés dans la requête à fin de retrait.

L'administrateur conservait les valeurs nominatives, mais il devait remettre au Président un état trimestriel donnant, avec l'indication de ces titres par lui conservés, un relevé de tout ce qui était sous son nom à la Banque.

Les recettes, sauf 50 000 francs à laisser en dépôt libre à la Banque, devaient être consignées à la Caisse des dépôts et consignations.

Comptabilité.

Les administrateurs, sous ce régime, furent, et sont encore assujettis à tenir une comptabilité régulière composée de :

1° Un répertoire portant inscription de chaque affaire à sa date;

2° Un journal;

3° Un grand-livre dont extrait est transmis tous les trois mois au Président.

La comptabilité est tenue de telle façon qu'elle permet de constater à tout moment la situation d'une affaire en recettes et dépenses, et de vérifier chaque trimestre le chiffre global des recettes et des dépenses. Un compte est ouvert à chaque affaire, et un tableau, dont nous donnons ci-après les en-tête, porte, en résumé, les éléments principaux du compte (voy. le tableau à la page suivante).

SITUATION DES AFFAIRES

de M. X....., Administrateur judiciaire.

au (date)

NUMÉROS D'ORDRE.	NUMÉROS DE COMPTES.	FOLIOS DU GRAND-LIVRE.	NOM DES AFFAIRES.	NATURE DES AFFAIRES.	TOTAUX RECETTES. DÉPENSES.	SOLDES DES RECETTES. EN DÉPENSES.	OBSERVATIONS.

En fait, pour faciliter leur travail et se prémunir contre des paiements imprudents, presque tous les administrateurs tiennent, en outre, un registre des oppositions, où l'on mentionne, pour chaque affaire, toutes les oppositions faites suivant les formes ordinaires de la procédure par les créanciers, car tout paiement fait par un administrateur, au mépris de telles oppositions, engagerait sa responsabilité.

Ce système paraît donner satisfaction au point de vue du contrôle et de la vérification de la comptabilité.

Toutefois ces états trimestriels constituent un élément fort insuffisant du détail des opérations que nécessite chaque affaire. Ils ne fournissent aucun renseignement sur les démarches, la correspondance, les tentatives d'arrangements ou de répartitions, les procès auxquels l'administration a donné lieu. Ils peuvent bien indiquer les mouvements de fonds; ils peuvent même, dans la colonne des observations, résumer sommairement les opérations qui n'ont, sur la situation pécuniaire, aucun retentissement. Ils ne sauraient faire davantage, et c'est ainsi que, notamment, à propos des honoraires des administrateurs et de leur fixation, ces états ne donnent que des éléments d'information souvent insuffisants.

Il est intéressant, en effet, de rappeler ici la grande variété des opérations dont les administrateurs peuvent être chargés, et dont cette comptabilité donnera le résultat en chiffres. On jugera de la difficulté qu'il y aura souvent à apprécier ces services sur les indications du tableau ci-dessus :

1° Administration de succession et de communauté.

2° Administration provisoire des affaires d'une personne présumée absente.

3° Administration de la personne et des biens d'un aliéné non interdit, interné dans un établissement public, ou de l'aliéné dont on provoque l'interdiction.

4° Administration légale *ad hoc* des mineurs.

5° Séquestre de revenus ou d'objets mobiliers frappés d'opposition.

6° Séquestre d'immeubles ou de loyers immobilisés.

7° Séquestre de fonds de commerce et d'autres objets corporels ou incorporels dont la propriété est litigieuse.

8° Séquestre des objets dépendant d'une communauté de biens au cours d'une instance en divorce ou en séparation.

En outre, les administrateurs judiciaires sont chargés de l'administration de cabinets d'agents de change, de banques, de fonds de commerce, d'agences d'affaires en cas de disparition ou d'empêchement de celui qui les gérât, ou de l'administration provisoire de sociétés, de la liquidation de sociétés civiles, d'assister des personnes pourvues de conseils judiciaires, enfin d'une foule de missions qu'il est indispensable d'accomplir et que la justice leur confie.

Rapports avec la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le caractère litigieux, l'extrême diversité, comme origine et comme affectation, des dépôts que peuvent faire les administrateurs ont toujours excité, sinon la méfiance, du moins fort peu d'enthousiasme, de la part des administrations publiques ou privées dont la mission est cependant de recevoir des dépôts, et notamment de la Caisse des dépôts et consignations.

Dès 1857, en réponse à une demande du Président du tribunal de la Seine, qui désirait faire déposer à la Caisse par les administrateurs, les valeurs, actions et autres titres nominatifs et au porteur trouvés dans les inventaires, la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts répondait, par une délibération unanime, « qu'elle ne pouvait recevoir que le numéraire; que le dépôt des titres impliquait des difficultés de vérification et de contrôle, tout un service à créer et des responsabilités que la Caisse n'avait pas à encourir. Elle ajoutait que, en province, la difficulté était

encore plus grande, de tels dépôts ne pouvant ni être laissés chez les receveurs ni être transportés à Paris ».

Nous avons vu plus haut ce que M le président Aubépin avait obtenu de la Banque en 1874, à titre de faveur. D'un autre côté, dès 1875, peut-être à l'occasion des négociations avec la Banque, peut-être aussi par réaction contre le refus antérieur, et par un retour assez naturel à la suite d'un jugement qui avait nommé séquestre de trente-six millions le directeur de la Caisse des dépôts, en son nom personnel, et les deux avoués des compagnies en procès, un projet fort intéressant fut étudié, dans une note du chef du contentieux de la Caisse. Ce projet tendait à faire surveiller les séquestres et administrateurs par la Caisse des dépôts, à peu près comme les curateurs à successions vacantes le sont par les Domaines, et à tenir énergiquement la main au dépôt à la Caisse de toutes les sommes dont les administrateurs seraient nantis, conformément aux nombreuses lois qui ont eu pour objet d'organiser le dépôt des consignations. (Édit de juin 1878 et autres suivants; Loi du 30 septembre 1791; Loi du 25 septembre 1795; Loi du 18 janvier 1805; Loi du 28 avril 1816 et Ordonnance du 16 juillet 1826 qui créent et organisent la Caisse des dépôts et consignations; Loi du 28 juillet 1875.)

Ce projet paraît n'avoir pas eu de suites, et même la mission qu'avait la Caisse de recevoir les fonds des administrateurs, et l'obligation pour ceux-ci de les y déposer, étaient souvent fort peu exactement remplies.

Aussi voyons-nous, à la suite de constatations faites d'irrégularités trop fréquentes, le Président du tribunal rappeler de temps en temps, notamment par lettre aux administrateurs, en date du 9 février 1882, que la loi du 28 juillet 1875, après celle du 28 avril 1816, leur fait, du dépôt à la Caisse une obligation absolue, et que la dispense des parties ne saurait les en affranchir; une exception est seulement admise dans cette lettre circulaire pour le fonds de roulement nécessaire.

Aujourd'hui, à la suite des facilités nouvelles données par le

décret du 26 juillet 1888 et par la circulaire du directeur de la Caisse du 24 décembre 1889, la Caisse des dépôts a deux natures de comptes ouverts au nom de chaque administrateur judiciaire.

Pour les distinguer, nous les appellerons :

1° Le compte de l'administrateur *ès qualités*;

2° Le compte de l'administrateur en son nom personnel, ou *compte courant*.

Les dépôts faits au premier compte sont inscrits au nom de l'affaire pour laquelle ils ont été faits ; ils ne peuvent être retirés, même partiellement, qu'en vertu d'une ordonnance du juge.

Les seconds sont faits au nom de l'administrateur¹ qui les retire *ad libitum*².

Afin de bien saisir le fonctionnement pratique, supposons que l'administrateur soit chargé de gérer une succession.

Il dépose les titres nominatifs et au porteur au premier compte, c'est-à-dire tant en son nom, *ès qualités*, qu'au nom de la succession à laquelle ces titres appartiennent.

Il dépose le numéraire trouvé lors de l'inventaire ou provenant du remboursement des créances, des ventes... à son compte courant, c'est-à-dire en son nom personnel.

1. En fait, celui-ci fera souvent mentionner, lors du versement, que les fonds versés concernent telle ou telle affaire. Cette précaution sera fort utile, par exemple au cas de décès d'un administrateur : elle évitera des contestations entre ses héritiers et les personnes qui prétendent avoir droit aux sommes déposées. Cette mention pourra d'ailleurs faciliter, pour l'administrateur, le calcul des intérêts qui reviennent à chaque affaire et simplifier ses comptes. Mais elle ne modifie nullement sa faculté de retrait.

2. Ce dépôt est un véritable compte courant. Ce n'est pas du tout un dépôt analogue à ces dépôts volontaires autorisés par l'ordonnance du 3 juillet 1846 et le décret du 11 janvier 1854, et que tout particulier peut faire.

Aux termes de la circulaire du 27 décembre 1889, le compte de dépôt des mandataires de justice est bonifié d'un intérêt de 2 1/2 pour 100 l'an. Il est crédité des recettes, valeur au dernier jour de la dizaine pendant laquelle les versements sont réalisés, et débité des remboursements, valeur au premier jour de la dizaine pendant laquelle le retrait est effectué.

Les intérêts sont capitalisés au 1^{er} janvier.

Dans le courant de l'année, les intérêts ne sont liquidés et payés que sur une demande spéciale et pour un compte soldé intégralement.

Puis il liquide; tant que les opérations durent, c'est à son compte courant qu'il verse les fonds qu'il perçoit, c'est en retirant des fonds de son compte courant qu'il paye les dettes héréditaires.

Si, la succession liquidée, il reste du numéraire en excès, il verse ce reliquat au premier compte, où sont déjà les valeurs et les titres. C'est là que les héritiers, les curateurs à successions vacantes, les créanciers retardataires, ou même tous les créanciers, si l'administrateur n'a pu arriver à une répartition amiable, l'y trouveront, et se le feront attribuer à la suite d'une contribution.

Les fonds déposés au nom de l'affaire ne pourront être versés que sur l'ordre du juge ou sur la présentation de bordereaux en présence de l'administrateur ou lui appelé.

Au contraire, les fonds que les administrateurs déposent à leur compte courant, et ces sommes s'élèvent parfois à plusieurs millions pour un seul administrateur¹, peuvent être par eux retirés sur leur seule signature, sans justification aucune, sans qu'il soit même besoin d'une autorisation du Président. Toutefois la Caisse exige un avis précédant de cinq jours le retrait. Cette exigence, qui n'est pas spéciale à l'administrateur, est souvent inconciliable avec les besoins imprévus et immédiats de l'administrateur. Aussi les administrateurs sont-ils autorisés à garder par devers eux, et à déposer ailleurs qu'à la Caisse des dépôts, un certain « fonds de roulement ». Ils sont libres de choisir à cet effet la banque ou la société qu'ils préfèrent. L'ensemble de ces sommes déposées par un administrateur ailleurs qu'à la Caisse des dépôts ne doit jamais, en principe, dépasser et ne dépasse pas en fait 25 à 30 mille francs.

Afin de contrôler l'exact accomplissement de ces prescriptions, un état des dépôts est remis au Président, chaque trimestre, tant par la Caisse que par l'administrateur.

1. Ce compte est en effet alimenté par le numéraire de toutes les affaires confiées à l'administrateur et qui sont en cours.

Fonctionnement et pratiques des administrateurs à Paris.

Aujourd'hui les administrateurs judiciaires à Paris, nommés par le Président du tribunal seul, sans qu'il ait à prendre l'avis de la Chambre du Conseil, ni de la Commission des officiers ministériels du tribunal de la Seine, sont au nombre de huit.

Nous devons fournir ici quelques notions complémentaires et indiquer certaines particularités que leur fonctionnement à Paris nous révèle comme d'une application quotidienne. C'est surtout en matière de succession, de liquidation et de répartition après déconfiture, que nous avons à compléter ce que nous avons déjà dit en traitant des diverses espèces d'administrateurs.

Successions. — Les mandats d'administration judiciaire les plus nombreux sont donnés en matière de succession : héritiers absents ou inconnus, héritiers présents voulant bénéficier de l'article 795, C. c., succession dans les délais, héritiers qui ne s'entendent pas entre eux, succession bénéficiaire. Voici comment en procède en général :

L'administrateur nommé se fait remettre la grosse du jugement ou l'expédition de l'ordonnance contenant ses pouvoirs, puis il requiert le juge de paix d'apposer les scellés ; il choisit, si les intéressés ne le font pas, le notaire qui dressera l'inventaire et le commissaire-priseur qui prisera le mobilier.

Il fera, après les délais, lever les scellés en présence des intéressés ou eux dûment appelés.

Après procès-verbal de levée de scellés par le greffier, de description des objets, titres et valeurs par le notaire, voilà l'administrateur chargé de toutes les forces de la succession. Le mobilier, nous le savons, peut être vendu, mais aux enchères, les titres et valeurs, ainsi que l'argent, doivent être déposés, sauf

les sommes insignifiantes ou ce qui peut être immédiatement partagé entre les héritiers.

L'administrateur veille à l'accomplissement de toutes les formalités légales ; il prend toutes les mesures conservatoires des droits des parties.

Si la succession reste vacante, si elle n'a aucun représentant connu, ou si l'actif couvre à peine les frais de scellés, un curateur va remplacer l'administrateur, par application des articles 811 C. civil et 998 et suivants du C. pr., et recevoir le compte de celui-ci.

Les curateurs se plaignent de ce que les administrateurs restent nantis des affaires tant qu'il y a quelque chance d'en tirer un profit, mais que tout ce qui est radicalement insolvable ou tout à fait inextricable finit par leur arriver. Il y a en effet peut-être exagération dans la mainmise des administrateurs sur les successions et souvent précipitation à réaliser et répartir les sommes trouvées liquides dans la succession, ou dont le recouvrement ne présente pas de difficultés. Mais le seul nom de curateur à successions vacantes autorise à penser qu'il est dans l'ordre que les successions qui arrivent aux curateurs soient rarement des successions opulentes.

Nous savons d'ailleurs, qu'en pratique, quand, lors de la nomination de l'administrateur, il est à prévoir que sa succession reviendra vacante, le tribunal ou le Président nomme, dès le décès, et avant que les délais légaux ne soient expirés, le curateur qui, normalement, devrait être nommé seulement après les trois mois et quarante jours. Cette mesure de conciliation paraît donner satisfaction aux curateurs et évite des frais aux justiciables (voir p. 72).

L'administrateur d'une succession y trouvera quelquefois des gestions importantes et difficiles : un fonds de commerce, une industrie, une exploitation agricole, un journal ; il devra s'entourer d'hommes compétents et honnêtes et exercer une surveillance constante jusqu'à ce que sa gestion cesse par la mise aux

enchères ou la remise aux ayants droit de l'élément principal de l'actif. Il est libre de se décharger sur des mandataires de tout ou partie de la mission dont il est chargé, mais lui seul a reçu mission de la justice, lui seul doit des comptes, lui seul est responsable envers le tribunal qui l'a nommé.

Il lui incombe de veiller soigneusement à la rédaction du cahier des charges, car il est responsable à cet égard des conséquences de l'adjudication.

L'administrateur répartira le prix provenant de la vente entre les créanciers ou entre les intéressés. Il le déposera, s'il ne peut arriver à une entente. Mais, qu'on le remarque, la Caisse ne restitue les fonds qu'à bon escient; elle opposera à la demande de retrait tous les moyens, toutes les fins de non-recevoir, tous les délais que la plus grande prudence peut suggérer; elle exigera une autorisation du Président du tribunal pour que l'administrateur puisse opérer le retrait des fonds et valeurs déposés au nom de l'affaire.

Notons qu'à côté de ce luxe non inutile de précautions, le Président autorise, lorsque les intérêts sont très minimes, l'administrateur à entrer en possession sans frais d'inventaire et à vendre les meubles sans les formalités de justice. Ce n'est pas très correct peut-être. Mais si dans de tels cas on poussait trop loin le respect de la forme, le fond disparaîtrait en chemin, sans qu'il y eût de la faute de personne et par l'application même des précautions prises pour la conservation de la chose.

Rappelons dans le même ordre d'idées que les administrateurs judiciaires sont quelquefois réduits à demander l'assistance judiciaire pour des procès qui leur paraissent bons et qu'ils ne peuvent introduire faute de fonds. On conçoit que les bureaux soient fort peu disposés à accueillir leurs demandes. On ne sait guère en effet, dans ce cas, à qui l'assistance est accordée : ce ne peut être à l'administrateur personnellement. Ceux que sa gestion intéresse et à qui elle doit profiter, les héritiers, les créanciers, ne sont peut-être pas du tout indigents. Il semble que si

le procès est bon, c'est à eux de le faire, à leurs frais, et qu'il y aurait un véritable abus à étendre jusque-là le bénéfice de l'assistance judiciaire. Cependant il peut y avoir telle circonstance où c'est indispensable, et cela a été quelquefois considéré comme possible.

Quand une succession pourvue d'un administrateur est décidément mauvaise, un biais sera quelquefois utilement employé. L'héritier veut renoncer; l'administrateur le décide à accepter sous bénéfice d'inventaire, en s'engageant à faire payer par la succession les droits de mutation que l'héritier va devoir. Cette combinaison permet aux créanciers, au lieu d'acquitter le droit entre étrangers, de ne payer que le droit entre parents, bien inférieur.

A côté de ces successions à la fois simples et misérables, que les administrateurs judiciaires et les curateurs à successions vacantes se céderaient volontiers, et qu'assurément ils ne se disputent pas, il en est dont l'importance et la complexité sont extrêmes; le monde des affaires a encore présent à l'esprit la succession bénéficiaire d'un banquier politique et cosmopolite dont le suicide a laissé en désarroi les opérations les plus considérables, les plus risquées et les plus coupables. Dans de telles occurrences, le rôle de l'administrateur exige, avec beaucoup de décision et d'habitude des affaires, une discrétion à toute épreuve; au-dessus des bureaux qu'une telle liquidation nécessite et du personnel qui y travaille pendant des années, plane, à chaque heure, la direction que l'administrateur doit se réserver à lui seul, de toutes les transactions d'ordre financier et politique, dont certaines peuvent, à bon droit, être considérées comme des secrets d'État.

Liquidation. — Répartitions. — En examinant les pouvoirs qui peuvent être conférés aux mandataires chargés par justice d'administrer les biens d'autrui, nous avons, d'une part, constaté que, ni la loi, ni la jurisprudence n'autorisaient à nommer

en dehors du consentement des parties, un administrateur ou un séquestre chargé de liquider la situation d'un débiteur en déconfiture, de répartir son actif entre ses créanciers. Ce serait dessaisir le débiteur sans que la loi le permette, et créer la faillite civile que la loi ne reconnaît pas.

Nous avons vu que ce mandat pouvait se justifier, au cas d'administration d'une succession bénéficiaire, à la condition d'intervenir avec le consentement de l'héritier, et de respecter le mode de gestion organisé par la loi. Il faut reconnaître qu'en fait, grâce aux expédients dont se servent les administrateurs, à la facilité des créanciers, et à la tolérance de la justice, la liquidation et la répartition par les administrateurs judiciaires sont choses fréquentes, même en dehors de toute acceptation bénéficiaire, et qu'elles rendent de très grands services. Elles corrigent l'insuffisance notoire de notre loi, en matière de déconfiture, et atténuent les inconvénients d'une réglementation trop sommaire et très imprudente.

D'après la loi, après les privilèges créés par elle et les affectations particulières à titre de gage ou d'hypothèque qui auraient été consenties par le débiteur, le paiement d'un créancier au détriment des autres devient le prix de la course. L'inégalité dans la répartition est érigée à la hauteur d'une institution dans une législation qui admet que les créanciers chirographaires doivent être payés « au fur et à mesure qu'ils se présentent ». Du fait des poursuites individuelles qui écrasent le débiteur obéré il résulte une réalisation de l'actif aveugle et précipitée; des créanciers qui auraient pu, avec un peu d'ordre et d'économie dans la liquidation, être payés, ne reçoivent rien et la ruine devient un désastre.

Voici les moyens pratiques employés pour arriver à une équitable répartition.

L'administrateur n'a que le mandat de conserver, d'administrer; la justice, nous le supposons, ne lui a pas donné le mandat de liquider et de répartir. Si l'administrateur obtient le

consentement du débiteur et des créanciers, il est parfaitement en règle et a désormais ses coudées franches. Le mandat est, en ait, à peu près irrévocable, car il est donné dans l'intérêt collectif des créanciers et du débiteur, et il est peu probable que l'accord intervenu pour le donner se retrouve pour le révoquer.

Le plus souvent, avec un peu d'énergie et d'habileté, l'administrateur obtiendra tous les consentements : il fera comprendre au débiteur que sa ruine sera plus complète si chaque créancier le traque et le poursuit à sa guise, et lui donnera des moyens d'existence en l'employant à la liquidation ; aux créanciers qu'ils sont inévitablement au régime du dividende et que ce dividende sera d'autant plus élevé que les frais seront moindres ; il leur montrera les avantages d'une réalisation de l'actif faite avec suite, prudence et unité de vues par quelqu'un qui a l'habitude de ces opérations.

Il réunit les créanciers ; tous signent l'arrangement, ou donnent procuration, ou bien encore tous prennent part à une répartition partielle des fonds dont l'administrateur se trouve avoir la disposition. Cette acceptation du dividende partiel vaut acceptation du principe de la répartition proportionnelle (ainsi du moins l'entendent les administrateurs) et lie pour l'avenir les créanciers. Mais, qu'on le remarque, exprès ou tacite, il faut que le consentement de tous ait été donné ; nous ne sommes pas en présence d'un concordat où la majorité lierait la minorité.

En fait, si le dividende annoncé par la comparaison de l'actif et du passif est un peu élevé, s'il peut dépasser 50 pour 100, très souvent les créanciers, non seulement accepteront l'arrangement, mais donneront même quittance pour solde, tant, dans ces cas de ruine menaçante, ils ont peur de ne rien avoir si l'accord ne se fait pas, tant ils sont pressés de retrouver au moins partie de leur argent.

Supposons que les pourparlers n'ont pas abouti : certains créanciers se sont refusés à souscrire à la répartition propor-

tionnelle, rien ne vaincra leur résistance. Deux partis s'offrent à l'administrateur.

Si le créancier récalcitrant n'a qu'une créance modique, son entêtement préjudicie gravement aux intérêts de tous et retarde seul la liquidation; lorsque son exemple ne doit pas être contagieux on le désintéressera.

Si le créancier qui refuse la répartition proportionnelle vient pour une forte somme, l'administrateur lui révèle ce qu'il va faire : déposer; et souvent cette seule menace d'un procédé régulier, du seul procédé légal, suffira à obtenir le consentement jusque-là refusé.

C'est qu'en fait le dépôt à la Caisse laissera au créancier la crainte de ne jamais toucher ce que la répartition amiable lui donnerait et, en tous cas, la certitude de ne rien toucher avant longtemps.

En effet, l'administrateur, à raison de ce qu'il n'a que le mandat de conserver, sans avoir, ni de justice, ni des créanciers, le mandat de répartir, va déposer tout ce qu'il a en mains à la Caisse des dépôts, et remettre en même temps à la Caisse un état de toutes les créances qu'il connaît, en ajoutant sur la liste le Trésor (quand il y a lieu à droits de mutation). La Caisse considère que la remise de la liste des créanciers vaut opposition de la part de tous ceux qui y figurent, bien qu'ils n'aient, en aucune façon, pris l'initiative, non seulement de faire opposition, mais même de révéler leur présence. Après ce dépôt, les créanciers devront provoquer une contribution judiciaire (art. 656 et suiv. C. pr.).

Voilà ce qui se fait quand il n'y a pas accord, et la crainte des lenteurs et des frais qu'entraîne la marche légale suffit, le plus souvent, à faire accepter, pour le bien de tous, la répartition par l'administrateur.

Nous donnons ici, à titre de renseignement, les formules envoyées aux créanciers pour provoquer leurs adhésions.

X.....
ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE
AU TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Paris, le..... 189 .

Rue..... n°.....

+

Tous les matins de h. à h.

+

N°.....

Prière de rapporter la présente.

En ma qualité d judiciaire
d

..... Fonction à laquelle j'ai été nommé par
..... rendu le 189 par
..... du Tribunal civil de la Seine.

J'ai l'honneur de vous prier, dans le cas où vous seriez créancier d de vous présenter à mon Cabinet, dans la huitaine (le matin de 9 à 10 heures), muni de vos titres de créance et d'un bordereau de production¹, indiquant le détail de votre créance, en principal, intérêts et frais.

Le bordereau de production devra être certifié sincère et véritable, signé par vous et contenir adhésion à la répartition, qui sera tentée par moi, proportionnellement et au marc le franc, entre les créanciers.

En cas de non-adhésion, le reliquat de mon compte d'administration serait déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Faute par vous d'avoir produit dans la huitaine, vous serez considéré comme n'étant pas créancier et ne pourrez prendre part à la répartition.

Recevez, M , mes salutations empressées.

Signé :

1. Autrefois en exigeait que le bordereau de production fût fait sur papier timbré. On a jugé que ces frais étaient inutiles.

En plus de cette formule, qui est adressée au besoin par lettre recommandée, l'administrateur fait publier, dans un journal d'annonces légales, un avis destiné à informer les créanciers qu'ils devront se présenter dans la huitaine.

Ceux qui ne voient pas, de près, comment fonctionnent les organes judiciaires de la machine sociale, et ce qui en détermine le mouvement ou l'arrêt, ne sauront jamais ce que semblable formule rend de services. Tout le monde connaît la faillite, de réputation au moins; le grand avantage de la circulaire imprimée qui calque celles envoyées au cas de faillite, est de faire voir aux créanciers que la situation dans laquelle se trouve leur débiteur ressemble beaucoup à la faillite. Ils ne se rendent pas compte que le mot et l'idée de *forclusion* sont bien hardis en matière de déconfiture, en présence de l'article 808, et ils produisent à bref délai, comme la circulaire les y invite; par le fait, ils acceptent l'administrateur comme liquidateur et le principe de la répartition proportionnelle qu'il va tenter. En sorte que le mandataire de justice, procédant un peu à l'instar d'un syndic de faillite, pourra délivrer, son travail fini, de véritables bordereaux de répartition contre lesquels nul ne protestera.

Si cependant l'accord n'a pu se faire, l'administrateur dépose et envoie aux créanciers la formule suivante :

*Avis est donné aux Créanciers de
que Monsieur X..., après avoir tenté inutilement la répartition amiable
de l'actif en dépendant et réalisé par lui, a déposé à la Caisse des Dépôts
et Consignations le sous le N°
du récipissé, la Somme de
..... représentant le solde de son compte
d'administration.*

Cette formule est très récente. Elle est indispensable. Avant qu'elle ne fût employée, il arrivait fréquemment que les créanciers se présentaient des mois et des années après que l'argent avait été déposé à la Caisse.

Le jour où les palliatifs usités en pratique, tolérés par la justice elle-même, pour remédier aux injustices d'une législation insuffisante dès l'origine, et qui devient intolérable, seront manifestement insuffisants, une loi interviendra, d'urgence, qui établira la faillite civile. N'avons-nous pas vu la liquidation judiciaire civile de la Société de Panama nécessiter une loi spéciale, pour dégager l'inextricable confusion qu'amenait l'application exclusive, faite à la liquidation d'une des entreprises les plus considérables et les plus complexes, de deux ou trois textes qui n'ont jamais eu en vue que le paiement de quelques créanciers d'un particulier déconfit de son vivant ou mort à peu près insolvable.

Lorsque les intérêts sont moins considérables, on ne peut espérer une loi d'exception ; alors l'ingéniosité des administrateurs judiciaires leur fait trouver les moyens de tourner les prescriptions légales qui seraient un obstacle absolu à l'accomplissement de leur mission. Veut-on un exemple des procédés employés *utilitatis causa* pour passer une barrière, au premier abord, infranchissable ? Une aliénation d'immeubles est indispensable pour l'acquit du passif, tout au moins un emprunt hypothécaire ; la justice refuse à l'administrateur l'autorisation nécessaire en déclarant que la mesure excède ses pouvoirs : l'administrateur fera saisir l'immeuble par un créancier. Ce jour-là, le tribunal, estimant que l'aliénation est inévitable, autorisera, peut-être, la vente amiable pour éviter la vente sur saisie. S'il persiste dans son refus, la vente sur saisie a lieu et l'administrateur se procure ainsi les fonds qui lui sont indispensables. Ce détour est fréquemment employé. En matière d'aliénation mentale spécialement il est souvent le seul moyen d'éviter l'interdiction de l'aliéné, car la justice ne peut, aux termes de la loi de 1838, autoriser une aliénation d'immeubles.

Tout ce que nous avons dit du rôle et des fonctions des administrateurs judiciaires démontre, il faut le reconnaître, qu'ils sont des agents d'affaires, agissant à leurs risques et périls, sous le contrôle de la justice. Ils rendent des services que ni les

notaires ni les avoués n'oseraient rendre, et s'ils ont souvent raison, dans l'intérêt de tous, de certains intérêts privés à tort récalcitrants, ils obtiennent, même vis-à-vis de grandes administrations, ce que d'autres n'ayant ni leur expérience, ni la hardiesse que leur donne l'attache judiciaire, n'obtiendraient certainement pas. L'Enregistrement appelé à leurs répartitions fera des concessions qu'il n'a jamais faites dans une contribution. La Banque, les grandes Compagnies ont pour les intérêts qu'ils représentent des tarifs adoucis, dus peut-être à la faveur qui s'attache aux procès que soutiennent, souvent même contre les plus forts, ces mandataires de justice ; le plaideur isolé, celui qui ne représente pas, avec le prestige d'une mission de justice, un intérêt collectif, n'obtiendrait jamais un pareil traitement.

Responsabilités. — La décision que les administrateurs judiciaires sont obligés de montrer ne va pas toujours sans risques pour eux ; s'ils sont souvent réduits au rôle de gardiens ou de comptables, ils ont parfois des déterminations très grandes à prendre, et croyant avoir fait pour le mieux, ils peuvent se voir déclarer responsables. En voici un exemple : Un immeuble dépendant de l'administration judiciaire d'une société civile en liquidation, est vendu à l'amiable à une société avec le concours des administrateurs de la société venderesse ; le prix convenu est fixé à plusieurs millions. L'un des administrateurs exige que 3.000 fr. d'intérêts, qui lui sont dus personnellement, lui seront payés en sus du prix porté en l'acte notarié. Pour ne pas faire manquer l'affaire, l'administrateur judiciaire de la société venderesse promet. Sa promesse, consignée en dehors des actes notariés, dans une correspondance postérieure, reste à son compte personnel. Il a été condamné à payer de sa poche.

Il y avait eu imprudence certainement. Qui ne l'eût faite, dans le désir de ne pas manquer une opération aussi importante et aussi avantageuse pour l'administration ?

Autre exemple : Un administrateur se laisse aller à faire

avance de 8.000 fr. à un mari dont la femme a une grande fortune, et paye pour le ménage une dette urgente. Il s'était souvent déjà mis à découvert de la sorte, et sans danger ; il se payait ensuite sur les revenus qu'il encaissait. Sans le prévenir, la femme demande son divorce. L'administrateur n'a plus pour débiteur que le mari insolvable. Imprudence, dira-t-on encore ; il faudrait ne point s'occuper d'affaires pour être sûr de n'en pas commettre de pareille.

Mais c'est surtout, par suite des répartitions amiables, que les administrateurs risquent d'engager leur responsabilité.

Le droit qui appartient aux créanciers, à raison du silence de la loi, en matière de déconfiture, de se faire payer à mesure qu'ils se présentent, spécialement les obligations imposées à l'héritier bénéficiaire par les prescriptions du Code civil, peuvent être invoqués contre les administrateurs judiciaires. Ils engagent leur responsabilité s'ils se trompent sur les titres d'un créancier et l'admettent à tort à la répartition. S'ils payent au mépris d'une opposition régulière ; si, dans un but d'égalité et pour réduire au dividende proportionnel tous les créanciers ils refusent de payer celui qui se présente alors qu'il n'y a pas d'opposants et qu'il y a des fonds disponibles ; si, pour faire échec au droit de ce créancier, ils font faire opposition par des créanciers qui n'avaient pas encore agi, ils pourront être déclarés responsables. Si, au lieu de payer immédiatement, ils déposent à la Caisse, cette mesure ne laisse-t-elle pas subsister leur responsabilité ? Il y a même lieu de se demander si la Caisse n'engage pas quelquefois la sienne. On sait, en effet, le procédé employé par les administrateurs : ils déposent les fonds disponibles à la Caisse et remettent à celle-ci un état des créanciers, même non opposants, qu'ils connaissent ; ils ajoutent même à la liste le Trésor, lorsqu'il y a lieu à droits de mutation. La Caisse des dépôts considère que la liste des créanciers vaut opposition, de la part de tous ceux qui y figurent, et se refuse, en conséquence, à se dessaisir des fonds en l'absence de ces derniers, ou sans qu'ils soient

appelés. Le créancier ne sera payé qu'à la suite d'une contribution. Outre le retard, il sera réduit au marc le franc. Le dépôt lui cause évidemment un double préjudice.

Ne peut-il en demander réparation à l'administrateur? à la Caisse?

Un point nous paraît hors de doute : si la Caisse, dûment avertie, ou l'administrateur refusent de payer un créancier alors que celui-ci produit un jugement validant une saisie-arrêt et passé en force de chose jugée, ils engagent leur responsabilité, car un tel jugement transporte judiciairement au saisissant la propriété des sommes saisies à l'exclusion de tous autres créanciers. (Dall. Supp. v° *Saisie-Arrêt*, n° 156 suiv.). Rappelons à ce propos un arrêt de Riom du 10 mai 1897¹ d'après lequel :

La disposition de l'article 808, § 2 C. c., aux termes de laquelle l'héritier bénéficiaire, en l'absence d'opposition, doit payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent, est applicable même au cas où l'héritier a connaissance de l'existence de créances nombreuses contre la succession et de leurs titulaires, cette simple connaissance ne pouvant équivaloir à une opposition en l'absence de toute réclamation de la part des créanciers.

En conséquence, lorsque l'héritier bénéficiaire a payé à un certain nombre des créanciers de la succession une quote-part de leurs créances, ceux qui n'ont rien touché ne sauraient réclamer aux premiers la restitution des fonds qu'ils ont touchés, pour être distribués par voie de contribution avec leur concours, sous le prétexte que l'héritier bénéficiaire connaissait l'existence de leurs créances au moment où il a effectué ces paiements partiels.

Et d'ailleurs, si l'héritier bénéficiaire avait eu tort de payer, ce serait à lui qu'il faudrait s'en prendre et non aux créanciers qui n'ont fait que recevoir leur dû.

Mais on peut, par application de l'article 503-C. com., autoriser les créanciers qui n'ont pas eu part aux premiers versements, à prélever, sur l'actif non encore réparti, un prorata équivalent à celui touché par les premiers créanciers.

Les créanciers non opposants d'une succession bénéficiaire, même

1. *Gaz. du Palais*, 23 juin. *La Loi*, 11-12 juillet 1897.

quand ils se présentent avant l'apurement du compte, n'ont aucun recours à exercer contre les créanciers antérieurement payés.

Il sera prudent pour les administrateurs judiciaires, comme pour l'héritier bénéficiaire, de se rappeler que notre loi a fait du paiement intégral des créanciers, qui présentent leur titre, la règle de la liquidation toutes les fois qu'il n'y a pas faillite : ils n'ont pas à attendre les créanciers négligents ; ils n'en sont pas les représentants.

Nous savons bien que la justice elle-même a pris quelquefois vis-à-vis de cette règle de grandes libertés ; mais la loi ne peut être modifiée ni améliorée, soit par l'administrateur judiciaire, soit même par la justice. Nous avons déjà cité des arrêts de Lyon et de Nancy, qui ont été cassés par la Cour suprême parce qu'ils avaient voulu transporter, en matière de déconfiture, certaines des règles de la faillite (p. 209 et 214).

Ces principes, qu'il faut énergiquement défendre, ne nous empêcheront pas de reconnaître que, dans la preuve et dans l'appréciation des responsabilités, le créancier aura le plus souvent beaucoup de peine à établir le préjudice par lui éprouvé, et que la responsabilité de l'administrateur, et surtout de la Caisse, seront fort difficiles à établir, à raison du caractère équitable et utile des mesures prises. Cependant, tant que la loi n'aura pas été changée, celui qui se plaint d'un préjudice causé par sa violation manifeste, doit triompher.

Situation juridique et rémunération des administrateurs.

Si les administrateurs judiciaires sont des mandataires nommés par justice, opérant sous son contrôle, tenus à plus de délicatesse et d'activité que les mandataires choisis par les parties et soutenus moralement par la confiance de la justice, ils ne sont, à aucun degré, des officiers ministériels ; s'ils n'ont aucune prérogative, et ne jouissent d'aucune immunité, ils ne

sont frappés d'aucune incapacité. Ils pourraient donc, en droit (1594 C. c.), acheter des droits litigieux ; les articles 1196 et 1197 ne leur sont pas applicables. Mais ils doivent s'abstenir absolument de telles transactions. Ils ne sauraient davantage passer des contrats avec ceux dont ils sont chargés de gérer les biens ; l'article 1596 porte que le mandataire ne peut acheter le bien qu'il est chargé de vendre, nous croyons que cette défense s'applique au mandataire de justice. Il ne pourrait pas acheter par prête-nom, car il se placerait ainsi dans une position suspecte et compromettante entre son intérêt et son devoir. Il perdrait à bon droit la confiance de la justice.

Les administrateurs judiciaires peuvent refuser le mandat qui leur est offert.

Les administrateurs-séquestres agréés par un tribunal, bien que cette faveur leur impose des devoirs de délicatesse, de diligence et d'activité dans l'accomplissement des missions qui leur sont confiées, comme la plus rigoureuse modération dans le prix de leurs émoluments, n'ont cependant, à aucun point de vue, le caractère d'officiers ministériels, et ne sont pas non plus soumis à un régime spécial et soustraits à l'application des règles de droit commun.

Ces administrateurs, n'ayant pas ministère forcé, sont libres de refuser le mandat que leur a été donné par le tribunal dans un litige ou de mettre à leur acceptation, notamment lorsque ce mandat a pour objet des recouvrements devant nécessiter des poursuites dont ils auraient à avancer les frais, des conditions de garantie et de versement de provision — surtout lorsqu'il a été interjeté appel de l'ordonnance qui les nommait — sans être tenus d'ailleurs d'informer le tribunal de ces conditions, ni soumis à d'autres devoirs que celui d'en avertir les parties qui ont sollicité leur nomination. Aucune action en dommages-intérêts ne saurait donc être exercée contre eux à raison de leur refus, annoncé aux parties, d'accepter purement et simplement la mission qui leur a été confiée. (Paris, 17 janvier 1889. *Jour. des Av.* 1889, p. 109.)

Un notaire également n'est pas tenu d'accepter la mission de séquestre.

N'y a-t-il pas lieu toutefois de faire quelques réserves ? Le fait que l'administrateur a consenti à être agréé par le tribunal,

et a sollicité son inscription au nombre des administrateurs commis d'ordinaire par justice, restreint certainement sa liberté de refuser le mandat qui lui est donné. Un tiers qui n'a aucune attache judiciaire, peut, *de plano* et sans donner de motifs, refuser le mandat que la justice voudrait lui conférer. Un administrateur judiciaire devra donner les motifs de son refus, et le tribunal en appréciera la valeur. En droit sans doute on ne pourra le contraindre à se charger d'une affaire qu'il prétend refuser; en fait un refus injustifié risquera de lui faire perdre ses fonctions. Le Président du tribunal est, en effet, absolument libre de nommer administrateur qui il veut, et de répartir, comme il l'entend, les affaires entre ceux qu'il a choisis.

Une des décisions qui précèdent établit que l'obligation où l'administrateur serait de déboursier des avances est un motif légitime de refus. Il en serait de même des cas où l'administrateur aurait la conviction que son travail et ses démarches ne seraient pas rémunérées. Le mandat judiciaire est en effet salarié, du moment qu'il est conféré à des personnes dont la profession est de se charger de tels mandats. C'est une dérogation à la règle de la gratuité du mandat que les circonstances imposaient et que tout le monde admet.

L'administrateur judiciaire peut réclamer en justice le montant des honoraires qui lui ont été accordés. Sera-t-il dispensé du préliminaire de conciliation comme cela a été jugé pour les experts¹? Nous ne le pensons pas. Pourront-ils, en invoquant un droit de rétention, refuser de se dessaisir des biens qu'ils avaient à administrer? C'est fort douteux. Pourront-ils invoquer le privilège de celui qui a fait des frais pour la conservation de la chose? C'est fort admissible (art. 2102, 3°. Voy. p. 185 et 186).

1. Un expert nommé par le tribunal a droit à des honoraires. Il est bien fondé à saisir le tribunal au cas de refus. A raison de ce qu'ils sont investis d'un mandat de justice et qu'ils doivent être taxés par le juge de qui ils tiennent leur mission, les experts doivent être assimilés aux officiels ministériels et dispensés comme eux du préliminaire de conciliation. (*Rec. Arr. Lyon*, 1895, p. 355; — *Moniteur Judic. Lyon*, 29 mai 1895.)

Leurs honoraires sont, plus encore que ceux des mandataires et des agents d'affaires, soumis à l'appréciation des tribunaux¹.

De plus, en dehors de tout litige, ils sont de plein droit soumis à la taxe du Président du tribunal. Cette taxe n'a rien de commun avec celle des officiers ministériels. (2101 3°) C'est une simple fixation des honoraires que le Président alloue à l'administrateur.

La justice n'admettrait certainement pas que celui-ci touche des parties des rémunérations occultes, demandées par lui ou seulement acceptées, et ne figurant pas sur les états présentés au Président. Afin de faciliter l'appréciation du salaire de l'administrateur, un tarif a été dressé, le voici :

§ I. — SÉQUESTRE

Administration de biens et affaires de succession. — Administration de biens d'aliénés. — Administration de biens d'absents. — Curatelles à bénéfice d'inventaire. — Administration et liquidations de société.

1. — SUR RECETTES.

1° Sur deniers comptants :

Sur sommes en dépôt dans les établissements de crédit ou aux mains de tiers détenteurs retirées amiablement sans procédure ni instance :

Trois pour cent jusqu'à 2 000 fr.	3	pour	100
Deux pour cent de 2 000 fr. à 5 000 fr.	2	—	100
Un pour cent de 5 000 fr. à 100 000 fr.	1	—	100
Demi pour cent de 100 000 fr. à 1 000 000 fr.	1/2	—	100
Un quart pour cent au-dessus.	1/4	—	100

1. Tout mandat de justice comporte l'allocation d'un salaire. Mais ce salaire doit consister dans une rémunération équitable des soins et des services du mandataire et demeurer essentiellement une indemnité dont la quotité est laissée à l'appréciation du juge; et, si à la vérité, aucun taux n'est légalement fixé à cet égard, l'allocation doit être proportionnée à l'importance des opérations accomplies, à leur durée et aux difficultés qu'elles comportent, en même temps qu'à la situation et aux facultés du débiteur.

Spécialement, c'est sur ces bases que doit être calculé le salaire de l'administrateur provisoire d'une société nommé par décision de justice pour pouvoir à sa gestion.

(La Cour réforme un jugement du tribunal de commerce qui avait accordé 10 000 fr. et réduit à 3 000 les honoraires de l'administrateur. (C. d'appel. Paris, 7 janv. 1896. ROUSSEAU et LAISNEY, 1896, p. 174.)

2° Sur prix d'immeubles :

Un pour cent jusqu'à 100 000 fr.	1 pour 100
Demi pour cent de 100 000 fr. à 1 000 000 fr. . .	1/2 — 100
Un quart pour cent au-dessus.	1/4 — 100

3° Sur prix de ventes mobilières :

Sur prix de ventes de fonds de commerce, sur ventes de créances par adjudication :

Trois pour cent jusqu'à 10 000 fr.	3 pour 100
Un pour cent de 10 000 fr. à 100 000 fr.	1 — 100
Demi pour cent de 100 000 fr. à 1 000 000 fr. . .	1/2 — 100
Un quart pour cent au-dessus.	1/4 — 100

4° Sur loyés recouvrés :

Trois pour cent.	3 pour 100
--------------------------	------------

Des honoraires exceptionnels pourront être accordés par M. le Président pour les gestions de cités ouvrières, sur justification des difficultés particulières qu'aura présentées l'administration.

5° Sur arrérages de valeurs, sur recouvrements de factures, sur recouvrements de traites, sur recouvrements de créances :

Trois pour cent.	3 pour 100
--------------------------	------------

6° Sur réalisation de valeurs mobilières effectuées par ministère d'agent de change :

Deux pour cent jusqu'à 10 000 fr.	2 pour 100
Un pour cent de 10 000 fr.	1 — 100
Demi pour cent de 100 000 fr. à 1 000 000 fr. . .	1/2 — 100
Un quart pour cent au-dessus.	1/4 — 100

7° Sur recouvrements de factures, traites, créances à l'étranger :

Cinq pour cent jusqu'à 10 000 fr.	5 pour 100
Trois pour cent au delà.	3 — 100

8° Pour recouvrements litigieux qui n'auraient pu être faits qu'en suite de décisions de justice ou sur transaction au cours de procès.

L'administrateur pourra solliciter, sur avis conforme du Président de la compagnie des administrateurs, un honoraire particulier laissé à la discrétion de M. le Président du tribunal.

9° Sur valeurs nominatives.

Il ne sera perçu aucun honoraire sur les valeurs nominatives sauf le cas où l'administration ne comprendrait que cette sorte d'actif.

Dans ce cas M. le Président fixera l'honoraire en appréciant, dans chaque espèce, les difficultés et les dangers qu'aura présentés l'administration.

10° Sur valeurs au porteur :

Vingt-cinq francs jusqu'à 5 000 fr.	25 fr.
Demi pour cent de 5 000 fr. à 50 000 fr.	1/2 pour 100
Un quart pour cent de 50 000 fr. à 100 000 fr. . .	1/5 — 100
Dix centimes pour cent au-dessus de 100 000 fr. .	0,10° — 100

2. — SUR EMPLOIS DE FONDS EN ACHAT DE TITRES OU DE VALEURS.

Un pour cent jusqu'à 100 000 fr.	1 pour 100
Demi pour cent de 100 000 fr. à 1 000 000 fr. . .	1/2 — 100
Un quart pour cent au-dessus.	1/4 — 100

Lorsque les fonds employés proviendront d'une recette donnant lieu à perception en vertu des dispositions du présent tarif, l'administrateur n'aura droit qu'à une seule allocation qui sera fixée suivant l'article le plus favorable.

3. — SUR DÉPENSES.

Deux pour cent.	2 pour 100
-------------------------	------------

§ II. — ADMINISTRATIONS « AD HOC ». — CONSEILS JUDICIAIRES
ADMINISTRATIONS PROVISOIRES DE SOCIÉTÉS. — MISSIONS DIVERSES

1. — ADMINISTRATION « AD HOC » DE MINEURS.

1° Sur capitaux attribués aux mineurs soit en toute propriété, soit en nue propriété, soit en usufruit, M. le Président déterminera l'honoraire suivant la nature, l'importance et les difficultés de l'affaire.

2° Surveillance d'emploi :

Un pour cent jusqu'à 10 000 fr.	1 pour 100
Demi pour cent de 10 000 fr. à 100 000 fr. . .	1/2 — 100
Un quart pour cent de 100 000 fr. à 1 000 000 fr. .	1/4 — 100
Dix centimes pour cent au-dessus.	0,10° — 100

2. — CONSEILS JUDICIAIRES.

Les honoraires de l'administrateur-conseil sont laissés à l'appréciation de M. le Président du tribunal qui n'admet jamais de traitement annuel en dehors d'un travail justifié.

S'il y a eu administration réelle des biens appartenant au prodigue ou faible d'esprit ou répartition aux créanciers, le tarif des administrateurs ordinaires est appliqué.

3. — RÉUNIONS D'ASSEMBLÉES GÉNÉRALES D'ACTIONNAIRES RÉDACTION DE RAPPORTS,
ÉTABLISSEMENT DE SITUATION.

Les honoraires sont laissés à l'appréciation de M. le Président.

Minimum des honoraires.	50 fr.
---------------------------------	--------

Ce tarif, qui n'est que la constatation des habitudes du tribunal, ne constitue pas un droit pour les administrateurs; on conçoit en effet que la nature même de leur mandat implique, de la part de la justice, la plus libre appréciation du service rendu.

Lorsque à raison de l'importance des biens soumis à l'admi-

nistration, l'application du tarif conduirait à des chiffres exorbitants, hors de rapport avec les difficultés de la gestion, M. le Président se réserve le droit de modérer les allocations qu'il accordera.

A l'inverse, dans les cas où des difficultés spéciales d'administration seraient justifiées, il se réserve d'accorder des honoraires complémentaires.

Les résultats palpables d'une gestion peuvent être, en effet, des plus médiocres alors que, non seulement il n'y a aucune faute à reprocher à l'administrateur, mais, qu'au contraire, il a prodigué son temps, multiplié ses démarches, et fait preuve de beaucoup d'activité et d'intelligence. Le tarif serait insuffisant; le juge fixera un chiffre qui est entièrement laissé à son arbitrage.

L'embarras est très grand, parfois, pour fixer équitablement la rémunération de tels services. Il n'en est pas là comme du prix des charges, où l'on a des documents multiples, pris à divers points de vue, portant sur plusieurs années et dont les résultats se complètent et se contrôlent les uns par les autres. Il s'agit ici d'une opération qui se résumera en un chiffre, en un résultat, bon, mauvais ou médiocre. Mais il faut tenir compte tout à la fois de l'importance de l'affaire, de sa complication, des difficultés qui ont surgi, soit du fait des tiers, soit du fait des intéressés. Le juge n'a de règles que celles qu'il s'est posées à lui-même, les motifs de sa décision ne lui sont fournis que par la partie intéressée.

Un grand progrès a été fait, et l'on est entré dans une voie sûre, quand on a fixé entre l'arbitraire absolu, trop sujet à erreur, et la proportionnalité constante, trop rémunératrice pour les grosses affaires, insuffisante pour les petites, une distinction procédant tout à la fois de la nature même des affaires et de l'importance des capitaux engagés.

Il semblerait que cette méthode pût être encore utilement poussée plus loin, et le juge pourrait être renseigné par des éléments accessoires tirés de différentes circonstances, suivant que

l'affaire est courante ou insolite, ou de certains faits, de la correspondance par exemple, des déplacements, des incidents de la gestion.

Aussi lorsque l'affaire présente une importance et une difficulté exceptionnelles, la demande d'honoraires sera-t-elle accompagnée de documents à l'appui : extrait des comptes, avances et déboursés, relevé des mentions du journal relatives à la correspondance, aux rendez-vous, aux déplacements, à l'indication des incidents de procédure et des décisions intervenues.

Dans les affaires courantes l'application du tarif suffira.

Le Président de la Compagnie est appelé, lors de la demande d'honoraires, à vérifier par lui-même toutes les prétentions des administrateurs, à certifier conformes les mentions relevées et les documents fournis, à contrôler l'application du tarif, qui, ne pouvant comprendre la série illimitée des transactions, peut parfois donner lieu à des incertitudes.

Pour économiser le temps du Président, un juge de la Chambre du Conseil, revoit les demandes d'honoraires, fait à nouveau les vérifications, rectifie les erreurs qui pourraient subsister. Après ce second contrôle la demande est transmise au Président, qui fixe alors en connaissance de cause le chiffre de la rémunération.

De véritables abus ont eu lieu dans un passé lointain déjà. L'organisation actuelle paraît devoir les rendre impossibles dans l'avenir.

Mais il en est de cette institution comme de toutes les institutions humaines qui se déforment et se dénaturent suivant l'usage qu'on en fait. Sous une administration sans fermeté les abus pourraient renaître.

Toutefois il convient de remarquer que ce service a pris à Paris, depuis quelques années, une importance considérable. Cette extension a nécessité le concours de certains membres de la Chambre du Conseil. Le contrôle de plusieurs magistrats aide aujourd'hui l'autorité du président qui longtemps agissait seul. Les usages deviennent une tradition ; les décisions, d'abord

d'espèce, constituent peu à peu une véritable jurisprudence, si bien que désormais, même à l'arrivée d'un nouveau président, l'institution continuerait de fonctionner avec régularité, sans interruption, sans revirement. C'est au président actuel que revient l'honneur d'avoir su donner à cet organisme une énergie disciplinée qu'il appartiendra à ses successeurs de ne pas laisser s'affaiblir ou se fausser.

REMARQUE. — Nous n'avons pas à prendre parti sur des questions qui se posent déjà ou qui se poseront sans tarder.

Y a-t-il lieu d'autoriser les administrateurs judiciaires près d'un tribunal à former une corporation, comme les agréés, par exemple? de leur reconnaître le droit de présenter leur successeur? de leur demander de fournir un cautionnement individuel ou tout au moins un fonds commun prélevé sur les bénéfices, pour garantir les responsabilités et les malversations? Ne faut-il pas hésiter, au contraire, à imposer à ces mandataires de justice des obligations qui amèneraient certainement à leur reconnaître les droits correspondants, à les assimiler à des officiers ministériels, et à mettre dans leurs mains des charges transmissibles moyennant finance?

Aujourd'hui, les administrateurs sont absolument, exclusivement, dans la main du président, s'ils se groupent, s'aident, se contrôlent dans une certaine mesure, élisent un syndic ou président, intermédiaire agréé entre eux et la justice, rien de tout cela ne constitue une organisation officielle et un droit acquis. Indépendants les uns à l'égard des autres, leur nomination, leur rémunération, leur carrière dépendent absolument d'une autorité paternelle toute-puissante et irresponsable. C'est ainsi que les institutions naissent et grandissent à l'ombre du pouvoir qui les a créées et qu'elles aident dans sa fonction. Mais les services rendus leur font peu à peu acquérir des droits; insensiblement aussi l'importance de leur emploi, le nombre toujours croissant de leurs attributions, tendent à les soustraire à la sur-

veillance efficace de l'autorité dont elles émanent, et un jour vient où il faut constituer régulièrement, par un règlement, si ce n'est par une loi, l'organe qui n'a eu jusque-là qu'une existence de fait. Il n'y a pas à cet égard à hâter les choses.

Quant à nous, nous nous bornerons à exprimer un désir, c'est que l'on ne crée pas des charges judiciaires nouvelles, que de nouveaux offices d'administrateurs judiciaires ne viennent pas consacrer de nouveaux monopoles. Nous estimons d'ailleurs, que le jour où l'administration judiciaire serait enserrée dans les réseaux d'une loi, le magistrat serait sérieusement entravé dans sa fonction de tutelle judiciaire, et l'auxiliaire mis à sa disposition deviendrait insuffisant par l'impossibilité de l'adapter aux nouveaux besoins que l'avenir révélerait.

L'idée maîtresse qui se dégage de cette étude est peut-être celle-ci :

En matière d'administration judiciaire le magistrat doit avoir une très grande liberté, une très grande initiative. C'est pour cela peut-être que le Code n'a pas réglementé la juridiction gracieuse, qui n'est en somme que la manifestation des pouvoirs d'administration du juge.

La loi rend quelquefois le progrès impossible. Ici le progrès s'est fait sans loi spéciale; attendons. Nous ne sommes pas d'ailleurs dans l'ère des lois mûrement élaborées.

CONCLUSION

DESIDERATA

Le lecteur qui a parcouru après nous le cercle que nous nous étions tracé a vu comment naît, fonctionne et se termine le mandat judiciaire d'administrer. Il peut apprécier la difficulté des questions que nous avons essayé de résoudre. Cette difficulté est pour une très large part due à la nature même de ce mandat et à son extrême variété. Elle résulte surtout des lacunes de la loi et de l'absence de règles précises en cette matière.

Il faut reconnaître d'ailleurs que le mandat judiciaire d'administrer, à raison même de ce qu'il a des origines diverses et des objets très variés, n'est guère susceptible d'être réglementé par des dispositions d'ensemble.

Il serait donc imprudent de réclamer, de rédiger une loi qui prétendrait fixer, une fois pour toutes, les hypothèses dans lesquelles il pourra intervenir et les limites qui lui seront imposées. Une telle loi améliorerait sans doute ce qui, dans l'organisation actuelle, peut être défectueux, mais elle serait nécessairement, sur bien des points, une entrave fâcheuse; sur bien d'autres elle laisserait encore subsister de grandes lacunes.

Le terrain se trouve en effet à la frontière extrême du fait et du droit; la justice a dans ses pouvoirs et dans sa mission de tutelle vis-à-vis des incapables et des indéfendus un blanc-seing que restreignent seuls quelques principes et quelques textes. Encore avons-nous vu que ces rares obstacles, la pratique réussit souvent à les tourner. On peut donc se demander s'il faut

multiplier les textes alors que l'intérêt du justiciable exige que beaucoup soit laissé à l'arbitrage du juge.

Cependant si nous ne demandons pas, si nous ne désirons pas une loi spéciale sur « l'administration judiciaire », nous sommes en droit d'exprimer quelques regrets, et de signaler les *desiderata* que l'état des choses actuel laisse en général à ceux qui ont attentivement suivi cette trop longue étude.

I. — Le silence du législateur sur la compétence en matière gracieuse nous paraît avoir été mal interprété quand on en a conclu, qu'en dehors d'un texte formel, le juge ne peut nommer un administrateur. Nos lois ont laissé au jugé la mission que la tradition lui a toujours reconnue et que beaucoup de dispositions confirment; la justice l'exerce pour le plus grand avantage du justiciable. M. Bertin a donné, à cet égard, une doctrine qui ne devrait pas être contestée, et qui l'est, à tort, encore trop souvent.

II. — Une incertitude fort grande persiste dans les auteurs et dans la jurisprudence sur la distinction essentielle entre la juridiction contentieuse et la juridiction gracieuse; spécialement sur les voies de recours dont est ou n'est pas susceptible l'ordonnance sur requête, celle entre autres qui nomme un administrateur. Ici encore, la vraie doctrine a été posée par l'ouvrage de M. Bertin, et elle est admise par les auteurs. Mais une jurisprudence, chaque jour plus inquiétante de la Cour de cassation admet l'opposition et l'appel contre l'ordonnance sur requête, au lieu de réserver ces voies de recours à la partie qui, sur l'exécution de l'ordonnance sur requête, a saisi le juge de référé et n'y a pas trouvé protection. Il y a lieu de réagir contre cette jurisprudence qui ébranle, sans intérêt réel, la distinction nécessaire du contentieux et du gracieux.

III. — Le défaut d'organisation de la faillite civile, l'insuffi-

sance de la loi sur la liquidation de la succession bénéficiaire, amènent des difficultés à peu près insolubles. Ne peut-on pas espérer une loi qui fera pour nous ce qui a été fait en Allemagne ou en Belgique, ce que le Japon est en train de faire? La faillite civile ne peut être réglée sans que la liquidation de la succession bénéficiaire ne le soit aussi; c'est une double réforme qui s'impose à bref délai.

IV. — Un conflit aigu existe entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative sur le point de savoir si un séquestre judiciaire, nommé dans l'intérêt d'un ou de plusieurs créanciers, peut réaliser et, pour cela, faire transférer les rentes sur l'État nominatives appartenant au débiteur. Il est profondément regrettable que ce conflit persiste, et l'on doit espérer que le Trésor admettra que le principe de l'insaisissabilité des rentes ne fait pas échec au droit des créanciers, lorsque ce droit s'exerce sous le contrôle et avec l'autorisation spéciale de justice. Sans sacrifier les intérêts du crédit public, il paraît moral et nécessaire que le Trésor reconnaisse au mandataire judiciaire, comme cela a lieu pour le syndic et le curateur à successions vacantes, le pouvoir de faire opérer le transfert d'une rente nominative au cas de fraude, de délit, de déconfiture, tout au moins, de la part du débiteur.

V. — Il y aurait lieu d'établir une réglementation nouvelle et concordante des pouvoirs reconnus à l'administrateur de l'aliéné nommé en vertu de l'article 497 du Code civil, et de celui qui est nommé en vertu de l'article 32 de la loi du 30 juin 1838; de préciser en même temps les pouvoirs du mandataire *ad litem* et du notaire commis en cas de partage, d'action en justice, d'acceptation de succession. Une loi en cours de préparation pourvoira, on doit l'espérer, à cette réglementation, que les incertitudes de la pratique quotidienne rendent urgente, et

remplacera le régime actuel qui est tout ensemble compliqué et insuffisant.

VI. — Il est désirable qu'un règlement intérieur intervienne dans les tribunaux où il existe des administrateurs judiciaires organisés en compagnie, pour préciser les conditions de leur nomination, de leur surveillance, de leur gestion et de leur rémunération. La tâche du président serait facilitée, les revirements soudains et inexplicables seraient prévenus, et les garanties des administrateurs et des justiciables y gagneraient. Spécialement il y aurait lieu de n'autoriser le retrait des fonds versés à la Caisse, que sur visa, après motifs donnés, du Président ou d'un juge de la Chambre du Conseil, délégué. Cette mesure est, bien entendu, de l'intérêt même des administrateurs, qui peuvent être eux-mêmes victimes de surprises et de fraudes vraiment trop faciles et pouvant porter sur des sommes énormes.

Mais il paraît impossible d'exiger, soit un cautionnement individuel, soit un fonds commun de garantie. Ces deux sûretés, insuffisantes par elles-mêmes, seraient un obstacle au recrutement et ne pourraient être obtenues qu'au prix de la création de charges transmissibles sur présentation.

Avec ces réformes partielles et isolées d'une législation, d'une jurisprudence et d'une pratique contre lesquelles il serait injuste d'élever de graves reproches, mais qui sont loin d'être parfaites, avec ces améliorations faciles à réaliser, et que l'on est en droit de réclamer sans trop d'exigence, le mandat judiciaire nous semble devoir donner tout ce que l'on peut raisonnablement en attendre; sans rien perdre de la flexibilité qui lui est nécessaire, il gagnerait au point de vue de la légalité, de la correction, de la sécurité.

L'administration judiciaire, instrument indispensable et déjà très utile peut, sans doute, être encore améliorée par les lois;

mais c'est des mœurs judiciaires surtout que dépend son fonctionnement plus ou moins satisfaisant; avant et par-dessus tout, ce sera notre dernier mot, il vaut ce que vaut la main qui le tient, et qui ne doit pas cesser un instant de le contrôler et de le diriger avec vigilance et fermeté.

Le Président,

GLASSON .

Vu par le Doyen,

GARSONNET

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Fondement du droit de nomination des administrateurs judiciaires.	6
Division	13

PREMIÈRE PARTIE

*Des hypothèses
dans lesquelles la justice nomme des administrateurs.*

CHAPITRE PREMIER

De l'administrateur nommé en cas d'absence.

Généralités.	15
§ I. — Des personnes qui peuvent provoquer l'intervention de la justice.	18
1° Parties intéressées.	18
Créanciers	18
Héritiers. — Ab intestat; testamentaires.	19
2° Ministère public.	22
§ II. — Quand peut-on provoquer les mesures conservatoires? .	24
§ III. — Autorité compétente. — Procédure	27
§ IV. — Choix des mesures. — Mandataire. — Notaire.	29
§ V. — Pouvoirs de l'administrateur judiciaire.	30
A. Pouvoirs généraux	31
B. Remarques et réserves	33
Remboursement des créances.	33
Loyers	34
Poursuites en justice	34
Aliénations. — Meubles	38
Valeurs	38
Immeubles.	39

Emprunts.	40
Transactions.	41
Compromis	41
Acceptation de succession	41
C. Mandat spécial. — Autorisation.	42
§ VI. — Fin de l'administration provisoire des biens de l'absent.	44
§ VII. — Cas particuliers	45
1° Des actes pour lesquels l'intervention du notaire est indispensable	45
2° Hypothèse dans laquelle l'absent a laissé une procuration	49
3° Militaires absents.	50
§ VIII. — Intervention de la justice dans les affaires des « non-présents »	51
Exemples pratiques.	54
Autorité compétente	58

CHAPITRE II

Des administrateurs nommés au cas de succession.

Généralités. — Division.	62
1° Curateurs à successions vacantes. . (Renvoi)	65
2° De l'administration d'une succession pendant les délais.	65
§ I. — Autorité compétente pour nommer l'administrateur	67
§ II. — Personnes qui peuvent demander la nomination de l'administrateur provisoire	68
1° Héritiers.	68
2° Successeurs irréguliers.	69
3° et 4° Autres intéressés	70
§ III. — Pouvoirs de l'administrateur nommé à une succession pendant les délais	72
§ IV. — Comment l'administration de la succession prend fin.	81
§ V. — Procédure. — Effets. — Voies de recours — (Renvoi)	83
REMARQUE I. (<i>Conventions internationales</i>).	85
REMARQUE II.	84

CHAPITRE III

De l'administrateur judiciaire nommé au cas d'aliénation mentale.

Généralités	85
-----------------------	----

Section I. — DE L'ADMINISTRATEUR NOMMÉ, CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 497 DU CODE CIVIL, A L'ALIÉNÉ DONT ON POURSUIT L'INTERDICTION. . .	88
§ I. — Conditions de la nomination	89
§ II. — Autorité compétente.	91
§ III. — Personnes qui peuvent demander la nomination de l'administrateur provisoire.	92
§ IV. — Formes de la demande	93
§ V. — Caractère de la décision. — Voies de recours	94
§ VI. — Pouvoirs de l'administrateur. — Actions en justice	96
§ VII. — Choix de l'administrateur. — Durée de sa mission	102
Section II. — DE L'ADMINISTRATEUR NOMMÉ, CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 32 DE LA LOI DU 30 JUIN 1838, A L'ALIÉNÉ NON INTERDIT INTERNÉ DANS UNE MAISON DE SANTÉ	105
§ I. — Quand peut-on nommer l'administrateur provisoire?	109
§ II. — Qui peut demander la nomination?	112
§ III. — Autorité compétente. — Procédure	113
§ IV. — Choix de l'administrateur	115
§ V. — Durée de la mission. — Renouvellement. — Dispenses.	115
§ VI. — Pouvoirs de l'administrateur provisoire.	119
Règle générale	119
Énumération	120
A. <i>Actes prévus par la loi.</i>	121
1. Recouvrement des créances. — Payement des dettes.	121
2. Baux.	122
3. Aliénation du mobilier	126
4. Actions en justice. — Mandataire spécial ou <i>ad litem</i>	127
a. Nomination. — Formes. — Rôle du tribunal.	128
b. Durée des pouvoirs du mandataire <i>ad litem</i>	151
c. Instances particulières.	152
I. Instance en interdiction.	152
II. Actions en divorce, en séparation de corps ou de biens	154
III. Du partage. — De l'action en partage.	156
B. <i>Actes non prévus par la loi.</i>	159
1. Aliénation des immeubles. Loi du 3 mai 1841. (Expropriation pour cause d'utilité publique.)	159
2. Aliénation des valeurs mobilières. (Loi du 27 février 1880)	142

a. Valeurs cotées et non cotées	144
b. Fonds de commerce et fonds industriels	144
c. Offices	145
3. Constitution de dot	146
a. Constitution en biens propres à l'aliéné	147
Valeurs mobilières	147
Immeubles	147
b. Constitution en biens propres à la femme ou communs	147
c. Il a été nommé un administrateur provisoire autre que la femme	149
d. C'est la femme de l'aliéné qui a été nommée administrateur provisoire	149
4. Acceptation, renonciation relatives à une communauté, succession et à toute autre indivision	152
a. Succession	155
b. Communauté	158
5. Acceptation de libéralités. — Legs. — Dona- tions	159
C. Significations	160
§ VII. — Quand cessent les fonctions de l'administrateur provisoire	162
§ VIII. — Responsabilité de l'administrateur provisoire. — Hypo- thèque	165

CHAPITRE IV

Des séquestres et administrateurs-séquestres.

Généralités. — Division	169
Section I. — SÉQUESTRES PRÉVUS PAR LA LOI	174
TITRE I. — <i>Séquestre de biens litigieux</i> . (1961. 2.)	174
§ I. — Conditions de la nomination	174
§ II. — Personnes qui peuvent demander la nomination du séquestre	176
§ III. — Autorité compétente pour nommer le séquestre	176
§ IV. — Choix du séquestre	180
§ V. — Pouvoirs du séquestre	181
§ VI. — Fin de la mission du séquestre	185
TITRE II. — <i>Séquestre de biens offerts par le débiteur pour sa libé- ration</i> (1961. 3.)	187

TITRE III. — Séquestre, gardien de meubles saisis (1961. 1.).	188
Section II. — EXTENSIONS DE LA PRATIQUE.	189
TITRE I. — Séquestre de loyers	189
§ I. — Légitimité de cette pratique, limites.	189
§ II. — Pouvoirs du séquestre de loyers. — Formules.	190
<i>a.</i> Abus.	191
<i>b.</i> Répartitions. — Pratiques parisiennes.	195
§ III. — Procédure.	196
TITRE II. — Séquestre au cas de déconfiture.	196
§ I. — Hypothèses dans lesquelles la justice nomme un séquestre.	196
1 ^{er} cas. Déconfiture avant décès.	197
1° Les parties sont d'accord.	198
2° Les parties sont en désaccord.	204
3° Le déconfit laisse faire.	218
2° cas. Déconfiture après décès.	220
A. Administration par l'héritier bénéficiaire.	221
B. Liquidation par l'héritier bénéficiaire.	222
C. Utilité de la nomination d'un administrateur judiciaire.	224
D. Légitimité de cette nomination.	226
1° Les parties sont d'accord.	226
2° Les parties sont en désaccord.	226
3° L'héritier bénéficiaire laisse faire.	227
E. Fautes, incurie de l'héritier bénéficiaire.	228
<i>a.</i> Abus.	229
<i>b.</i> Hypothèses particulières.	251
§ II. — Pouvoirs de l'administrateur-séquestre.	255
A. Déconfiture proprement dite.	255
B. Succession bénéficiaire.	255
§ III. — Difficultés pratiques. — Autorisations.	259
Autorisation donnée au cas de succession bénéficiaire.	240
1° A l'héritier.	240
2° A l'administrateur.	245
3° Pouvoir de répartir.	245
§ IV. — Fin de la mission de l'administrateur-séquestre.	248
TITRE III. — Séquestre pour remploi de biens dotaux.	249
§ I. — Nomination justifiée tant en raison qu'en fait. — Abus. — Refus.	250
§ II. — Procédure. — Autorité compétente.	255
TITRE IV. — Séquestre au cas d'instance en divorce, en séparation de biens et de corps.	258

§ I. — Historique	258
§ II. — Jurisprudence	260
§ III. — Autorité compétente	267
TITRE V. — Séquestres et administrateurs provisoires d'offices, de cabinets d'affaires, de sociétés.	270
§ I. — Gérance provisoire de cabinets d'affaires et autres	271
§ II. — Offices ministériels	271
§ III. — Fonds de commerce	272
§ IV. — Sociétés.	274
A. Qui peut demander la nomination de l'administrateur?	275
B. Attributions. — Pouvoirs	276
C. Autorité compétente.	281
TITRE VI. — Séquestre de rentes sur l'État.	289
§ I. — Légalité de ces nominations.	291
§ II. — Efficacité	292
§ III. — Contradictions de l'autorité administrative.	295
TITRE VII. — Séquestre de papiers.	297
TITRE VIII. — Mandataires « ad hoc ».	305
§ I. — Au cas d'opposition d'intérêts entre un administrateur légal et l'incapable qu'il représente	304
§ II. — Mandats « ad hoc » prévus par la loi.	308
A. Au cas de bénéfice d'inventaire	308
B. — d'usufruit	310
C. — de substitution	311
D. Curateur au ventre	311
E. — au délaissement.	311
F. Administration des biens du contumax	312
§ III. — Mandats judiciaires non prévus par la loi	315

DEUXIÈME PARTIE

Des juridictions appelées à nommer les administrateurs.

§ I. — La justice peut-elle statuer?	317
§ II. — Quel est le juge compétent?	318
I. Juridiction contentieuse.	318
II. — gracieuse	319
§ III. — Procédure. — Voies de recours.	321
I. — Jugement contentieux (Renvoi)	321

II. — Ordonnance de référé.	321
III. — Jugement de la Chambre du Conseil	325
IV. — Ordonnance sur requête.	325

TROISIÈME PARTIE

Des effets

de la nomination d'un administrateur judiciaire.

§ I. — Effets de la décision qui nomme l'administrateur. . . .	331
§ II. — Effets des actes passés par l'administrateur. — Situation des tiers	335
I. Responsabilité dans l'exécution du mandat.	335
II. Responsabilité à raison d'actes spécialement auto- risés	356
1° Autorisations régulières. — Effet.	340
2° Autorisations irrégulières. — Danger	345

QUATRIÈME PARTIE

De la société

des administrateurs judiciaires près le tribunal civil de la Seine.

I. Notions générales	345
II. Historique	346
III. Comptabilité	347
IV. Rapports avec la Caisse des dépôts et consignations. .	351
V. Fonctionnement et pratiques des administrateurs judiciaires à Paris	355
1. Successions	355
2. Liquidation. — Répartitions. — Responsa- bilités	358
VI. Situation juridique et rémunération des admi- nistrateurs. — Tarif.	368
REMARQUE	376
Conclusion. — <i>Desiderata</i>	378

PARIS

IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE

9, RUE DE FLEURUS, 9